

THÉORIE COMMUNISTE

THÉORIE COMMUNISTE

N° 23

MAI **2010**

Directeur de publication

Roland Simon

BP 17

84300 Les Vignères

Site

<http://www.theoriecommuniste.org>

tc@communication.net

SOMMAIRE

FRANCHIR LE PAS	7
THÉORIE COMMUNISTE : UN CHANTIER PERMANENT	49
DISTINCTION DE GENRES , PROGRAMMATISME ET COMMUNISATION	99
FIN DE MEETING	129
AUTOPRÉSUPPOSITION DU CAPITAL : ESSENCE/SURFACE/FÉTICHISME	163
LE CONCEPT DE CYCLE DE LUTTES	173
TROIS LUTTES ACTUELLES	185
LECTURES DE LA CRISE	199
SENONEVERO	235
DÉJÀ PARUS	239

FRANCHIR LE PAS

QU'EST-CE QUI FAIT QUE Théorie Communiste apparaisse comme un paradigme suscitant méfiance et réticence vis-à-vis d'un milieu pourtant riche en divergences et affrontements ? TC apparaît comme extérieur à un *en-commun* à l'intérieur duquel se déroulent divergences et affrontements finalement convenus. Laissons pour l'instant de côté la scie de la difficulté de lecture de TC, mais nous y reviendrons.

Bien sûr il y a la critique de l'auto-organisation, de l'autonomie, de toute forme de gestion ouvrière, il y a la critique du programmatisme, c'est-à-dire la périodisation historique de la révolution et du contenu même du communisme, il y a la restructuration du mode de production capitaliste, c'est-à-dire de la contradiction entre le prolétariat et le capital, il y a l'affirmation de l'existence d'un nouveau cycle de luttes se définissant par la lutte d'une classe dont l'existence même comme classe est la limite de sa lutte, il y a la critique de toute vision normative des luttes et de la révolution. Il y a tout cela, mais l'essentiel est dans la rupture que représente TC vis-à-vis du paradigme théorique définissant *l'en-commun* de ces débats, controverses et polémiques.

Le premier paradigme, celui de *l'en-commun*, dans lequel se déroule l'essentiel des débats et affrontements de « notre milieu » peut se définir de la façon suivante. La perspective révolutionnaire résulte d'un développement positif (transcroissance) du cours de la lutte de classe, ce rapport positif au cours de la lutte de classe est du type : « ça parle » et « on attend » (que l'attente soit plus ou moins interventionniste et que la parole soit reconnue comme plus ou moins claire, ne changeant rien fondamentalement). C'est ce que nous pourrions appeler en forçant à peine le trait le *paradigme du récit* : « voilà ce qu'il se passe ». Les récits peuvent être différents et s'affronter, l'en-commun est de faire de l'analyse théorique un récit normatif du cours de la lutte de classe, car c'est bien toujours d'une analyse théorique dont il s'agit. Comme analyse théorique, le récit possède deux présupposés fondamentaux : une nature révolutionnaire du prolétariat ; la révolution comme approfondissement

et surtout libération de ce qui est enfoui dans le cours actuel des luttes. La nature révolutionnaire est rarement posée explicitement, elle est le prérequis implicite du second point.

La lutte de classe entre le prolétariat et le capital n'est pas réellement une contradiction entre prolétariat et capital, mais une réaction, une défense du prolétariat face au capital. Le prolétariat doit se révéler comme sujet au travers de situations objectives qui favorisent ou contrecarrent cette révélation. Chaque lutte est une affirmation : dans chaque lutte, le prolétariat doit se retrouver lui-même, rejeter tout ce qui lui est extérieur. La révolution en tant que rupture disparaît à l'horizon, la lutte est tout, la révolution devient le procès des luttes, le procès de cette conquête de soi. Comme le tiers état, qui n'était politiquement rien, mais déjà socialement tout, le prolétariat est déjà tout, il ne lui reste plus qu'à le découvrir lui-même, ce serait l'essence de chaque lutte. Chaque lutte est attendue comme le signe d'une révélation, et pose cette reconnaissance pour objectif. Le prolétariat n'a qu'à devenir par lui-même ce qu'il est lui-même dans le capitalisme pour que cela ne soit plus le capitalisme, que cela soit pour s'affirmer ou se nier. Même si l'on parle de « négation du prolétariat », cette « négation » de lui-même n'est que le résultat d'un type particulier de montée en puissance de ses luttes. Comme l'affirmation elle n'est que le résultat des caractéristiques que l'on aura décidé de choisir dans le cours des luttes. Dans ce paradigme, l'interventionnisme n'est qu'une option facultative. Parler de la révolution, c'est raconter ce qu'il se passe.

Il n'y a plus de question « des luttes actuelles à la révolution ». La question n'a pas de sens, les luttes actuelles dans le contenu, dans l'objectif que la classe s'y fixe, les tâches qu'elle doit y affronter, ont pour objet la transmutation du capitalisme en une autre société de par la révélation de la classe ouvrière à elle-même positivement ou négativement. C'est le paradigme du récit. Le confort de ce paradigme réside dans le flou théorique (systématique) dans lequel il peut s'entretenir lui-même. Ici, le normativisme avoué, caché ou spontané au point de passer inaperçu aux yeux mêmes de ses auteurs, est définitoire. Dans le cours des luttes, il y a le bon et le mauvais, et surtout il y a la grille de lecture permettant de les séparer. Le confort réside dans le rapport positif immédiat entretenu avec le cours des luttes en tant que révélation plus ou moins intégrale de ce qui est toujours déjà là, même potentiellement (pas encore *lui-même*) et que l'on sait avoir presque déjà été à d'autres moments d'une *histoire référentielle*, car l'histoire est une grille de lecture dans un présent perpétuel.

Il est intellectuellement très difficile de penser à remettre en cause ce paradigme tant il correspond à ce que l'on conçoit spontanément de toute lutte dont l'aboutissement est l'élimination de l'adversaire. On peut aller jusqu'à penser que *dans l'aboutissement* le vainqueur se supprime lui-même dans ce qu'il était, dans la mesure où il n'existait que dans son rapport à son adversaire. On croit avoir atteint là les sommets de la dialectique. Mais ce n'est toujours pas la nature même de sa lutte que l'on a définie comme contradictoire, on a

seulement donné à celle-ci des caractéristiques (le refus du travail est ici la caractéristique centrale) qui positivement donnent cet aboutissement. Il est non seulement très difficile d'abandonner ce paradigme mais encore personnellement dur d'abandonner son confort. Il suffit toujours de raconter, et de dire voilà ce qui me conforte, voilà ce sur quoi je me fonde. C'est ceci ou cela et *ça existe*. Ce qui fait de la rupture paradigmatique de TC une sorte d'épouvantail. C'est *le pas à franchir*.

Ce pas à franchir est celui de la critique radicale de toute existence pour soi du prolétariat par laquelle il serait révolutionnaire : sa contradiction au capital est sa contradiction à lui-même. Cette proposition, qui doit être strictement entendue, définit la *situation* révolutionnaire du prolétariat dans son rapport au capital, à l'intérieur du mode de production capitaliste. Cela signifie qu'aucune lutte n'est dévoyée, détournée, que rien ne vient empêcher la révélation d'une potentialité. L'essentiel est dans la compréhension de la relation entre travail et capital comme une implication réciproque, dont les termes n'ont pas vis-à-vis de la totalité un rapport identique ou symétrique, car cette implication est exploitation, subsomption du travail sous le capital. C'est la critique et la condamnation du subjectivisme sous-tendant l'insistance sur l'autonomie du prolétariat et conjointement le rejet de toute approche normative ou volontariste des luttes. Tout le discours de la révélation ou de l'action interrompues (qui aurait pu « aller plus loin ») est dépassé, ce discours qui sous-tend le paradigme du récit est une idéologie de l'essence révolutionnaire qui, comme toute idéologie, n'expose pas ses propres présupposés. Il ne s'agit pas de dire c'est tel ou tel élément qui dans la lutte de classe du prolétariat porte son affirmation ou sa négation, mais de dire c'est *la lutte de classe qui est une contradiction pour elle-même*.

La rupture consiste à dire que le rapport au cours de la lutte de classe n'est plus de l'ordre du récit reposant sur la quiétude de la révélation de ce que le prolétariat est *en lui-même*, car « en lui-même » il n'est que son rapport au capital. Si c'est de la lutte de classe telle qu'elle se déroule que l'on passe à la révolution, c'est que la révolution est le dépassement produit par la lutte de classe qui, en quelque sorte, « se retourne contre elle-même » : le prolétariat produit et traite sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte en tant que classe. Le rapport au cours de la lutte de classe n'est « positif » qu'en ce qu'il produit son dépassement. Dans chaque lutte c'est cette remise en cause par le prolétariat de sa propre existence comme classe dans sa lutte contre le capital qui est l'annonce de ce dépassement (rapport positif du cours de la lutte de classe à la révolution si l'on veut, mais d'une « positivité » bien particulière). Le récit est une attitude contemplative quelle que soit la dose d'intervention que l'on y injecte. Il ne suffit plus de raconter et de dire « ça parle », nous sommes bien loin de la sérénité, même constamment déçue, de l'attente de la révélation de ce qui est « en soi-même ».

Faire son deuil du récit et de l'attente de la révélation, faire son deuil d'un rapport positif, même constamment contrarié, du cours des luttes à la révolution (que celle-ci soit affirmation ou négation du prolétariat), faire son deuil de la grille de lecture mesurant le degré de la révélation du prolétariat tel qu'en lui-même (pour son érection en classe dominante ou son abolition), faire son deuil du fait que l'appartenance de classe puisse être affirmation ou négation, alors que c'est elle qui est la question, *tel est le pas à franchir*. Tel est le changement de paradigme suscitant tant de méfiance et de résistance, car il ne s'agit pas d'un simple changement d'opinion, mais du dépouillement d'un quasi positionnement existentiel personnel vis-à-vis des luttes fait d'attente, de retrouvailles et de *dépît amoureux*. Il nous faut accepter que le discours théorique soit non pas un récit mais une extériorité interne à la lutte de classe. L'expression interne de sa contradiction. Il n'est pas la mise en forme immédiate du cours de la lutte de classes il n'est pas la conscience immédiate de celui ci, son *récit*.

Si la lutte de classe rencontre dans le fait d'être une classe la limite qu'elle produit et la limite à dépasser, la théorie de ce dépassement ne peut plus se confondre avec le simple énoncé même critique de « ce qu'il se passe », car elle ne se réfère à aucune norme, aucune potentialité. L'idéologie de l'être et de la potentialité fait de chaque événement et de son récit sa preuve, sans qu'elle ait à s'énoncer elle-même. N'étant pas un récit embarquant en passager clandestin une nature révolutionnaire du prolétariat, le « paradigme técéiste » est une théorie lourde, un système *s'énonçant en tant que tel*. C'est une théorie, c'est-à-dire une lecture qui se sait et se revendique comme une re-production du réel (le récit aussi est une reproduction, mais qui se veut seulement reproduction, qui s'occulte elle-même comme théorie dans son énonciation). La difficulté de TC réside dans le caractère absolument non normatif (la révolution ou la vraie lutte ce serait ceci ou cela) et absolument non essentialiste quant à la définition des classes. En considérant la contradiction entre le prolétariat et le capital comme leur rapport et non comme la rencontre de deux être tels qu'ils seraient en eux-mêmes en dehors de leur implication, le paradigme técéiste doit s'énoncer de façon systématique car il ne prend appui sur aucun élément particulier, qui, dans la contradiction, soit la preuve ou l'assurance (même potentielle) de son dépassement, si ce n'est la situation respective des termes de la contradiction. Il nous faut énoncer chaque moment particulier, historique ou élément de la totalité, précisément comme moment de la totalité, c'est-à-dire que nous ne pouvons rien dire sans tout dire. C'est la condamnation que la théorie de la révolution comme dépassement de toutes les classes dans l'abolition du mode de production capitaliste prononce contre elle-même.

Le pas à franchir, c'est l'abandon de toute conception positive de la lutte de classe du prolétariat (existante, potentielle, définie en elle-même pour elle-même), si ce n'est sa capacité à se remettre en cause, comme classe, dans cette

lutte. On franchit ce pas en se confrontant à la seule question à laquelle tout se résume : comment une classe, agissant strictement en tant que classe de ce mode de production peut-elle l'abolir et abolir toutes les classes ?



ANNEXE : THÉORIES DE LA COMMUNISATION

En complément du texte précédent, nous publions à sa suite deux critiques de textes mettant en avant une problématique de la communisation.

Le premier, « La communisation comme sortie de crise », de Bruno Astarian, (*Échanges*, n° 131 – hiver 2009-2010 ; également disponible sur le site DNDF) donne une vision de la communisation déconnectée des luttes actuelles.

Le second, sur les émeutes en Grèce, rédigé par le groupe grec TPTG, à l'inverse ne pense pas de rupture. Les luttes contiennent de simples processus inaboutis, incomplets. L'idée de limite comme classe a disparu de la problématique de la communisation ce qui, pour nous, dans un certain sens revient à nier la problématique elle-même dans ce qu'elle a de plus fondamental.

À PROPOS DU TEXTE : « LA COMMUNISATION COMME SORTIE DE CRISE »¹

« Ce qui doit être est aussi en fait, et ce qui seulement doit être sans être n'a aucune réalité »
(Hegel, *Phénoménologie de l'Esprit*, Éd. Aubier, p. 211).

C'est au présent qu'il faut parler de la communisation

Le texte « La communisation comme sortie de crise » annonce dans ses quelques lignes d'introduction que sera mise de côté comme non essentielle (puisque dans le choix de faire bref, cet élément n'est pas retenu) la critique du programmatisme « déjà faite abondamment ». Quelques références aux textes où on peut trouver cette critique n'auraient pas été superflues dans la mesure où ce n'est certainement pas dans les pages d'*Échanges* qu'on la trouve. Laisser de côté la question du programmatisme, c'est choisir de ne pas historiciser la question de la révolution comme communisation.

Non seulement la critique du programmatisme ne se trouve pas et ne peut pas se trouver dans *Échanges*, mais encore elle aurait conduit B.A. sur un terrain où il ne voulait pas aller, celui de l'évocation « des aspects récents du mouvement social (bizarre "mouvement social", là où on attendrait "lutte de classes", nda) qui confortent la thèse communisatrice ». Mais *même la simple « évocation » annoncée reste lettre morte* : les quelques indications (« démassi-

1. Ce texte se trouve en ligne sur le site DNDF (Des nouvelles du front, <http://www.dndf.org>) et a été publié dans le numéro 139 (hiver 2009-2010) de la revue *Échanges*.

fiction », « antitruavail »...) sont d'une généralité et d'un vague absolus et ne peuvent que le rester dans la mesure où, comme on va le voir, par ses propres présupposés, B.A. ne peut historiciser la production de la révolution et du communisme si ce n'est dans un ample mouvement téléologique transhistorique opposant la *propriété* au *travail* comme devenir humain de l'Homme au travers de la « socialisation de la nature ». Ce qui est « gênant » c'est que tous les mots sont là comme allant de soi (propriété à la place de capital, travail à la place de classe ouvrière et « l'antitruavail » devenu substantif et concept), mais volontairement rendus incompréhensibles en l'absence du système où ils font sens.

Le texte se limite alors et se complait dans un exercice de communisme-fiction, exercice convenu et vain en l'absence précisément de ces « aspects actuels » des luttes de classe qui devaient être ne serait-ce qu'« évoqués ». Le texte, bien sûr, ne pouvait tout traiter de la communisation, mais le choix effectué de la fiction est certainement le plus mauvais que l'on puisse faire pour aborder le sujet (à moins que cela soit le seul « acceptable » dans le cadre où ce texte a d'abord circulé et où il a été ensuite publié). Sur la fiction tout le monde pourra plus ou moins être d'accord ou émettre quelques objections... relatives à la circulation des trains par exemple (s'il y a encore des trains ?), mais il n'y a aucun enjeu réel et l'on se quittera bons amis. Sur ce terrain le seul enjeu est dans la question de la période de transition, mais la façon de la poser dans ses termes adéquats a été évacuée d'entrée de jeu, avec l'évacuation de la critique du programmatisme... « déjà faite abondamment ».

On peut dire que dans le cours de la lutte révolutionnaire, l'abolition de l'État, de l'échange, de la division du travail, de toute forme de propriété, l'extension de la gratuité comme unification de l'activité humaine, c'est-à-dire l'abolition des classes, sont des « mesures » abolissant le capital, imposées par les nécessités mêmes de la lutte contre la classe capitaliste (encore que, dans le texte, ces « mesures » de lutte n'en sont pas, car elles adviennent après le *blocage* du rapport social capitaliste). On peut dire que la révolution est communisation, qu'elle n'a pas le communisme comme projet et résultat, mais comme contenu. Mais si l'on ne montre pas que ce contenu de la révolution comme communisation est annoncé dans les luttes actuelles chaque fois que le fait même d'agir en tant que classe apparaît comme une contrainte extérieure, une limite à dépasser, on a séparé le dépassement de son mouvement de production, on a énoncé *un nouveau programme*.

La communisation et le communisme sont des choses à venir, mais *c'est au présent que nous devons en parler*. La communisation est annoncée dans les luttes actuelles chaque fois que le prolétariat se heurte à sa propre existence comme classe, dans son action en tant que classe, contre le capital, à l'intérieur du rapport d'exploitation, dans le cours même de ces luttes ; chaque fois que l'existence même du prolétariat est produite comme quelque chose d'étranger, à quoi il se heurte dans sa lutte en tant que classe, comme une contrainte

objective extériorisée dans l'existence même du capital. Tout cela est abondamment développé et exemplifié dans *Théorie communiste*, principalement dans TC 20 « théorie de l'écart » et dans la brochure bilingue *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle*. L'essentiel de la communisation au présent, sans quoi parler de communisation est un exercice creux, c'est, pour le prolétariat, la remise en cause dans la lutte en tant que classe de sa propre existence de classe qui est devenue l'existence même du capital. B.A. pourra être amené à développer les quelques aspects évoqués (démassification, antitruavail..) mais, comme il l'a déjà fait avec « l'antitruavail » (« Aux origines de l'antitruavail »), des formes de luttes historiques spécifiques, lors de l'introduction du taylorisme et du fordisme, sont subsumées sous le concept d'antitruavail. Ce qui est en cause ce n'est pas la réalité des faits rapportés mais leur classement et *interprétation théorique* sous le vocable d'anti-truavail. C'est-à-dire la *construction théorique* d'une contradiction entre prolétariat et capital s'originant dans *l'essence du travail*. On peut supposer que la « démassification » reposera sur un concept d'individu qui n'est que l'idéalisation de l'individu libre de la société bourgeoise (celui qui décide de « parler du sens de la vie » au lieu de faire du pain).

La grande absente de ce texte c'est la lutte de classe en tant que présent. Pour parler de cela, on ne peut pas se contenter d'évoquer vaguement des « aspects actuels » de la lutte de classe, mais exposer que c'est *la lutte de classe qui est, à l'intérieur d'elle-même devenue le problème*. Mais, il serait alors difficile de publier un tel texte dans *Échanges*. Il peut paraître au premier abord étrange que ce texte ait été publié là où il l'a été. L'éditorial de ce même numéro se perd en circonvolutions pour, sans jamais citer le texte, nous expliquer qu'il ne s'agit somme toute que de « commentaires ». Malgré toutes les craintes exprimées, l'éditorial dit vrai : il ne s'agit que de commentaires. Ce texte ne remet pas en cause l'approche des luttes actuelles comme un mouvement dont le simple récit peut rendre compte, mouvement pouvant aboutir, pourquoi pas, à la communisation. En effet la production théorique de cet aboutissement n'est pas le résultat d'une compréhension présente du fait de lutter en tant que classe comme limite de la lutte de classe, elle ne franchit pas le pas. Franchir ce pas est l'unique façon de parler actuellement de la révolution comme communisation d'une façon qui engage les luttes actuelles. « Antitruavail », « démassification » : il ne s'agira que d'ajouter quelques fioritures nouvelles au *récit*. Les éléments ne sont pas faux, c'est leur construction théorique qui participe du même récit que celui d'*Échanges*.

L'impasse de la critique du travail

Le texte de B.A. paraît tout simple et tout clair, mais, en réalité, il est plein de subtilités métaphysiques². Pour comprendre ce texte, il faut savoir que, pour B.A., le point de départ de la « critique du travail » c'est la nature considérée abstraitement, c'est-à-dire en dehors de tout rapport social : *elle est quelque chose à humaniser*. Ce n'est qu'une fois cette humanisation effectuée qu'elle pourra être intégrée non contradictoirement à l'humanité. En face, l'homme n'est sujet qu'en se prenant lui-même comme objet mais, pour parvenir à ce nirvana, il doit surmonter l'obstacle représenté par la « nature extérieure ». Notre sujet doit donc momentanément se perdre dans la transformation de la nature extérieure (le vilain objet) pour parvenir à se retrouver. Ce sera le rôle dévolu à la valeur et *finale*ment (car, comme la perceuse fonctionne à l'électricité, tout cela fonctionne à la *finalité*) au capital qui ne laisse rien de la « nature extérieure » en dehors de lui. On peut tourner les choses comme l'on veut, le fondement de l'aliénation se retrouvera toujours dans la nature. La nature existe bel et bien en dehors de tout rapport social mais, en tant que telle, elle ne s'oppose pas à l'activité humaine. Là où ça se complique, c'est quand il faut conserver l'homme comme *être générique* (vous savez celui qui est toujours libre, conscient et universel, celui qui se prend toujours comme objet dans son activité), comme ce beau sujet qui ne fait que semblant de se salir les mains en prenant pour objet des objets extérieurs à lui, puisqu'en fait c'est toujours lui-même qu'il prend pour objet. Le travailleur demeurera donc un sujet, mais comme il ne prend pour objet que « la nature extérieure », il se contredit comme sujet. Pour retrouver le rapport social comme résultat de l'action sur la nature extérieure, il faudra donc que le travailleur aliène son produit au patron. Merci patron qui, en me débarrassant de ma production, me permet de rester un être générique. Sans Toi, je me serais confondu avec mes produits et je n'aurais été qu'un singe. Dans *Le Travail et son dépassement* (Éd. Senonevero), B.A. nous raconte cette scène charmante comme le mythe fondateur de l'humanité.

Dans la « critique du travail », à la contradiction entre prolétariat et capital est substituée celle entre « travail » et « propriété », mais cela revient à une contradiction interne au travail : l'opposition entre le travail comme dénuement pour lui-même et comme source universelle de la richesse (la propriété). On en reste à une critique du travail, devenu substance concentrant le rapport de classes, en lieu et place d'une critique du rapport social capitaliste dans lequel cette opposition n'est pas intrinsèque au travail (ni une contradiction interne au prolétariat) en tant que tel, mais la contradiction entre des classes

2. *Théorie communiste* peut parfois sembler difficile à lire, c'est la rançon à payer pour qu'il n'y ait jamais rien de caché des présupposés, ni rien faisant semblant d'aller de soi.

distinctes dont l'unité n'est pas une substance se déployant en se dédoublant sous une forme polaire contradictoire, mais un mode de production.

Dans la « critique du travail », entre travail et propriété c'est le travail qui, en lui-même, concentre le rapport de classes, la définition de la propriété en tant que concept faisant face de façon polaire au travail est celle que l'on trouve dans les *Manuscrits de 1844* : « L'essence subjective de la propriété privée, la propriété privée, comme activité étant pour soi, comme sujet, comme personne, est le travail. » (*op. cit.*, Éd. Sociales, p. 79). Mais alors, c'est le travail qui s'est auto-aliéné, avec la « critique du travail » nous sommes dans toutes les impasses des théories de l'aliénation.

La critique du travail comme opposition rigide dans le travail entre la pauvreté pour lui et la possibilité générale de la richesse fait tout simplement disparaître le rapport social qui les pose ainsi, mais qui également les unit et les reproduit. En opposant ainsi pauvreté et richesse à l'intérieur même du travail, le dépassement de cette opposition devient une affaire interne au travail. Le dépassement de cette société se confond avec le refus du travail, avec une autotransformation de la « classe des travailleurs », ouvrant ainsi la voie à toutes les perspectives et problématiques alternativistes ou humanistes : se changer soi-même pour changer la société, « l'activité de crise ». Il est clair, dans le texte de B.A. sur la communisation, que cette dernière est avant tout un travail des prolétaires (ou des *ex-prolétaires*, puisque le rapport capitaliste est bloqué) sur eux-mêmes.

Le communisme n'est pas centralement l'abolition du travail, il n'est ainsi défini que dans un système théorique fondé sur l'analyse du travail, c'est-à-dire du rapport entre l'homme et la nature comme point originel de la théorie communiste. Ce qui importe en réalité c'est le rapport social qui fait que l'activité humaine est travail, l'important c'est alors l'abolition de ce rapport social (la séparation d'avec la communauté qui est toujours un mode de production particulier), et non l'abolition du travail, terme auquel on ne peut reconnaître aucune dynamique intrinsèque, aucune valeur explicative théoriquement fondatrice.

De façon générale, l'objet de la théorie communiste n'est pas le rapport du prolétariat au travail mais le rapport entre le prolétariat et le capital. La compréhension de la faillite du programmatisme comprise comme crise du travail et son dépassement formulé en une théorie de la « critique du travail » demeurent à l'intérieur du programmatisme. On connaît l'analyse de Marx dans les *Manuscrits de 1844* qui montre comment l'aliénation du produit signifie immédiatement l'aliénation de l'activité elle-même. Ceci apparaît en subsomption formelle dans la mesure où le travail s'objective dans un produit qui lui échappe et dans la mesure où le travail comme valeur d'usage de la force de travail appartient à un autre que le travailleur. Avec la parcellisation du travail, le développement du système des machines, le procès de production devenu

adéquat au procès de valorisation, l'appropriation du travail vivant devient le fait même du procès de production dans ce qu'il peut avoir de plus immédiat, de plus matériel. Le refus et la révolte contre l'exploitation sont devenus le refus et la révolte contre ce qui est pour le travailleur sa propre activité dans sa forme la plus immédiate et la plus matérielle et non seulement parce qu'elle s'objective dans un produit qui lui est étranger ou parce qu'elle a été vendue à un autre. Il y a dans ce rapport le refus par le travailleur de son activité, le « refus du travail ». Et c'est là que les choses se compliquent.

C'est la totale spécification du travail comme travail salarié qui rend possible l'inversion de la problématique programmatique. Cette inversion consiste à substituer à une théorie et une pratique de la révolution comme libération du travail qui ont été bien réelles une idéologie de la révolution comme abolition du travail, et une idéologie de l'histoire comme histoire du travail et de sa crise. La critique et l'abolition du travail deviennent le fin mot et le fondement de la lutte contre l'exploitation et de l'abolition du capital³.

L'impasse de cette problématique réside dans le fait que l'on part de ce qui est reconnu comme déjà un rapport social, le travail, pour construire la suite historique des rapports sociaux. Pour sortir de ce cercle vicieux, on est alors contraint de conférer au « rapport social » qu'est le travail un contenu hybride de rapport social qui n'en n'est pas vraiment un : rapport social fondé sur une nécessité naturelle. Le travail évolue alors sans cesse entre histoire sociale et histoire naturelle, entre rapport social et rapport à la nature. On a beau dire que le rapport à la nature est un rapport social, on est toujours contraint de le considérer comme un rapport social d'un type particulier dans la mesure où c'est sur lui, sur ses caractéristiques et ses contradictions, que l'on construit par la suite les rapports sociaux historiques déterminés. Fondamentalement, les théories de la révolution comme crise et abolition du travail ne peuvent considérer l'histoire et la dynamique des rapports sociaux contradictoires de classes que comme des « formes » du travail.

Avec la subsumption réelle du travail sous le capital qui, dans cette problématique, marque l'achèvement du cycle historique du travail, s'achèverait par là même la dynamique des ces contradictions sociales. La « fin du travail » n'a plus alors de support social pour assurer son dépassement, d'où, à ce moment-là, la nécessité pour le prolétariat en tant que classe du mode de production capitaliste de céder la place à une « classe » déjà « universelle » comme sujet révolutionnaire ou, comme dans le texte en question de B.A., *hors du circuit du rapport capitaliste*. Le collapsus de l'accumulation devient le *préalable* à

3. Un bon exemple en est actuellement le travail théorique fourni par Bruno Astarian qui, de son livre *Le Travail et son dépassement* (Éd. Senonevero) à sa brochure « Le mouvement des piqueteros » (*Échanges*) en passant par ses textes sur les émeutes de Los Angeles, « Aux origines de l'anti-travail » (*Échanges*) et la vision qu'il donne de Mai 68, « Les grèves en France en mai-juin 1968 » (*Échanges*), fournit un matériel très intéressant, mais construit, en pointillés, une ligne théorique et historique de la contradiction entre le prolétariat et le capital dont les références ne sont plus que « l'antitruavail » et les mouvements sociaux, qui conçus comme un certain « en dehors » du rapport capitaliste, ou plutôt du rapport salarial, seraient contraints de ce fait d'expérimenter d'autres rapports sociaux.

l'activité révolutionnaire construite sous un concept spécifique désignant une relation qui n'est plus tout à fait le capital, pas tout à fait encore le communisme, plus tout à fait une classe pas encore « l'humanité ». Le prolétariat ne s'abolit pas parce qu'il fait la révolution et abolit le capital, il ferait la révolution parce qu'en fait *il est déjà aboli par le capital lui-même*.

Dans la vision conseilliste et auto-organisationnelle, c'est par la critique de tout ce qui « l'article » comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat devient classe révolutionnaire. Cette vision s'achève sous la forme de l'idéologie de l'autonégation du prolétariat et de la critique du travail.

Les notions d'« autonégation du prolétariat » et de « critique du travail » expriment, dans l'ancien cycle de luttes, cette impossibilité d'un processus continu menant de la défense de la condition prolétarienne à la révolution. Face à cette situation dans laquelle la défense de la condition ouvrière n'était plus, dans le processus d'un cycle de luttes, l'antichambre de la révolution, il était devenu commode d'opposer la situation de classe qui définit le prolétariat dans le mode de production capitaliste à sa véritable « nature révolutionnaire » qui n'existerait et n'apparaîtrait qu'en rupture avec son existence et son action de classe spécifique du mode de production, véritable nature que sa reproduction de classe aurait masquée. D'autant plus que la seule liaison pouvant alors exister entre la pratique immédiate de la classe dans le mode de production capitaliste et la révolution résidait dans toutes les pratiques pouvant manifester cette rupture avec cette intégration de sa défense et de sa reproduction : la conquête de son autonomie. *L'autonégation du prolétariat* fut alors l'aboutissement et le corollaire *de l'autonomie, de l'auto-organisation*. Ce n'était qu'en s'opposant à ce qui pouvait le définir comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait être révolutionnaire. Naturellement, le « refus du travail » ou « antitruavail », les émeutes, les pillages, les grèves sans revendication, devenaient l'activité par excellence sur laquelle pouvait se fonder cette autonégation.

De la fin des années 60 au milieu des années 70, toutes les actions par lesquelles le prolétariat manifestait le refus de sa condition ainsi que les impasses de l'auto-organisation, toutes les actions dans lesquelles apparaissaient la critique du communisme comme gestion, la dissolution des axes majeurs de l'ancien cycle de luttes en quotidiennisme ou marginalisme, la reprise de l'autogestion par les syndicats, étaient comprises de façon positive comme la preuve que le prolétariat ne pouvait que se nier. Tous ces mouvements, dans lesquels l'ancien cycle se dissolvait, conservaient, de par ce dont a contrario ils révélaient la nécessité (négarion de la classe), une dynamique sur laquelle cette négation pouvait chercher à se fonder de façon critique. La critique de l'auto-organisation, de la libération du travail, de l'idéologie gestionnaire, étaient la preuve et le fondement de la nécessité de la négation du prolétariat et même en

étaient le procès pratique. Les limites et les impasses de l'ancien cycle étaient comprises positivement comme aboutissant à la négation du prolétariat.

Une telle situation a eu un impact fondamental dans l'évolution théorique de l'ultragauche. En effet, on peut appeler « ultragauche », toute pratique, organisation, théorie, qui posent la révolution comme affirmation du prolétariat, en considérant cette affirmation comme critique et négation de tout ce qui définit le prolétariat dans son implication avec le capital. En cela toute l'histoire de l'ultragauche est une contradiction en procès et le refus du travail apparaissait, sans sortir de la problématique, comme la solution enfin trouvée à cette contradiction. En ayant enfin trouvé, dans le « refus du travail », les luttes qui ne peuvent que rompre avec les formes institutionnalisées de cette implication réciproque, avec lesquelles celle-ci a été confondue, la classe allait enfin pouvoir s'affirmer dans une rupture totale avec ce qui la liait au capital. L'ultragauche, même *Échanges* à ses débuts, croyait avec le « refus du travail », avoir trouvé la solution, mais c'était pour elle un suicide.

La « critique du travail » et l'« autonégation du prolétariat » ne sont pas seulement des vestiges ou des « fixations fétichistes ». La « critique du travail », en tant qu'idéologie, dans le nouveau cycle de luttes, se présente comme la résolution des contradictions de l'ancien cycle *qui ne le dépasse pas*. Elle ne veut surtout pas de ce qu'elle occulte : la restructuration de la contradiction entre prolétariat et capital. Ce qui n'était que le point extrême de l'ancien cycle devient, une fois la contradiction entre les classes de ce cycle dépassée dans la restructuration du capital, la forme idéologique et la pratique qui se donnent immédiatement pour le dépassement du capitalisme. À la fois expression finale de l'ancien cycle et de son impossibilité, la « critique du travail » apparaît comme ayant eu raison par rapport à toutes les formes d'affirmation du prolétariat incluses dans cet ancien cycle et comme, dans le capital restructuré, la forme immédiate de son dépassement. Immédiate, car elle fait l'économie de reconnaître la restructuration pour elle-même, de façon positive, comme une nouvelle configuration de la contradiction entre les classes. *Elle se contente de la considérer comme la crise de l'ancienne phase de la subsumption réelle et comme l'échec de l'ancien cycle de luttes*. La « critique du travail » se croit maintenant en adéquation avec la période historique et celle-ci lui donne *immédiatement* raison, la légitime et la confirme par la disparition, dans le cours immédiat des luttes, de toute identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital.

Si l'on fonde la possibilité de la révolution sur une critique du travail, et non sur la critique et le dépassement du rapport entre prolétariat et capital produisant la révolution comme affirmation du prolétariat et émancipation du travail, cela entraîne, comme dans le texte de B.A., que le dépassement du programmatisme est confondu avec son impossibilité achevée. Après la crise du programmatisme et sa décomposition, il ne peut rien advenir de nouveau si ce n'est le cours de cette décomposition allant vers son achèvement : au-delà de la crise du travail, il n'y a rien que le communisme.

La « critique du travail » ne permet pas d'aborder la restructuration *positivement* comme une transformation du rapport contradictoire entre les classes. Elle l'aborde négativement en terme de « liquidations » ou d'« épuration ». Il y aurait *des* restructurations *mais* la crise ne serait pas vraiment surmontée, la croissance serait essoufflée, le chômage persiste, le développement des pays émergents, y compris la Chine, ne serait qu'un « ballon d'oxygène », la financiarisation du capital productif qu'une « béquille ».

La crise a toujours un contenu, elle est un rapport de classes historique spécifié et non une abstraction.

Dans le texte de B.A., « la crise révolutionnaire » n'apparaît que comme conséquence d'un blocage *préalable* (présenté comme quasi total) de l'accumulation capitaliste. La révolution n'est pas ici activité du prolétariat, elle n'est que la résultante d'une double impossibilité préalable : celle du capital (blocage) et celle corrolaire du prolétariat.

En ne la concevant que comme crise du capital modifiant l'activité de la classe, modification qu'elle ne fait alors que subir, B.A. confère à la crise un rôle démiurgique. La liaison entre le cours quotidien des luttes dans leur spécificité historique et la révolution, pour n'avoir pas été posée, fait que la crise délimite deux moments de la lutte de classe, dont on ne produit pas les connexions internes comme *activité de la classe* dans la crise. *Le « blocage de l'accumulation » n'est pas un préalable à la révolution, mais l'action révolutionnaire elle-même.*

Ce n'est pas en soi, dans le fait de différencier « prospérité » et « crise », que se trouve l'erreur consistant à résoudre à l'avance la question de la transformation des luttes en révolution ; c'est dans la façon dont on les articule ou non, et en général ces deux notions sont faites pour ne pas être articulées quand elles sont utilisées comme dernière instance du rapport « luttes quotidiennes » et « révolution ». Dans la première (prospérité), la lutte de classe, par définition, a pour sens la reproduction du rapport, il n'y a pas besoin de dire plus, *puisque'on est en période de prospérité*, dans la seconde, *par définition également*, son sens est l'irreproductibilité du rapport. À partir de là, comment l'activité du prolétariat *devient* de l'une à l'autre, est une question qui est évacuée ou résolue d'avance dans la simple énonciation des deux concepts. B.A. décide d'appeler « crise », une situation de rupture révolutionnaire, mais on n'a guère avancé dans le problème, on l'a simplement supposé résolu par un artifice de vocabulaire. Le passage de la prospérité à la crise (notions que personne ne songe à nier) est la transformation, l'évolution d'un rapport entre prolétariat et capital. Ce n'est pas l'action du prolétariat qui met le capital en crise, mais les situations et activités respectives du prolétariat et du capital qui se modifient. Poser prospérité et crise comme constatation première, c'est poser d'emblée comme cadre prédéterminant les activités des classes en présence ce

qui en réalité est un rapport entre les classes. C'est en cela que malgré le lien produit, l'opposition demeure rigide.

C'est l'absence de liaison entre le cours antérieur des luttes et la révolution que l'on retrouve. Ce n'est pas une classe déjà renvoyée à une quasi *non existence de classe* qui fait la révolution, mais le prolétariat tel qu'il existe dans son rapport au capital. Il abolit les classes dans la révolution, par les mesures qui sont prises dans le cours d'une crise qui *devient* crise révolutionnaire et qui en tant que telle *devient* le blocage de l'accumulation. C'est une classe, le prolétariat, engagé en tant que classe du capital dans sa contradiction avec le capital, qui est amené à prendre des mesures de communisation de la société dans son rapport de lutte avec le capital, et qui par là se supprime en tant que classe en abolissant le capital. Dans le système que nous propose B.A. les prolétaires communisateurs ne sont déjà plus des prolétaires, ils communisent la société *par défaut* : il faut bien vivre. La communisation n'est pas un idéal comme le dit B.A., mais elle n'est pas non plus un manuel de survie dans le désert. La vision avancée par B.A. s'apparente plus à un scénario du type *Le Jour d'après* qu'à une analyse actuelle de la révolution.

Sous des dehors semblant mettre au premier plan l'activité du prolétariat, c'est à un montage théorique formel de la révolution que nous avons affaire, nous basculerions, par défaut préalable d'autre avenir, dans le communisme. La crise n'est pas définie comme activités spécifiques du prolétariat et de la classe capitaliste. Même « l'activité de crise », au centre du scénario écrit par B.A., n'est pas une activité de crise, mais une activité de *réaction à la crise*.

Nous sommes face à une vision schématique qui ne conçoit pas que le face-à-face dans la crise est encore un rapport du prolétariat au capital, c'est la révolution qui est le « blocage » et non le « blocage » qui est un préalable à la révolution. C'est le prolétariat contre le capital qui prend les mesures qui sont son irréproductibilité et non son irréproductibilité qui est le préalable des mesures de communisation de la société. Il est exact que le prolétariat n'entamera pas la révolution en proclamant « nous allons réaliser le communisme universel », mais pour comprendre pourquoi il prendra des mesures qui rendront tout retour en arrière impossible, il faut poser un rapport contradictoire entre les classes qui ne soit pas le simple épuisement de l'accumulation capitaliste où le prolétaire n'est plus qu'un pauvre. La « pauvreté » du prolétaire » n'est pas le pur dénuement a-historique et absolu dont il faudrait sortir, cette « pauvreté » c'est le rapport capitaliste, elle est toute pleine des contradictions de la propriété, de la valeur, de la division du travail. Le contenu de son dépassement, la communisation, est également tout plein du dépassement de ces contradictions. Sous peine d'avoir déjà dépassé les classes comme préalable à la communisation, il faut comprendre la communisation comme contradiction entre des classes produisant son dépassement dans l'activité d'une de ces classes, et non ce dépassement comme résultat d'un épuisement, d'un blocage préalable, d'individus hors circuit. Chez B.A., quand pour un prolétaire en

particulier ou pour une masse de prolétaires, l'achat-vente de la force de travail n'existe pas, le rapport salarial aurait disparu pour ce prolétaire particulier ou cette masse de prolétaires, mais le chômage de masse n'a jamais fait des chômeurs des non-prolétaires. Les rapports sociaux que sont le capital et le salariat ne sont pas des rapports dans lesquels on « entre » ou on « sort », dans lesquels on fait des va-et-vient. La crise du rapport salarial, le chômage massif, ne changent rien à la définition sociale de la classe.

Si B.A. se trouve bloqué dans le blocage préalable de l'accumulation, c'est que B.A. a tout construit sur la critique et le dépassement du travail. Une telle problématique demeure à l'intérieur du programmatisme parce qu'elle accepte comme lui de concevoir les relations sociales et les contradictions entre les classes à partir du travail et le cours contradictoire du capital comme celui de l'inessentialisation du travail. Vouloir dépasser le programmatisme à partir d'une problématique du travail, c'est se livrer pieds et poings liés à ce que l'on prétend dépasser, c'est reconnaître que ce dépassement n'a aucune autonomie, dynamique propre autre que *l'impossibilité de ce qui est dépassé*.

Ce n'est pas l'aggravation illimitée de la crise qui produit la révolution, mais l'action du prolétariat dans la crise qui produit le communisme. Il ne s'agit pas d'un simple « il faut manger, il faut survivre » face à la crise de la reproduction capitaliste. C'est un « il faut survivre », qui a un contenu fourni par ce que le prolétariat est contre le capital et qui transforme la « réaction » en *action positive* contre le capital, pour produire le communisme comme son dépassement. La défense de ses intérêts immédiats a amené le prolétariat au point où il est conduit à agir pour la destruction du système dominant. S'il y a saut qualitatif, c'est qu'il y a relation avec cette défense, articulation dans sa forme et son contenu, c'est-à-dire articulation avec les luttes antérieures. C'est, au cours de cette défense acharnée, la production de l'existence de classe comme contrainte extériorisée dans le capital qui est ce saut et cette articulation, qui est le moment où la défense de ses intérêts immédiats amène le prolétariat à passer à autre chose, abolir le système dominant. Cela parce que positivement il trouve en lui-même la capacité de produire contre le capital, à partir de ce qu'il est comme classe (c'est-à-dire, ici, exclusivement rapport au capital) *autre chose*.

Lorsque le prolétariat « s'empare des moyens de production », il le fait comme mesure dont la forme et le contenu lui sont fournis par ce qu'il est : abolition de l'échange, de la valeur, de la propriété, de la division du travail, des classes etc. ; sur la base de l'échange, de la valeur etc. La crise est avant tout crise de l'implication réciproque, de l'autoprésupposition du capital, elle est par là ouverture intégrant ce qui est, l'histoire passée, comme libre prémisses et non comme détermination nécessaire à reproduire. La classe trouve alors, dans ce qu'elle est contre le capital, la capacité de communiser la société, au moment où, simultanément, elle traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital.

C'est à ce moment que les conditions antérieures de la valorisation, et du cycle de luttes, sont déterminantes : contradiction entre prolétariat et capital se définissant au niveau de la reproduction de leur rapport ; disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital ; identité entre l'existence comme classe du prolétariat et sa contradiction avec le capital. L'énoncé même de ce cours antérieur montre qu'il n'y a pas de situation qui, saisie unilatéralement, soit sans issue pour le capital. La crise du rapport d'exploitation est donnée dans le prolétariat et dans le capital, comme recherche de l'aggravation de l'exploitation et comme résistance à cette aggravation. C'est cette résistance qui dans son déroulement spécifique montre que le roi est nu, que contre le prolétariat et, *de par l'activité de celui-ci*, il ne peut produire un mode de valorisation supérieur. C'est dans cet instant que la contradiction entre les classes se transforme de moment de l'implication réciproque en extériorisation de l'appartenance de classe. L'activité du prolétariat peut devenir, dans ses objectifs, dans le cours des mesures de lutte contre l'exploitation, attaque pratique des déterminations mêmes de l'exploitation. Il y a un moment où toutes les déterminations, tous les procès contradictoires, toutes les significations historiques ne suffisent plus, si elles ne posent pas que c'est la lutte du prolétariat, dans sa dynamique, qui produit la rupture révolutionnaire.

Sur la communisation-fiction

Il peut être, à certains moments, dans certaines confrontations théoriques, ou à titre de critique du programmatisme, nécessaire de se livrer à ce type d'exercice, la communisation-fiction, mais on ne peut le faire qu'en en connaissant les limites inhérentes. Cette description doit parvenir à intégrer ses propres limites en ayant toujours en elle la situation d'où elle est faite, c'est-à-dire les luttes actuelles. Mais même ainsi les limites de l'exercice (que nous allons exposer) ne sont pas dépassées.

On a d'autant plus besoin de cette description que l'on ne maîtrise pas la production du communisme à partir de la lutte de classe, que l'on ne parvient pas à produire le processus qui va des luttes actuelles à la révolution. La production d'une description positive du communisme devient le point central de la production théorique. La description du communisme, son affirmation positive, deviennent alors une manière d'assigner un sens à la lutte de classe, sens qui la dépasse. L'idée du communisme semblant précéder la lutte de classe, il devient très difficile de dire d'où l'on parle du communisme. Le communisme, dans sa description, est présenté comme un choix de société, il vient au terme d'une lutte de classe qui en tant que telle s'efface comme la situation de sa production.

La description du communisme comporte en elle-même la tendance à être une tautologie. Elle a une fâcheuse tendance à fonctionner sur le modèle sui-

vant : toute production matérielle, tout rapport entre les individus ne s'objectivent pas comme présupposé à reproduire *parce que c'est le communisme* ; le communisme est une « société » où rien ne s'objective comme présupposé à reproduire, *sinon ce n'est pas le communisme*. La description positive du communisme a tendance à consister à dire le mieux possible que tout est dans tout, à produire la tautologie la plus étendue possible dans ses déterminations, et donc à supprimer tous les problèmes, qui sont par définition résolus puisque c'est le communisme. Tout est dans tout et réciproquement. Une telle méthode de description a pour conséquence de décrire le communisme comme une société fusionnelle. La totalité ne se particularise pas réellement, les individus deviennent des accidents de la communauté : une ruche où chaque abeille serait consciente d'être une abeille individuelle. La totalité et son devenir sont immédiatement posés comme la nature de chaque individu, à partir de là il ne reste plus qu'à décliner ce thème de la façon la plus cohérente possible, c'est-à-dire de la façon la plus tautologique possible, et de la façon la plus étendue.

Contre cela, il faut dire qu'on ne peut aller plus loin que d'affirmer que le communisme est ce que produit le prolétariat, de par ce qu'il est dans sa contradiction avec le capital, au moment où il abolit le capital.

« Abolissant le capital, le prolétariat trouve dans ce qu'il est dans cette contradiction, la capacité à produire le communisme comme développement de l'humanité ne considérant rien de ce qui a été produit comme limite, comme présupposition à reproduire, posant toute activité, tout rapport social entre les individus comme transformation, production, création (1). » L'immédiateté sociale de l'individu, cela signifie fondamentalement l'abolition de la division de la société en classes, scission par laquelle la communauté est étrangère à l'individu. « L'état de chose que crée le communisme est précisément la base réelle qui rend impossible tout ce qui existe indépendamment des individus, dans la mesure toutefois où cet état de chose existant est purement et simplement un produit des relations antérieures des individus entre eux. Pratiquement les communistes traitent donc les conditions créées par la production et le commerce avant eux comme des facteurs inorganiques, mais ils ne s'imaginent pas pour autant que le plan ou la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir des matériaux » (Marx *Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p. 97).

« On peut alors approcher positivement ce que sont les individus immédiatement sociaux, ou plutôt ce que sont les rapports d'individus immédiatement sociaux : leur autoproductio n dans leurs rapports réciproques n'implique jamais une reproduction dans un état qui serait une particularisation de la communauté, ce qui est impliqué par la division du travail, la propriété et les classes (2). Les individus immédiatement sociaux traitent consciemment tout objet comme activité humaine et dissolvent l'objectivité en un flux d'activités (3) ; ils traitent leur propre activité comme particularisation concrète de l'activité humaine (4) ; ils considèrent pratiquement leur production et leur

produit (dans leur coïncidence) comme étant leur propre fin en soi et incluant leurs déterminations, leurs possibilités d'effectuation et leurs finalités (5) ; et finalement ils posent la société comme étant à produire constamment dans le rapport entre individus, et chaque relation comme prémisses de sa transformation (6) » (*TC* 9, p. 42).

Cette description se déduit :

- (1) La révolution comme rapport de prémisses en tant qu'aboutissement d'un cycle de luttes
- (2) Pour le prolétariat être une classe en contradiction avec la classe capitaliste, c'est poser son existence de classe comme une aliénation
- (3) Le prolétariat comme abolition de la propriété sur la base de la propriété
- (4) Le prolétariat comme abolition de la division du travail sur la base de la division du travail
- (5) Le prolétariat comme abolition de l'échange et de la valeur sur la base de l'échange et de la valeur.
- (6) Le prolétariat comme abolition de toute particularisation de la société en tant que classes.

De ce point de vue, le thème de « l'immédiateté sociale de l'individu » qui revient de façon récurrente dans *Théorie communiste* n'échappe pas à tout soupçon. Il est légitime de se demander quel est cet individu « immédiatement social ». N'avons-nous pas affaire à l'individu libre isolé de la société bourgeoise parvenu à son stade idéal de réalisation ? Un rêve libertarien. L'individu comme petit entrepreneur de lui-même réussissant toujours car on a supposé par hypothèse qu'il coïncide avec la société. L'immédiateté sociale n'est-elle pas le rêve de la société transparente qui renvoie à toute une téléologie de l'aliénation : perte de l'identité et retrouvaille qui suppose que la perte n'est que le processus de la retrouvaille par laquelle seulement la perte elle-même existait ?

Dans toute ces fictions tautologiques a disparu que l'individu est l'ensemble de ses rapports sociaux que, pour le communisme, par facilité, nous nous contenterons d'appeler « relations avec les autres ». C'est l'individu et la communauté qu'il faut penser simultanément et pas seulement une somme d'individus dont chacun est le point de départ absolu. Si l'individu et la communauté sont pensés simultanément, c'est la *contrainte* qui peut légitimement apparaître, car le rapport avec les autres est ma définition. Les autres existent comme nécessité, pour moi, de ma propre existence, mon activité inclut leur existence et celle-ci est une contrainte sur la mienne, une définition nécessaire. Tout cela peut choquer si on propulse dans le communisme le rêve de l'individu actuel. Tel individu, telle communauté, telle contrainte : j'aurai peut-être envie de parler du « sens de la vie », mais s'il y a des choses à faire, je les ferai. C'est le petit individu tout imbu de lui-même de la société capitaliste propulsé dans le communisme qui pleure alors sur la contrainte. Cette contrainte est

dans son contenu la disparition de tout ce qui peut être nommé produit, c'est-à-dire un objet présenté aux autres individus comme fini, comme entrant en tant que tel (fini) dans leur consommation. Il n'y a plus de produit parce que l'activité humaine est un flux infini, mais la contrainte, pour chacun, est là, elle n'est rien d'autre que la communauté qui le définit en tant qu'individu.

La définition minimale du communisme en tant qu'individu immédiatement social enferme une contradiction : l'immédiateté *sociale* signifie qu'il n'y a pas de société. Mais cette contradiction est celle-là même du communisme qui n'est pas une fin de l'histoire (plus ou moins effrayante) dans la transparence de chacun à tous les autres. Le communisme contient une contradiction constante comme tension à l'autonomisation de la communauté.

Supplément

Fondements critiques d'une théorie de la révolution (pp. 290–293) :

« En situant, dès maintenant, dans le cours immédiat de la lutte de classe, la contradiction capitaliste de la production du temps disponible dans et par l'opposition au temps de surtravail (il est fait référence ici à la lutte des chômeurs et précaires), c'est le grand thème de la définition du communisme comme “règne de la liberté” et comme “société du temps disponible”, que l'on ancre dans les luttes actuelles comme leur dépassement produit. Sur la question du communisme comme société du temps disponible, nous ne pouvons que renvoyer le lecteur curieux et insatisfait aux développements de Jean Barrot dans *Communisme et question russe* (*op. cit.*, p. 166 à 171), à la lettre de Marx à Kugelman du 11 juillet 1868, à une lecture critique du débat de 1926 entre Boukharine et Prébrazjensky sur la loi de la valeur (Boukharine, *Le Socialisme dans un seul pays* – recueil de textes – Éd. 10/18, cf. p. 48 à 92).

Ici, nous nous contenterons, encore une fois, de citer Marx : “Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale, de même que le non-travail de quelques-uns a cessé d'être la condition du développement des pouvoirs universels du cerveau humain. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés par eux tous. [...] Ce n'est plus alors aucunement le temps de travail, mais le temps disponible qui est la mesure de la richesse. Le temps de travail comme mesure de la richesse pose la richesse comme étant elle-même fondée sur la pauvreté et le temps disponible comme existant dans et par l'opposition au temps de surtravail ou à la position de l'intégralité du temps d'un individu comme temps de travail et donc à la dégradation de cet

individu en simple travailleur, entièrement subsumé sous le travail. [...] La capacité de jouissance est la condition de cette dernière, donc son premier moyen, et cette capacité est développement d'une disposition individuelle, est force productive. L'épargne de temps de travail égale augmentation de temps libre, c'est-à-dire de temps pour le plein développement de l'individu, développement qui agit lui-même à son tour, comme la plus grande des forces productives, sur la force productive du travail. Du point de vue du procès de production immédiat, cette épargne peut être considérée comme production de capital fixe ; ce capital fixe étant l'homme lui-même. Il va de soi, par ailleurs, que le temps de travail immédiat lui-même ne peut pas rester dans son opposition abstraite au temps libre – tel qu'il apparaît du point de vue de l'économie bourgeoise. Le travail ne peut pas devenir jeu, comme le veut Fourier, dont le grand mérite est d'avoir énoncé comme objectif ultime, non pas l'abolition du mode de distribution, mais celle du mode de production lui-même et son dépassement en une forme supérieure. Le temps libre – qui est aussi bien temps de loisir que temps destiné à une activité supérieure – a naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que tel qu'il entre alors dans le procès de production immédiat. Ce dernier est à la fois discipline, si on le considère dans la perspective de l'homme en devenir, et en même temps exercice pratique, science expérimentale, science matériellement créatrice et s'objectivant, dans la perspective de l'homme tel qu'il est au terme de ce devenir, dans le cerveau duquel existe le savoir accumulé de la société » (d°, pp. 193, 196, 199)."

Marx pose d'abord, comme étant corollaire, le libre développement des individualités et la réduction du travail nécessaire *de la société*. Le temps disponible, le temps superflu, n'étant plus pris dans la contradiction du surtravail, la richesse n'est plus mesurée par le temps de travail mais par le temps disponible. Dans un deuxième temps, ce temps disponible comme libre développement des individualités devient force productive (Marx va même jusqu'à parler de « capital fixe » à propos de cet individu dans le communisme, par analogie avec le capital fixe de la société capitaliste, lui aussi mesure du temps superflu – pris dans la contradiction du surtravail). C'est là que la séparation établie au début du raisonnement s'abolit. Le temps de travail immédiat ne reste pas dans son opposition abstraite au temps libre, mais plutôt ce travail immédiat est *repris à l'intérieur du temps libre* après avoir été posé dans la séparation d'avec celui-ci. Marx ne sombre pas dans une vision mystique du communisme, où dire que l'homme est pour chacun le contenu et le but de toute activité, où proclamer l'immédiateté sociale de l'individu posée comme a priori, revient à faire apparaître toute question sur le comment de cette immédiateté comme résolue par définition (comme le fait la revue *Hic Salta* dans sa première livraison – 1998 –, et également, bien qu'à un moindre degré, la revue *Théorie communiste*, n° 13). C'est précisément dans cette reprise de l'activité productive immédiate, celle qui est *objet de choix et de calcul*, dans

le libre développement des individualités qui se prennent elles-mêmes et leur rapport comme objet, que les rapports entre les individus sont le cours et le but de toute activité et que toute activité est activité productive. La séparation est sans cesse abolie et reproduite, c'est par la séparation, et donc la production de temps disponible, que l'homme est constamment le terme de la séparation, le terme de ce devenir (unité de l'activité productive immédiate et du libre développement des individualités) et tout aussi constamment son point de départ. [...]

Si tout cela est exact c'est parce qu'il y a calcul et choix en fonction des besoins que la communauté humaine se détermine, parce que cette dernière fait du temps disponible, de la création de temps superflu, le but principal et le principal moyen de la production immédiate correspondant à ces besoins. L'activité productive sera toujours discipline et obligation, cela n'est aucunement contradictoire avec le fait que chaque activité aura sa propre fin en soi, sauf à considérer le communisme comme la rencontre fortuite de dilettantes chics, combattant l'ennui et cultivant leur moi... en choisissant de cultiver des pommes de terre (*cf. Hic salta* 1998 : La question du communisme). Cette activité, comme choix, discipline et obligation, ne s'oppose plus au temps libre, d'abord parce que ce temps libre n'est plus le temps libre de quelques-uns, ensuite parce que le temps libre est la régulation même de cette discipline, son but (et non plus la valeur et sa mise en valeur), mais enfin et surtout parce que c'est le même individu qui participe à cette discipline et développe librement son individualité. Il est constamment, lui-même, dans sa personne, ce libre développement de l'individualité à l'intérieur de la discipline productive, et la discipline productive comme base et raison d'être du temps libre du développement de son individualité. Son activité totale est en elle-même séparation entre la discipline et la liberté, et abolition de cette séparation dans chacun des termes et dans leur unité.

Dans le communisme, l'homme demeure un être objectif (se complétant avec des objets extérieurs à lui qu'il fait devenir pour lui), mais dans le temps libre c'est lui-même, le libre développement de son individualité, qui devient le but, le moyen et l'objet de cette activité objective. »

LE PASSAGE REBELLE D'UNE MINORITÉ PROLÉTARIENNE À TRAVERS UNE ASSEZ COURTE UNITÉ DE TEMPS

La rébellion de décembre et les développements post rébellion comme aspects de la crise des rapports capitalistes en Grèce
 TPTG -30/6/2009

Une crise de l'époque ?

Depuis le milieu des années 70, il y a eu une **crise mondiale permanente de la reproduction des rapports capitalistes** sous toutes leurs formes (politiques, économiques et idéologiques). Telle que nous la comprenons, cette crise présente deux aspects : elle est **crise de suraccumulation du capital**, ce qui signifie une incapacité, de la part des capitalistes, d'accroître le taux d'exploitation et de réduire le coût du capital constant, et d'accroître de la sorte le taux de profit que requiert une accumulation capitaliste avancée ; dans le même moment, elle est **crise de légitimisation**, c'est-à-dire crise des formes idéologiques et politiques qui assurent la discipline de la force de travail. Nous pourrions parler de l'incapacité du capital et de son État à avancer un nouveau modèle global productif/social qui remplacerait le deal keynésien de l'après-guerre, durement ébranlé à la fois par les luttes du prolétariat mondial et les politiques capitalistes menées contre lui.

Durant cette **crise au long cours de la reproduction**, il y a eu des périodes de dépressions cycliques. **Le capital en général** a essayé de s'en accommoder de différentes façons : en changeant le cadre institutionnel et légal global du mouvement des capitaux et en « libéralisant » les marchés, en promouvant un mélange de néolibéralisme et de keynésianisme au travers de la guerre, en diminuant les salaires et en officialisant la précarisation du travail, en accomplissant de nouveaux accaparements [enclosures], en mettant les « classes dangereuses » sous surveillance pénale et/ou en les intégrant dans le système du crédit par une politique de « keynésianisme privatisé ».

Malgré des rétablissements occasionnels, l'échec ultime de toutes les stratégies et tactiques précédentes qui visaient à reporter l'aggravation de la crise a, à long terme, transformé la crise de la reproduction en crise historique, comme beaucoup le disent.

Durant les deux dernières décennies, la crise de la reproduction en Grèce a été gérée par le capital et son État grâce à des réformes successives du système éducatif et de celui de l'aide sociale, en promouvant la précarisation des rapports de travail, par des efforts légaux soutenus afin de mettre au pas les immigrés et contrôler les flux migratoires, en réduisant drastiquement les allocations, les salaires et les prestations, les remplaçant par des crédits bancaires. Toutes ces mesures visant à dévaloriser, discipliner et diviser la classe ouvrière

et à faire payer aux travailleurs le prix de la reproduction de leur force de travail, ne sont pas parvenues à renverser de façon décisive la crise à l'avantage du capital – bien que durant la période qui va du milieu des années 90 au milieu des années 2000, le capital soit parvenu à accroître le taux d'exploitation et à augmenter sa rentabilité.

En Grèce, la crise de la reproduction s'est manifestée de façon plus explicite comme crise de légitimation des rapports capitalistes, que ce soit au travers de la crise permanente de l'éducation des 30 dernières années (voir notre texte sur la grève des instituteurs en 2006 et le mouvement étudiant de 2006-2007) et bien plus dans la rébellion de décembre. La rébellion fut une claire expression de la colère prolétarienne contre une vie qui était devenue de plus en plus dévaluée, surveillée et aliénée. Toutefois, la crise de décembre ne peut pas être directement reliée à la récente dépression qui a commencé à se manifester en septembre 2008 en Grèce.

La rébellion : sa composition de classe

Nous ne décrivons pas ici en détail les différentes choses qui sont survenues durant la rébellion, puisque nous l'avons fait par ailleurs. En ce qui concerne la composition de classe de la rébellion, elle allait des lycéens et étudiants aux travailleurs jeunes, surtout précaires, de différents secteurs tels que l'éducation, la construction, le tourisme et le secteur des loisirs, les transports, et même les médias. (Bien sûr, il n'est pas facile de distinguer les étudiants des travailleurs précaires). En ce qui concerne les ouvriers, il ne peut y avoir d'estimation précise de leur participation individuelle aux émeutes, puisque aucune information sur la situation dans ces lieux de travail n'a été diffusée. Certains des étudiants et des travailleurs étaient des immigrés de seconde génération (surtout des Albanais, bien qu'il y eut aussi quelques immigrés d'autres nationalités). Il y avait aussi de nombreux travailleurs plus âgés ayant des emplois plus ou moins stables, mais ils étaient plutôt minoritaires. Certains des étudiants et des travailleurs qui ont participé aux émeutes étaient aussi des supporters [hooligans]. Enfin, mais ce n'est pas la moindre des choses, nous devons mentionner la participation des prolétaires « lumpen », tels les drogués, surtout durant les premiers jours de la rébellion. En général, c'étaient précisément ces segments de la classe qui avaient fait l'expérience directe de la violence du contrôle d'État et de la détérioration des conditions de travail qui étaient les plus actifs dans la rébellion. D'un autre côté, de nombreux travailleurs plus âgés qui avaient juste commencé à ressentir la prétendue « crise financière » (licenciements, baisse des salaires, etc.) montrèrent de la sympathie pour l'incendie des banques et des bâtiments publics, mais restaient généralement passifs. Il peut être intéressant de noter cela, parce que du fait de la composition disparate de la multitude et de sa violence, nombre de militants (et même quelques anarchistes organisés) la trouvaient trop « incontrôlable » et se te-

naient à l'écart de ce qui se passait, particulièrement le troisième jour de la rébellion, lorsque la violence a atteint son zénith.

Le fort pourcentage d'immigrés dans la rébellion appelle quelques explications. L'afflux d'immigrés des Balkans, en particulier des Albanais, durant les vingt dernières années, a considérablement changé la composition de la classe ouvrière en Grèce. Dans le même moment, du fait de la politique migratoire de l'État capitaliste grec, toute une génération de jeunes immigrés, principalement albanais, qui étaient nés ou avaient grandi en Grèce, n'étaient pas considérés comme des citoyens grecs. La régularisation de tous les immigrés n'est pas souhaitable, parce que pour le capital et son État, les immigrés sont nécessaires seulement lorsqu'ils constituent une force de travail maintenue dans l'insécurité et obéissante, à bas coût et précaire. Le prétendu processus de « régularisation », en Grèce et dans d'autres pays, a longtemps été considéré comme nécessaire pour le capital et l'État afin de contrôler et de pister les flux migratoires. C'est pourquoi même la seconde génération d'immigrés ne peut pas facilement obtenir de titre de séjour ; au contraire, ils doivent faire la preuve de leur « capacité » à demeurer et à travailler dans le pays tous les cinq ans au moins, et bien sûr ils n'ont pas le droit de vote. Sans parler de leurs conditions de travail qui sont les pires en ce qui concerne les salaires et la sécurité sociale. Mais malgré le racisme, tant social que d'État, la plupart des immigrés de seconde génération sont bien intégrés, particulièrement les Albanais qui constituent la majorité de la population immigrée en général.

Les jeunes Albanais de seconde génération s'entendaient très bien avec le reste des émeutiers autochtones. Ils se sentaient plus « à l'aise » pour prendre part aux affrontements avec les flics, dans les attaques contre les bâtiments publics et les banques et dans les pillage côte à côte avec les jeunes prolétaires grecs, plus que les autres immigrés, surtout les Asiatiques et les Africains qui vivent toujours à la marge, isolés dans leurs communautés ethniques. Pour ces derniers, il était plus facile et moins risqué de participer aux émeutes par le pillage ou de fréquenter l'école Polytechnique dans le centre d'Athènes, occupée et ouverte, où d'importantes communautés vivent dans des zones qui ressemblent à des ghettos ; lorsque les émeutes ont surgi près de « leurs » quartiers, c'était leur façon d'y « contribuer ». Ils ont reçu l'attaque la plus violente de la police et des médias. Ils étaient présentés comme des « pillards » et des « voleurs », et dans certains cas il y eut des attaques de style pogrom contre eux, menées par des fascistes et des policiers en civil.

La rébellion : son caractère et son contenu

Les rebelles qui se sont retrouvés dans les rues et les occupations ont temporairement dépassé leur identités et leurs rôles séparés, qui leur étaient imposés par la société capitaliste, puisqu'ils ne se sont pas rencontrés comme travailleurs, étudiants, lycéens, ou immigrés, mais comme rebelles. Tous n'ont

pas forcément utilisé un langage prolétarien, ils n'ont pas pu se mettre en grève, mis à part les lycéens ou les étudiants, mais ce qu'ils ont réellement fait, ce fut de créer *des communautés prolétariennes de lutte* contre l'État et le capital. Le caractère spontané et incontrôlé de la rébellion fut démontré justement par l'absence de revendications politiques ou économiques de quelque sorte que ce fût, par une négation complète de la politique et du syndicalisme. Cela a démontré la force de la rébellion : le fait qu'il était impossible d'être représentés, récupérés ou manipulés par les machineries politiques qui auraient négocié avec l'État. Les organisations de gauche extra-parlementaires qui ont participé à l'occupation de la faculté de droit ont tenté d'imposer quelques revendications politiques (allant du désarmement des flics et la démission du gouvernement à la garantie de prêts à taux zéro), mais n'ont pas trouvé d'écho.

Ici, nous citerons le premier compte-rendu de la rébellion que nous avons écrit à la fin janvier :

« À en juger par les slogans et les attaques contre la police, c'est massivement un sentiment antific qui a dominé les jours de la rébellion. Le policier représente le pouvoir et particulièrement la brutalité et l'arrogance du pouvoir. Néanmoins, c'est en tant que symboles d'un certain pouvoir – le pouvoir de l'argent, le pouvoir d'imposer l'exploitation du travail et d'approfondir les clivages de classe divisant la société grecque – que les grands magasins, les banques ainsi que les bâtiments d'État (hôtels de ville, préfecture, ministères) ont été attaqués, incendiés ou occupés. Ainsi, nous pourrions parler d'un sentiment dominant et très répandu antific, anti-État et anticapitaliste. Même les intellectuels de gauche ont reconnu le caractère de classe de la rébellion et certains des principaux journaux ont admis que la "rage des jeunes" n'avait pas seulement pour raison la violence policière. Les flics sont de façon crue et visible le sommet de l'iceberg dont la masse est faite de la corruption scandaleuse du gouvernement, d'un État de contrôle sécuritaire – et qui s'est blindé après les Jeux olympiques de 2004 – qui n'hésite pas à tuer de sang-froid, de l'attaque continuelle des salaires, de la perpétuelle augmentation du coût de la vie et du coût pour les ouvriers de leur reproduction par la démolition graduelle de l'ancien système de retraite et de santé, d'une détérioration des conditions de travail et d'une augmentation du travail précaire et du chômage, d'une surcharge de travail insupportable dans les lycées et les universités, d'une destruction effrayante de la nature, d'une apparence clinquante constituée d'inconsistants objets du désir dans les centres commerciaux et les clips télé, accessibles seulement si vous encaissez une énorme charge d'exploitation et d'anxiété. Aux premiers jours de la révolte on pouvait presque **sentir** toutes ces raisons dans l'air, ensuite beaucoup de textes, d'articles, de tracts ont suivi, écrits à la fois par les insurgés ou les sympathisants, et les "commentateurs" devaient reconnaître qu'il y avait quelque chose "de plus profond". Ce "plus profond" dont tout le monde discutait c'était **la nécessité de surmonter l'iso-**

lement individuel à partir de la vie réelle et communautaire [Gemeinwesen], un isolement que toutes les raisons historiques évoquées ici ont créé. »

Six mois plus tard, il est toujours important pour nous de mettre l'accent sur ce dernier point, car beaucoup de camarades à l'étranger pensent que le mouvement n'a fait qu'attaquer les flics et les instances de contrôle – le « sommet de l'iceberg ». L'expérience de cette rébellion fut plus que cela. Elle fut l'action en commun d'un courant subversif émergent qui sait que, parallèlement à la sphère de la production immédiate, l'école, la famille, la consommation, la vie politique, la prison et la police produisent réellement et reproduisent les classes. L'expérience rebelle, la communauté concrète de la lutte contre la normalisation – quand un individu devient la médiation d'un autre déviant, il devient un être réellement social – transcende (*médie*) les émotions et la pensée et crée une sphère publique prolétarienne. Cet espace ouvert est la présupposition nécessaire au moment décisif de la subversion sociale : la communisation des moyens de production et d'échanges. Mais ce moment décisif, le point de non-retour, n'a jamais été atteint. Après tout, ce ne fut que le passage rebelle d'une minorité prolétarienne au travers d'une brève période de temps et non pas une révolution. Toutefois, le sentiment qu'il y avait « quelque chose de plus profond » dans tout cela, l'idée que les questions soulevées par les rebelles concernaient tout le monde, a été tellement dominante qu'elle seule explique l'impuissance des partis d'opposition, des organisations de gauche, et même de certains anarchistes comme nous l'avons vu.

Ici, simplement parce que les lycéens et les étudiants ont été un sujet important de la rébellion, nous devons analyser plus en détail la surcharge de travail qui leur est imposée, telle qu'évoquée. L'éducation, institution capitaliste centrale de la formation, la qualification et la répartition de la marchandise-force de travail dans une division capitaliste du travail en développement permanent, a connu une expansion de la population étudiante depuis les années 60 en Grèce. Cette évolution a fait naître de nouvelles demandes « populaire », des attentes, des possibilités de mobilité sociale de « réussites » individuelles. Elle a aussi conduit à l'accumulation de tensions et de contradictions, de frustrations et d'« échecs » individuels (aussi appelés « échecs du système scolaire »). La production de masse d'espoirs (et la multiplication correspondante des prolétaires en col blanc et de la nouvelle couche petite-bourgeoise dans les années 70 et 80) causée par la démocratisation et l'expansion de l'éducation a créé une crise structurelle inévitable dans la division hiérarchique du travail et une crise de discipline et de la signification de l'école ; en d'autres termes, une crise de légitimation qui a frappé durement l'éducation d'État. Peu importe le nom donné à cette crise – « crise de légitimité », « crise du rôle de sélection de l'éducation », « crise de confiance » ou « crise de l'articulation entre qualifications et opportunités de carrière » – la vérité est que l'éducation a été gravement en crise et, comme le récent mouvement étudiant massif de 2006-2007 l'a montré, cette situation a explosé. Il est possible de comprendre

à la fois le mouvement et la rébellion, si nous les voyons comme des expressions du mécontentement accumulé que toute une génération de jeunes de la classe ouvrière a vécu depuis les précédentes réformes dans les années 90. Ces réformes ont contribué à intensifier les rythmes de travail dans l'école et dans la sphère même du travail salarié. Cette génération ne pouvait pas être arrêtée dans l'expression de son mécontentement à l'égard d'une vie de plus en plus caractérisée par l'insécurité et la peur. Dans le même temps, ils se révoltaient contre une activité quotidienne qui ressemble à tous les autres genres. Cette *révolte contre le travail des étudiants* a impulsé un grand nombre d'étudiants qui connaissent déjà directement l'exploitation et l'aliénation en tant que purs et simples travailleurs salariés.

Quelques formes d'organisation issues de la rébellion

Dès le premier jour de la rébellion, trois universités du centre d'Athènes ont été occupées et efficacement utilisées comme « bases rouges » du mouvement, à partir desquelles des actions subversives étaient organisées, et où les rebelles pouvaient chercher refuge, si nécessaire. Ces occupations se sont terminées juste avant Noël. En lien direct avec ces occupations, plusieurs assemblées locales apparurent progressivement, liées aux occupations de bâtiments publics dans certains quartiers. Comme nous l'avions dit dans le texte mentionné plus haut :

« Dans toutes ces activités, la nouvelle caractéristique commune était une tentative "d'élargir" la rébellion vers les quartiers. Ces assemblées ont été comprises comme "assemblées de lutte de quartier" ou "assemblées populaires", comme on les appelait. Dans la plupart des cas, il apparut des tendances différentes au cœur de cette "ouverture" sociale, phénomène qui augmenta avec la décrue des luttes. Une tendance voulait organiser une communauté de combat par l'élargissement des objectifs de la rébellion, une autre préférait des activités plus régulières, orientées vers les questions locales. Au début, les assemblées semblaient très innovantes et animées. Il n'y avait pas de procédure formelle de prise de décision ou de règle majoritaires et les initiatives étaient encouragées. Toutefois, à la fin de janvier, les occupations d'immeubles – qu'ils soient publics, syndicaux ou municipaux – ne fleurirent plus... Il y avait beaucoup de sympathie et d'intérêt pour les insurgés, mais très peu d'implication active de la part de la "population". »

Certaines de ces assemblées sont toujours actives mais avec de moins en moins de personnes impliquées, et surtout des militants. Leurs intérêts principaux sont, de nos jours, l'expression de la solidarité avec ceux qui sont poursuivis par l'État et avec les immigrés, la défense des espaces occupés dans la ville ainsi que l'organisation de plusieurs activités liées à des luttes en cours (par exemple, le nouveau mouvement anti-autoroutes).

La séparation spectaculaire lutte armée/« lutte »

La nécessité de médier politiquement la colère du prolétariat, même si c'est au travers d'une médiation armée, n'était pas quelque chose qui découlait de la lutte elle-même, cela fut imposé à la lutte de l'extérieur et par la suite. Au début, il y eut deux attaques menées par les dites « avant-gardes armées », l'une le 23 décembre après le pic de la rébellion et l'autre le 5 janvier, quand il était question de la résurgence de la rébellion. D'un point de vue prolétarien, même si ces attentats n'ont pas été organisés par l'État lui-même, le fait qu'après un mois nous étions tous devenus spectateurs de ces « actes exemplaires » qui ne faisaient pas du tout partie de notre pratique collective, fut une défaite en soi. Les « avant-gardes armées » refusèrent d'admettre qu'elles ne se sont pas les premières à viser la police, mais également qu'aucune avant-garde « armée », nulle part et jamais, n'a réussi à faire disparaître la police de la rue et à faire que des flics n'osent plus assumer leur identité officielle pendant quelques jours ; ils refusent d'admettre qu'ils ont été dépassés par le mouvement. En affirmant qu'il y a « un besoin de remise à niveau » de la violence, la présumée « avant-garde armée » essaie essentiellement de dénigrer la violence prolétarienne, diffuse socialement et géographiquement et le non-respect de la loi ; ces derniers actes sont les véritables oppositions à l'avant-garde « armée » au sein du mouvement et aussi longtemps que de telles pratiques perdurent, aucun interventionnisme « pédagogique » (de remise à niveau) ne peut trouver de terreau. C'est sur cette base que les partisans de la lutte armée sont alliés de l'État : les deux sont contestés par l'activité subversive du prolétariat, par la poursuite de ce qui constitue une menace pour toutes les deux.

L'activité subversive du prolétariat dans la rébellion a remporté une victoire temporaire, mais pas si superficielle : une insubordination qui affaiblit le contrôle de l'État sécuritaire pendant un mois et qui a prouvé que nous pouvons changer les relations de pouvoir. Cela est devenu possible parce que les rebelles ont pris pour cible les relations sociales dans lesquelles ils sont contraints de vivre, quelque chose qu'aucune d'avant-garde « armée » n'a jamais réussi à faire.

Vu la portée et l'intensité de tous les événements de décembre, la démonstration a été faite de la faiblesse de l'appareil répressif d'État. À partir du moment où ils ont dû faire face à une délégitimation des institutions de contrôle et pas seulement des balles et des grenades, la tristement célèbre « tolérance zéro » est devenue une simple tolérance envers les activités des rebelles. La contre-attaque de l'État n'a pu réussir en janvier au moment des opérations de l'avant-garde « armée » : d'abord, sur le plan idéologique, en mettant au même niveau le meurtre d'État et la blessure d'un flic de la police anti-émeute, relégitimant ainsi la police et la sécurité de l'État en général, et, d'autre part, sur le plan opérationnel, en intensifiant sa répression. Ils ont même utilisé l'endroit de l'attaque (Exarchia), en présentant la rébellion comme une vendetta specta-

culaire entre flics et « anarchistes », comme un spectacle grotesque et une mise en scène banale dans un ghetto politique.

À la fin de la rébellion, il y eut une multiplication notable des attaques contre les banques et les bâtiments publics par plusieurs groupes ; ces attaques ne peuvent être placées dans la même catégorie que les « actions » de l'avant-garde « armée » puisque la plupart d'entre elles ne prétendent pas être en avance sur le mouvement réel (bien qu'ils n'évitent pas une posture volontariste arrogante). Toutefois, le retour de l'avant-garde « armée », avec l'exécution d'un flic antiterroriste au début juin, alors même que le souvenir de la rébellion s'était affaibli, a donné au militarisme et à l'escalade de la violence pure un prétexte pour se présenter comme une alternative attractive pour une (petite ?) partie de ceux qui avaient participé à la rébellion, si l'on en juge par la tolérance politique du milieu anti-autoritaire envers cette action. La composition de classe limitée de la rébellion, son extension réduite au-delà de la délégitimation du contrôle de l'État sécuritaire et l'affaiblissement progressif de plusieurs projets communautaires dans le centre et les quartiers, surtout à Athènes, ont conduit à l'épanouissement d'un genre de violence séparée et aveugle, dangereuse caricature ou plutôt ersatz de « lutte ». Comme certains acteurs importants de la rébellion quittaient progressivement la scène (les lycéens, les étudiants, les immigrés), son contenu social devint de plus en plus faible et les identités politiques se renforcèrent, revenant à leur niveau antérieur.

La violence de « l'avant-garde armée » n'est que l'une de ces identités politiques, même dans sa forme naïve et nihiliste, apparaissant **dans une ère de crise généralisée de la reproduction dans laquelle l'État et le capital sont incapables d'offrir quelque type de « mesures correctives » sociales-démocrates que ce soit pour guérir les blessures de la rébellion.** Il n'est plus important pour nous de maintenir le doute sur l'identité réelle de ces tueurs à gages au nom ridicule mais révélateur de « Secte révolutionnaire ». Ce qui nous cause un certain souci, c'est la tolérance politique de certains à leur égard, étant donné le fait que c'est la première fois que dans un texte grec de « l'avant-garde armée », il n'y a même plus trace du bon vieux gimmick léniniste « pour le peuple », mais plutôt une idéologie antisociale, une soif de sang nihiliste. La crise du néolibéralisme comme phase de l'accumulation capitaliste particulière et la crise de légitimation semblent conduire à une crise plus profonde (même à de graves signes de décomposition sociale) et pas à des signes de reprise du réformisme. Même le récent échec électoral du parti au pouvoir, articulé au pourcentage élevé de l'abstention (le plus élevé dans un pays excessivement politisé comme la Grèce), conséquence indirecte de la crise de légitimation que la rébellion exprimait et aggravait, n'ont pas abouti à des concessions de la part de l'État. Avec toutes ses limites spécifiques, la rébellion rendit encore plus visibles qu'auparavant les limites de l'intégration

capitaliste. Le slogan « communisme ou civilisation capitaliste » semble plus d'actualité que jamais.

La rébellion, les lieux de travail et les syndicats de base

Pour discuter des raisons pour lesquelles la rébellion ne s'est pas étendue aux lieux de travail salarié – une question souvent posée par des camarades à l'étranger – nous devons mieux analyser certains segments du prolétariat. Pour ce que nous en savons, empiriquement, les travailleurs qui peuvent être décrits en tant que « travailleurs ayant un emploi stable » ou non-précaires ont eu une participation très limitée à la rébellion, s'ils en ont eu. Pour ceux d'entre eux qui y ont effectivement participé, essayer de l'étendre à leurs lieux de travail serait revenu à s'engager dans des grèves sauvages en dehors et contre les syndicats, puisque la plupart des grèves sont appelées et contrôlées par eux, bien que leur prestige ait été miné depuis longtemps. Au cours des vingt dernières années, de nombreuses grèves ont été appelées dans le secteur public (éducation, services publics, certains ministères). Ces combats du passé ont révélé que les travailleurs n'étaient pas en mesure de créer des formes autonomes d'organisation et de laisser émerger de nouveaux contenus au-delà des revendications syndicalistes. En ce qui concerne les occupations de lieux de travail, de telles actions n'ont eu lieu qu'en défense contre les fermetures ou les délocalisations, pour la plupart des usines textiles. Mais même ces grèves, ainsi que la plupart des grèves, dans les années passées ont échoué. En outre, le capitalisme en Grèce est caractérisé par une faible concentration de capital avec de nombreuses petites entreprises, même de moins de 10 employés, et où presque aucun genre de syndicalisme n'existe. Ainsi, un des acteurs principaux de la rébellion, les travailleurs salariés précaires qui travaillent principalement dans de telles entreprises, ne considèrent pas qu'ils soient un terrain de pouvoir prolétarien et de mobilisation et dans la plupart des cas, ils ne sont pas attachés à leur emploi. Peut-être, c'est précisément leur incapacité, voire leur réticence à mobiliser sur leur lieu de travail qui a jeté les jeunes travailleurs précaires dans la rue. En outre, comme nous l'avons déjà dit, cette première *rébellion urbaine* en Grèce était, comme toutes les révoltes urbaines modernes, une éruption violente de *dé légitimation* des institutions capitalistes de contrôle et, qui plus est, une courte expérience d'une *vie en commun contre les séparations et en dehors des lieux de travail* – à l'exception notable des universités et la municipalité d'Aghios Dimitrios. Dans le cas des travailleurs précaires, étendre la rébellion à leurs lieux de travail signifierait grève sauvages et occupations, et rien de moins. De fait, compte tenu des possibilités concrètes là-bas et leur disposition subjective, une telle extension était à la fois irréalisable et non souhaitable.

Toutefois, de nombreux rebelles ont eu conscience de ces limites et essayé de faire ce bond. L'occupation des bureaux centraux de la Confédération gé-

nérale des travailleurs de Grèce (GSEE) découle de cette nécessité, ainsi que la nécessité d'attaquer la présentation médiatique de la rébellion comme une « protestation de la jeunesse au détriment des intérêts des travailleurs ». De plus, cela offrit l'occasion de montrer au grand jour l'action de sape de la rébellion de la part de la GSEE. L'initiative a été prise par certains membres du syndicat de base des coursiers qui sont principalement anti-autoritaires. Toutefois, pendant l'occupation, il est devenu évident que même la version basiste du syndicalisme ne pouvait pas correspondre à la rébellion. Il y avait deux tendances, bien que pas clairement définies, à l'assemblée de préparation : l'une syndicaliste-ouvriériste et une autre prolétarienne. Pour les premiers, l'occupation doit avoir un caractère « travailleur », par opposition au caractère prétendu jeune ou « métropolitain » de la rébellion tandis que les autres ne la voyait que comme un moment de la rébellion, comme l'occasion d'attaquer une institution de contrôle capitaliste de plus et en tant que point de ralliement des lycéens, des étudiants, des chômeurs, des travailleurs salariés et des immigrés, une communauté de lutte de plus dans le contexte de l'agitation générale. En fait, la tendance syndicaliste-ouvriériste essaya d'utiliser l'occupation plutôt comme un instrument au service de son syndicat et de l'idée d'un syndicalisme de base en général, indépendant des influences politiques. Cela ne fonctionna pas. C'est pourquoi certains d'entre eux ne restèrent que deux jours.

En ce qui concerne le reste des syndicats « indépendants » de gauche, les choses étaient encore pires. Il n'y eut qu'une seule assemblée de syndicalistes de la faculté de Droit le 10 décembre, où plusieurs fonctionnaires de gauche soulignaient la nécessité d'une perspective « politique » dans la rébellion, ce qui signifie une médiation politique et syndicale s'exprimant dans une liste de revendications essentiellement populiste. Ils rejetèrent toutes les propositions des formes violentes d'action et appelèrent pompeusement à des assemblées générales extraordinaires et à l'agitation sur les lieux de travail en vue de la grève générale après une semaine, inutile de dire que rien de tel n'a jamais même été tenté.

En janvier, les travailleurs des médias qui ont participé activement à la rébellion ont occupé les bureaux du syndicat corporatiste des journalistes. L'Union des rédacteurs des quotidiens d'Athènes (ESIEA) est le principal syndicat des journalistes en Grèce. Il comprend des journalistes des principaux journaux athéniens dont beaucoup sont en même temps employeurs, car ils sont producteurs télé ou propriétaires de journaux, ce qui en exclut les journalistes qui travaillent avec des contrats précaires ou sont embauchés comme « pigistes ». L'occupation de l'ESIEA a porté principalement sur deux questions : la première fut les relations de travail et la précarité généralisée dans l'industrie des médias ainsi que la forme fragmentée de l'organisation syndicale des travailleurs des médias, le second était le contrôle de l'information

par les médias officiels, la façon dont la révolte avait été « couverte » par eux et comment la contre-information pourrait être produite par le mouvement.

À la fin de l'occupation, les mêmes gens créèrent une assemblée de travailleurs des médias, d'étudiants et de chômeurs qui organisa une série d'actions sur différents lieux de travail contre les licenciements ou les licenciements possibles et « couvrirent » les manifs et les autres activités du mouvement, d'une façon qui allait à l'encontre de la propagande dominante. Plusieurs membres de cette assemblée étaient d'anciens étudiants de la faculté des médias et de la communication et avaient pris part au mouvement étudiant contre la réforme de l'université en 2006–2007 ; certains d'entre eux avaient essayé de former un nouveau syndicat qui regrouperait tous les travailleurs des médias au cours des années précédentes. À l'heure actuelle les travailleurs des médias sont organisés en 15 syndicats différents (photographes, journalistes, cameramen, équipes administratives, etc.). L'idée est de créer un syndicat qui comprendrait tous les travailleurs, indépendamment de leur poste, des nettoyeurs aux journalistes, et de leur contrat de travail, des employés à plein temps aux « freelance ». Récemment ils ont tenté de coordonner leur activité avec les licenciés du journal *Eleftheros Typos*.

Le 22 décembre, à Petralona, un ancien quartier ouvrier d'Athènes, une nettoyeuse bulgare immigrée, Konstantina Kuneva, la secrétaire générale du syndicat des personnels de l'entretien (PEKOP – Syndicat de l'Attique des personnels d'entretien et des travailleurs à domicile), fut victime d'une attaque par des nervis des patrons, qui utilisèrent de l'acide sulfurique alors qu'elle rentrait chez elle depuis son travail, une gare du réseau ISAP (tramways Athènes–Le Pirée). Elle fut sérieusement blessée, perdant l'usage d'un œil et de ses cordes vocales et elle est toujours à l'hôpital. Il faut signaler qu'elle était aussi passée par l'occupation de la GSEE, parce que ses activités précédentes l'avaient conduite à entrer en conflit avec la direction de la bureaucratie de la confédération. L'attaque sur Konstantina eut lieu deux jours avant l'occupation de la GSEE et fut l'une des raisons pour lesquelles il y eut une mobilisation sans précédent. Après l'attaque, une « assemblée de solidarité » fut créée qui, par des tactiques d'action directe, organisa une série d'actions (occupation du siège de l'ISAP, sabotage des portiques afin que les usagers puissent voyager gratuitement, manifs). L'assemblée, malgré ses divisions internes, joua un rôle vital en insufflant un mouvement de solidarité remarquable qui prit de l'ampleur dans toute la Grèce, revendiquant non seulement la poursuite des auteurs et des instigateurs de l'attaque, mais aussi l'abolition de la soustraction. Nous devons ici ajouter que les services de nettoyage externalisés étaient devenus la norme de toutes les compagnies de service public et que ces compagnies n'embauchaient plus. Les contractants emploient maintenant des milliers de personnels d'entretien, principalement des immigrées, qui nettoient des centaines d'installations publiques, d'hôpitaux, de gares, d'écoles, d'universités et d'autres bâtiments. Toutefois, étant donné les caractéristiques

de l'emploi dans le secteur du nettoyage, les boulots sont toujours précaires et jusqu'à récemment il était normal que les nettoyeurs ou les travailleurs à domicile soient des femmes. En outre, en ramenant la sous-traitance ou la précarité en général à « l'esclavage », la majorité de ce mouvement de solidarité, principalement composé de syndicalistes de gauche, essaye de poser l'équivalence entre certaines luttes contre la précarité – une des principales formes de la restructuration capitaliste de ce moment historique – avec des *revendications politiques générales* ayant un contenu social-démocrate, considérant l'État comme un employeur « fiable » et préférable aux sous-traitants privés et mettant donc la question de l'abolition du salariat *pour elle-même* de côté.

La dépression en chiffres, les stratégies d'État et la classe

Comme nous l'avons dit au début, en Grèce les signes de dépression ont été plus visibles depuis l'an dernier. Afin d'avoir une meilleure idée de ces signes et des conséquences de la récente phase de la crise, nous avons besoin de quelques données sur la situation de la classe ouvrière.

Selon Eurostat, les taux les plus élevés, par rapport à la population, de ménages connaissant des arriérés de remboursement de prêt se trouvaient en Grèce. D'après une étude de la Banque de Grèce de 2007, 6 ménages grecs sur 10 avaient des impayés de crédit immobilier, 7 sur 10 avaient des retards dans les crédits à la consommation, 1 sur 2 avait des impayés de carte de crédit. À part les crédits, 7 ménages sur 10 avaient des impayés de loyer, et 6 sur 10, des impayés de factures courantes. Le nombre de ménages débiteurs dépassait les 51 %, ce qui signifie que 2,15 millions d'entre eux avaient une forme quelconque de crédit. Ainsi, il est évident que le recours au crédit avait commencé à atteindre ses limites. En ce qui concerne les salaires et le chômage, les indicateurs sont aussi éloquentes. 50 % des salariés gagnent moins de 1030 euros brut. Le salaire minimum en Grèce est le plus bas de l'Europe occidentale (50 % des salaires de l'Europe des 15). Le chômage des jeunes a atteint 25,7 % en 2008 et en ce qui concerne les femmes, elles sont le plus durement touchées par le chômage, par rapport au reste de l'Europe. Environ 800 000 travailleurs tombent sous la dénomination de la génération 500 euros. 300 000 d'entre eux sont « travailleurs indépendants », 295 000 travaillent à temps partiel, 180 000 étaient officiellement chômeurs en 2008 et 80 000 personnes devaient entrer dans les programmes de stages d'État (des emplois extrêmement peu payés dans le secteur public ou privé, sans sécurité sociale et qui, censément, offrent des formations) dans les années 2008-2009.

Au premier trimestre 2009, le taux de croissance en Grèce était juste au-dessus de zéro, du fait d'une baisse des investissements de capitaux privés et fut stabilisé à ce moment-là uniquement par les investissements d'État. Du fait de la récession, 160 000 personnes étaient devenues superflues, et elles devaient atteindre 300 000 principalement dans les petites et très petites entreprises.

Dans certains secteurs, la situation maintenant ressemble à cela :

Dans le commerce maritime, un grand nombre de marins n'ont pas été payés alors que leurs salaires étaient gelés. Les travailleurs du secteur public ont vu aussi leurs salaires gelés. Dans l'industrie et en particulier les usines textiles, les licenciements de travailleurs stables et intérimaires, une semaine de travail raccourcie et moins payée, et des retards de paiement sont devenus monnaie courante. Dans le secteur du BTP, il y a un taux de chômage élevé et une chute de 17 % de la production. Le tourisme, le secteur représentant la plus grande portion du PNB, a d'ores et déjà connu de forts taux de chômage et une baisse de 9 % de la fréquentation touristique.

Bien que la situation soit austère, les réactions des travailleurs ont été rien moins que modérées, et certainement trop faiblardes pour contre-attaquer la restructuration capitaliste. Il y a eu quelques mobilisations en réponse aux licenciements massifs, retards de paiement ou fermetures de boîtes, principalement des grèves courtes ou des débrayages dans quelques usines. Quelques occupations d'usines ou de boîtes (une fabrique de papier, une entreprise de télécommunication, et une usine de meubles) furent isolées et n'eurent pas de contacts avec les autres travailleurs licenciés ; au lieu de ça, on a préféré la solution des accords bilatéraux entre les travailleurs et les entreprises ou le ministère du Travail. Il semble que dans la plupart des cas la gestion de la récession/restructuration obéit à un modèle standard : alors que les travailleurs précaires sont simplement virés, les travailleurs plus âgés acceptent de démissionner et attendent une retraite anticipée. Ainsi, aucun licenciement de masse n'est perceptible, puisque l'État « assure » les dépenses sociales, seulement pour ensuite annoncer la « faillite du système de sécurité sociale » – un gimmick étatique récurrent durant les vingt dernières années – qui impliquerait de « nouveaux sacrifices », et ainsi de suite. Toutefois, une telle ficelle peut être valable pour l'État, actuellement, parce qu'elle peut lui faire gagner du temps et repousser l'explosion générale. Mais pour combien de temps ? Et combien peuvent se satisfaire de telles manœuvres ?

En fait, alors que la récession/restructuration s'approfondit et que le capital et l'État réduisent le salaire direct et indirect, ils accroissent en même temps la précarité et les licenciements, ils sont pris dans un cercle vicieux dans lequel ils sont contraints à laisser la crise de légitimité s'accroître plus encore. Au même moment, comme la « guerre au terrorisme » est toujours en cours, en essayant de gérer les problèmes accumulés de la précédente phase offensive de dérégulation néolibérale, l'État grec, qui a des troupes au Moyen-Orient, est régulièrement « assailli » par des flots de réfugiés qu'il a lui-même contribué à créer. Faisant face au cauchemar d'un nouveau décembre, plus féroce cette fois-ci puisque la crise se prolonge, et avec des masses indésirables de milliers de « prolétaires superflus » d'Asie et d'Afrique, il n'a qu'une seule carte à jouer : le renforcement des mécanismes de répression qui ont visé la rébellion de décembre et créé au départ le dangereux mélange d'émeutes d'autochtones et

d'immigrés ! Toutefois, son recours à la discipline et l'intensification de sa tolérance zéro est sans issue, puisqu'il n'y plus de stratégies sociales-démocrates pour la reproduction élargie du prolétariat qui puissent être dorénavant avancées. Vendre la « sécurité » aux autochtones contre « l'invasion » des étrangers utilisés comme boucs émissaires a été la seule « offre sociale » de la part de l'État. De nouvelles divisions sont certes à l'ordre du jour par la création de nouveaux « démons populaires » et « paniques morales ».

Début mars, après qu'un flic a été tué durant un braquage, nombre d'officiers de haut rang ont mis en garde contre l'augmentation rapide des attaques à main armée depuis janvier (presque 40 par mois), l'attribuant tout à la fois à la remise en liberté de beaucoup de condamnés, afin de diminuer l'engorgement des prisons, et à la « perturbation » de décembre.

C'est à ce moment que commença à être débattue l'instauration de nouvelles lois répressives, qui sont passées tout récemment. En premier lieu, afin de « protéger le prestige policier », une vieille législation, qui avait été introduite pendant la dictature des années 30, fut remise en pratique, s'attaquant au délit de « diffamation de l'autorité ». Le fameux slogan de la rébellion, « Flics, porcs, assassins », peut dorénavant conduire légalement à un emprisonnement de deux années. Une deuxième législation visait les rebelles de décembre, en faisant référence au « travestissement des traits du visage », ce qui signifie en pratique l'usage de capuches. De pair avec la formation de nouvelles forces policières et de patrouilles plus régulières, ces actions sont plus qu'une contre-attaque envers les symboles préférés de la rébellion. La diabolisation des « émeutiers cagoulés », à commencer par les anti-autoritaires et les anarchistes, accroît les séparations entre rebelles et entre les rebelles et le reste des prolétaires qui sont restés passifs pendant la rébellion. Si les peines encourues n'étaient pas si graves, on pourrait être tenté de rire de la furieuse tentative de l'État de s'en prendre à une rébellion sociale au niveau de ses slogans et de son code vestimentaire !

En exploitant le sentiment d'insécurité sociale généralisé que la crise capitaliste elle-même a créé, le second « ennemi » qu'a façonné l'État ce sont les réfugiés et les clandestins qui étouffent le « ghetto hybride » d'Athènes. Les mécanismes de répression sont tout à fait conscients qu'une grande partie de la multitude révoltée qui s'est emparée des rues d'Athènes pendant les journées de décembre et une fois encore en mai, pendant une petite émeute musulmane, était constituée d'immigrés provenant des quartiers voisins. Ce « ghetto », principalement situé dans la vieille ville, ressemble aux ghettos américains, par ses aspects de « ségrégation verticale » parmi les habitants, en d'autres termes le caractère socialement hétérogène, ou par les politiques de « réduction planifiée ». Il ressemble aussi aux banlieues ouvrières occidentales, en ce qui concerne le brassage multiracial/ethnique. Les similitudes mentionnées ici, ou pour le dire mieux, les analogies, doivent bien sûr être employées avec précaution, en particulier du fait de nombreuses différences. Un barrage

médiatique, plein d'articles enflammés et de reportages poignants à la télé, mettant l'accent sur la dégradation de l'environnement et des conditions économiques des quartiers centraux, avait principalement trait à l'habitat incontrôlé/anarchique de milliers de clandestins, à la présence de toxicomanes, de prostitués et autres « sous-prolétaires ». Ce fut le premier signe de ce nouvel état de guerre. Il faut pourtant noter que ce barrage médiatique avait commencé un peu avant le soulèvement de décembre.

La seconde phase fut bien plus directe et violente. Les attaques physiques sur les immigrés et les gens qui les soutiennent, menées par des membres d'un groupe néonazi allaient de pair avec des arrestations qui conduisirent à des emprisonnements et des expulsions. Des assemblées locales de « citoyens indignés » de droite et de marchands petits-bourgeois, orchestrées par le seul parti d'extrême-droite parlementaire, ont manifesté contre la présence des immigrés dans leurs quartiers et ont même pris des mesures directes contre eux, comme le blocage d'un terrain de jeu, où de nombreux enfants immigrés jouaient pendant que leurs parents traînaient autour. En outre, sous le prétexte de « protection sanitaire de l'enfance », beaucoup de bâtiments anciens et/ou abandonnés du centre, où sont logés des milliers d'immigrés ont été classés comme insalubres et leur évacuation ordonnée. Là, les rafles contre les immigrés et les « sous-prolétaires » dans le centre d'Athènes doivent aussi être comprises comme un effort de nettoyer ces zones du « centre historique » qui restent encore « sous-développées » et résistent à la transformation en non-lieux onéreux, stériles et semblables à des musées, comme dans la plupart des villes européennes.

En plus de tout cela, le gouvernement grec a aussi annoncé qu'il projetait de construire 11 « camps de concentration » dans tout le pays, similaires à ceux qui se trouvent déjà en Italie, où les immigrés qui ont été arrêtés seront détenus en attendant leur expulsion. Assez récemment, il a fait voter une nouvelle loi selon laquelle le temps de détention des clandestins en attente d'expulsion passait à 6 ou 12 mois et que tout étranger coupable d'un délit impliquant un temps de prison de plus de trois mois pouvait être expulsé immédiatement, étant classé « danger pour l'ordre public et la sécurité ».

La récente allocution du premier ministre grec, qui faisait le lien entre « criminalité » et immigrés « illégaux » et « émeutiers cagoulés », montre la continuation de la gestion néolibérale – déjà en échec – de la crise ; la réinvention et la diabolisation des « classes dangereuses » sert d'arme pour une division accrue et une mise au pas du prolétariat afin de lui faire accepter la détérioration de ses conditions de vie dues à la restructuration. Toutefois, la liste des « criminels » peut dangereusement s'allonger et inclure dans un futur proche ceux qui étaient juste « en sympathie » avec les rebelles de décembre. Puisque le « contrat social » a été rompu, mais qu'aucun retour aux stratégies démocratiques précédentes ne point à l'horizon, le rapport social capitaliste ne peut pas être reproduit de façon adéquate et peut-être que ces « sympathi-

sants » auront mille raisons de montrer que les craintes des maîtres du monde sur la rébellion de décembre étaient fondées, en ce qu'elle était un prélude à l'explosion prolétarienne généralisée dans le cours de la crise de reproduction globale.

SUR « LE PASSAGE REBELLE D'UNE MINORITÉ PROLÉTARIENNE À TRAVERS UNE ASSEZ COURTE UNITÉ DE TEMPS »

Par bien des aspects, ce texte est proche du « Plancher de verre » : la séparation dans les émeutes d'avec la sphère de la production et le prolétariat « stable » est soulevée comme question ; la « crise de légitimité » sur laquelle le texte insiste n'est pas très éloignée de l'attaque des instances de la reproduction sociale telle qu'elle est présentée dans « Le plancher de verre » ; la question de la composition sociale des émeutiers ; tous les passages qui expriment qu'il n'y a plus aucune perspective à partir d'une quelconque identité ouvrière (critique, dans le texte de TPTG, des syndicats de base ; aucun mouvement revendicatif récent n'est allé au-delà du syndicalisme) ; les transformations du rapport au salaire et à ce que pourrait être la revendication salariale. Bien que la restructuration ne soit pas définie comme période du mode de production capitaliste, c'est-à-dire restructuration de la contradiction entre le prolétariat et le capital, elle est décrite dans la plupart de ses déterminations et de ses effets. Cependant, si dans ce texte nous pouvons être en accord avec une suite (succession) d'analyses prises à part, nous avons des divergences avec la problématique d'ensemble qui, en tant que telle n'est pas dite autrement que sous la forme : « C'est le processus révolutionnaire. »

Le texte reste bloqué dans la révolution conçue comme constitution d'une « communauté prolétarienne » largement agrémentée d'humanisme (« Gemeinwesen », « on se médie les uns les autres »). En fait les émeutes en Grèce, dans le texte de TPTG sont tout simplement un *processus révolutionnaire inachevé*. Le texte ne pense pas les limites du mouvement comme intrinsèques, définitoires du mouvement. La limite est seulement quelque chose qui borde le mouvement, une frontière qu'il n'a pas franchie (« Cet espace ouvert est la présupposition nécessaire au moment décisif de la subversion sociale : la communisation des moyens de production et d'échanges. Mais ce moment décisif, le point de non-retour, n'a jamais été atteint. »). La limite n'est pas comprise comme définitoire de ce qu'elle borde. Avec TPTG, les limites sont soit conjoncturelles, soit simplement constatées, jamais définitoires du mouvement et surtout jamais expliquées. Il en résulte que le « processus révolutionnaire » en tant qu'inachevé devient incompréhensible pour lui-même parce qu'à y regarder de plus près, *il n'y a pas de limites* pour TPTG (pourquoi le mouvement s'est essoufflé, pourquoi la Gemeinwesen n'a rien donné). On sait que quelque chose a été atteint momentanément, mais pourquoi « momentanément ». La seule explication est dans le succès de la contre-attaque de

l'État, début janvier, succès advenu au moment « des opérations de l'avant-garde "armée" : d'abord, sur le plan idéologique... ». C'est un peu court mais en fait cohérent avec la vision générale des rapports capitaliste comme « imposés, « forcés » ».

Le manque essentiel de ce texte est de ne pas expliquer les limites et de ne pas expliquer la nature même du mouvement *dans sa force* par ses limites. C'est par sa limitation que le mouvement a atteint les « sommets » que ce texte même met en valeur : l'attaque de toutes les formes et instances de la reproduction sociale (et malgré les dires du texte il n'y a pas d'autres attaques ou activités présentées). Cependant TPTG ne relie pas cette attaque à la composition des émeutiers et au fait que jamais la sphère de la production ne fut atteinte, au contraire, « parallèlement à la sphère de la production immédiate, l'école, la famille, la consommation, la vie politique, la prison et la police *produisent et reproduisent les classes* » (c'est nous qui soulignons). À la suite de cette affirmation, les étudiants sont immédiatement assimilés à des travailleurs productifs dont la charge de travail est constamment accrue dans une institution qui est vue comme répartissant la marchandise force de travail dans un perpétuel approfondissement de la division du travail. L'école est bien un appareil de cet approfondissement, une instance nécessaire, mais elle n'en est pas le sujet. La dynamique est ailleurs, c'est pour cela qu'il faut la modeler et la remodeler sans cesse et de plus en plus vite. Voir le fait que la production ne fut pas touchée mais, dans le même mouvement faire disparaître l'autonomisation de la reproduction qui en résulte, entraîne que dans le texte de TPTG aucune limite ne peut être formalisée autrement qu'externe et conjoncturelle. L'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale qui a fait simultanément la force du mouvement en en constituant ses limites propres, n'est plus limite constitutive et explicative car l'attaque de ces formes prises pour elles-mêmes (ce qui fut la limite du mouvement) est pour TPTG l'attaque d'un lieu où se *produisent et reproduisent les classes*.

Quand TPTG pose la question de la non-extension de la rébellion aux lieux de travail, la réponse apportée évacue la question elle-même. La non-extension vers les « ouvriers à l'emploi stable » est seulement constatée, *sans que cela n'entraîne dans tout le cours du texte la moindre détermination de la caractérisation de la rébellion*. Les réponses à la question portent exclusivement sur cette partie du prolétariat, essentiellement précaire, engagée dans les émeutes. TPTG explique pourquoi cette partie du prolétariat soit ne pouvant pas étendre la chose ses lieux de travail, soit n'avait pas intérêt : une telle extension était simultanément « infaisable et indésirable ». On ne peut qu'être d'accord (et les réponses apportées sont intéressantes), mais la question principale n'était pas là. La question principale est celle de la non-extension, sous quelque forme que ce soit (un simple relais de grèves perlées) aux lieux de travail, tant ceux des précaires que ceux des « stable jobs ».

Il ne s'agit pas d'expliquer ce qui a été par ce qui aurait pu être, mais ce qui a été c'est cette non-extension. C'est une conséquence issue des caractéristiques du capitalisme restructuré entrant en crise qui fait que la crise de celui-ci, la crise de sa reproduction touche, en premier lieu cette catégorie de la classe ouvrière et TPTG le montre fort bien en donnant quelques « data » sur les conditions d'exploitation et de reproduction de la classe ouvrière en Grèce. Mais à partir de là, la rébellion se trouvait définie dans cette séparation de la reproduction et de la production. Dans cette séparation elle a trouvé toute sa force, c'est cette séparation qui l'a définie comme attaque de toutes les instances et formes de la reproduction, les émeutiers se sont remis en cause comme prolétaires ou, si l'on veut, ont constitué cette « communauté prolétarienne de lutte », mais alors ils n'ont pas échappé à toutes les formes idéologiques inhérentes au fait de poser les instances de la reproduction sociale comme étant elles-mêmes (contenant en elles-mêmes) la production et reproduction des classes. Ils n'ont pas échappé à la subjectivité de l'individu isolé qui voit dans la reproduction du MPC une affaire d'inculcation de normes et de contraintes.

La « communauté prolétarienne de lutte » que nous présente TPTG comme la chose la plus profonde de ce mouvement en ce qu'elle serait le dépassement des catégories antérieures auxquelles appartenaient les émeutiers, est une pure construction idéologique (qui a pu être vécue et théorisée par les émeutiers) dans la mesure où les rapports sociaux *objectifs* qui les définissaient n'ont pas été entamés dans leur objectivité. Avec la « communauté prolétarienne de lutte » (cette proto-Gemeinwesen réconciliée) il y a une totale automystification de TPTG qui les autorise et les conforte dans leur maintien dans tous les organismes actuels prolongeant le mouvement en dehors de la signification qu'ils pouvaient avoir en décembre. La moindre description factuelle des émeutes (comme celle de TPTG et Blaumachen) montre que ces diverses catégories n'ont pas la même pratique et le même rapport aux émeutes.

Il y a une unité, c'est celle qui fait de la reproduction du MPC une affaire de coercition, de discipline, de légitimité comme dit TPTG. Le « contrat est rompu ». Mais tout le problème est là, la reproduction réciproque entre le prolétariat et le capital, la définition même de la classe comme classe *du* mode de production capitaliste, n'est pas une affaire de « contrat ». Que cette relation apparaisse comme « contrat » et nous avons toute la force de ces émeutes qui disent nous luttons contre tout ce qui fait de nous des membres de cette société, mais c'est alors leur propre limite (la non-extension) qui est la définition même de cette force.

Le mouvement n'a attaqué que les flics, l'État, les institutions de contrôle, toutes les instances et formes de la reproduction, mais prises en tant que telles, et c'est énorme. Mais c'est aussi pour cela que la rébellion a pu idéologiquement se comprendre elle-même comme « la nécessité de surmonter l'isolement individuel à partir de la vie réelle et collective [Gemeinwesen], [...] »

il y avait “quelque chose de plus profond” dans tout cela. C’était l’activité commune d’un courant souterrain subversif émergent qui savait que, à côté de la sphère de la production immédiate, l’école, la famille, la consommation, les pratiques politiques, la prison et la police produisent et reproduisent les classes ». TPTG nous dit que les *camarades à l’étranger* n’ont vu que cela, mais leur texte ne nous présente jamais aucune autre attaque que celles que ces « camarades étrangers » ont vu et ont su, ce qu’ils ajoutent c’est le présupposé idéologique selon lequel nous aurions dans ces instances la production des classes. Et c’est parce qu’ils s’imaginent avoir là la « production des classes », qu’ils s’imaginent avoir eu affaire à des individus qui luttant et s’émancipant de ces instances dépassaient l’isolement individuel de la vraie vie commune.

Les thèmes de la « délégitimation » et du « contrat » renvoient à une compréhension de la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition et inculcation de normes. Le « retour à la normale » est même présenté comme une affaire de tactique de la part du gouvernement et de manœuvres idéologiques autour de la criminalisation du mouvement. La provocation joue son rôle, mais tout cela n’est exact que si l’on comprend la tactique de l’État comme se construisant sur les limites mêmes du mouvement quand celui-ci s’épuise en elles. Une telle perspective non seulement laisse de côté que c’était là simultanément la force et la limite de ces émeutes (les deux provenant du fait de la non-extension vers la sphère de la production : on a là un effet de la crise des modalités de l’exploitation de la force de travail dans le capitalisme restructuré) mais encore, dans le même mouvement, ce n’est pas la remise en cause des prolétaires en tant que tels qui est en jeu mais la constitution-libération d’un sujet révolutionnaire, celui qui n’était que « sous contrat » : la « communauté prolétarienne publique ouverte » (prélude à la communisation).

Pour le prolétariat, les rapports sociaux capitalistes ne sont pas un « contrat » plus ou moins « légitime », ce qu’il faut expliquer c’est précisément pourquoi, dans quelles conditions, ces rapports apparaissent et sont affrontés comme tels, ce que ne fait pas TPTG. À ne pas le faire, non seulement on ne voit pas dans la non-extension à la sphère de la production une limite du mouvement, limite qui le définit (et le définit aussi dans sa puissance même, cette non-extension est même évacuée comme question), mais encore le « contrat » est quelque chose que l’on dénonce et dont on se libère : « Les rebelles [...] ont temporairement dépassé leur identités et leurs rôles séparés, qui leur étaient *imposés par la société capitaliste*, puisqu’ils ne se sont pas rencontrés comme travailleurs, étudiants, lycéens, ou immigrés, mais comme rebelles » (nous soulignons). Sur quel substrat est « imposée » l’identité par la société capitaliste ? Il n’y a rien « en dessous » de la construction sociale par des rapports de production particuliers. C’est la remise en cause par le prolétariat, dans sa lutte contre le capital (dont la liaison avec lui est sa définition et non un rôle imposé), par le processus des contradictions internes de ce mode de production, c’est cette remise en cause qui est l’autotransformation des prolétaires

(qui fait que les prolétaires ne restent pas ce qu'ils sont). Il est vrai que les « rebelles » ont « temporairement dépassé ces rôles » mais parce qu'ils ont pu les considérer comme « imposés » par la société capitaliste, parce que momentanément ils ont pu se considérer « face à la société capitaliste ». Mais c'était là toute la limite constitutive du mouvement car une définition sociale c'est un rapport social objectif et non l'imposition ou l'inculcation d'une norme de comportement sur un individu présumé. Dans un autre passage du texte, il est question de « ont pris pour cible les relations sociales *dans lesquelles ils sont contraints de vivre* » (nous soulignons).

La problématique de TPTG évite le moment où l'appartenance de classe devient une contrainte extérieure et où elle est dans le processus révolutionnaire la limite à dépasser, ils évitent d'avoir à dire que le fait de lutter en tant que classe est la limite actuelle de ce cycle de luttes. Dans cette problématique, le prolétariat ne se détruit pas en tant que tel, il n'a pas dans sa *définition* sociale la limite à dépasser, les prolétaires sont des personnes qui, dans leurs luttes sont amenés à *se débarrasser d'un rôle imposé qui les encombre*. L'appartenance de classe est simplement dépassée comme sous l'effet d'une mue. De la lutte du prolétariat en tant que classe à son dépassement comme classe, chez TPTG, le processus est linéaire, il n'y a de limites que temporelles, momentanées et quantitatives. TPTG peut avoir simultanément le prolétariat et son dépassement, sans que de l'un à l'autre le fait de lutter en tant que classe soit la limite de la lutte de classe, TPTG peut alors juxtaposer deux faits contradictoires sans rupture entre les deux.

THÉORIE COMMUNISTE : UN CHANTIER PERMANENT

« **C**OMMENT UNE CLASSE agissant strictement en tant que classe peut-elle abolir les classes ? L'histoire du mode de production capitaliste comme contradiction entre le prolétariat et le capital nous donne la résolution de l'énigme. Mais attention, lorsque du doigt on trace sur la carte le chemin à parcourir, on n'est pas pour autant parvenu au but ; c'est dans la lutte de classes de ce cycle de luttes que l'énigme doit être résolue. »

Ainsi s'achève le texte « Théorie communiste » rédigé en 1996 et publié fin 1997. Depuis plus de dix ans, le procès de résolution de l'énigme s'est poursuivi et a connu certains rebondissements.

Après tant d'années qui furent celles de la restructuration du mode de production capitaliste, le nouveau cycle de luttes a fait son chemin à travers elle. Dans le texte « Théorie communiste », fondamentalement le cycle de luttes actuel se définit par le fait que, dans la restructuration du mode de production capitaliste, la contradiction entre les classes se noue au niveau de leur reproduction respective sans que ce nœud inclue, ou même soit le fait, de l'existence d'une identité ouvrière confirmée dans cette construction, ce qui avait défini la première phase de la subsumption réelle. Ce qui signifie que l'exploitation est une contradiction dans laquelle, simultanément, le prolétariat est amené à se remettre lui-même en cause parce qu'il n'a d'autre existence pour lui-même que les catégories du mode de production capitaliste. C'est en conséquence la disparition d'une identité ouvrière confirmée dans la reproduction du capital, c'est la fin du mouvement ouvrier et la faillite corollaire de l'auto-organisation et de l'autonomie comme perspective révolutionnaire. Porter le dépassement immédiat du capital comme abolition de toutes les classes, c'est la dynamique de ce cycle de luttes, mais c'est aussi ce qui fait l'identité de cette dynamique avec sa limite : être une classe, ce n'est qu'être une classe dans le mode de production capitaliste, ne plus avoir dans sa situation aucune affirmation d'un

au-delà. « C'est la même structure de la contradiction qui est à l'œuvre dans le cours des luttes revendicatives et qui trouve alors dans la reproduction du capital sa limite spécifique en même temps que sa radicalité » écrivions nous dans le texte « Théorie communiste ». Cette identité nous pouvons la constater quotidiennement, c'est-à-dire constater que tant que l'action de la classe demeure en tant que telle, elle ne contient immédiatement rien d'autre que la reproduction des rapports capitalistes. Mais nous pouvons maintenant reconnaître que l'identité (n'exister que dans les catégories du capital/se remettre en cause comme classe) n'est pas une confusion, qu'elle contient aussi la différence comme un écart à l'intérieur d'elle-même et que c'est là, la dynamique de ce cycle de luttes. Cet écart c'est la diversité des déterminations et des pratiques au cours des luttes : il est l'enjeu de ces luttes.

Cette reconnaissance a été l'objet d'un long cheminement théorique de *TC* 6 (1985) à *TC* 20 (2001) et se poursuit...

Dans la conclusion du n° 7 (1986), numéro entièrement consacré à l'étude d'un nouveau cycle de luttes, les limites des luttes de celui-ci (se résumant dans le fait d'agir en tant que classe et donc dans la reproduction du capital) sont désignées comme « *intrinsèques* à tout le cours du cycle ». Le caractère intrinsèque des limites est en fait une *identité* entre aspects dynamiques et limites. C'est cette identité *immédiate* que nous allons de plus en plus affirmer dans les numéros suivants de *TC*.

Dans le contexte français, les coordinations cheminotes de la grève de 1986 ont entériné une rupture : « L'auto-organisation en tant que mouvement de la révolution dans l'ancien cycle de luttes était tout ce procès-là, qui allait de l'affirmation de la classe en rupture avec son implication par le capital jusqu'à son autonégation. Dans les mouvements actuels, il ne s'agit plus du tout de cela. Ce qui est recouvert par la notion d'auto-organisation [...] consiste en ce que la défense de la condition prolétarienne n'est plus du tout une limite, mais le contenu même de ce type d'organisation qui n'est plus que l'expression du fétichisme de la constitution en classe confondue avec l'appartenance immédiate à un segment concret du procès productif » (*TC* 10, p. 7-8, 1990 – mais le texte principal sur les coordinations avait été rédigé courant 1987).

Après ces mouvements et en plein développement des *Cobas* en Italie, lors d'une réunion avec les camarades italiens de *Maelström* en juin 1988, nous affirmions :

« Les aspects dynamiques des luttes n'existent que par l'existence de ces luttes avec leurs limites, c'est-à-dire que dans la reproduction et l'existence de la classe dans l'autoprésupposition du capital, ils sont absolument inséparables de cette existence et des limites qu'elle implique. Aspects dynamiques et limites, donnés par la reproduction de la classe dans l'autoprésupposition du capital sont absolument inséparables, ils sont les uns et les autres constitués dans un processus interne d'une même totalité » (*TC* 10, p. 81). Dix ans

après, dans le texte d'introduction à une réunion tenue à Paris en mars 1998 (à la suite de la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 1997-1998), nous disions : « Les limites de ce cycle, la reproduction du capital, comme reproduction de la classe dans le capital, lui sont intrinsèques (en fait, on ne peut avoir la notion de limite qu'avec ce cycle, jusque-là on ne pouvait parler que d'inachèvement). En même temps c'est la dynamique révolutionnaire de ce cycle. »

Dans *TC 18* (février 2003), consacré en grande partie au Mouvement d'action directe et au Black blocks depuis les émeutes de la City jusqu'à Gênes (mais aussi au vote ouvrier en faveur du Front national et à l'ethnisation de la seconde Intifada), cette identité est encore affirmée clairement : « Ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément sa limite intrinsèque » (p. 212). Et page 224 : « Si, dans ce cycle, la limite de chaque lutte c'est fondamentalement le fait d'agir en tant que classe, la limite est alors inhérente et existera nécessairement toujours de façon spécifique à la lutte et selon les modalités de la reproduction du mode de production capitaliste dont le prolétariat est une classe. La limite est simultanément ce sans quoi la lutte n'aurait pas lieu, non au sens d'un pis aller, mais d'une nécessité, quelque chose qui ne peut pas ne pas être, et un moment de l'autoprésupposition du capital. »

A partir de *TC 13* (février 1997), suite aux grèves de 1995 à la SNCF et dans l'ensemble de la fonction publique, nous sommes en pleine définition des limites des luttes comme existence de la classe dans le mode de production capitaliste au travers de cet objet social nouveau qu'est le *démocratisme radical* (cette définition est amorcée dès *TC 10*) qui formalise et entérine ces limites.

Ce que nous avons décrit et analysé comme démocratisme radical ne désigne pas seulement une idéologie (« le citoyenisme »), c'est une pratique dont le contenu consiste à formaliser et entériner les limites des luttes actuelles dans leur spécificité. Le démocratisme radical, comme nous le disions dans l'éditorial de *TC 14* (décembre 1997) est « une contre-révolution qui nous embarque ». Plus d'existence pour soi confirmée de la classe face au capital : ce qui est la dynamique révolutionnaire de ce cycle de luttes en est simultanément la limite intrinsèque.

Cela signifie que le prolétariat produit tout ce qu'il est, toute son existence dans les catégories du capital, c'est pour cela qu'il peut en être l'abolition ; mais c'est aussi toute la limite des luttes de cette période que formalise le démocratisme radical : entériner l'existence de la classe dans le capital. Tout cela est bien réel dans la lutte de classe et il existe un *parti de l'alternative* dont l'existence devient la justification de son idéologie. Pour le démocratisme radical la critique du mode de production capitaliste se limite à la nécessité pour le prolétariat de maîtriser ses conditions d'existence. Pour cela ce mouvement social trouve dans la démocratie revendiquée comme radicale la forme et le contenu le plus général de son existence et de son action (maîtrise, contrôle). Le prolétaire est remplacé par le citoyen, la révolution par l'alternative. Le

mouvement est vaste : de formes qui ne revendiquent qu'un aménagement, un capitalisme à visage humain, jusqu'à des perspectives alternatives qui se veulent rupture d'avec le capitalisme tout en demeurant dans la problématique de la maîtrise, du contrôle, de la gestion.

Il s'agissait en outre de mener la critique de toutes les ailes radicales ou « rupturistes » de ce démocratisme radical. Il s'agissait de dire : vous n'avez rien sur quoi vous fonder dans les luttes immédiates comme étant positivement des aspects révolutionnaires de ces luttes : autonomie, auto-organisation, critique du travail, etc. « Dans le cycle actuel, toute volonté de formalisation organisationnelle, pratique, de la lutte de classe, toute volonté de capitaliser des éléments dynamiques en les abstrayant des luttes et de s'y fonder en voulant les développer pour eux-mêmes, ne peut que se retrouver avec entre les mains du plomb alors qu'elle croyait détenir de l'or (c'est une alchimie perverse) : la démocratie, le pouvoir direct des producteurs, des habitants, des consommateurs, des gens, de la société. Car ces éléments dynamiques ce sont dans les luttes, la production de la classe dans le capital. Si on les crée comme éléments dynamiques en les abstrayant, on se retrouve avec entre les mains, les catégories du capital » (texte de présentation d'une réunion tenue à Paris en mars 98).

Mais si l'identité absolue est un thème récurrent, cela n'empêche qu'entre *TC 7* (juillet 1986) et *TC 18* (février 2003), elle change de statut. Disons le sans détour, elle change de statut *politique*. Jusque dans *TC 14* (décembre 1997) et encore dans *TC 16* (mai 2000), l'identité est affectée d'une charge négative, la dynamique qui va des luttes actuelles à la révolution n'est qu'une *abstraction critique* de ces luttes, elle ne se justifie que par la structure de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Dans cette problématique des concepts comme ceux de « rapport de prémisses » ou de « signification historique » du capital jouent un rôle important (comme dans *TC 4*). Ce qui n'empêche que ces concepts peuvent être réinvestis comme dans *TC 20*. Parler de *signification historique du capital* c'est dire que l'accumulation du capital est un procès qualitatif : tout le développement du capital s'effectue comme aliénation de l'ouvrier et c'est là sa force et sa limite. La signification historique du capital ne doit pas être entendue comme un aboutissement mais comme une contradiction en procès (sur la base de la valeur) par laquelle son développement est constamment une réponse adéquate au communisme.

L'appartenance de classe apparaissant comme une contrainte extérieure dans la simultanéité de l'implication du prolétariat par le capital et de son incapacité qualitative, de par la structure et le contenu de la contradiction (contradiction au niveau de la reproduction) à valoriser la valeur accumulée, c'est l'activité du prolétariat dans la révolution comme *rapport de prémisses*. Tout le travail passé, toute l'histoire, et toute l'universalité même de la situation du prolétariat, apparaissent non comme quelque chose à reproduire mais

comme la prémisses d'un libre développement ne considérant rien de ce qui lui préexiste et rien de ce qu'il pose lui-même comme quelque chose à reproduire. En abolissant toute présupposition antagonique d'une particularité sociale à reproduire, l'activité du prolétariat contre le capital est une désobjectivation pratique du monde dans lequel se meut l'activité humaine ; une désobjectivation de tout le travail social accumulé dans le capital, en ce que celui-ci, comme rapport social, est nécessairement objet.

Dans le rapport de prémisses, l'accumulation du travail social perd la détermination sociale contradictoire du capital, c'est-à-dire perd son caractère d'objectivité. L'activité comme sujet, le produit comme objet, perdent leur détermination sociale antithétique de travail et de capital et leur séparation, présupposant leur rencontre et en résultant tout aussi constamment.

Ces concepts sont repris dans une problématique différente quand, à partir du livre *Fondements critiques d'une théorie de la révolution* (Roland Simon, Éd. Senonevero, rédigé en 1999-2000, publié en 2001), puis dans *TC 17* (septembre 2001) et *TC 18* (surtout), avec les textes consacrés au Mouvement d'action directe et aux Black Blocs, l'identité entre dynamique et limite est affectée d'une charge positive.

Par *charge négative*, il faut entendre que dans l'affirmation de l'identité, la dynamique de ce cycle est le mouvement général de la période butant sur des limites, une tension bridée par le cours même de son effectuation. Les luttes immédiates ne pouvaient être que des limites de cette dynamique abstraite parce que maintenue en face des luttes particulières apparaissant comme des obstacles à franchir. Entre *TC 7* et *TC 20* (« Théorie de l'écart »), le travail de renversement de la relation entre dynamique et limite affecte l'identité d'une *charge positive* : la limite produit la dynamique

À partir des *Fondements critiques...*, il y a toujours identité entre dynamiques et limites mais la perspective change. À propos de la lutte des chômeurs et précaires, on trouve les remarques suivantes :

« Cependant cette critique du travail, en tant qu'expression actuelle des limites de la lutte de classe, pointe, à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu du communisme... » (p. 282).

« C'est la contradiction à l'œuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans la lutte des chômeurs, s'est présenté ecomme critique du travail... » (*ibid.*).

« Nous avons déjà largement abordé cette question (la "réappropriation de la richesse") à propos du revenu garanti. Nous avons défini cette revendication comme réorganisation du rapport salarial et nous l'avons critiquée comme un élément essentiel de la démarche alternative. Cependant, à en rester là, cette critique est insuffisante, elle ne considère pas la totalité de cette revendication, ce qui nous échapperait c'est la façon dont en elle-même, dans ses propres limites que nous avons critiquées, est exprimé le dépassement du mode de production capitaliste » (pp. 282-283).

« Dans cette critique du travail concret et dans sa recomposition selon des critères d'utilité relevant d'une définition sociale des produits en tant que valeurs d'usage, *c'est déjà chaque activité particulière qui est considérée comme immédiatement définie dans l'activité sociale totale* » (p. 286).

« Nous pouvons aller plus loin, même si, comme dans la "réappropriation des richesses", le "revenu déconnecté du travail" suppose une volonté de se réapproprier le surtravail, ce qui est une contradiction dans les termes, c'est la nécessité du temps libre comme fondement de la société qu'exprime cette contradiction dans les termes » (p. 288).

Il faut remarquer que c'est sous l'effet des luttes (« luttes suicidaires », Argentine, Mad, luttes des chômeurs et précaires, grèves du printemps 2003 en France...) que nous sommes amenés à *re-produire* notre théorie. Les luttes sont théoriciennes, on ne voit pas pourquoi la lutte de classe modifierait la théorie s'il n'y avait pas de la théorie dans les luttes.

Déjà en 1996, alors que notre corpus théorique général affirmait l'identité absolue entre limite et dynamique, identité où la dynamique n'étant pas une autodétermination de la limite elle était dans une situation d'abstraction vis-à-vis de tout le champ des luttes se réduisant de fait à « agir en tant que classe », c'est-à-dire la limite, nous avons publié un texte atypique : *Le Journal d'un gréviste* (à propos des grèves de 1995). Impliqué directement dans un mouvement de grèves, la position consistant à établir une identité telle qu'elle nous maintenait pieds et poings liés face à chaque lutte particulière était tout simplement pratiquement intenable. Il est alors remarquable que dans ce texte qui fut beaucoup critiqué par nos amis révolutionnaires radicaux, les limites du mouvement deviennent ce par quoi la dynamique se manifeste, il n'y avait donc pas de honte à y être impliqué. Le texte de *TC 10* (1990), consacré aux coordinations cheminotes de 1986, contenait également des analyses atypiques qui pourraient telles quelles figurer dans la « Théorie de l'écart » : « Dans chaque lutte du nouveau cycle, de par son propre mouvement d'existence, s'effectue une différenciation interne, qui est le procès même de la contradiction entre le capital et le prolétariat dans le nouveau cycle de luttes, entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci, que cette contradiction implique et contient dans son mouvement » (p. 33). Cette différenciation découlait dans *TC 10* de la critique de l'auto-organisation et surtout de la différenciation dans le cours de la lutte entre d'un côté son déclenchement et, de l'autre, sa formalisation dans les coordinations, ainsi qu'entre les coordinations et le plus grand nombre des assemblées de base qui étaient restées en dehors et très sceptiques vis-à-vis d'elles.

Dans *TC 18*, à propos du Mouvement d'action directe (Mad), la charge positive qui affecte maintenant l'identité entre dynamique et limite(s) est on ne peut plus clairement affirmée. En effet nous avons critiqué le Mad comme construisant par toute une série de pratiques une autonomisation de la dyna-

mique de ce cycle de luttes. Se remettre en cause comme prolétaires était *la condition*, une sorte de préalable, de l'affrontement avec le capital celui-ci alors réduit à des formes de domination et d'aliénation. En cela le Mad est toujours sur le point de basculer dans l'alternativisme. Cela n'empêche dans l'analyse effectuée d'écrire : « C'est en s'autonomisant, et avec toutes les re-formulations idéologiques que cela implique, que la dynamique de ce cycle (la remise en cause pour le prolétariat de sa propre existence en tant que classe) parvient à se poser et à se comprendre elle-même. C'est toute la positivité du Mad (Mouvement d'action directe) dans sa liaison et sa confrontation nécessaires avec le démocratisme radical. » Cet énoncé sous-entend encore que la dynamique existe comme la force générale universelle et qu'elle *se pose, se comprend* dans ses limites où elle *s'exprime*. Déjà dans les *Fondements critiques* (p. 282) « C'est la contradiction à l'œuvre comme dépassement du capital et production du communisme qui, dans la lutte des chômeurs, *s'est présentée* comme critique du travail... » (c'est nous qui soulignons).

Cependant, dans le même texte, apparaît une formulation différente : la limite « *pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes*, le contenu de la révolution communiste ». Apparaît alors, sans que la chose soit théoriquement maîtrisée, un renversement de la relation de détermination entre limite et dynamique. *La dynamique devient ici un effet de la limite* : « Tout cela n'empêche que cette autonomisation de la dynamique de ce cycle de luttes, en tant qu'expression actuelle des limites de la lutte de classe, pointe à partir d'elle-même, dans ses propres termes, le contenu de la révolution communiste : la remise en cause par le prolétariat, contre le capital, de son existence comme classe. C'est actuellement, *entre autres*, par le Mad (aucune forme n'est définitive et il semblerait bien, comme *Aufheben* en a le sentiment, que celui-ci soit sur son déclin) et par l'émeute autoréférentielle que ce cycle de luttes fait sienne sa propre dynamique : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. C'est par là également qu'il revendique son dépassement comme abolition de la société et rapports immédiats d'individus dans leur singularité, mais tout cela est posé comme Mad et par là cette dynamique et ce dépassement ne finissent par exister que comme alternative. »

Ce renversement de la détermination qu'il est possible *a posteriori* de formaliser de façon logique s'est imposé en fait dans le cours de notre travail principalement avec l'importance de plus en plus grande prise par le concept de *communisation*. Celui-ci résulte du dépassement du programmatisme du fait de la restructuration et du nouveau cycle de lutte et non de par une nature révolutionnaire du prolétariat ayant toujours correspondu à la révolution comme communisation. En un mot le concept de communisation dit l'immédiateté du communisme dans la révolution. On ne fait pas la révolution pour le communisme mais par le communisme, la révolution ce sont des mesures communistes, mesures de communisation, prises dans sa lutte contre le capital par le prolétariat : abolition de la propriété, de la division du

travail, de l'échange des classes, de l'État... C'est-à-dire instauration de rapports immédiats entre individus dans leur singularité (il n'y a plus de société). Dans le communisme c'est le concept d'individu qui est réellement paradoxal (en général les paradoxes ne sont toujours qu'apparents) : individu renvoie à quelque chose que chacun est par rapport à l'autre à une identité commune reconnue réciproquement et existant dans cette réciprocité et simultanément à une singularité irréductible.

La révolution comme communisation contient tant dans ses expressions théoriques que dans les pratiques qui l'annoncent dans ce cycle de luttes une ambiguïté et une dérive qui lui sont inhérentes : si la révolution est l'abolition de toutes les classes, si elle s'annonce dans des pratiques dans lesquelles le prolétariat trouve dans son action en tant que classe la limite de son activité, alors la pratique « révolutionnaire » la plus conforme à ce cycle de luttes est le fait de prolétaires qui ont au préalable abandonné leur situation de prolétaires. Mais, dans ce cas, il faut conclure que la révolution peut apparaître et être entreprise, même partiellement, n'importe quand et n'importe où. La conclusion est fautive parce qu'elle autonomise un moment particulier de la lutte de classe de ce qui précisément fait exister ce moment : le fait d'agir en tant que classe par lequel seulement l'appartenance de classe devient une contrainte extérieure. « Il faut considérer que la production du communisme est l'œuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société mais alors elle est soumise au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire » (TC 18, p. 67). Une telle affirmation réclame d'avoir effectué au préalable une critique systématique de l'objectivisme, cela avait été l'objet de TC 15 (1999) dans lequel nous avons publié une traduction du long texte de la revue anglaise *Aufheben* : « Sur la décadence. Théorie du déclin ou déclin de la théorie ». Notre critique de l'objectivisme et de l'économie permettait de parler de la révolution comme communisation comme immédiateté du communisme sans tomber dans l'immédiatisme du communisme lié à une conception purement subjective de l'activité prolétarienne, sans pour autant en appeler aux conditions objectives.

« L'objectivisme est la compréhension des phénomènes économiques comme autonomes, ayant leurs lois propres, et servant d'*infrastructure* à la lutte de classes.

« Cependant, la critique de l'objectivisme ne peut en rester à critiquer la séparation entre d'un côté des lois économiques objectives de la reproduction du capital et de l'autre l'activité des classes comme conséquence. C'est parce qu'à l'issue de chaque cycle productif toutes les conditions de la reproduction apparaissent du côté du capital, dans la reproduction du face-à-face du capital en soi et de la force de travail, que ces conditions de la reproduction de l'ensemble du rapport prennent la forme de l'économie et de ses lois. La

critique de l'objectivisme ne peut qu'être en premier lieu une analyse critique du concept d'économie. L'économie est le rapport entre l'objectivation des conditions de la production face au travail et le travail dans sa subjectivité, c'est-à-dire séparé de toutes ses conditions. C'est le capital comme rapport social (incluant les propres forces sociales du travail) qui se présente comme objet face au travail : le capital en soi est un moment nécessaire du rapport social capitaliste. L'objectivité est ici un résultat, une séparation : c'est la propriété séparée de l'activité. Objectivité et aliénation sont ici identiques, dans la mesure où l'objectivité, bien que prise dans un flux d'activités qui la dissolvent constamment, est séparée de cette activité par le rapport social du capital. L'identité hégélienne entre objectivation et aliénation n'est pas une "erreur" comme le répète la "vulgate marxiste", et comme le reprend à son compte Lukàcs dans son autocritique d'*Histoire et conscience de classe*. Si l'objectivation n'est pas nécessairement aliénation, c'est que l'abolition de la séparation de la société en classes entraîne que l'objectivation est constamment reprise par le flux des activités qui la dissolvent comme objectivité. Il ne suffit pas de dire que dans un autre rapport social, l'objectivation n'est plus aliénation, il faut également dire que, dans cet autre rapport social, l'objectivation est en soi différente, elle n'est pas l'ancienne objectivité en tant que "récupérée", mais en tant que moment nécessaire de l'activité et disparaissant en elle. C'est là, comme compréhension du communisme, la base générale de la critique de l'objectivisme et de l'économie, mais si on ne détermine pas cette critique dans le cours des luttes de classes dans le mode de production capitaliste, on ne fera qu'opposer l'Homme à ses produits. »

Jusqu'à la fin des années 80, nous avons défini l'objet principal de la critique de l'objectivisme comme étant la critique de la révolution comme libération et affirmation du travail (le programmatisme). En cela cette critique pouvait se situer dans la prolongement de certains développements de l'Internationale situationniste, de Socialisme ou Barbarie et plus généralement de tous ceux qui dans les Gauches puis l'ultragauche s'étaient heurtés de façon plus ou moins reconnue à l'impossibilité de la révolution comme affirmation du prolétariat. Tant que pour le prolétariat la révolution est son affirmation, il ne peut être lui-même un terme de la contradiction qu'il dépasse. L'activité de la classe s'effectuait et se concevait elle-même comme conséquence et pratique d'un processus économique objectif du capital qui n'était pas en soi lutte de classes.[...]

« Considérant comme acquis l'effondrement du programmatisme mais étant confrontés, dans le cycle de luttes actuel, à des idéologies et des pratiques tenant la négation des classes comme acquises dans l'opposition de l'individu et de l'économie, c'est-à-dire à un rejet non-critique de l'objectivisme, l'enjeu essentiel de la critique de l'objectivisme est maintenant la production de la révolution comme *activité du prolétariat*. La critique de l'objectivisme devient

une démarche nécessaire de la compréhension de la révolution dans le cycle de luttes actuel.

« Dans la mesure où nous considérons que s'il n'y a pas de transcroissance entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution, cette dernière n'en est pas moins le *dépassement produit* à partir de ce cours quotidien, cela contraint à considérer ce dépassement comme spécifiquement activité du prolétariat. L'enjeu de la critique de l'objectivisme n'est pas son rejet, comme "erreur" ou "illusion", en dehors du "vrai" rapport entre prolétariat et capital. *L'objectivisme est un moment nécessaire de ce rapport*. Cet enjeu, c'est la compréhension du passage des luttes du nouveau cycle à la révolution *dans l'activité de la classe*, et par là même la compréhension de l'importance de *ce cours quotidien comme activité productrice de ce dépassement*. Si nous savons que le rapport entre cours quotidien des luttes et révolution n'est pas une relation de transcroissance, c'est-à-dire si nous ne pouvons pas considérer l'activité du prolétariat, quelle qu'elle soit, comme positivement le procès de la révolution ou comme incluant des éléments pouvant se développer en révolution, il nous faut cependant produire ce rapport comme activité du prolétariat, comme un dépassement produit dans ce cours quotidien et comme autotransformation de cette activité.

« Le danger serait de considérer à partir de là le problème comme résolu en conférant à un moment particulier du rapport entre le prolétariat et le capital, la crise, un rôle démiurgique, en ne la concevant que comme crise du capital modifiant l'activité de la classe, modification qu'elle ne fait alors que subir. La question est de savoir, quel est du point de vue de l'activité de la classe, le contenu de ce passage. Qu'est ce que la crise de la reproduction du rapport d'implication réciproque entre le prolétariat et le capital en ce qu'elle est mouvement de l'activité du prolétariat ? Il ne faut pas que la liaison entre le cours quotidien et la révolution, après avoir été correctement posée, devienne au dernier moment, au moment crucial, une liaison externe, celle de la crise délimitant deux moments de la lutte de classe (cours quotidien et révolution), dont on ne produit pas les connexions internes comme *activité de la classe* dans le cours quotidien et dans la crise. Nous avons, dans le texte "Des luttes actuelles à la révolution" (*TC 13*), développé le contenu de cette activité comme le moment où, dans la tension de la lutte revendicative, c'est l'appartenance de classe elle-même qui apparaît comme une contrainte extérieure imposée par le capital. Cependant nous n'avons pas relié cette analyse à sa prémisse théorique nécessaire : la critique de l'objectivisme.

« La critique de l'objectivisme part du fait que de façon essentielle le mode de production capitaliste se constitue comme exploitation, comme contradiction entre le prolétariat et le capital, comme lutte de classes. Le mode de production capitaliste est unité et totalité dans le rapport entre la valeur comme capital et la seule valeur d'usage qui puisse lui faire face : le travail vivant (il est valeur en procès). En cela les classes sont la particularisation nécessaire de

cette totalité et leur contradiction en est son mouvement. Il en résulte la critique de l'économie non comme un rejet de celle-ci en tant que non-existante ou comme condamnation, mais comme interrogation sur son contenu, son origine, ses conditions d'existence et par voie de conséquence sur son dépassement. La critique du concept d'économie, qui intègre dans le concept ses propres conditions d'existence, évite précisément de poser son dépassement comme une simple opposition à l'économie, cela du fait que la réalité de l'économie (sa raison d'être), nous le verrons, est en dehors d'elle. L'économie est un attribut du rapport d'exploitation » (*TC 15*, pp. 80-81-82).

En simplifiant un peu, la question de l'objectivisme a sous-tendu les débats (principalement celui sur l'intervention) que nous avons eus à l'intérieur de la revue *Meeting* à laquelle nous avons participé de son premier à son dernier numéro : quatre numéros de septembre 2004 à juin 2008.

On peut formaliser le débat interne dans *Meeting* autour de la notion de *médiation temporelle*. Répondant dans *TC 18* aux critiques formulées par un participant à *Meeting*, nous écrivions : « La *médiation temporelle* ce n'est pas fondamentalement une question de chronologie mais de déroulement réel et de compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous en revenons toujours là. Soit on a l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et une classe révolutionnaire et on a alors une contradiction dont le déroulement de par cette identité est soumis à sa propre histoire comme cours du mode de production capitaliste. Soit ce que tu appelles "la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables" est une simple *opposition* parce que le prolétariat possède dans ce qu'il est, de façon interne, son "aptitude révolutionnaire". À ce moment là il faut dire clairement que la révolution communiste est possible tout le temps et ne pas biaiser avec "l'immédiateté d'une potentialité" ou d'un "projet". Je veux bien admettre qu'aucun acteur du Mad (Mouvement d'action directe) ne considère que la révolution est derrière lui. Mais l'action du Mad en tant que production d'"autres rapports" face au capital, en tant que dépouillement préalable par l'individu de ses vieux habits de prolétaire se veut la potentialité toujours présente de celle-ci. En cela, si le Mad n'est pas alternativiste, l'alternative est son horizon et sa limite. Quant aux condition préalables, je me contente de dire que la lutte de classe est la production de ses propres conditions. Sont-elles alors "préalables" ? Comment, de ton côté, peux-tu écrire "certes la révolution se présente d'abord comme une crise généralisée du rapport social [...]" et quelques lignes plus loin "c'est bien plutôt la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables qu'il fallait retenir". Tu peux le faire parce que tu en reviens toujours à la dualité de l'implication réciproque comme rencontre de deux processus, mais alors c'est la "nature révolutionnaire" rencontrant ses conditions qui revient par la bande et la possibilité théorique de l'alternative. »

Meeting a été un excellent organe d'analyse du cours des luttes même dans les textes qui n'étaient pas immédiatement une analyse particulière d'une lutte particulière. La revue a révélé pratiquement la nécessité interne de notre production théorique de sortir de son *abstraction critique* vis-à-vis des luttes immédiates. Dans les textes que nous avons produits pour la revue (sur la lutte anti-CPE au printemps 2006, sur les émeutes de banlieue de l'automne 2005 en France, sur les luttes en Argentine), il ressortait que la dynamique de ce cycle n'était pas un mouvement général buttant sur des limites, une tension bridée par le cours même de son effectuation, mais une production dans la limite même de ces luttes.

Tout un ensemble d'analyses ont participé de ce renversement de la détermination entre dynamique et limite et ont fini par concourir en un faisceau unique. C'est ainsi qu'intervient à partir de *TC 12* la reprise du travail sur la restructuration du rapport d'exploitation entre prolétariat et capital aboutissant au long texte sur la restructuration publié dans *TC 22* (février 2009) qui expose celle-ci sous trois points : la transformation du rapport salarial et du marché du travail ; les modifications du procès de production immédiat ; la mondialisation de la reproduction du capital.

Quand on parle de restructuration ce n'est pas un décor qui change, décor modifié dans lequel les acteurs, demeurés identiques eux-mêmes, continueraient à jouer la même pièce en faisant seulement attention de s'adapter au nouveau paysage. S'il y a restructuration, c'est une restructuration de la contradiction entre les classes. La structure, le contenu de la lutte de classe, la production de son dépassement sont alors modifiés.

Il ne s'agit pas seulement de dire que tout se restructure : entreprises, procès de travail, circulation du capital, transports, systèmes sociaux, États, composition de classe, cycle mondial, etc. Le plus souvent, multiplier les « restructurations » équivaut à occulter *la restructuration* de la valorisation du capital, c'est-à-dire de l'exploitation, c'est-à-dire de la contradiction entre le prolétariat et le capital. Plus on multiplie les « restructurations », plus on masque cela.

On peut dire également qu'il n'y a pas de restructuration parce que le capital ne retrouve pas les principes de cohérence qui avaient fait les « Trente Glorieuses ». Mais alors on ne considère pas le mode de production capitaliste tel qu'il existe actuellement *pour lui-même*, en cherchant ses propres critères actuels de cohérence et de reproduction. On le définit, on le juge par rapport à la période précédente (« Trente Glorieuses » ou « fordisme ») promue en *norme de ce mode de production* (c'était une partie du contenu de notre confrontation avec les textes de Dauvé et Nésic publiés par *TropLoin*, cf *TC 19* – juin 2004). On oublie que les taux d'accumulation très élevés de la période précédente avaient abouti à un blocage structurel de l'accumulation et à une chute dramatique pour le capital des taux de profit. De quelle utilité est pour le capital un taux d'accumulation élevé si c'est au prix d'un partage entre

salaires et profits toujours plus défavorable pour lui que masquent, toujours plus difficilement, des taux d'inflation en constante augmentation durant la fin de la phase précédente ? Les taux de croissance ne retrouvent pas ceux des Trente Glorieuses (en fait ceux d'une période assez brève de celles-ci), encore que les taux américains durant les années 90 les aient souvent approchés, mais ils reposent sur le déblocage de ce qui avait mené le capital à une des grandes crises capitalistes du ^{xx}e siècle.

On peut aussi, avec une certaine paresse intellectuelle alliée à un sympathique enthousiasme révolutionnaire, confondre les contradictions dans lesquelles fonctionne nécessairement le mode de production capitaliste et la « crise » ou même considérer sa reproduction du capital constamment en tant que « crise potentielle ». Cela reviendrait à imaginer qu'un capitalisme qui fonctionnerait correctement serait un capitalisme sans contradictions, ni tensions.

Parler de restructuration du mode de production capitaliste implique de se poser la question : qu'est-ce qui se restructure ? Le mode de production bien sûr, mais c'est au noyau de ce qu'est ce mode de production qu'il faut aller, c'est-à-dire à l'exploitation. Ce qui se restructure c'est la contradiction entre le prolétariat et le capital, c'est-à-dire que le critère de la restructuration ne se situe pas dans une accumulation de données sur le procès de travail, le salaire ou la mondialisation, mais se synthétise en un *changement de cycle de luttes*. En forçant le trait, on pourrait écrire que ce qui se restructure c'est le communisme. Toutes les transformations des modalités de l'exploitation ne deviennent restructuration du mode de production qu'en devenant un nouveau cycle de luttes.

Dans *TC 16* (2000), la production du concept de communisation s'affine par la critique de diverses productions théoriques contemporaines. Un des points les plus importants de ces critiques porte sur le fait que parler de révolution comme communisation sans parler de restructuration et de nouveau cycle de luttes (plus si nouveau que ça), en revient à dire qu'il n'y a pas de dépassement du programmatisme mais seulement sa décomposition et son épuisement, son impossibilité. La révolution et la production du communisme ne sont alors que synonymes du programmatisme disparu. Il s'ensuit qu'à partir du moment où ce programmatisme entre en décomposition de façon patente, disons à partir de la Seconde Guerre mondiale, il ne peut plus rien se passer de nouveau que le cours de cette décomposition allant vers son achèvement. Mais alors la révolution ne sera jamais montrée que comme l'*impossibilité du capital* et la production du communisme que comme le *programmatisme disparu*.

La révolution, la production du communisme, peuvent être bel et bien conçues comme abolition du capital et par là-même du prolétariat, mais on ne conçoit cela que comme l'envers du programmatisme devenu impossible (nous sommes dans une problématique de la révolution par défaut) et non comme la production du communisme à partir du dépassement produit dans

un nouveau cycle de luttes par une contradiction entre le prolétariat et le capital portant le dépassement du programmatisme. En outre, et c'est là que l'on retrouve notre propos sur la relation entre limite et dynamique : les luttes n'auraient plus rien de substantiel à produire si ce n'est de manifester une impossibilité, une impasse. Il fallait donc en venir à la production de la dynamique de ce cycle dans le cours même des luttes quotidiennes, dans le fait d'agir en tant que classe, c'est-à-dire dans ce qui constitue la limite même de l'activité en tant que classe du prolétariat.

Dans un tel travail c'est l'affirmation de l'existence d'un nouveau cycle de luttes et la compréhension du concept de *communisation* qui est en jeu. Ce travail « économique » fut réalisé en grande partie à l'intérieur d'une polémique avec les thèses défendues par Dauvé et Nésic dans les publications de *Trop Loin* (TC 19, 2004). Affirmer l'existence d'une restructuration du rapport d'exploitation suite à la défaite ouvrière des années 1970 est essentiel. Cela nous amène à considérer la crise actuelle dans sa spécificité (bégayer à longueur de champ et à longueur de texte « baisse du taux de profit » est aussi juste qu'inutile) comme le début (la première phase) de la crise de *ce mode de production capitaliste restructuré* en tant que capitalisme financiarisé dans lequel la « finance » n'est ni un parasite, ni un pis-aller, face à la baisse tendancielle du taux de profit. Le capitalisme financier a été l'organisation même de la reprise du taux de profit et de la sortie de crise dans les années 1980 et ensuite l'organisation même du capitalisme productif (cf. « Too much monkey business », in TC 22). Cette organisation avait délégitimé, dans la reproduction du mode de production capitaliste, la revendication salariale, c'est avec l'ouverture de la crise de ce capitalisme restructuré que revendiquer pour le salaire devient le terrain le plus général et le plus immédiat où peut s'annoncer la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure (« Revendiquer pour le salaire », in TC 22).

Ainsi développé, à partir de la restructuration et du nouveau cycle de luttes, dans le concept de communisation c'est l'historicité de ce que sont la révolution et le communisme qui est alors en jeu. C'est ce qui nous a opposé à la conception normative de Dauvé et Nésic en ce qui concerne une révolution et un communisme connus de toute éternité pratiquement et théoriquement (au moins depuis l'origine historique du capitalisme) et dont les échecs ne seraient dus qu'à un inaccomplissement des tâches que les révolutionnaires avaient à accomplir. Ce qui revient à dire : la révolution a échoué parce qu'elle n'a pas réussi. Pour se débarrasser d'une telle vision il a fallu dans une longue étude de TC 21 (2007), intitulée « Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande », rejeter cette lecture souvent reprise selon laquelle dans ses « œuvres de jeunesse » Marx aurait formulé une conception du communisme semblable à celle que nous pouvons formuler aujourd'hui. L'illusion provoquée par des mots et des formules identiques ne résiste pas à l'analyse de ce communisme philosophique issu des querelles de la gauche hégélienne et trouvant son fon-

dement dans l'extension de l'analyse feurebachienne de l'essence de l'homme et de son aliénation à tous les domaines. « Plus jamais et encore moins de nos jours, le communisme ne se trouvera devoir être cette série d'abolitions, plus aucune question ne se pose dans les termes de l'abolition de ce qui médie et sépare l'homme de sa vraie nature de communauté (Gemeinwesen). Bien sûr, nous abolirons l'État, l'argent, le travail, la religion... cela parce que nous abolirons l'exploitation qui fait qu'il y a État, argent, travail, religion et non parce que l'État, l'argent, le travail, la religion font qu'il y a exploitation en ce qu'ils nous sépareraient de notre vraie vie humaine » (TC 21, pp. 110-111)

Ce débat sur l'historicité de la révolution et du communisme a également été au cœur de nos échanges avec *Aufheben* (TC 19, juin 2004). En résumé, la discussion portait sur deux points : premièrement, la pertinence de la périodisation formulée par TC entre d'une part la subsomption formelle et la subsomption réelle et surtout, d'autre part, la pertinence d'une périodisation à l'intérieur de la subsomption réelle ; deuxièmement la question de l'aliénation. Face aux positions d'*Aufheben* que nous considérons comme trop limitées au procès de production immédiat nous disions que : « On ne peut se contenter de définir la subsomption réelle au seul niveau des transformations du procès de travail. En effet pour que l'introduction des machines soit synonyme de croissance de la plus-value sous son mode relatif, il faut que l'augmentation de la productivité que cette introduction entraîne affecte les biens entrant dans la consommation de la classe ouvrière. Il faut donc la disparition de la petite agriculture, liée à la petite production marchande, l'emprise du capital sur la section II de la production (celle des biens de consommation). Ce qui advient, dans son évolution, bien après l'introduction des machines dans le procès de travail. [...] On ne peut parler de subsomption réelle, en accord avec le concept même de plus-value relative, qu'au moment où toutes les combinaisons sociales sont affectées. L'affectation de la totalité possède son critère. La subsomption réelle devient un système organique, c'est-à-dire qu'elle part de ses *présuppositions propres* pour créer à partir d'elle les organes qui lui font défaut, c'est ainsi qu'elle devient une totalité. La subsomption réelle se conditionne elle-même, alors que la subsomption formelle transforme et modèle, selon les intérêts et les nécessités du capital, un matériau social et économique existant.[...] La subsomption réelle du travail (donc de la société) sous le capital est par nature *toujours inachevée*. Il est dans la nature de la subsomption réelle d'atteindre des point de rupture car la subsomption réelle surdétermine les crises du capital comme *inachèvement de la société capitaliste*. C'est le cas lorsque le capital crée à partir de lui les organes spécifiques et les modalités d'absorption de la force de travail sociale qui avait été créée dans la première phase de la subsomption réelle. La subsomption réelle inclut dans sa nature d'être une perpétuelle autoconstruction scandée par des crises, le principe de cette autoconstruction réside dans son principe de base, l'extraction de plus-value sous son mode relatif » (TC 19, pp. 109-110).

Le sens de ce débat était ailleurs que dans une divergence sur l'analyse de l'histoire du mode de production capitaliste, il s'agissait naturellement de la compréhension de la lutte de classe actuelle et de ses perspectives. Parler de restructuration à l'intérieur de la subsumption réelle et de nouveau cycle de luttes c'était de fait critiquer l'auto-organisation et l'autonomie du prolétariat comme perspective révolutionnaire en ce qu'elles étaient renvoyées à un cycle de luttes révolu. Pour *Aufheben*, notre définition de la contradiction entre prolétariat et capital dans laquelle celui-ci produit toute son existence dans le capital sans aucune confirmation pour lui-même dans la reproduction du capital revenait à faire du prolétariat « un être purement négatif ».

Dans la réponse à cette critique nous en revenions à la restructuration, au dépassement du programmatisme et à la critique de l'auto-organisation : « Nous avons tant de mal à nous défaire de la prégnance du programmatisme que le simple fait de dire que le prolétariat est une classe parce qu'il est dans un rapport contradictoire au capital, parce que sa raison d'être une classe est sa contradiction avec une autre classe, est compris comme faire du prolétariat un "être purement négatif". On peut même dire que dans ce moment de la fusion du conflit de classe où le fait d'être une classe est autonomisée en une contrainte extérieure, le prolétariat devient "classe pour soi". En se sachant pratiquement, dans son abolition du capital, la négation de toutes les conditions existantes, en sachant par toute son activité, qu'il n'est une classe que dans son rapport au capital, sa conscience de lui-même, son existence de "classe pour soi", est celle de son rapport. Le prolétariat, dans le nouveau cycle de luttes, est si peu un "être purement négatif" qu'il faudra que la lutte pour la défense des intérêts immédiats parvienne à ce climax dans lequel la définition comme classe elle-même devient une contrainte extérieure, pour que la révolution soit le dépassement produit de ce cycle. Il existe un vieux fond dont nous avons beaucoup de difficultés à nous défaire : la confusion entre la reconnaissance positive du prolétariat comme classe et les formes historiques particulières qu'ont été l'*auto-organisation* et l'*autonomie* » (TC 19, pp. 105-106).

Si *Aufheben* demeurerait attachée à l'auto-organisation, ce n'était pas sans critique vis-à-vis de l'auto-organisation réellement existante (comme tous les tenants actuels de l'auto-organisation, de même que les démocrates sont toujours critiques de la démocratie existante), cet attachement avait pour condition une vision abstraite de l'autonomie. Nous écrivions « Maintenir le concept d'aliénation, dans l'acception que vous en avez, permet de maintenir une vision abstraite de l'autonomie et de l'auto-organisation (l'être véritable du prolétaire), malgré son effondrement historique, et de continuer à pouvoir naviguer (plus ou moins à l'aise) à l'intérieur du Mouvement d'action directe, comme la conscience critique de ses insuffisances, c'est-à-dire en acceptant les prémisses [...] En un mot, elle (votre problématique générale) ne vous pousse pas à comprendre et à périodiser une véritable histoire concrète des cycles de luttes car *la problématique de l'aliénation est en définitive une problé-*

matique de la nature révolutionnaire du prolétariat » (TC 19, p. 127). Avant les échanges avec *Aufheben*, la critique d'une construction spéculative de la contradiction entre le prolétariat et le capital avait été abordée dans deux textes de TC 17 (septembre 2001) : « Pour en finir avec la critique du travail » (si la révolution est abolition du travail elle n'est pas pour autant une critique ou un refus du travail, mais du rapport social qui fait qu'il y a travail) ; « Pour en finir avec l'Homme » (l'homme est venu, dans le prolétaire, remplacer le travail quand la révolution comme étant sa libération s'est effondrée).

Notre définition de la révolution comme communisation en tant que produit historique spécifique de ce cycle de luttes a été comprise par ceux qui lisent une telle proposition à partir de leur propre problématique essentialiste comme un déterminisme. Cependant affirmer l'historicité de la révolution et du communisme, ce n'est pas dire *enfin maintenant* nous pouvons espérer réaliser ce que de tout temps la révolution et le communisme ont été. La problématique de la « nature révolutionnaire » du prolétariat provient essentiellement du fait que l'activité du prolétariat dans la période postérieure a été substituée à celle de la période antérieure et la conscience ultérieure attribuée comme possible aux prolétaires antérieurs. Ce qui revient à rechercher la possibilité pour les prolétaires d'une activité non directement déduite de leurs conditions sociales, c'est-à-dire à recréer les termes de toute problématique objectiviste (activité/conditions) non pour la dépasser mais simplement pour y répondre différemment avec la vieille ficelle philosophique de la « liberté ». Ce qui ne nous empêche pas de dire, parce que l'histoire est simultanément périodes spécifiques et processus continu, que maintenant les questions antérieures peuvent être résolues et les limites antérieures de la révolution dépassées (limites que chaque période pose dans ses propres termes et non par rapport à une norme et qui apparaissent comme telles pour la période suivante).

Un tel travail sur l'affirmation de la restructuration équivalant à la définition d'un nouveau cycle de luttes et à la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat et de toute conception normative de la révolution contraint à penser la dynamique révolutionnaire du rapport contradictoire actuel et de ses luttes strictement à partir de ce rapport et de son déroulement. C'est en cela que ce travail s'inscrit dans la redéfinition de la relation de détermination entre dynamique et limite.

La façon dont, dans le cours historique de la lutte des classes, son propre dépassement se présente ne doit être considérée ni comme l'aboutissement déjà là, ni comme une ébauche grossière et ridicule qui, coupée de son aboutissement, doit être abandonnée on ne sait où en dehors du vrai que serait son aboutissement. Cet aboutissement, quant à lui, ne doit pas être considéré comme un positif mort, une norme, gisant de l'autre côté. »

« Si l'on comprend la révolution et le communisme comme *dépassement produit* d'un cycle de luttes spécifique, on n'oppose pas la vérité à l'erreur. [...] »

Nous ne pouvons pas le faire, non seulement parce qu'alors notre travail serait sans grand intérêt, mais, surtout, parce que nous allons jusqu'à considérer que les limites concrètes, particulières, de ces luttes (la grève de décembre 1995 en France, la lutte des chômeurs et précaires de l'hiver 1997-1998, le Mad) ne sont pas des solutions fausses ou éphémères, mais que *c'est seulement de cette façon concrète et limitée que ce cycle de luttes affirme sa propre dynamique* : la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. [...] Plutôt que de montrer que les solutions sont fausses ou éphémères, ce qu'il faut montrer c'est en quoi dans les conflits internes de ces mouvements dans leurs limites, leurs contradictions, leurs impasses, la façon dont ils sont battus, *ils expriment et formalisent le contenu révolutionnaire de ce cycle*. » Dans ces extraits de *TC 18*, est affirmé que *la dynamique est produite dans les limites de la lutte de classes*. Ce qui est un renversement de perspective : la dynamique est produite, elle est une autodétermination de la limite. On sort de la problématique où elle « se présente », « se pose », « se comprend » ou même « se produit ».

Une telle position oblige à aborder *toutes les luttes* sans illusions et surtout sans aucun critère normatif. À propos de la seconde Intifada nous écrivons : « La disjonction en profondeur qui apparaît, dans la seconde Intifada, entre la population palestinienne et l'Autorité signifie que la question palestinienne abandonne son "enveloppe nationale", et n'est plus qu'un problème social qui dans la période actuelle se trouve ethnicisé. L'Intifada est-elle une lutte de classe ou une lutte ethnique comme elle semble de plus en plus l'être ? La question est malheureusement fautive, il n'y a pas de contradiction entre les deux, les expressions religieuses et/ou raciales de la lutte contre les Israéliens ne retirent rien au caractère prolétarien de cette lutte, dussions-nous en souffrir. Dans la situation politique née de l'utilisation et de la reproduction actuelles de la main-d'œuvre palestinienne, la défense de la condition prolétarienne est ethnique parce qu'Israël le veut et le veut bien plus que l'OLP, qui va là à sa perte. Dans les aires périphériques du capital (et pour les segments du prolétariat périphérisés à l'intérieur des aires centrales), c'est comme production ethnico-traditionnelle tout à fait moderne que s'effectue la destruction de l'identité prolétarienne ou l'impossible accession à la confirmation de cette identité dans la reproduction du capital. Comme partout, le prolétariat ne peut s'opposer au capital qu'en remettant en cause le mouvement dans lequel il est lui-même reproduit comme classe, ici en Palestine, comme de la Kabylie aux piqueteros argentins en passant par l'Indien du Chiapas, l'ethnicisation est la forme pauvre et violente du démocratisme radical. Dans ce cadre agir en tant que classe devient à l'évidence une limite de sa propre lutte nécessaire en tant que classe, dans l'ethnicisation de la lutte de classe est reconnue simultanément d'une part la disparition de l'identité ouvrière ou son impossible production et, d'autre part, la nécessité et l'éternité du capital. Il ne suffit pas de dire que l'ethnicisation de la lutte de classe en est une limite si l'on ne

dit pas comment cette limite existe et surtout comment en elle c'est la définition même du prolétariat comme classe qui apparaît dans la lutte de classe même comme une limite. Partout dans le monde nous sommes entrés dans une phase de la lutte de classe où le prolétariat ne peut lutter contre le capital, dans ses revendications les plus immédiates, sans que sa propre lutte ne dresse face à lui sa propre existence comme classe comme la limite de sa lutte : de l'islamisme au démocratisme radical ; de l'indianité chiapanesque aux *aarch kabyles* » (*TC 18*, p. 144).

A partir du livre *Fondements critiques...* et de *TC 18*, de la charge positive dont est affectée l'identité on passe à un changement de perspective. Les limites ne sont plus ce qui nous tient pieds et poings liés, mais *ce par quoi la dynamique existe*, elles ne sont plus ce qui nous frustre de la dynamique. Entre ces deux formalisations théoriques, entre 1986 et 2004, ce sont dix-huit années du nouveau cycle de luttes qui insidieusement ont accompli leur œuvre. La dynamique de ce cycle avait la forme de l'universalité, elle était abstraitement universelle par rapport aux luttes immédiates qui chaque fois, dans leur particularité, ne pouvaient être que des limites de cette universalité abstraite parce que maintenue en face des luttes particulières. En fait la dynamique de ce cycle allant des luttes actuelles à la révolution n'était qu'une « abstraction théorique » comme nous le disions dans l'éditorial de *TC 14*.

Ce changement de perspective contient une critique du concept de limite. Comme détermination d'une *dynamique* considérée comme une abstraction le concept de limite renvoie à une conception de la dynamique en tant que mouvement d'une finalité nécessaire se présupposant dans son origine et chacun de ses moments. En clair, le concept de limite devient la détermination d'un système spéculatif et téléologique. Un des piliers de la problématique théorique de TC consistant à dire que : « La révolution n'est pas quelque chose de connu, d'établi une bonne fois pour toutes et vers quoi tendrait le mouvement, mais quelque chose que celui-ci produit » (*TC 19*, p. 183) est juste, mais ne répond que partiellement au problème de la finalité. Tel que nous l'utilisons, le concept de limite ne pouvait exister qu'en référence à une *fin* déjà présente « potentiellement » dans la situation actuelle. Dans *TC 17* (2001), cette question de la finalité est abordée sous l'angle de l'inéluctabilité ou la non-inéluctabilité de la révolution et du communisme. Si l'on veut comprendre le concept de limite de façon non téléologique il faut sortir de cette alternative, c'est le communisme lui-même que l'on doit comprendre *au présent*.

« Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé, ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui abolit l'état actuel » (*L'Idéologie allemande*, p. 64). Le communisme est au présent, parce qu'il est la condition et le contenu des pratiques actuelles de la lutte de classe. [...] Le communisme est le mouvement contra-

dictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité. Il n'est pas un sens caché. La contradiction entre le surtravail et le travail nécessaire, la loi de la valeur et l'augmentation de la composition organique, la masse de la plus-value et le capital total employé, l'universalité des forces productives et sa base et contenu : l'exploitation ; toutes « choses » qui sont directement la lutte entre le prolétariat et le capital (le meilleur résumé en étant la baisse tendancielle du taux de profit) sont à l'intérieur du mode de production capitaliste le cours nécessaire de son dépassement. Ce que Marx, dans la vision objectiviste du programmatisme (la lutte du prolétariat ne venant qu'exécuter la sentence que le capital prononcerait contre lui-même), énonçait de la façon suivante : « Les innombrables formes contradictoires de l'unité sociale ne sauraient être éliminées par de paisibles métamorphoses. Au reste, toutes nos tentatives de les faire éclater seraient du donquichottisme, si nous ne trouvions pas, enfouies dans les entrailles de la société telle qu'elle est, les conditions de production matérielles et les rapports de distribution de la société sans classe » (*Fondements...*, t.I, p. 97). Ce ne sont pas des *conditions*, c'est le contenu et la raison d'être du cours *immédiat* des luttes de classes ; la lutte des classes est sa propre « condition » (*TC* 17, p. 129).

Le communisme est le mouvement contradictoire du mode de production capitaliste, le procès de sa caducité, *une telle affirmation ne se réfère pas à un futur*. C'est en cela que le dilemme inéluctabilité (nécessité)/possibilité ou aléatoire est rejeté. *Le rapport entre prolétariat et capital est une contradiction parce qu'elle remet constamment en cause ce dont elle est la dynamique*. C'est un jeu qui contient l'abolition de sa règle. C'est pour cela que l'idée du communisme existe parce qu'il existe réellement, dans ce mouvement, ici et maintenant. La question du dépassement n'est pas celle d'un aboutissement mais celle, présente, de ce qu'est la lutte de classe. Elle est, parce que contradiction, le mouvement de son dépassement. C'est la situation et l'activité quotidienne du prolétariat, dans son acception la plus immédiate, qui est, au présent, le cours du dépassement de la lutte des classes, son propre dépassement, *elle est sa propre condition* pour faire éclater la société capitaliste. C'est seulement en cela que l'on peut dire que le dépassement de la contradiction est sa raison d'être. La lutte de classe produit son dépassement et n'existe qu'en ce qu'elle le produit. Il s'agit seulement de penser la *situation* dans laquelle nous nous trouvons et de reconnaître que la lutte de classe, dans laquelle nous sommes inéluctablement embarqués, c'est la caducité du mode de production capitaliste.

Non seulement le concept de limite n'est pas par nature téléologique, mais encore son identité avec la dynamique de ce cycle de luttes inclut leur différence. Si la dynamique est une détermination de la limite, cela signifie que cette dernière se différencie à l'intérieur d'elle-même. L'identité, dans ce cycle, entre dynamique et limite (le prolétariat, dans sa contradiction avec le capital est en contradiction avec sa propre existence comme classe, qu'il trouve ob-

jeçtivée face à lui comme une contrainte à exister dans le capital) *crée un écart entre les deux à l'intérieur de l'identité.*

Depuis *TC 7* nous fonctionnions sur la proposition théorique suivante : la limite se donne comme une autodétermination de la dynamique. Dans cette proposition, la dynamique est l'abstraction (l'infini), la limite est le fini, le fini n'est que le faire-valoir de l'infini qui s'autodétermine en lui (l'immanence de l'universel au particulier), mais de cette façon le fini disparaît c'est en cela que l'identité avait une charge négative.

Entre *TC 7* et *TC 20* (« Théorie de l'écart »), en disant que la limite produit la dynamique, non seulement on affecte l'identité d'une charge positive, mais encore on supprime le caractère spéculatif des concepts de dynamique et de limite. La critique du caractère spéculatif du concept de limite, liée à celle de la fausse alternative entre inéluctabilité et non-inéluctabilité du communisme, nous amène à *renverser la relation entre dynamique et limite* (il faut toujours avoir en tête qu'une telle évolution est rien moins qu'un procès intellectuel, le cycle de luttes fait son chemin aussi bien dans la réalité que dans les têtes). Le renversement de la relation entre limite et dynamique ne laisse pas intacte leur identité car si la dynamique est un produit de la limite, elle est alors une différence à l'intérieur de la limite.

C'est la limite (agir en tant que classe contre le capital en n'existant comme classe que dans son rapport au capital) qui est amenée à se différencier à l'intérieur d'elle-même et qui par là seulement pose (médie) la dynamique en même temps que par là même elle se définit comme limite. *C'est la dynamique qui est une autodétermination de la limite.* Nous ne sortons pas de la limite pour promouvoir des éléments dynamiques qu'il faudrait pousser, valoriser dans une perspective révolutionnaire, mais nous sommes embarqués par l'écart que la limite crée à l'intérieur d'elle-même. Nous restons à l'intérieur de la limite (telle ou telle lutte de la classe), mais c'est elle-même, à partir d'elle-même qui se différencie, qui sort de son identité immédiate parce qu'en tant qu'action d'une classe, elle possède sa raison d'être à l'extérieur d'elle-même. Quel est le contenu de cette différenciation par laquelle la limite pose la dynamique à l'intérieur d'elle-même ?

La limite qui se différencie à l'intérieur d'elle-même, ce sont des actions, des activités particulières, elle devient la médiation de la dynamique qui n'est pas le mouvement qui la subsume. C'est dans le mouvement où la limite se différencie à l'intérieur d'elle-même qu'existe la dynamique de ce cycle. Elle n'est ni une abstraction générale ni des éléments empiriques particuliers.

Ce qu'il s'agit alors de définir au plus près c'est ce mouvement de différenciation. Ce qui est de nouveau en chantier dans cette redéfinition c'est la critique de la relation entre luttes revendicatives et révolution, critique de la transcroissance des unes à l'autre, et la critique de ce qui apparaît comme forme et contenu de cette transcroissance : l'auto-organisation. Le critique de l'auto-organisation revient en force dans *TC 20* et est même l'objet spécifique

d'une brochure : *L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle* (juin 2006). La critique de l'auto-organisation se trouvait déjà dans *TC 3* (1980) et *TC 4* (1981).

« L'auto-organisation du prolétariat est bien la manifestation de la limite de la lutte de classe que constitue la défense de la condition prolétarienne. En effet, la seule base qui puisse donner un contenu à cette auto-organisation, c'est la condition prolétarienne comme base organisationnelle face au capital. Lorsque le prolétariat s'organise comme classe contre le capital dans la révolution, c'est sur la base du fait que toute son organisation et son association se trouvent dans le capital et non en lui-même, c'est en cela que son action pourra être abolition des classes en étant abolition du capital » (*TC 4*, p. 22) ; « L'auto-organisation est possible, mais simultanément elle n'a rien à organiser. » (*ibid.*).

Dans *TC 20*, la critique est reprise dans des termes identiques, mais l'accent est maintenant mis sur la critique de la transcroissance. En parlant de toutes les constructions théoriques de cette transcroissance qui vont de *Mouvement communiste à Échanges* en passant par le Cercle de discussions de Paris, Wildcat et *Oiseau tempête*, nous écrivions : « Nous y trouvons toujours, bien sûr, l'inoxidable "autonomie des luttes" comme faculté de passage de la lutte revendicative à la lutte révolutionnaire. Toutes ces constructions ont en commun de ne pas s'intéresser au contenu de ce passage et de demeurer des approches formelles de la lutte des classes. Si le contenu du passage est laissé de côté, c'est qu'en fait ce passage n'est pas produit comme rupture, saut qualitatif, mais affirmation et révélation de la véritable nature de ce qui existe : le prolétariat, tel qu'il est dans le capital, triomphe dans la révolution, il devient le pôle absolu de la société. Le "saut" n'est qu'une formalité » (p. 46). Le dépassement de la lutte revendicative ne résiderait que dans les caractéristiques qu'elle possède *déjà* portées à un niveau supérieur en approfondissement et en généralisation. Ce qui est par nature étranger à toute cette démarche pour laquelle le dépassement n'est que la prise de pouvoir des travailleurs sur la société c'est la nature du dépassement, comme dépassement produit, véritable rupture. « Bien sûr quand le prolétariat s'auto-organise, il rompt avec sa situation antérieure, mais si cette rupture n'est que sa "libération", la réorganisation de ce qu'il est, de son activité, sans le capital, et non la destruction de sa situation antérieure, c'est-à-dire s'il demeure auto-organisé, s'il ne dépasse pas ce stade, il ne peut être que battu » (*L'auto-organisation est le premier acte de la révolution, la suite s'effectue contre elle*, brochure bilingue – français/anglais-, p. 33, juin 2006).

L'auto-organisation, tant comme pratique que comme théorie, peut parvenir fugitivement et de façon purement symptomatique à exprimer, en partie, ce qui peut conduire une lutte revendicative au point où c'est, pour le prolétariat, sa propre existence comme classe qui doit être remise en cause, c'est-à-dire ce qui définit en propre le moment du dépassement, mais ce moment réel

du dépassement est en dehors de sa réalité et de sa problématique. La nécessité et la définition de ce saut, de cette rupture, comme dépassement produit à partir des caractéristiques même des luttes a été l'objet de nos interventions dans les *Summercamp* de Poznan (2005), Leyde (2006) et Paris (2007).

La remise en chantier de la critique de l'auto-organisation devient nécessaire quand la *remise en cause* par le prolétariat de son propre rapport au capital comme classe est incluse dans l'existence du prolétariat comme classe définie dans le rapport d'exploitation, c'est-à-dire *dans son action en tant que classe*. Mais alors, dans cette critique, apparaît on ne peut plus nettement que c'est dans ce qui est la limite même de ce cycle que se situe le mouvement de différenciation de la limite et l'*écart* entre dynamique et limite à l'*intérieur de la limite*, écart dans lequel existe le courant communisateur. Dans la période actuelle où peu de luttes ne sont pas auto-organisées, agir en tant que classe qui est la limite des luttes actuelles possède une réalité claire et facilement repérable, c'est l'auto-organisation et l'autonomie. En arrivant au terme provisoire de cette évolution, il nous faut à nouveau constater que celle-ci est loin d'être un procès intellectuel, fût-il rigoureux.

La rigueur n'est pas là où on se plairait à la voir mais dans la cohérence entre les luttes comme théoriciennes et la théorie dans son sens restreint, la rigueur n'est pas une rigueur interne de cette dernière. La rigueur se situe dans la cohérence globale de la théorie (sens large et sens restreint) comme en témoignent les aventures de la dialectique entre limite et dynamique jusqu'à son terme provisoire dans la théorie de l'écart.

La formulation de la théorie de l'écart est un salut à notre vieille amie, cette vieille taupe qui sait si bien travailler sous terre.

Toutes les caractéristiques de la lutte de classe qui ne nous apparaissaient au cours de celle-ci que dans leur identité immédiate avec leur limite et qui, par là, n'annonçaient le dépassement de la question centrale du communisme (comment une classe agissant strictement en tant que classe peut-elle produire l'abolition de toutes les classes ?) qu'à travers ce qui n'était largement qu'une déduction théorique, ont commencé à apparaître pour elles-mêmes. Nous pouvons les reconnaître empiriquement pour ce qu'elles sont et dire « il y a du nouveau ». C'est cette nouveauté que, théoriquement, nous avons tenté de formaliser avec le concept d'écart. Actuellement la lutte de classe du prolétariat comporte des éléments repérables, des activités qui annoncent son dépassement.

De façon rétrospective, nous pouvons alors considérer le travail théorique accompli entre la publication de « Théorie communiste » dans *TC 14* et la formulation de la théorie de l'écart dans *TC 20* comme un cheminement vers cette nouveauté. Dans ce cheminement, la question constamment abordée et remise en chantier soit pour elle-même, soit au travers d'analyses particulières était celle de cette identité entre la limite et la dynamique de ce cycle de lutte :

d'une part, agir en tant que classe et n'avoir pour horizon que la reproduction du capital, d'autre part se remettre en cause dans cette action en tant que classe. La théorie de l'écart est le terme provisoire de ce cheminement avec la notion d'appartenance de classe comme contrainte extérieure.

Le rapport d'exploitation est la définition du prolétariat comme classe. C'est un rapport d'implication réciproque dans lequel chaque terme (travail et capital) a dans l'autre sa nécessité, sa raison d'être. Cependant la relation n'est pas symétrique : le capital subsume le travail. C'est là que les choses se compliquent.

Pour le prolétariat, sa définition et la nécessité de sa reproduction sont quelque chose qu'il trouve face à lui représentées par le capital. C'est le mode même selon lequel le travail existe socialement, la valorisation, qui est la contradiction entre le prolétariat et le capital. Défini par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme capital, c'est-à-dire valeur autonomisée et ne le demeurant qu'en se valorisant. Pour le mode de production capitaliste, il est constamment nécessaire et toujours de trop. Nous trouvons là la baisse tendancielle du taux de profit comme contradiction entre le prolétariat et le capital, contradiction entre des classes.

Le prolétariat ne trouve jamais sa confirmation dans la reproduction du rapport social dont il est un pôle nécessaire. Sa propre définition et existence comme classe sont constamment, dans le rapport au capital, *pour elles-mêmes* une contradiction. C'est de par la non-confirmation du prolétariat dans la contradiction, c'est-à-dire de par le fait qu'aucun des éléments de sa définition n'est quelque chose qui le confirme dans ce rapport, que la contradiction entre prolétariat et capital, l'exploitation, peut se structurer, en tant que pratique du prolétariat dans la lutte des classes, comme extranéisation de l'appartenance de classe.

Dans ce cycle de luttes, agir en tant que classe est devenu dans l'activité même du prolétariat en tant que classe, la limite de cette activité. L'appartenance de classe comme contrainte extérieure est cette structure de la contradiction dans laquelle agir en tant que classe est la limite même de l'activité du prolétariat devenue *enjeu* de la lutte de classe. Que, pour le prolétariat, agir en tant que classe soit la limite de son action en tant que classe est maintenant une situation objective de la lutte de classe, que cette limite soit construite dans les luttes en tant que telle et devienne *l'appartenance de classe comme contrainte extérieure* est un enjeu dans ces luttes : niveau du conflit avec le capital ; conflits à l'intérieur même des luttes. Cette transformation est une détermination de la contradiction actuelle entre les classes, mais elle est chaque fois la pratique particulière d'une lutte à un moment donné, dans des conditions données.

Si le prolétariat n'est jamais confirmé dans sa situation de classe par la reproduction du rapport social dont il est un des pôles, il ne peut donc triom-

pher en devenant le pôle absolu de la société. C'est parce que le prolétariat est non-capital, parce qu'il est la dissolution de toutes les conditions existantes (travail, échange, division du travail, propriété) dans ces conditions et non face à elles, que la contradiction qu'est l'exploitation peut prendre cette forme de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure. L'appartenance de classe comme contrainte extérieure est alors *en elle-même* un contenu, c'est-à-dire une pratique. Comme non-capital, le prolétariat trouve là le contenu de son *action révolutionnaire* comme *mesures communistes* : abolition de la propriété, de la division du travail, de l'échange, de la valeur. La *communisation* ce n'est rien d'autre que les *mesures communistes* pratiquées comme simples *mesures de luttes* par le prolétariat contre le capital. Ces mesures sont la réalité même de la production, dans la lutte contre le capital, de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure.

Que la révolution soit l'abolition de toutes les classes existe comme un fait actuel en ce que *l'action en tant que classe du prolétariat est, pour elle-même, une limite*. Cette abolition n'est pas un but que l'on se propose, une définition de la révolution comme une norme à atteindre, mais un contenu actuel dans ce qu'est la lutte de classe même. C'est le « terrible pas à franchir » dans la compréhension théorique et la pratique des luttes actuelles. Produire l'appartenance de classe comme contrainte extérieure c'est, pour le prolétariat, entrer en conflit avec sa situation antérieure, ce n'est pas une « libération », ce n'est pas une « autonomie ». Le prolétariat trouve, dans ce qu'il est contre le capital, la capacité de communiser la société au moment où il traite sa propre nature de classe comme extériorisée dans le capital. Avec la production de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, on peut, à partir des luttes actuelles comprendre *le point de bascule de la lutte de classe*, son dépassement, comme un dépassement produit : la classe dans sa lutte contre le capital se retourne contre elle-même, c'est-à-dire qu'elle traite sa propre existence, tout ce qui la définit dans son rapport au capital (et elle n'est que ce rapport) comme limite de son action. Les prolétaires ne libèrent pas leur « vraie individualité » niée dans le capital, la pratique révolutionnaire est précisément la coïncidence du changement des circonstances et de l'activité humaine ou autochangement. Ce sont ce retournement et sa théorie qui sont, *au présent*, la possibilité de la révolution comme communisation.

La dynamique de ce cycle de luttes n'est pas un principe abstrait, mais *l'écart* que certaines pratiques actuelles créent à l'intérieur même de ce qui est la limite générale de ce cycle de luttes : agir en tant que classe.

C'est par cet écart que certaines pratiques créent dans les luttes actuelles, à l'intérieur même de leur limite, que la communisation devient une question actuelle, qu'elle est un problème de maintenant. Mais il ne s'agit que d'un écart à l'intérieur de la limite : agir en tant que classe.

Agir en tant que classe c'est actuellement d'une part n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est, pour la même raison, être en contradiction avec sa propre reproduction de classe, la remettre en cause. Il s'agit des deux faces de la même action en tant que classe. Ce conflit, cet écart, dans l'action de la classe (se reproduire comme classe de ce mode de production/se remettre en cause) existe dans le cours de la plupart des conflits, la défaite est le rétablissement de l'identité.

La rupture, le saut qualitatif, entre le cours quotidien des luttes et la révolution s'annoncent dans le cours quotidien comme la multiplication des écarts dans cette identité. Entre la constitution de la classe dans sa contradiction avec le capital et sa nécessaire reproduction dans la reproduction de celui-ci existe un écart qui est l'existence de pratiques dans lesquelles le prolétariat, contre le capital, n'accepte plus son existence comme classe de ce mode de production, sa propre existence, sa propre définition sociale. C'est-à-dire, d'une part l'existence de la classe, qui n'est plus qu'une existence pour le capital, telle que toute lutte la formalise dans la reproduction du capital et telle que dans sa lutte le prolétariat ne la reconnaît plus comme sienne et, d'autre part, sa remise en cause, le refus de sa situation, auxquels la poursuite et l'approfondissement de sa contradiction avec le capital entraînent le prolétariat. C'est cet écart qui annonce, dans le cours quotidien des luttes, son dépassement, c'est la raison d'être d'un courant communiste. Dans chacune de ses luttes, le prolétariat voit son existence comme classe s'objectiver dans la reproduction du capital comme quelque chose qui lui est étranger et que dans sa lutte il est amené à remettre en cause.

Des luttes revendicatives à la révolution, il ne peut y avoir que rupture, saut qualitatif, mais cette rupture n'est pas un miracle, elle n'est pas non plus la simple constatation par le prolétariat qu'il n'y aurait plus rien d'autre à faire que la révolution devant l'échec de tout le reste. « Une seule solution, la révolution » est l'ineptie symétrique à celle de la dynamique révolutionnaire de la lutte revendicative. Cette rupture est produite positivement par le déroulement du cycle de luttes qui la précède et on peut dire qu'elle en fait encore partie. Cette rupture *s'annonce* dans la multiplication des *écarts* à l'intérieur de la lutte de classe.

Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir.

Ce cycle de luttes est l'action d'une classe ouvrière recomposée. Il s'agit, dans les aires centrales d'accumulation, de la disparition des grands bastions ouvriers et de la prolétarianisation des employés, de la tertiarisation de l'emploi ouvrier (spécialistes de l'entretien, conducteurs d'engins, chauffeurs routiers, livreurs, manutentionnaires, etc. – ce type d'emploi est maintenant majoritaire chez les ouvriers), du travail dans des entreprises ou des sites plus petits,

d'une nouvelle division du travail et de la classe ouvrière avec l'externalisation des activités à faible valeur ajoutée (travailleurs jeunes, payés au smic, souvent intérimaires, sans perspective professionnelle), de la généralisation des flux tendus, de la présence de jeunes ouvriers pour qui la scolarisation a rompu le fil des générations et qui rejettent massivement le travail en usine et la condition ouvrière en général, des délocalisations.

Les grandes concentrations ouvrières en Inde ou en Chine s'inscrivent dans cette segmentation mondiale de la force de travail, tant par leur définition mondiale que par leur propre inscription nationale elles ne peuvent être considérées comme une renaissance ailleurs de ce qui a disparu en « Occident ». C'est un système social d'existence et de reproduction qui définissait l'identité ouvrière et qui s'exprimait dans le mouvement ouvrier et non la simple existence de caractéristiques matérielles quantitatives.

Le paradoxe de cette nouvelle composition de classe est de faire disparaître la reconnaissance de l'existence de la classe ouvrière au moment même où sa condition s'étend et où cette « disparition » n'est que l'effet de cette nouvelle composition et de sa segmentation. La classe ouvrière est on ne peut plus présente et la lutte des classes l'axe autour duquel tourne l'histoire, mais d'une part elle n'est plus confirmée dans la reproduction du capital et d'autre part, pour le prolétariat sa contradiction avec le capital contient sa propre remise en cause.

L'unité de la classe ne peut plus se constituer sur la base du salariat et de la lutte revendicative, comme un préalable à son activité révolutionnaire. L'unité du prolétariat ne peut plus être que l'activité dans laquelle il s'abolit en abolissant tout ce qui le divise. C'est une fraction du prolétariat qui dépassant le caractère revendicatif de sa lutte prendra des mesures communisatrices et qui entamera alors l'unification du prolétariat qui ne sera pas différente de celle de l'humanité, c'est-à-dire de sa création comme *l'ensemble des relations que les individus établissent entre eux dans leur singularité*.

Abolir le capital c'est se nier comme travailleur et non s'auto-organiser comme tel, c'est un mouvement d'abolition des entreprises, des usines, du produit, de l'échange (quelle que soit sa forme).

Synthétiquement, ce cycle de luttes actuel se définit comme une situation où le prolétariat n'existe comme classe que dans son rapport contradictoire au capital qui ne comporte aucune confirmation d'une identité ouvrière ni de « retour sur soi » face au capital, la contradiction avec le capital est pour le prolétariat sa propre remise en cause. Le prolétariat n'en devient pas pour autant un être « purement négatif » sauf si l'on entend par là la critique de toute conception d'une nature révolutionnaire du prolétariat.

En tant que dissolution des conditions existantes, le prolétariat est défini comme classe dans le capital et dans son rapport avec lui, c'est-à-dire comme classe du travail productif de valeur et plus précisément de plus-value. Ce qui a

disparu dans le cycle de luttes actuel, à la suite de la restructuration des années 1970/1980, ce n'est pas cette existence objective, c'est la confirmation dans la reproduction du capital d'une identité prolétarienne. Dire que le prolétariat n'existe comme classe que dans et contre le capital, qu'il produit tout son être, toute son organisation, sa réalité et sa constitution comme classe dans le capital et contre lui, c'est dire qu'il est la classe du travail productif de plus-value.

Le prolétariat ne peut être révolutionnaire qu'en se reconnaissant en tant que classe, il se reconnaît ainsi dans chaque conflit et à plus forte raison dans une situation où son existence en tant que classe sera, dans la reproduction du capital, la situation qu'il aura à affronter. C'est sur le contenu de cette « reconnaissance » qu'il ne faut pas se tromper. Se reconnaître comme classe ne sera pas un « retour sur soi » mais une totale extraversion comme *auto-reconnaissance en tant que catégorie du mode de production capitaliste*. Ce que l'on est comme classe n'est immédiatement que notre rapport au capital. Cette « reconnaissance » sera en fait une connaissance pratique, dans le conflit, non de soi pour soi, mais du capital.

Avec la généalogie de la théorie de l'écart, nous disions que la rigueur n'était pas là où on se plaît à la voir mais dans la cohérence globale de la théorie. Il nous faut, pour conclure cette lecture de TC comme chantier permanent ajouter que cette cohérence globale définit le caractère falsifiable d'une théorie. La question était abordée dans *TC 16* (2000) à l'occasion d'un échange avec les camarades publiant *Mouvement communiste* et le *Bulletin ouvrier* (depuis leur prise de position hostile aux émeutiers de novembre 2005, nous ne les qualifierions plus de « camarades »).

« La théorie ne peut être une science de par l'identité entre son sujet et son objet, mais elle ne peut se contenter d'avoir pour base le subjectivisme d'un "point de vue de classe", en ce que la conscience de soi du prolétariat ne peut être immédiate, étant pour être conscience de soi, connaissance de la société par la médiation de la contradiction avec la classe antagonique.

« Comparer la théorie aux sciences, reviendrait à ne lui reconnaître que deux modalités de validation : la prospective (la confirmation par la découverte à venir), et le débat dans la communauté suffisamment large des pairs. On laisserait de côté une troisième modalité : la capacité à être un discours approximatif, ce qui peut être une façon d'aborder la première modalité. Quant à la seconde, je crois que la théorie a, quant à cette modalité, une spécificité telle (cycle de luttes, périodisation, rapport entre révolution et contre-révolution, prolétariat comme classe révolutionnaire en tant que classe du mode de production capitaliste), qu'on ne peut aborder cette modalité en elle-même, comme un critère épistémologique.

« Ce qui me semble le plus important dans la production théorique pour qu'elle se garde du "délire", c'est sa capacité à se produire comme une *approximation* du processus social qui aboutit au communisme. Une théorie approxi-

mative est une théorie qui, sur la base d'acquis, construit, de façon ouverte à de possibles remises en cause, le développement historique de la lutte de classes jusqu'au communisme. Ses critères de validation sont donc doubles : d'une part, être capable de formuler des acquis ; d'autre part, construire la perspective communiste de telle sorte que cette construction soit *vulnérable* au développement historique. Ce qui implique que cette formulation des acquis soit telle qu'elle autorise la vulnérabilité de ce qui est construit sur eux (j'essaierai plus loin de donner quelques exemples).

« À partir d'acquis que l'on pourrait comparer (là je donne le bâton pour me faire battre) aux observations, découvertes ou expérimentations des activités scientifiques, il s'agit de développer, de reformuler la théorie de la production du communisme à partir du cours contradictoire du mode de production capitaliste. Par exemple : la division de la société en classes, la lutte entre ces classes, le caractère historique du mode de production capitaliste, sont entre autres des acquis anciens que l'évolution de la société, les crises, ont confortés. L'intégration de la défense de la condition prolétarienne avec le passage en subsumption réelle du travail sous le capital, la critique du syndicalisme, de la démocratie, de l'avant-gardisme, des conceptions social-démocrates ou bolchéviques de la lutte de classes, les concepts de programmatisme, de cycle de luttes, d'implication réciproque, résultent quant à eux de la dernière crise révolutionnaire de la fin des années 60, avec la critique de l'affirmation de la classe, de l'autogestion, des conseils ouvriers. Pour moi, tous ces points-là fonctionnent comme des observations astronomiques pour la "théorie du big bang", la découverte de nouveaux ossements pour l'hominisation, ou de nouvelles particules pour la théorie de la matière. À partir de là, on formule une théorie de la lutte de classes et de son devenir comme production du communisme, théorie qui doit être cohérente avec ces acquis considérés en quelque sorte comme des faits tout aussi objectifs que le sont les observations ou les expérimentations (ni plus, ni moins), que la théorie se doit d'intégrer dans sa réponse à la question essentielle : de la situation actuelle à la révolution ? Ce qui sur la base des acquis que j'invoquais, se formule aujourd'hui de la façon suivante : comment le prolétariat agissant strictement en tant que classe du mode de production capitaliste peut-il abolir le capital et donc s'abolir lui-même ? C'est à partir de là que l'on formule aujourd'hui une théorie de la lutte de classe et de son devenir.

« Mais cette théorie doit être une approximation et non une prédiction (ce qui serait du délire). Si ma théorie me dit qu'il y a de la matière manquante dans l'univers par rapport aux lois de la gravitation, je ne prédis pas la nature de cette matière manquante ; on pourrait dire la même chose sur l'*homo habilis* : branche unique ou multiples rameaux avant l'*homo erectus* (dans un cas comme dans l'autre je n'en reviendrai pas à Adam et Eve).

« Si la "prospectivité" se fait sur la base d'acquis, elle doit toujours considérer qu'il ne peut qu'y en avoir de nouveaux. En ce sens par exemple, je pense

qu'après l'impossibilité définitive du programmatisme, même en décomposition, comme forme dominante de la lutte de classe, toute théorie révolutionnaire se référant à une *nature* révolutionnaire du prolétariat, et ne considérant pas la contradiction révolutionnaire entre le prolétariat et le capital comme identique au cours du capital, c'est-à-dire comme étant l'exploitation, serait comme une théorie de l'univers ne tenant pas compte du rayonnement fossile. Mais le plus important, c'est que cette théorie aboutirait à un délire, dans la mesure où elle se fermerait à sa propre remise en cause, à moins de considérer une nature révolutionnaire variable et historicisée, ce qui est une chimère.

« Parler de la théorie comme approximation n'aboutit pas à se laisser bercer au gré des vagues de l'actualité. Pour être approximative, la théorie doit avoir de solides bases conceptuelles : l'identité entre développement du capital et contradiction prolétariat/capital ; la critique de toute nature révolutionnaire du prolétariat ; le concept de programmatisme ; le communisme comme production historique ; le concept de cycle de luttes. Par exemple, c'est sur la base de certains des concepts développés dans *TC 2*, que nous avons pu passer d'une vision immédiate de la révolution dans la phase de l'époque (1978), à la considération d'une restructuration du rapport entre prolétariat et capital, dont nous avons défini les grandes lignes dès 1979, et sur la définition de laquelle nous sommes capables de revenir, à la fois grâce à la cohérence interne du socle théorique, et à l'évolution historique du phénomène. La base théorique développée dans *TC 2* nous rendait heureusement vulnérables.

« C'est cette vulnérabilité qui est importante. Prenons un autre exemple : la différence, pour rendre compte du même phénomène de l'impossibilité de l'affirmation du prolétariat, entre d'une part la critique du programmatisme comme structuration d'une période historique particulière de la lutte de classes et d'autre part la critique du travail. Si nous considérons l'acquis essentiel du cycle de luttes s'achevant à la fin des années 60/début des années 70, comme crise du travail, la révolution ne peut être que là et maintenant (au-delà de l'impossibilité du travail il n'y a rien que le communisme), elle est le résultat d'une contradiction qui parcourt l'histoire depuis les origines. Le communisme étant le résultat d'une contradiction qui subsume le cours contradictoire du mode de production capitaliste, celui-ci l'illustre et ne peut rien nous apprendre dans son histoire, il ne peut y avoir production de nouveau dans la théorie (c'est la téléologie). Le même "fait" (l'échec du cycle de luttes de la fin des années 60), compris comme impossibilité de l'affirmation du prolétariat, comme programmatisme, c'est-à-dire strictement comme forme de la lutte de classe et non crise du travail, demeure ancré dans le cours de cette lutte de classe et admet que la suite des événements soit théoriquement productive. Cela pour dire que contrairement à ce qui se passe dans les sciences (et encore là aussi le "fait" est souvent construit dans le cadre d'une théorie), l'acquis théorique n'est pas un "fait" qui s'impose de lui-même, il est lui-même le produit d'une théorie dans laquelle il fait système et dont les cri-

tères de validité sont la cohérence, la vulnérabilité et l'approximation du cours des luttes actuelles au communisme. »

C'est parce que, dès *TC 2* (1979), nous avons identifié la contradiction et son développement que nous pouvons dire que le dépassement de la contradiction est identique à son procès. Sur cette base théorique nous étions à la fois solides et vulnérables et ainsi dans *TC 3* (1980) nous avons commencé à théoriser la restructuring du mode de production capitaliste que nous rejetions dans *TC 2*.

Nous prendrons trois autres exemples directement en rapport avec la relation entre dynamique et limite qui est le fil conducteur de cette lecture du *chantier TC*.

Le premier exemple concerne la définition de la contradiction entre prolétariat et capital. Dans *TC 2* celle-ci est définie comme exploitation : séparation travail/capital ; implication réciproque ; contradiction pour les rapports sociaux dont elle est le mouvement (« L'implication réciproque est pour chacun d'eux – prolétariat et capital – une contradiction à l'autre et par là à soi-même », p. 11) ; identité de la contradiction et de son histoire. Cependant une des conclusions de *TC 2* était fautive : « Il est identique de dire que le mode de production capitaliste ou que le prolétariat est porteur du communisme » (p. 12).

Dans *TC 8* (1987), nous revenons sur la question : « Le communisme résulte du développement de la contradiction *de par la situation spécifique du prolétariat dans cette contradiction*, ce qui signifie rien d'autre que le prolétariat produit le communisme contre le capital, cependant cela signifie aussi que le sujet de cette production est bien le prolétariat et non la contradiction en général » (p. 10). L'apport nouveau de *TC 8* consiste dans la reconnaissance de l'asymétrie de l'implication réciproque (le rapport d'exploitation est subsumption du travail sous le capital). L'ensemble du rapport contradictoire qu'est l'exploitation est enfin exposé de façon globale et logique dans *TC 22* (« L'exploitation : définition d'une contradiction »).

Dans la perspective de *TC 2*, le mouvement général de la dynamique comme contradiction subsumait toutes les pratiques particulières du prolétariat qui, en tant que telles, dans leur singularité, apparaissaient chaque fois *seulement* comme limite, c'est-à-dire obstacles à franchir.

Le deuxième exemple concerne le très récent texte sur les émeutes en Grèce (« Le plancher de verre ») publié dans le livre *Les Émeutes en Grèce* (Éd. Seno-nevero, 2009). Même par rapport au renversement effectué de la dynamique comme autodétermination de la limite, ce texte apporte un infléchissement supplémentaire. Ce texte pense les limites du mouvement (sa non-extension à la sphère de la production) comme intrinsèques, définitoires du mouvement. La limite n'est pas seulement quelque chose qui borde le mouvement, une frontière qu'il n'a pas franchie. La limite est comprise comme définitoire de ce qu'elle borde. Ce texte explique la nature même du mouvement *dans sa*

force par ses limites. C'est par sa limitation que le mouvement a atteint les « sommets » que ce texte même met en valeur : l'attaque de toutes les formes et instances de la reproduction sociale.

Le troisième exemple concerne le concept d'autonégation du prolétariat, fondamental dans la compréhension de la révolution depuis *TC 1* (1977) et critiqué et abandonné dans *TC 7* (1986), au moment où nous abordions pour la première fois de façon systématique la définition du nouveau cycle de luttes. Ce concept était non seulement lié à l'ancien cycle de luttes, à l'auto-organisation et à l'autonomie (ce n'était qu'en s'opposant à ce qui le définit comme classe du mode de production capitaliste que le prolétariat pouvait être révolutionnaire en séparant cela de ce qui en fait une classe de la société capitaliste), mais encore en faisant de la dynamique du rapport contradictoire entre les classes une contradiction interne à l'un des termes, il en revenait à conserver une nature révolutionnaire du prolétariat.

Dans ce concept limite et dynamique étaient juxtaposées de façon simplement opposée. Quand la défense de la condition ouvrière n'est plus l'anti-chambre de la révolution, l'autonégation du prolétariat se contente d'opposer la situation de classe qui définit le prolétariat dans le mode de production capitaliste à sa véritable nature révolutionnaire qui n'existerait et n'apparaîtrait qu'en rupture avec son existence et son action de classe spécifique du mode de production, véritable nature que sa reproduction de classe masquerait (cf. *TC 7*, pp. 6-7). La liaison de la critique de ce concept avec la relation entre dynamique et limite est évidente. La dynamique était hors de la limite qui là aussi n'était qu'obstacle.

On peut ajouter à ces trois exemples, le chantier théorique que la crise actuelle nous contraint d'ouvrir. Jusqu'à maintenant, dans *TC*, la théorie des crises était celle de la baisse tendancielle du taux de profit, telle que Paul Mattick l'expose dans *Marx et Keynes* et *Crises et théories des crises*. « Schématiquement, la tradition marxiste s'est séparée en deux grandes tendances : les théories sous-consommationnistes liées ou non aux théories du déséquilibre entre les sections de la production capitalistes dans la reproduction du capital ; les théories du fonctionnement valeur du capital fondées sur la suraccumulation du capital par rapport à sa valorisation, c'est-à-dire sur la baisse tendancielle du taux de profit. [...] Si cette crise nous oblige à ce retour théorique c'est que nous sommes confrontés à une double évidence contradictoire : d'un côté la seule théorie marxiste cohérente des crises est celle développée par Paul Mattick, c'est-à-dire celle fondée sur la baisse tendancielle du taux de profit ; de l'autre cette crise est une crise de sous-consommation (elle est et non « apparaît comme »). Notre principale confrontation théorique en tant que confrontation productive ne peut s'engager qu'avec les thèses de la suraccumulation de capital par rapport à ses capacités de valorisation, c'est-à-dire avec Mattick.... » (« Too much monkey business », in *TC 22*, p. 119 – février 2009). Il ne s'agit pas d'introduire une peu de théorie sous-consommationniste dans la théorie

de la baisse tendancielle du taux de profit mais de montrer que celle-ci menée à son terme est identique au problème de la sous-consommation ouvrière (il ne s'agit pas d'une conséquence). À partir de la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit, on peut parvenir à une théorie unifiée des crises.

E pericoloso sporgersi

Nous allons vers de nouvelles aventures. La vulnérabilité de *Théorie communiste*, sa falsifiabilité, est dans sa proposition principielle : l'identité entre la contradiction prolétariat/capital et le développement du capital. Dans ces nouvelles aventures, il y aura bien sûr celles que provoquera le cours de la lutte des classes, mais le nouveau ne s'impose théoriquement qu'à une théorie qui a les concepts pour le voir (beaucoup, même avec une lunette, avaient vu des ombres sur la Lune, mais il s'agissait de reflets sur une surface lisse et non corrompue, personne n'avait vu de relief, seul un lettré florentin nourri de peinture et de perspective pouvait voir des montagnes). Il y a aussi et déjà celles que nous propose notre propre travail.

Avec le travail entrepris sur la théorie de la distinction de genres nous sommes face à un « analyseur » de notre théorie générale. Il n'y a pas de théorie de la révolution comme communisation sans théorie de la distinction de genres. On peut, bien sûr, dans chaque « texte révolutionnaire », ajouter un petit couplet sur les femmes, ajouter des « e » un peu partout. Cela ne mange pas de pain, ça fait bien, mais c'est sans intérêt. La difficulté est d'avoir une théorie de la lutte des classes qui soit intrinsèquement (non pas « en conséquence... » ou aditionnellement) une théorie de la distinction de genres *et de son abolition*. Si actuellement, notre travail sur la distinction de genres est déjà bien avancé, il apparaît que spontanément nous ne l'utilisons pas dans nos textes sur la situation actuelle de la lutte des classes et ses perspectives.

De deux choses l'une : soit notre travail sur le genre est insuffisant et ne permet pas encore cette osmose ; *soit c'est du côté de notre théorie de la lutte des classes et du dépassement du mode de production capitaliste qu'est le problème*. Il se pourrait que notre théorie de la révolution et de la production du communisme soit seulement une théorie de la négation du capitalisme immédiatement identifiée à la production du communisme (un reste de programmatisme dans TC, ou ce « reste » est un fondement même de TC), c'est une critique qui plusieurs fois a été formulée vis-à-vis de TC ...

Est-ce que la principale aventure ne serait pas de mettre un terme à TC ? Est-ce que nous ne sommes pas parvenus à l'épuisement du système théorique TC, de cette interconnexion de concepts qui nous pèse comme un couvercle sur l'esprit gémissant en proie aux longs ennuis ? J'ai le sentiment que la théorie du communisme que TC a inaugurée arrive au bout de ses possibilités productives (tout au moins pour moi). Avec la théorie de l'écart, nous pensons que nous avons tout dit de cette *théorie de l'implication réciproque*. Toute théo-

rie doit faire son temps. Nous pouvons continuer à avoir raison contre tout le monde et ce « tout le monde » même reconnaître que nous avons raison, cela signifie que nous pouvons ramener tout événement à notre *raison*, à condition d'en faire un élément de cette théorie devenue *essentiellement* autoréférentielle.

C'est la conception de la pratique révolutionnaire comme coïncidence de la transformation des circonstances et autotransformation qu'il faudrait approfondir.

« Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elle permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle *ce sont donc des conditions de leur manifestation active de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave » (Marx, *l'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p. 98).

Avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » : celle de la population comme principale force productive. Mais il est impossible d'y échapper sans une abolition de ce mode de production. Ce mode de production prépare en son sein, une lutte de classe qui abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser, c'est-à-dire ici être un « homme » ou une « femme ». L'apparition comme contradiction de la reproduction genrée de l'humanité est identique au rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du mode de production capitaliste, c'est-à-dire identique au capital comme contradiction en procès : « Le surtravail des grandes masses a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale. [...] Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse » (Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique*, Éd. Anthropos, p. 222). De ce fait même, c'est la *distinction de genres qui, dans le mode de production capitaliste, est une contradiction en procès* : d'une part il pousse à l'universalité indistincte et abstraite des individus face à la puissance sociale qu'il représente comme valeur autonomisée ; et d'autre part, il pose le travail et l'augmentation de la population comme la seule source de sa valorisation. Il veut des femmes et n'en veut pas. Il veut de la distinction de genres et il veut l'universalité du simple individu abstrait et libre. La « femme libre » mais toujours femme est son idéal et la contradiction dans laquelle il

enferme la distinction de genres, à la fois nécessité objective et apparaissant individuellement contingente. De même, il veut de la famille comme lieu privé de la reproduction de la force de travail et détruit la famille.

La question de l'individualité n'apparaît pas au terme révolutionnaire du mode de production capitaliste (la « contradiction apparue »), elle lui est inhérente. Individu et classe ne s'opposent pas de façon extérieure.

« On ne comprend pas ce qu'est la révolution communiste tant que l'on oppose l'individu et la classe, que cela soit pour dire que la révolution c'est quand l'individu s'est débarrassé de ses habits de classe, ou pour dire que la révolution est affaire de classe, l'individu est produit après. Si dans une activité de classe, il peut y avoir production d'individus immédiatement sociaux, c'est que dans ce qu'est une classe, l'individu isolé ne masque pas ou n'est pas un état antérieur à la constitution en classe. L'individu isolé ne masque pas l'existence des classes. Les classes sociales et leur contradiction ne se construisent pas et n'apparaissent pas à elles-mêmes en dévoilant le fétichisme de l'individu isolé mais grâce à lui. L'individu isolé ne vient pas refléter et masquer de véritables rapports de classes. Il n'y a pas dans le mode de production capitaliste de classes en dehors, en dessus ou en dessous de ces individus isolés. Dans le mode de production capitaliste, les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux apparaissent comme rapports entre individus. Mais ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des individus "isolés", ainsi *ils apparaissent ce qu'ils sont* : une non-immédiateté sociale de l'individu, des rapports de classes. L'individu "isolé" ne masque rien. C'est tout le rapport social entre des classes qui est précisément sa propre transposition en rapports entre des individus "isolés", individu "isolé" dont la forme sociale s'étend jusqu'à ce que nous avons appelé par ailleurs (dans d'autres textes) l'individu singulier (comme pourrait le montrer n'importe quelle enquête sociologique). L'individu existe comme membre d'une classe, il n'y a ni opposition ni masque entre ces termes et ce jusqu'à l'individu dans sa singularité ; c'est pour cela que l'action de classe peut produire l'appartenance de classe comme contrainte en tant qu'action de classe même » (*TC 18*, p. 65).

Avec le capital nous sommes passés de l'individu objectif à l'individu contingent. La formule qui se supprime elle-même selon laquelle « l'essence de l'homme c'est l'ensemble de ses rapports sociaux » (*Thèses sur Feuerbach*) en cache une autre : pour chaque individu être l'ensemble de ses rapports sociaux est une contradiction du fait même de ces rapports sociaux dont la contingence est pour chacun la forme de leur nécessité. Mais la contingence est précisément ce qui n'est pas contingent mais structurel : la contradiction apparue (si la contingence était contingente elle pourrait être comme ne pas être, or dans le mode de production capitaliste, la contingence est la définition « intérieure » même de l'individu dans son rapport à la société et au monde). C'est par cette contingence, dans le mode de production capitaliste, de toutes

les définitions sociales et pour l'individu de *son* monde (destruction de « l'environnement ») que la négation du capitalisme est la production du communisme. Chaque individu est intrinsèquement « insatisfait de lui-même » (« ne veut pas rester ce qu'il est ») pour reprendre l'expression de Marx dans *l'Idéologie allemande*.

« Stirner croit ici que les prolétaires communistes qui révolutionnent la société et établissent les rapports de production et les formes des relations sur une base nouvelle, c'est-à-dire sur eux-mêmes, en tant qu'hommes nouveaux, sur leur nouveau mode de vie, restent "ceux qu'ils étaient dans le passé". La propagande inlassable que font les prolétaires, les discussions qu'ils organisent entre eux quotidiennement, prouvent à suffisance *combien peu eux-mêmes veulent rester "ceux qu'ils étaient"* (souligné par nous), et combien d'une manière générale, ils souhaitent que les hommes ne restent pas "ceux qu'ils étaient". Ils ne resteraient "ceux qu'ils étaient dans le passé" que si, avec saint Sancho, ils "cherchaient la faute en eux-mêmes" ; mais ils savent trop bien que c'est seulement lorsque les conditions seront modifiées qu'ils cesseront d'être "ceux qu'ils étaient" et c'est pourquoi ils sont décidés à modifier ces conditions à la première occasion. Dans l'activité révolutionnaire, se changer soi-même et changer ces conditions coïncident » (*I.a*, p. 242). La dernière phrase répète à l'identique une formule des *Thèses*. Le thème est récurrent dans *l'Idéologie allemande*, c'est le cœur de la conception de l'auto-émancipation du prolétariat : les prolétaires, agissant en tant que classe, abolissant leurs propres conditions d'existence qui les définissent, se transforment eux-mêmes. Ils ne sont le « regain » de rien et ne font que partir de leur condition existante dans *cette* société. Marx, dans un passage moins connu de *l'Idéologie allemande* va même plus loin, parlant de « la phrase de Saint-Simon relative au libre développement des dispositions naturelles des individus », il commente : « Son expression exacte (de cette phrase, nda), c'est cette absurdité selon laquelle les individus qui forment la société veulent conserver leur individualité, rester ce qu'ils sont, tout en exigeant de la société une transformation qui ne peut émaner que de leur propre transformation » (*I.a*, p. 525).

Dans *TC 16*, dans la critique d'*Hic Salta*, nous écrivions : « Une telle conception de l'exploitation (la conception comptable), qui se sent toujours le besoin de rajouter quelque chose, se laisse piéger par la méthode même du *Capital*, par ce que doit être l'ordre d'exposition tel que le présente Marx dans l'*Introduction de 1857*. Si elle se laisse piéger par la méthode du *Capital*, cela n'explique pas cependant pourquoi (ce n'est jamais par hasard que l'on tombe dans un piège, le piège est constitué en tant que tel par la problématique même que l'on suit). Dans un texte de 1978, "Marx dans ses limites" (*Écrits philosophiques et politiques*, t. I, Éd. Stock/Imec), Althusser expose la relation entre le point de départ abstrait du *Capital*, la valeur, et la conception comptable de la plus-value. À partir de ce point de départ, "nous découvrons

sans grand peine les effets qu'a exercés sur la pensée de Marx cette conception philosophique encore idéaliste du Procès de Pensée Vrai (la raison serait plutôt à rechercher dans les conditions programmatiques de la lutte de classe, que dans l'histoire des idées qu'Althusser critique par ailleurs, nda)". Par exemple dans la présentation d'allure comptable (d'allure : il ne s'agit pas de prix, mais de valeurs) de la plus-value comme différence entre la valeur produite et la valeur-salaire. *Imposée sous cette forme* par l'ordre d'exposition et sa déduction conceptuelle, cette présentation peut conduire à une interprétation "économiste" de l'exploitation. Car en réalité, et Marx est très clair sur ce point, l'exploitation ne se réduit pas à cette retenue d'un surplus de valeur, elle ne peut être comprise que si l'on retient l'ensemble de ses formes et conditions concrètes comme déterminantes. Or l'ensemble de ces formes concrètes inclut bien la retenue de valeur, mais également les contraintes implacables du procès de travail pris dans le procès de production, donc d'exploitation : division et organisation socio-techniques du travail, durée de la "journée de travail", cette notion propre au système capitaliste, donc introuvable avant lui, intensification des rythmes du travail, parcellisation des tâches, surqualification et déqualification des postes de travail, conditions matérielles de la concentration du travail (usine, atelier), accidents du travail, maladies professionnelles, etc. Et le procès de production doit lui-même (pour ne pas rester abstrait) être conçu comme moment décisif du procès de reproduction : reproduction des moyens de production mais aussi reproduction de la force de travail (famille, logement, enfants, éducation, école, santé, problèmes du couple, des jeunes, etc.) – sans parler de l'autre moment du procès de reproduction de la force de travail qui fait intervenir l'État, ses appareils (répressifs, idéologiques, etc.). Or ces questions dont la simple équation de la plus-value doit évidemment faire *abstraction* pour montrer l'exploitation dans la retenue de valeur, Marx en a traité dans les fameux chapitres "concrets" du *Capital*, qui jurent avec l'ordre d'exposition abstrait du *Capital*. Ce qui fait que la théorie de l'exploitation se trouve bien dans *Le Capital*, mais "exposée" en plusieurs lieux, à la fois dans la théorie de la plus-value sous une forme d'allure comptable, mais aussi expliquée dans les autres chapitres sur la journée de travail (plus-value absolue) et la transformation capitaliste du procès de travail (plus-value relative), sans parler du chapitre sur l'accumulation primitive.» (*op. cit.*, pp. 397 à 399). L'exploitation ne se constitue en contradiction que dans ses trois moments : achat-vente de la force de travail ; procès de production ; transformation de la plus-value en capital additionnel. L'exploitation n'est pas une contradiction "économique", en rester au partage de la valeur produite dans la journée de travail c'est ne même pas concevoir ce partage comme partage de la *valeur*, c'est-à-dire comme réalisation de la forme sociale du travail devenant étrangère à l'ouvrier et ne pas concevoir tout ce qui en découle. Ce qui en découle, c'est la baisse tendancielle du taux de profit comme étant une contradiction entre des classes, c'est la définition elle-même du prolétariat comme classe,

c'est-à-dire particularisation d'une même communauté définie comme totalité par la subsomption du travail sous le capital, c'est cette appartenance à la communauté comme séparation d'avec celle-ci, c'est la constante non-confir-
 mation du prolétariat en contradiction avec sa propre existence comme classe dans le capital, c'est pour le prolétariat le fait que sa propre existence de classe passe par la médiation d'une classe antagonique qui détient les conditions mêmes de sa reproduction, c'est la définition du cours contradictoire du capital comme histoire de la lutte de classes. L'intérêt de l'analyse d'Althusser est de montrer, dans *Le Capital* lui-même la base de la compréhension d'allure comptable de l'exploitation et donc, si l'on en reste là, pour saisir une contradiction révolutionnaire, la nécessité qui se pose alors de la "laisser tomber" en tant que telle ou de lui adjoindre *un supplément d'âme*. Cependant, si Althusser dit comment une telle lecture de l'exploitation est possible à partir du *Capital*, il ne dit pas pourquoi elle se constitue, pourquoi elle s'effectue. »

La « pratique révolutionnaire » n'est pas un simple aboutissement au moment de La Révolution, mais la mise en cause des sujets (qui touche tout ce qui est convoqué comme sujet, cf la citation précédente), une détermination inhérente à la lutte de classe. Mais si la mise en cause des sujets est une détermination inhérente à la lutte de classe, est-ce que la lutte de classe n'est pas la mise en cause des sujets (leur insatisfaction inhérente vis-à-vis d'eux-mêmes) ?

– *Quien sabe ? – El Chunchu...*



Dans « TC chantier », nous évoquons le problème soulevé par une critique du mode de production capitaliste et une théorie de son abolition qui ne serait pas une présentation positive du dépassement communiste. Sur ce point, nous présentons les remarques critiques faites par un camarade à la position de TC.

COMMUNISATION « TROISIÈME COURANT » :

12 THÈSES POUR DÉPASSER LES SAINTHÈSES, PROTHÈSES ET FOUTHÈSES

Dans ce qu'il nomme « théorie post-prolétarienne », Christian Charrier distingue un « courant universaliste » et un « courant actualiste » (*La Matérielle* vol I). À partir des thèses de *Théorie communiste*, la revue *Meeting* se fonde en 2003 sur l'existence d'un « courant communisateur ».

Renvoyant dos à dos la « révolution à titre strictement prolétarien » de ce groupe, et « la révolution à titre humain » de *Temps critiques*, le texte ci-dessous ébauche les éléments d'une approche théorique différente. Par sa conception dialectique, il n'entre pas dans les classifications précédentes et s'il s'appuie sur leurs travaux, il n'en est pas un syncrétisme. Il définit, pour théoriser

la communisation, un « troisième courant » (en forme de provocation plus que de labellisation)

« La révolution communiste est une révolution totale. Révolution biologique, sexuelle, sociale, économique ne sont que des déterminations particulières; en privilégier une c'est mutiler la révolution, qui ne peut être qu'en étant tout »
Jacques Camatte, mai 1973.

« Il ne suffit pas d'avoir raison pour avoir raison »,
Aragon, *La mise à mort*, 1965.

« Toute la connaissance est chez les autres »
Henri Meschonnic.

Le capitalisme a produit depuis trente ans sa restructuration. Elle touche tous les rapports sociaux et multiplie les contradictions constituant, dans leur articulation et leur unité, une implication réciproque réelle¹. Cette implication réciproque se laissait définir, dans la période antérieure, au sein du rapport antagoniste de classes dont les luttes correspondent alors au programmatisme du mouvement ouvrier.

Dans la présente phase, un paradoxe de la subordination réelle est qu'elle absorbe toutes ces contradictions au sein du capitalisme comme société, mais fait explorer l'autonomie relative de chacune en la posant comme spécificité dans et face au capital : rapports de classes, rapports au travail, rapports à la nature, rapports à l'État (la politique), rapports entre individus (à l'autre identité, autre sexe, autre origine, etc.), rapport à soi (je est un autre, je est un nous, un vous...).

Si cette restructuration peut être considérée comme achevée (thèse de *Théorie communiste*), c'est en tant qu'elle est la nouvelle dynamique qu'impose la contrainte à la reproduction du capital et du prolétariat (productif), à la valorisation de la valeur, c'est-à-dire la continuité du capitalisme comme mode de production fondé sur l'exploitation de la force de travail.

La critique marxienne du capitalisme se présente essentiellement, avec *Le Capital*, comme une critique de l'économie politique. Cette critique apparaît aujourd'hui, dans cette phase de la subordination réelle de la société au capital, comme toujours essentielle mais aussi trop partielle pour rendre compte de l'implication réciproque réelle dans toutes ses dimensions, notamment

1. En référence à subordination réelle, le label d'implication réciproque réelle contient sa problématique et son ambiguïté, sa provocation à la penser, puisque la réciprocité ne s'y pose pas terme à terme de façon binaire comme dans une contradiction dialectique classique. En quoi se maintient une implication réciproque, et comment ? C'est la question du capital contemporain, à laquelle le schéma théorique que je propose tente d'esquisser une réponse dialectique, donc en mouvement, dans son mouvement, dansant ce mouvement (Dance of the dialectic, comme dit Bertell Hollman)

dans le rapport à la nature, question qui fait de la sortie du capitalisme une urgence vitale pour l'humanité et son milieu naturel, et conditionne la possibilité même du communisme. La théorie de la communisation doit intégrer cette problématique de façon conséquente et audacieuse.

Les éléments avancés par Bruno Astarian, représentant du « courant universaliste » selon Charrier, sont incontournables pour une théorisation conséquente de la négation du capital à la positivité du communisme (voir « Le communisme, tentative de définition », 1996). Toutefois, pris dans une systématisation dialectique binaire, ils ne parviennent pas à s'élaborer de façon convaincante comme dépassement produit de contradictions à l'œuvre dans le capitalisme contemporain, justifiant certaines remarques de *Théorie communiste* (TC 13, 1994). Un seul texte de *Meeting* aborde cette question, mais sans la théoriser, « Prolétaires, encore un effort pour être communistes... ».

L'implication réciproque (simple ou directe) entre classes demeure essentielle, mais toutes les contradictions en cours dans le capitalisme contemporain ne se laissent pas rapporter de façon directe ou dialectiquement simple à la reproduction du capital dans les moments du cycle de valorisation de la valeur. Réciproquement, la contradiction entre classes ne se construit pas uniquement dans l'exploitation du travail et dans le cycle de la valorisation, mais aussi à travers un ensemble de médiations sociales. La construction théorique abstraite de ces liens, en totalité systémique, est aléatoire, risquée, et surtout vaine, car elle est irréalisable hors des praxis propres à chacune de ces contradictions, et de la praxis globale du système capitaliste qui les enserre et les subordonne à l'unité de l'implication réciproque réelle (La 11^e thèse sur Feuerbach de Marx² signifie en substance : on ne peut interpréter que ce qu'on transforme).

Corollaire : l'affirmation de l'Invite de *Meeting* « la certitude que la lutte de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste est partout dans le monde l'unique dynamique de cette destruction [du capitalisme et indissociablement de toutes les classes] » est juste mais comme tautologie, car si l'histoire du capital est celle de la lutte de classes, il est équivalent d'affirmer que celle-ci est seule à même de le détruire, – juste donc comme condition nécessaire de la destruction du capital et des classes, – mais fausse comme condition suffisante de la production du communisme, qui ne se contentera pas du dépassement de cette contradiction, ou plutôt dont le seul dépassement ne suffira pas à produire les autres, du fait de liens non immédiats au sein de l'implication réciproque réelle. Cela peut paraître une pirouette rhétorique, ce sera incontournable en pratique, alors que cette affirmation, juste en théorie, n'apporte strictement rien en pratique que la négation de ce qui n'en ressort pas, avec le risque de mal l'identifier.

2. « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières, ce qui importe c'est de le transformer. »

La subordination réelle détermine tous les rapports sociaux mais pas de façon absolue, sans quoi le capitalisme ne produirait aucune contradiction, et la lutte révolutionnaire serait impossible (c'est Camatte et *Invariance* à partir de 1975), que ce soit à titre strictement prolétarien (*Théorie communiste*) ou à titre humain (*Temps critiques*).

L'articulation des luttes qui produisent ces contradictions multiples, pour être réellement anticapitaliste, ne peut se définir comme somme ou convergence d'intérêts en tant qu'exploités, dominés, aliénés, opprimés, supprimés... Si elle est conditionnée par la contradiction essentielle au cœur du mode de production, l'exploitation du travail vivant, il faut néanmoins considérer qu'il existe une possibilité d'attaquer la subordination réelle en plusieurs points, sur plusieurs lignes (Deleuze), là où elle s'exerce. Ces attaques, il est utile de pouvoir les théoriser autrement qu'en tant que réformistes ou démocratiques, mais comme ouvrant des contradictions antagoniques susceptibles de produire leur dépassement anticapitaliste.

Remarque adjacente : le « démocratisme radical » est une des formes d'activités sociales-politiques et idéologiques qui se ramène à une utopie du capital, un réformisme impossible [sur ce point *TropLoin* rejoint *Théorie communiste*, sauf erreur]. Il est toutefois difficile de considérer que ce label puisse caractériser la période ouverte aujourd'hui dans la durée, au point de caractériser un « cycle de luttes ».

Si ce n'est les formes politiques, les « fausses solutions » de l'alternative radicale, sont construites en idéologie réformiste (ou faussement rupturiste), par leur prise en charge organisée (le faisceau des syndicats, partis, associations animant le « démocratisme radical ») ou par leur auto-organisation... il importe de prendre en compte, avant leur représentation politique, les aspirations à détruire des formes capitalistes ou à concevoir leur dépassement, même si elles ne peuvent que se heurter à des limites spécifiques ou globales. Certes, elles ne peuvent déboucher aujourd'hui que sur un activisme immédiatiste et partiel, dans la séparation des conditions de la production d'un dépassement global. En résumé, il faut pouvoir discerner en quoi elles sont ou non, en elles-mêmes, réformistes, ou porteuses d'une dynamique de dépassement. Si on les isole théoriquement, on ne peut que les saisir comme ne remettant pas en cause « le système ». Un exemple : la destruction de l'État, et plus généralement de l'administration et de la gestion, ne peut se théoriser directement en relation avec leurs fonctions capitalistes, mais dans la perspective de leur destruction en tant que telles et pour la création de rapports nouveaux d'organisation collective, qui autorisent un fonctionnement suffisamment efficient (satisfaisant pour ses acteurs) pour aller plus loin, condition d'un non-retour à ces formes mêmes (l'État, l'administration, la gestion...).

Dans le capitalisme contemporain, l'État et le capital sont en adéquation dans la dimension de l'économie politique et de l'idéologie. Leurs activités

sont peu discernables car non séparées, constituant une unité, un fonctionnement globalisé. L'État assure une fonction régulatrice, administratrice et gestionnaire de la société du capital, en étant plus ou moins capital lui-même selon les pays (répartition variable public/privé). Cette fonction est diffuse dans les rapports sociaux aux niveaux économiques, politiques, socio-psychologiques, et idéologiques. Les fonctions étatiques et économiques se recourent et s'interpénètrent plus qu'elles ne se partagent de façon séparée (on le voit particulièrement bien dans la gestion publique et la structuration étatique du capitalisme chinois, *La Condition chinoise, la mise au travail capitaliste à l'âge des réformes* (1978-2004), Jean-Louis Rocca). Il faut considérer la fonction étatique non dans sa stricte définition institutionnelle ou administrative, mais par la diffusion de ses fonctions dans la société civile, intégrant toutes les institutions, y compris les syndicats, les partis politiques et les associations sociopolitiques (extrême diversité des formes selon les pays, y compris fonction étatique des mafias). On peut y ajouter les fonctions médiatiques et culturelles, et plus généralement ce que Foucault appelait le biopolitique (ces dimensions sont à prendre concrètement, en situation, ce que ne permet pas paradoxalement le concept globalisant de spectacle, renvoyé aux limites de sa construction idéologique, intellectuellement séparée, entérinant la division de la théorie et de la praxis).

La communisation est la seule perspective communiste, mais pas la seule hypothèse historique. D'autres sont à envisager : post-capitalisme et nouvelle société de classes, chaos barbare, destruction de l'écosystème... La communisation demeure donc le choix d'une hypothèse, et vu la teneur actuelle des luttes sociales, et relève aujourd'hui du pari et de l'engagement d'une éthique communiste davantage que de certitudes scientifiques – d'où la vanité et l'autocontradiction du combat antihumaniste théorique de *Théorie communiste*. Le communisme sera bien produit lui-même par des rapports de forces matériels et sous diverses contraintes (l'obligation de changer les fondements de la société), mais tant que la quantité ne porte pas cette qualité, il n'est que projection d'une éthique, justement parce qu'il n'est pas inéluctable. Cela ne signifie pas de la part de ceux qui s'y engagent qu'ils le font par humanisme, mais qu'ils font un choix sans que les garanties de réalisation soient jamais acquises.

La révolution communiste sera produite comme dépassement. De quoi ? Des contradictions nouées dans l'implication réciproque réelle. C'est pourquoi ce dépassement ne sera produit ni strictement par des prolétaires en tant que tels (*Théorie communiste*), ni à titre humain en excluant cette qualité (*Temps critiques*). Le prolétariat ne peut strictement abolir que ce qu'il est et le capital, mais ne peut pas en tant que tel produire le communisme. Sans la dimension prolétarienne, essentielle, l'abolition du capital est un non-sens. Le

dépassement produit selon *Théorie communiste* n'est strictement qu'un anti-capitalisme conséquent mais il débouche (théoriquement) sur le vide, car le communisme n'est pas l'envers, l'autre du capitalisme. *Théorie communiste*, sur le plan théorique, ne produit pas le communisme, mais une révolution anticapitaliste. Les individus de *Temps critiques*, dans leur tension à la communauté humaine déjà présente n'auront pas à abolir le capitalisme, puisqu'ils ne sont déjà plus considérés comme exploités par le travail, ou trop peu, ou trop peu nombreux...

Bruno Astarian va plus loin que *Théorie communiste* mais justifie en partie ses critiques (texte cité, TC13, 1994). C'est faute, à mon avis, de construire les contradictions comme déjà présentes, par une dialectisation en niveaux de généralités et points de vues dont la clé est chez Marx (dans la lecture de Bertell Ollman), et parce qu'il veut passer d'un emboîtement historique de contradictions (du travail au travail dans le capital) à leur dépassement sur un axe temporel linéaire sans lui donner sa dimension spatiale, en demeurant fondamentalement dans une dialectique binaire (le caractère prolétarien de son système). D'où la nécessité de faire surgir d'une théorisation de l'activité de crise, le saut dans la liberté... À mon sens il était pourtant très proche d'une élaboration du type que je propose schématiquement, dont il produit les ingrédients essentiels (relativement au travail, il construit mieux que l'abolition du travail salarié, et il dépasse toutes considérations écologiques même les plus rouges dans la question du rapport homme-nature, qui lui permet d'aborder une élaboration positive du communisme plus convaincante que les difficultés mises en avant par TC pour le faire – problèmes de la description positive du communisme).

Ces deux visions diamétralement opposées – *Théorie communiste* et *Temps critiques* – sont figées dans un bras de fer depuis trente ans, depuis la rupture dans la théorie de la révolution des années 70, et leur confrontation actuelle représente et traduit l'inertie -le butoir- de la théorie face au réel que nous avons sous les yeux, comme dit Marx dans *Le Manifeste*. *Temps critiques* s'enferme dans une condescendance à la critique « postmoderne ». La construction conceptuelle systémique en feuilletés de *Théorie communiste* lui interdit de remettre en cause des concepts élaborés il y a 20 ans. C'est contre toute évidence, sauf très relative, qu'elle peut avancer ce vertueux idéal : « L'analyse a posteriori d'une lutte ou la présence active ne sont pas l'application d'une théorie préexistante. Dans tous les cas concrets, on est là et on fait une analyse théorique neuve, simple, en prise directe dans la lutte en cours, parce que l'on peut critiquer cette lutte en cours sur la base même de ce qu'elle est » (TC 17).

Toute théorisation voulant tenir en système la totalité, fondée sur une dialectique binaire, est confrontée quand elle s'embarque dans les luttes, à sa fermeture potentielle. À croire que du Parti communiste à Théorie communiste, la foi des dogmatiques les autorise à offrir leur fermeture comme gage

d'ouverture, puis à s'étonner que ça ne marche pas, quand ce n'est pas à se considérer comme incompris.

Dans l'activité de crise du prolétariat, les individus qui portent plus spécifiquement telle ou telle de ces contradictions produisent leur dépassement en libérant des énergies jusque-là bridées, qu'ils réinvestissent dans la production positive du communisme. Celle-ci n'est pas la face cachée de la destruction du capital (*Théorie communiste*), ni un saut de la liberté humaine dans l'inconnu produit par l'activité de crise du prolétariat (Astarian selon *Théorie Communiste*, à propos de *Le Travail et son dépassement*). C'est cette activité qui libère des qualités individuelles sociales et psychologiques déjà présentes dans les relations interindividuelles bridées au sein du capital ou dans les différents niveaux de rapports évoqués aux points précédents : il y a en plusieurs points une dynamique d'affrontements et des limites indépassables dans le capital (dire tensions, pourquoi pas ?). Il s'agit d'une multiplicité de dépassements à produire dans leurs spécificités, comme dans leur unité au sein de l'implication réciproque réelle comme tout, et dans l'essentialité de sa dimension de classe. Bien sûr, cela ne doit pas être entendu comme « les femmes liquident le patriarcat », « les hommes « de couleur » le racisme », etc. Rapporté à l'individu singulier, c'est sa propre multiplicité d'appartenances aliénées car identitaires qui doivent être dépassées, y compris subjectivement sa qualité de prolétaire. Pour le communisme, l'homme est sans qualités.

« Une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous » (Manifeste du Parti communiste, 1848).

Si le communisme se construit comme immédiateté sociale entre individus, c'est qu'à un moment donné de sa production ceux-ci doivent agir en tant qu'individus (même associés car associés en tant que tels pour telle activité, sans qu'elle débouche sur la constitution d'un groupe identitaire), et non en tant que classe, ou en tant que groupe identifié selon telle particularité (d'être communiste ne serait-elle pas la pire ?). Ce n'est pas un basculement d'un rien de l'individu social déterminé en tout par son appartenance de classe, à un tout de l'individu y échappant, c'est aussi sur la base de ce qu'il est comme individu singulier appartenant à une classe qu'il produit son émancipation, sa désaliénation sa désobjectivation/désobjectivation d'individu de classe. Il ne la produit pas individuellement, mais parce que participant en tant qu'individu aux activités qui la produisent pour tous (à recouper avec Astarian, « Le communisme... » point II).

Meeting/Théorie communiste : C'est une question qui laissera peut-être de marbre trempé dans l'acier ceux qui se sentent obligés d'écrire « nous » et de trouver « plus de poids à un texte non signé », comme ceux qui considèrent que toute prise en charge assumée de rapports sociaux interindividuels relèverait de « l'intimisme » ou de l'égotisme narcissique : sauf au sein du collectif

Meeting comme modèle précommunisateur de rapports immédiatement sociaux ? Ceux qui sont incapables de voir des individus sociaux concrets derrière des militants qu'ils critiquent sous leur étiquette de la CNT-AIT refusent de fait d'assumer individuellement ce qui leur apparaît nécessairement de nature collective, donc identitaire (réf. débat in « La voiture du voisin »). Pourtant, l'identité collective de *Meeting* n'annonce pas davantage son dépassement dans l'immédiateté sociale que l'adhésion à n'importe quel parti. Admettons que cette revue n'ait pas de penchant bordiguiste à l'homme nouveau du parti au sens historique, il n'empêche... ça s'annonce plutôt mal !

Temps critiques : À la limite on pourra parler de tension entre l'individu et ses figures d'identité créées par ses déterminations particulières, mais je ne crois pas que cela présente un intérêt de les globaliser comme tension individu/communauté humaine. Au contraire cela peut nuire à la compréhension du processus de dépassement produit de la subjectivation individuelle dans le capital à l'immédiateté interindividuelle dans le communisme. Les figures théoriques de la totalité, serait-elle la communauté humaine, sont décidément de sacrées résistances à l'immédiateté sociale interindividuelle. La révolution à titre humain s'annonce difficile !

Dans la communisation, l'organisation sera indispensable, au sens de coordination des activités et des mesures communisatrices, en réseaux concentriques, en faisceaux d'ondes... (ce que créent les uns féconde – fait qu'ondent – les autres). Elle sera largement autoconstruite, mais devra naturellement être préparée, et les voies de cette préparation doivent être explorées dès maintenant [Charrier autant que Denis chez *Meeting*]. Une question importante est non l'auto-organisation, mais cette autoconstruction de pratiques théorisées, c'est-à-dire la maîtrise du dépassement à produire pour abolir le capital. C'est en ce sens que les luttes peuvent être théoriciennes, ou auto-apprenantes, mais une telle autoconstruction ne saurait être apportée de l'extérieur, et tout raccourci en ce sens est suicidaire pour la théorie comme inutile à la pratique à terme.

Vouloir anticiper et produire ce rapport aujourd'hui, c'est associer l'activisme et la théorie séparée, même quand des acteurs portent les deux : on ne peut à la fois combattre « l'immédiatisme révolutionnaire » et considérer qu'il porterait des pratiques plus à même de traduire simultanément des limites, une dynamique, et son échec : difficile dans ce cas de s'y embarquer sans déchirure schizophrène. Cela n'aboutit qu'à une tautologie supplémentaire et à une crise de la critique du militant par le théoricien. L'activisme actuel n'est ni plus ni moins en avance que l'ensemble de la classe, il n'a pas de vertu révolutionnaire, et en tant que tel, il n'annonce rien.

Un baptême communisateur ? Un courant communisateur n'existe que dans le sens où il représenterait et formaliserait l'existence de la perspective de la

révolution communiste comme communisation. C'est un énoncé performatif, un baptême : tel que je te nomme, tu es. Mais il ne saurait être le lieu privilégié des activités de lutte de classes « annonçant » l'avènement de la communisation. La nécrologie du capital n'est pas localisable géographiquement ni en germe à développer pour accélérer l'histoire. Ce courant communisateur qui s'exprime dans *Meeting*, bien qu'il se défende d'être en avance, se comporte comme une expression théorique avant-gardiste, en fondant, sur une rencontre de théoriciens et d'activistes, le passage de la théorie abstraite au concret autopensé dans les luttes : l'expérimentation est maigre, mais c'est un ogre... et *Meeting* ne présente pas la théorie adéquate à l'époque, mais la théorie adéquate à l'activisme et à la controverse avec lui : c'est la pratique théorisée dans l'écart réduite à sa dérive constituant un groupe communisateur. Ce n'est sans doute pas ce que tous voulaient faire de *Meeting*, mais ce qu'ils ont fait de *Meeting*, et ce que fait *Meeting*.

Profitons de produire encore dans le capitalisme. La valeur d'usage de ce texte est d'abord personnelle, mais rien ne lui interdit de porter une valeur d'échange. Qui s'en emparera le fera gratuitement. Songer ici à un potlatch relèverait de la provocation.



Quand je dis « Nous sommes communistes » c'est pour revendiquer une positivité du communisme, affirmer une exigence de perspective (en gros un « espoir », un « optimisme » révolutionnaire), pas pour donner des leçons à quiconque, et encore moins à TC (j'ai encore, a minima, le sens de mon ridicule).

On ne fera pas la révolution pour le plaisir de faire la révolution, et je suis désolé de dire que cela est frappant d'entendre ça dans certains textes des plus sérieux par ailleurs.

La question est si sérieuse qu'elle suppose de mettre en avant non pas « communisation » – dépassement produit par la lutte entre classes de la contradiction de l'exploitation « de » classe –, mais positivement le communisme. C'est-à-dire qu'à travers l'illusion humaniste, ou antidémocratique, bref, le terrain politique ou antipolitique, il convient maintenant de lire et théoriser la possibilité d'une resubjectivation positive de la révolution, [...] d'introduire dans une théorie [celle de TC] qui exclut par définition cette dimension. Il me semble nécessaire de théoriser la perspective communiste – non en tant que projet, programme, politique – mais néanmoins plus loin que la « perspective communisatrice » (qu'est-ce que les gens peuvent en avoir à foutre de ce bordel destructeur du chaos capitaliste ? nous ne sommes pas des êtres purement de la « matérielle »..., nous ne saurions rêver que de détruire, et qui fera la révolution sans rêver d'un meilleur possible ?). Il me semble que

les ingrédients de cette positivisation s'annoncent disponibles dans les luttes, les « aspirations », les formes, nécessairement avortées, de rencontres, et qu'on ne peut plus les prendre simplement de front avec un rappel à la contradiction essentielle. Certes, ils ne disent pas ce dont ils causent. Ils font autre chose qu'ils croient – pas toujours, à voir...

[...] Il faut maintenant se (re)confronter, sur le plan théorique, non pas à *Temps critiques* et ses impasses postmodernes, mais Camatte et ses frères. Il se passe quelque chose qui n'entre pas sous la critique de TC, et il me déçoit que TC s'y investisse de façon que je qualifierais d'objectiviste et subjectiviste.

Voilà, pour résumer, la « communisation », ce n'est pas une religion, on s'en fout, la révolution n'est pas un but en soi, sauf comme destruction du passé, mais moi et des milliards d'autres, même s'ils crèvent de faim, ça les fera pas bander.

La révolution, la « communisation », si c'était possible, je m'en passerais. Le communisme ou la mort, oui, donne un sens à la vie.



Mon « intuition » – bien sûr ça fait pédant inabouti informulé... – c'est que ce machin [les ingrédients de la « positivisation » dans les luttes] ne se résout pas dans l'absolutisme de la contradiction binaire de classe, et que, de ce fait, la réponse actuelle de TC aux autres, sur la base de l'héritage antihumaniste, se trouve piégée par son héritage « post-prolétarien », pour le poser, ici, comme Charrier (sans parler de *Temps critiques*, aussi as bean que Négri). La théorie ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, même en ses termes abstraits.

Il y a donc un risque de « mauvaise entrée » [...]. Mais bon, ça ne suffit plus de rentrer dans le lard [...] de la « mauvaise entrée », il importe de la renverser, sans quoi on va se retrouver costumés en « anticapitalistes » pas comme les autres parmi les autres. On ne pourra le faire qu'en abordant positivement la question du communisme, ne serait-ce que dans le moment de « l'activité de crise », c'est-à-dire aussi celle de l'individualité dans un truc qui n'est ni mode de production ni société [...]. Le problème c'est de [...] formaliser la problématique de la métamorphose (révolutionnaire) de l'individualité dans la communisation. Or le modèle de l'individu que nous avons sous les yeux, c'est celui du contrat capitaliste généralisé, ou de la « récupération » de Stirner.



COMMUNISME, MOUVEMENT vs COMMUNAUTÉ ?

Nous surfons tous sur cette double signification dans les textes, depuis Marx. Choisir c'est renoncer. Je fais court.

La théorie de TC (implication réciproque, unité contradictoire capital-prolétariat sous subsumption, médiation temporelle, concept même de communisation... bref toute cette cohérence et ses insistantes reprises sur le communisme comme se posant actuellement dans les luttes à leurs limites...), est en phase avec cette « définition » de *l'Idéologie allemande*, du communisme comme mouvement : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent de la présupposition qui existe actuellement. » « État actuel », « qui existe actuellement » reviennent, comme dans « Le moment actuel » de R.S..

Autant dire que nous ne pouvons sans risque utiliser le mot « communisme » simultanément pour traduire ce sens précédent et le résultat historique de la communisation victorieuse. Il ne suffit plus de dire que nous nous comprenons, et que nous savons bien de quoi nous parlons sous les deux acceptions. De même, il faut sortir de l'ambiguïté de la question de la « définition positive du communisme », que TC a posée de façon logique comme une impossibilité, parce qu'hors de notre vue, et donc hors champ de la théorie, si ce n'est de nos fantasmes, espoirs, voire, plus grave, motivations. Cela repose le communisme comme horizon, avant que soit traversée la communisation... Difficulté, somme toute, à décrocher du « projet » même s'il n'est plus programmatiste, du communisme comme visée alternative, et du « récit » (R.S.) qui y conduit. S'il y a un peu de récit chez TC, il ne conduit qu'à la révolution comme communisation, et cela doit nous combler « actuellement ».

Cette utilisation de « communisme » comme produit social-historique est encore très présente chez B.L., dans ce texte, parallèlement au concept de communisme comme mouvement de la caducité du capital. Je ne relève pas toutes ses occurrences, mais, par exemple « Le communisme sortira d'un immense pugilat », « la révolution "capitalo-communiste" aura produit le communisme en 2 siècles environ » [nonobstant la volonté provocatrice de B.L., cette phrase, rapportée à la théorie de TC, est quasi contradictoire dans les termes, dans la mesure où elle enchaîne les deux sens du mot communisme]. La connotation « Gemeinwesen » est très présente, derrière celle de mouvement de la communisation comme question actuelle. Les termes de « prévisseur », d'« angle mort », et même celui de « veille » comme fonction de l'activité théorique dans le « courant communiste », étaient encore lourds de cette ambiguïté post-programmatiste.

Dans le même ordre d'idées, [...] toutes les considérations sur les cycles économiques ont fondamentalement la même cause, l'envie de voir plus que ce qu'on a sous les yeux. Je crains qu'elle soit de nature plus religieuse que théorique, humaine trop humaine. Même les meilleures analyses « marxistes », sur le plan de la critique de l'économie politique, et quels que soient leurs pré-

supposés où leur chute³sous-estiment in fine le caractère contradictoire « historique » de la lutte de classes, et ce que celle-ci a de déterminant pour la baisse du taux de profit. Il y a toujours un peu d'économicisme chez les économistes. Autant le constat de l'impasse du capital comme mode de production peut alimenter les thèses communistes, autant il ne peut rien dire de plus, en projection, que l'inéluctabilité de la crise de reproduction, et non celle de la révolution communiste. La lutte des classes, du côté du prolétariat, produit ce qu'il en fait et produira ce qu'il en fera en le sachant, s'il gagne par ses luttes la conviction de sa nécessaire auto-abolition (dans la communisation, c'est le prolétariat qui subsume transitoirement le capital, il y a inversion des pôles de la contradiction).

Cette connotation de communisme est naturellement très présente chez Bruno Astarian. On la retrouve dans les dernières pages de son récent livre *Les Luittes de classe en Chine*, dans des termes qui relèvent aussi de communisme-fiction.

Elle était présente dans ma critique à TC, répétée depuis mes interventions sur *Meeting*, et formulée plus précisément dans mon texte « Communisation troisième courant », nov. 2006 : « Le dépassement produit selon *Théorie communiste* n'est strictement qu'un anticapitalisme conséquent mais il débouche (théoriquement) sur le vide, car le communisme n'est pas l'envers, l'autre du capitalisme. »

Dans tous les cas (on en trouve moult autres dans « le milieu ») cela fait maintenant symptôme. On pourrait changer le nom (c'est une vieille histoire...), que cela ne résoudrait pas le problème de fond, le fantasme, le « récit », l'attente contemplative de l'activité du prolétariat en lutte, car ce problème, sur lequel insiste [TC], est que cela fait écran, obstacle à la confrontation avec « la seule question à laquelle tout se résume : comment une classe, agissant strictement en tant que classe de ce mode de production peut-elle l'abolir et abolir toutes les classes ? ». Quand on attend, on prend le risque de ne pas voir ce qu'on a sous les yeux, de ne plus savoir se laisser surprendre par ce qui est présent, et qui change (la contradiction ne change pas en essence mais elle est mouvement, procès). Et c'est aussi, paradoxalement, un obstacle actuel que peut alimenter, à l'insu de son plein gré, le courant communiste, dans son souci de contrer, mais de façon figée par la théorie, l'immédiatisme alternatif.

A mon avis, la question de « socialisation vs communisation » posée par B.L. masque celle de la double définition du communisme et le reste de programmatisme qu'elle sous-tend malgré nous. Bien que les problèmes que

3. Bel exemple de position idéologique, Michel Husson, dont l'expression en substance « crise des solutions aux crises précédentes », si elle rejoint la thèse téciste de crise de/dans la restructuration accomplie, aboutit à prôner une régulation étatico-politique, non keynésienne du capital. Une solution « radicalement anticapitaliste » pour sauver... le capital. Cf. texte à paraître selon DNDF sur Imprecor.

pose B.L., même en ces termes, ne soient pas dénués de bon sens, il ne va pas jusqu'au bout. Le communisme comme état (stade historique), communauté, revient par la fenêtre pour rendre plus difficile la compréhension de la communisation comme révolution strictement destructrice du capital et des classes, et son actualité suspendue à la médiation temporelle.

Camarades, encore un effort pour faire son deuil du communisme !

DISTINCTION DE GENRES, PROGRAMMATISME ET COMMUNISATION

Ce texte, rédigé en 2008, est le point de départ du travail que nous poursuivons sur la question de la distinction de genres et son abolition. Cependant, s'il demeure le cadre actuel de notre élaboration il comporte des insuffisances et des faiblesses que sa propre problématique a fait fructueusement surgir, insuffisances et faiblesses que nous avons essayé de cerner dans les deux courts textes qui suivent.

HOMMES/FEMMES/COMMUNISATION

La révolution, telle que ce cycle de luttes en produit les caractéristiques et la porte comme communisation est suspendue à l'abolition de la distinction de genres. Pas d'abolition de la division du travail, pas d'abolition de l'échange et de la valeur, pas d'abolition du travail (non-coïncidence de l'activité individuelle et de l'activité sociale), pas d'abolition de la famille, pas d'immédiateté des rapports entre individus les définissant dans leur singularité, sans abolition des femmes et des hommes. Il ne peut y avoir d'autotransformation des prolétaires en individus vivant comme individus singuliers, sans abolition des identités sexuelles. Toutes les mesures de communisation ne pourront aboutir si elles ne résolvent pas (en s'y attaquant spécifiquement) cette question en en abolissant les termes.

Tant qu'existe un rapport hommes/femmes, il ne peut y avoir d'immédiateté des rapports entre individus les définissant dans leur singularité, en effet une *construction sociale* se présentera comme naturelle et une division

de la société sera considérée comme allant de soi et subsumant les individus singuliers. Par cette division générale, abstraite, allant de soi, toutes les autres divisions seront conservées parce que cette division est construite par toutes les autres, même si, en tant que telle, elle ne structure aucune société, car elle ne définit aucun *rapport de production*, ni aucun *mode de production*.

Il faut parvenir à penser par quel processus social on parvient à la situation où la distinction entre les sexes n'a plus de pertinence sociale. *That is the question*. Nous commencerons par la construction sociale du groupe femmes, puis la dimension économique du rapport hommes/femmes dans le mode de production capitaliste, enfin nous terminerons sur la question de l'abolition de la distinction de genres dans le programmatisme et dans la révolution comme communisation.

LA CONSTRUCTION SOCIALE DU GROUPE FEMMES

Il faut comprendre comment le rapport hommes/femmes est lui-même construit pour comprendre l'abolition de ses termes. Pour comprendre comment ce rapport est construit, il ne faut pas partir de la reproduction (biologique) et de la place spécifique des femmes dans cette reproduction (Françoise Héritier), *mais de ce qui rend cette place spécifique* et lui donne un sens social : les modes de production jusqu'à aujourd'hui. Le caractère historiquement récurrent de l'appropriation des femmes exprime la récurrence, dans tous les modes de production jusqu'à aujourd'hui, de l'augmentation de la population comme principale force productive, ce qui n'est pas plus un rapport naturel que n'importe quel autre rapport de production économique et ne va pas sans scission de la société entre travailleurs et non-travailleurs.

L'appropriation de cette force productive implique l'appropriation de la personne qui en est porteuse. Appropriée en tant que personne, elle n'est pas une entité sociale reconnue, pouvant se faire valoir socialement en tant que telle, cela implique alors l'appropriation de toute son activité, c'est là que nous avons la création et le passage à la catégorie de travail domestique (qui n'est dans aucune relation nécessaire avec tel ou tel type d'activités concrètes). On ne part pas d'une catégorie présumée, les « femmes », pour expliquer pourquoi elles sont dominées, on part de la domination, d'un rapport social historique, pour produire « les femmes ».

Les *femmes* font des enfants, mais il n'y a rien là de naturel à ce que ce fait définisse une « entité sociale » plus que toute autre caractéristique ou détermination. Si « faire des enfants » devient la définition d'un groupe de personnes, les femmes, cela est une pure construction sociale. L'augmentation de la population comme principale force productive permet de considérer les différences biologiques dans la reproduction comme seulement quelque chose à quoi un rapport social *donne un sens*, ce n'est pas quelque chose en attente d'avoir un sens, mais totalement construit, comme différence, socialement.

Construction qui implique l'appropriation des femmes et leur soumission à cette fonction.

C'est cette appropriation qu'on appelle « genre ». Si le genre n'existait pas, ce qu'on appelle le sexe serait dénué de signification, et ne serait pas perçu comme important : ce ne serait qu'une différence physique comme les autres. Le genre n'est pas une construction sociale érigée sur la base de groupes déjà constitués par la nature. Ce qui est physique (et dont l'existence n'est pas en cause) n'est pas le substrat du genre, c'est le genre qui crée le sexe, autrement dit, qui donne un sens à des traits physiques qui, pas plus que le reste de l'univers physique, ne possèdent de sens intrinsèque. Mais la distinction construite (traits physiques) est pertinente pour la distinction elle-même. À partir de là, il faut se garder d'une « anthropologie des origines », le vrai point de départ de la compréhension de cette construction est le point où la question peut apparaître parce qu'elle apparaît comme une question, ce point c'est le mode de production capitaliste : son rapport contradictoire au travail et à la population (voir plus loin).

On ne peut laisser de côté, comme dénué d'importance, que la définition sociale des genres définisse un sexe. Quand la distinction sociale met en scène une distinction anatomique, c'est-à-dire quand la distinction anatomique est construite comme distinction sociale, quand elle fait sens, il faut en rendre compte en tant que telle : une distinction anatomique qui fait sens. La perception de l'humanité comme partagée entre porteurs potentiels d'enfants et non-porteurs n'est pas une « perception spontanée », c'est une construction sociale, mais une fois cette construction sociale effectuée, on peut affirmer qu'il existe deux sexes et seulement deux. C'est une construction sociale objective. Placer la logique reproductive en position structurante, ce qui est le fait de tous les modes de production (ce qui est une construction sociale) réduit un ensemble complexe de variables physiques à une classification dichotomique, socialement construite et imposée s'il le faut.

Si toutes les sociétés jusqu'à aujourd'hui reposent sur l'augmentation de la population comme principale force productive, c'est qu'elles sont des sociétés de classes. La division de la société qui en résulte entre travailleurs et non-travailleurs se double immédiatement d'une autre division qui lui est *interne* mais dont *les termes ne se recouvrent pas* : une division genrée de la société. En effet, jusqu'au capital inclus où la chose devient contradictoire, la source principale du surtravail est bien sûr le travail, ce qui signifie l'augmentation de la population. La nécessaire appropriation du surtravail, phénomène purement social (le surtravail ne tient pas à une supposée surproductivité du travail) crée les genres et la pertinence sociale de leur distinction sexuelle. C'est le surtravail qui structure les *deux* partitions (travailleurs/non-travailleurs ; hommes/femmes). Il n'y a pas *deux* systèmes de classes parce qu'il n'y a pas deux modes de production et parce qu'il y a *qu'un seul* surtravail. En fait, *il n'y a pas de surtravail sans division genrée de l'humanité*. Contradiction entre travailleurs et

non-travailleurs et contradiction entre hommes et femmes sont des corollaires et ne se superposent pas. La seconde, tout en ne définissant aucun mode de production spécifique n'en est pas moins une *contradiction spécifique qui ne se réduit pas à la première*. Le « patriarcat » n'a jamais été ni un rapport de production, ni un mode de production. L'histoire du patriarcat est une illusion d'optique historique, tout comme, à un autre niveau, l'histoire de l'État, de la religion, de l'art... S'il n'existe ni histoire du patriarcat, ni même d'histoire des rapports hommes/femmes, c'est qu'il s'agit d'un rapport chaque fois spécifiquement reproduit par chaque mode de production qui en est la condition. Le rapport entre hommes et femmes est consubstantiel à l'existence même de l'exploitation et du surtravail. Le surtravail est le concept structurant *les deux divisions sans les confondre* (prolétaires/capitalistes ; hommes/femmes). Dans le mode de production capitaliste on commettrait une erreur si on établissait la succession des catégories économiques dans l'ordre de leur influence historique.

L'appropriation de la principale force productive et source du surtravail est effectuée par tous les hommes de par la simple distinction genrée de la société. Mais tous les hommes n'en tirent pas profit de façon identique (en quantité et en qualité) et dans la même mesure selon leur place dans la division entre travailleur et non-travailleur.

DIMENSION ECONOMIQUE DU RAPPORT ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS LE MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Travail domestique/travail nécessaire/surtravail

Le rattachement de l'épouse (et des enfants) à la *classe* du mari est théoriquement et socialement valide. En rester à la définition des classes sur la base de la distribution des moyens de production (la « première distribution » de Marx) est insuffisant. Le rapport entre les classes est un rapport qui se reproduit, qui s'autoprésuppose, donc qui inclut toutes les conditions de son propre renouvellement. Le salaire c'est la valeur de la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs » (*Salaire prix et profit* p. 46) et non le paiement de la « valeur du travail » (expression absurde). Le rapport de dépendance (la relation d'entretien dans laquelle se trouve la femme) est le produit même du salaire en tant que reproduction de la force de travail et non « paiement du travail ». Le salaire suppose et reproduit sur sa base la famille et ses rapports de dépendance. Ce rapport de dépendance n'est pas un autre rapport de production car il n'a aucune autonomie et aucun principe de renouvellement propre (cf. *Théories sur la plus-value* t.I, pp. 177-178). Si le conjoint ne retourne pas travailler, il ne peut renouveler l'opération vis-à-vis de sa femme : son exploitation de sa femme ne produit pas les conditions de son renouvellement.

Seule une théorie non programmatique de la lutte des classes et une théorie de la révolution comme abolition de toutes les classes, comme abolition du prolétariat et du salariat, peut prendre en compte l'antagonisme *interne* inclus dans le salaire comme reproduction de la force de travail et même plus, considérer que cet antagonisme interne est et devra être un élément déterminant de l'abolition du salariat

Dire que le salaire paie la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs » nous fait franchir le seuil de l'« intimité ». Même s'il n'y a pas, dans le cadre familial, de travail productif *gratuit*, de par la nature du salaire même, la famille est le lieu d'une exploitation économique, celle des femmes, qui bénéficie d'abord au conjoint, c'est-à-dire aux hommes en général. Nous avons ici un rapport de domination qui découle de ce qu'est le salaire : la domination et la fourniture du travail domestique dépendent premièrement de l'existence du surtravail et, deuxièmement, du contenu même de la relation salariale.

Il faut se garder d'une fausse évidence : « Les femmes accomplissent le travail domestique. » Non, c'est le travail accompli par les femmes qui, parce qu'accompli par elles, dans un certain rapport, est le « travail domestique ». Ainsi le travail domestique ne recouvre pas une liste de travaux concrets et définis préalablement à leur assignation aux femmes (tout au plus, les hommes aident – participent – au travail domestique). Par définition le travail domestique est sexué, ce n'est pas le travail qui s'appliquerait à l'intérieur de la « maison » mais celui qui est effectué par la personne qui appartient, en situation dépendante, à la « maison » en tant que structure sociale. Si le travail des femmes est, en ce sens, le travail domestique, c'est que la définition fondamentale du groupe « femmes » par leur appropriation en tant que personnes exclut leur activité du champ des relations sociales. Celle qui est appropriée *en tant que personne* ne produit rien qui en tant qu'objet ou activité puisse se détacher d'elle comme sa propriété et rentrer dans le champ général de l'économie. C'est le travail domestique, travail des femmes, et en tant que tel exclu de l'économie. Ce travail peut parfois être aussi effectué par des hommes, il demeure travail féminin, une société, simplement parce qu'elle est reproduction d'elle-même et donc « survit » aux individus qui la composent, est une structure de positions et de fonctions avant d'être un ensemble d'individus concrets. Les femmes accomplissent un travail qui, dans un mode de production déterminé et en vertu des déterminations de ce mode de production, ne crée pas de valeur, ce n'est pas l'effet du hasard s'il leur est assigné. L'appropriation des femmes, inhérente à tous les modes de production y compris le capitalisme, crée le travail domestique à l'intérieur de la structure sociale de cette appropriation : la famille. Ce travail ne crée pas de valeur, il n'est pas du travail productif.

La valeur est un rapport social et le travail abstrait n'existe que comme système général de l'échange des marchandises (Rubin). Un produit ou

un service qui n'est ni acheté, ni échangé (qui, en outre, n'est pas destiné à l'échange), n'est pas valeur. Si le travail domestique créait un certain type de valeur, il devrait être possible de parler de travail domestique abstrait socialement nécessaire. Aucun métabolisme social ne permet de déterminer l'heure de travail domestique abstrait et la valeur d'une heure de femme au foyer. Dans la mesure où ce travail n'est pas médié par le marché, aucun mécanisme social ne permet d'indiquer le nombre d'heures de travail domestique nécessaire en moyenne pour produire la nourriture d'une famille et l'entretien d'une maison (le coût horaire de la main-d'œuvre de remplacement ne peut être un mode de calcul satisfaisant, les normes et le rythme de l'effectuation du travail et la réalité concrète du produit fini recherché sont difficilement comparables).

Mais, dira-t-on, ce travail produit une marchandise : « Il produit la force de travail, marchandise qui va être échangée, donc il est productif de valeur. » Non. Il n'est pas productif de valeur car son produit propre ou ses services propres, utiles à la production de la force de travail, ne rentrent eux-mêmes dans aucun rapport d'échange avec le dépositaire de la force de travail et ne peuvent y entrer de par leur effectuation dans le cadre domestique. On peut le regretter, on peut combattre cette situation, on peut réclamer qu'il y ait un rapport d'échange, mais tant que la chose n'est pas faite cette activité ne produit pas de valeur. Le travail domestique n'entre pas dans la détermination de la valeur de la force de travail reproduite, ce qui revient à un cadeau pour le capitaliste qui achète cette force de travail *à sa valeur*. Ce temps de travail est utile, indispensable même à la reproduction de la force de travail et il a en outre l'immense avantage pour le capitaliste de se dérouler dans une relation sociale telle, *la relation conjugale*, qu'il ne produit pas de valeur.

Il y a une autre raison. La reproduction de la personne, l'épouse, est incluse dans la valeur de cette force de travail, ce qui est inclus ce n'est pas le prix de son travail (ce qui n'existe pour personne) mais de sa reproduction quelle que soit ensuite (et cela est prévu) la forme que prend, dans la famille, cette rétribution (l'« entretien ») et le rapport de domination qui est cohérent à cette rétribution. Si on faisait mine de lui « payer son travail » (« salaire ménager »), on ne lui paierait en fait, comme à tout le monde, que le coût de sa reproduction et non son travail. Ce qu'elle recevrait *directement* ne pourrait qu'être défalqué de la valeur de la force de travail de son mari. La même chose ne peut être payée deux fois. On peut considérer que ce serait en quelque sorte un « progrès » pour elle, mais le rapport économique réel n'en serait pas modifié (le mari pourrait être chargé par l'État ou l'entreprise de vérifier la bonne fourniture du service pour lequel l'épouse est directement rémunérée, dans le cadre des échanges marchands, le pire est toujours le plus sûr).

À la différence de toute autre marchandise, *la force de travail ne « réalise » sa valeur en étant achetée que dans la mesure où elle produit son équivalent* dans le procès de production. La valeur que l'ouvrier reçoit pour sa reproduction,

pour sa force de travail, il doit la produire, c'est dans le procès de production capitaliste que l'ouvrier produit l'équivalent de la valeur de sa force de travail. La marchandise force de travail doit être vendue et consommée comme productrice de valeur pour réaliser sa valeur. Elle a une valeur, mais aucune contrepartie de cette valeur n'existe avant que l'ouvrier ne la produise. « À la maison », l'ouvrier consomme des produits finis en tant que valeurs d'usage et le travail de son épouse en tant que travail particulier, travail concret. La valeur de la force de travail quant à elle, c'est dans le procès de production qu'il en produit l'équivalent. *Le travail de l'épouse ne crée pas immédiatement le fonds sur lequel elle est entretenue* comme l'ouvrier de l'électroménager ou d'ailleurs crée immédiatement (sous réserve de la vente) le fonds sur lequel il est payé.

Cette particularité de la réalisation de la force de travail (ne réaliser sa valeur que dans la mesure où elle produit son équivalent) n'est qu'une autre façon de concevoir la circulation capitaliste. La circulation capitaliste implique que la transmission de la valeur des produits consommés par la force de travail se fasse sans modification de valeur. Autrement dit la circulation capitaliste définit comme non créatrice de valeur la consommation ouvrière et les actes qui l'accompagnent. Cette consommation apparaît dans cette circulation comme un pur phénomène de circulation entre capitalistes.

Les modalités selon lesquelles s'accomplit dans la consommation de l'ouvrier la transformation de ces biens en reproduction de la machine à fabriquer de la valeur est un don gratuit que le travail domestique fait constamment au capitaliste pour la seule raison que l'un est le capitaliste et l'autre l'ouvrier. Ce n'est donc pas dans le simple cadre de l'échange et de la production de valeur qu'il faut aborder la question du travail domestique dans le capitalisme, mais dans le cadre du salaire, c'est-à-dire du rapport entre travail nécessaire et surtravail. Le travail domestique ne crée pas de valeur, mais il accroît le surtravail accaparé par le capitaliste qui échange le salaire contre la force de travail. Le salaire paie la valeur des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail, ce qui n'inclut pas le temps de travail nécessaire à leur élaboration ultérieure à leur achat (la cuisine ou le meuble Ikea) ou à leur entretien pour les maintenir en tant que valeurs d'usage. C'est seulement du point de vue du capitaliste qui paie le salaire que ce temps de travail est du travail gratuit. C'est une réduction du temps de travail nécessaire correspondant à la consommation ouvrière et à la reproduction de l'ouvrier. Pour le porteur et vendeur de la force de travail, le travail de son épouse ne crée que du « temps libre ». Il ne crée *aucune valeur supplémentaire par rapport à ce que serait la valeur de sa force de travail s'il s'occupait lui-même de sa reproduction*.

Lors de la furieuse introduction des femmes dans l'industrie avec le développement du machinisme, les capitalistes se sont vite aperçus que le travail domestique (avec l'impossibilité dans laquelle les femmes se trouvaient à l'accomplir) réduisait le travail nécessaire et accroissait le surtravail. L'accroissement du surtravail que le capital absorbe par la multiplication des journées de

travail simultanées (introduction des femmes) produisait de lui-même une contre-tendance : l'augmentation des dépenses ouvrières de reproduction et donc du temps de travail nécessaire à la reproduction des forces de travail ouvrières familiales.

Avec la transformation de tous les membres de la famille en main-d'œuvre exploitable, dans le chapitre du Livre I sur la grande industrie, Marx écrit : « Comme certaines fonctions de la famille, comme le soin et l'allaitement des enfants, ne peuvent être tout à fait supprimées, les mères de famille confisquées par le capital sont plus ou moins forcées de louer des remplaçantes. Les travaux domestiques, tels que la couture, le raccomodage, etc. doivent être remplacés par des marchandises toutes faites. *À la dépense amoindrie en travail domestique correspond une augmentation des dépenses en argent* (c'est nous qui soulignons). Les frais de la famille du travailleur croissent par conséquent et balancent le surplus de la recette. Ajoutons à cela qu'il devient impossible de préparer et de consommer les subsistances avec économie et discernement » (*Le Capital*, t.2, note p. 79). Tout cela, ajoute Marx est passé sous silence par l'économie politique officielle. Dans une autre note, il précise : « On voit comment le capital en vue de son propre accroissement avait *usurpé le travail que nécessite la consommation de la famille* (c'est nous qui soulignons) » (*Le Capital*, t. 2, note p. 78-79). Le travail domestique diminue le temps de travail nécessaire donc augmente la partie de la journée de travail qui est composée de surtravail.

Le capital a à sa disposition trois façons d'« usurper » ce temps de travail domestique, soit *en le faisant tel quel comme travail domestique* (dans ce cas, il l'usurpe en tant que diminution de la partie de la journée de travail composée de travail nécessaire), soit en absorbant ce temps (c'est-à-dire en absorbant les femmes), mais alors à terme le temps de travail nécessaire augmentera, soit en combinant les deux, en cherchant à gagner sur les deux tableaux. La troisième solution est bien entendu la plus prisée par le capitaliste. Depuis plus de vingt ans, la « solution » c'est le temps partiel, imposé dans l'immense majorité des cas.

Tant que le capital ne produit pas lui-même la norme de consommation, les marchandises entrant dans cette consommation ouvrière et le cadre de vie du travailleur, selon des rapports sociaux et des techniques qui en réduisent la valeur, la massification de la force de travail provoquée par la machine et la grande industrie provoque, après une première période d'euphorie capitaliste, un renchérissement de la reproduction de la force de travail. Dépasser cet enchérissement sera l'œuvre essentielle du fordisme, mais alors c'est le cadre familial comme cadre de la reproduction qui est remis en cause, il n'est plus qu'un moyen terme entre une force de travail individuelle qui ne vaut que comme quote-part de la force sociale disponible et cette force sociale disponible globale dont l'État est d'abord le garant de la reproduction générale avant qu'elle acquière une forme adéquate au capital en devenant l'affaire de capitaux particulier (assurances, formation, accords de branches, d'entre-

prises, distribution de bons...). Actuellement, l'attaque de toutes les formes de salaire indirect et de services publics, destinés, en partie, à se substituer à certaines tâches domestiques entraîne que la charge de la reproduction doit être reportée sur un autre rapport social (domestique ?). Les conséquences d'un tel retournement sont présentement difficilement prévisibles.

Les femmes travaillent *aussi* et le mode de production capitaliste doit toujours composer avec le travail féminin de telle sorte que travail et travail domestique s'y articulent pour créer chacun les conditions nécessaires à l'obligation de l'autre. Même quand une grande majorité de femmes travaillent, on peut encore dire que leur rapport à leur reproduction demeure celui de l'« entretien » (Delphy). Le couple n'a pas le même sens objectif pour *lui* et pour *elle*, le marché du travail renvoie les femmes au mariage : la carrière objectivement la plus profitable (même en travaillant). La dissymétrie préexiste à l'association, elle est la cause de cette association. Le salaire féminin fonctionne comme « second salaire » (cela est possible car ce qui est déterminant c'est le salaire comme reproduction de la force de travail familiale) et ce faisant les femmes sont réinscrites dans le cadre du travail domestique dont le capitaliste profite via la valeur de la force de travail.

Le marché du travail est purement capitaliste (et non « patriarcal » et capitaliste), parce que la place des femmes assignées au travail domestique en plus du travail salarié est aussi purement capitaliste. Si purement capitaliste que ce sont les nécessités mêmes de la valorisation du capital qui modulent l'entrée et la sortie du travail des femmes de la pure localisation dans le domaine domestique, sans jamais les en dispenser.

L'appropriation des femmes en tant que productrice de la principale force productive (l'augmentation de la population) implique l'appropriation de la personne qui la produit et par là de toute son activité *en ce que l'appropriation de sa personne l'exclut de la société*. Le travail domestique ne peut être accaparé par le capitaliste (via la valeur de la force de travail) sans un rapport de domination qu'exercent tous les hommes. Le « temps libre » et la division sexuée du marché du travail sont les effets en retour de la *contrainte* par laquelle seule s'effectue le travail domestique. Ce temps libre résulte d'une domination et non d'une exploitation qui, elle, est ailleurs, même si elle inclut cette domination comme un de ses moments (appropriation de l'augmentation de la population comme force productive et dévalorisation de la force de travail). Dans le mode de production capitaliste, l'exclusion des femmes hors de l'espace public est plus radicale que dans les modes de production antérieurs. Le capitalisme définit un travail productif absolument séparé de toutes les activités reproductives de la sphère privée. La force de travail libre qui porte ce travail productif doit *aller se vendre*. La scission entre production et reproduction, habitat et lieu de production, est parfaite, structurelle, définitoire du mode de production fondé sur le travailleur libre. La famille conjugale, c'est la famille du travailleur libre, n'en déplaît à Engels (voir plus loin). L'espace domestique est défini so-

cialement comme une exclusion et une réclusion. Les femmes pourront entrer sur le marché du travail mais sur la base de cette exclusion. Leur entrée sur le marché du travail, leur participation au travail productif seront toujours définies comme le travail de « celles-qui-existent-ainsi-dans-l'exclusion » et dont la valeur de la force de travail est ainsi dévalorisée.

Mode de production/surtravail/hommes-femmes/rapport de domination

Le résultat économique du travail domestique se matérialise dans le partage de la journée de travail. Mais la possibilité de cet abaissement du temps de travail nécessaire et de l'accroissement corrélatif du surtravail est *extérieure au procès de travail lui-même*. Cette croissance du surtravail ne se confond pas d'elle-même avec le procès de travail, c'est en cela qu'il lui faut pour exister *quelque chose de plus* que le rapport économique. Ce rapport de domination, on peut le nommer « patriarcat » à condition de ne pas tomber dans *l'illusion anthropologique d'une histoire du patriarcat*. Pour cela il faut rapidement revenir sur la combinatoire des rapports de production en mode de production et sur comment des rapports de domination peuvent se redévelopper sur la base du rapport capitaliste

Le concept de rapport de production désigne les rapports sociaux que les hommes entretiennent entre eux dans le procès de production de leurs conditions matérielles d'existence. L'ensemble cohérent de ces rapports constitue un mode de production. En tant que mode de production, cet ensemble cohérent de rapports de production inclut l'articulation des instances de domination et de représentation de la société comme totalité, c'est-à-dire l'aliénation de l'individu à sa communauté inhérente à toutes les formes d'exploitation (religion, État, politique, parenté...). Pris historiquement (chronologiquement) les rapports de production sont premiers, pris théoriquement, conceptuellement, c'est le mode de production. Même si historiquement la marchandise, la monnaie, la rente ou le crédit existent antérieurement au mode de production capitaliste, conceptuellement, c'est le mode de production capitaliste (ou capitalisme) qui définit ce que sont la marchandise, le travail salarié, le capital, le crédit, la rente...

Un mode de production est le résultat de la combinatoire de trois éléments : travailleurs, non-travailleurs, conditions de production. Le troisième élément se scinde en deux : moyens de production, moyens de subsistance. Entre ces trois éléments peuvent exister trois types de relations : propriété, possession, séparation. Chaque combinaison peut, dans sa mise en mouvement, s'effectuer de deux façons : coïncidence entre le procès de travail et l'extraction de surtravail ou non-coïncidence. *Les modes de production fondés sur la non-coïncidence sont ceux où l'exploitation ne peut être effective, ne peut se réaliser, sans être domination*. Ces modes de production passent essentiellement par la *domination*, l'exploitation inclut la domination. Ce n'est pas le cas du capitalisme.

Il faut définir les concepts de « domination » et « d'exploitation ». L'exploitation est un concept strict : appropriation par le non-travailleur d'un surplus matériel accumulable reproduisant et/ou élargissant le fonds permettant le renouvellement de l'opération. La domination est un concept beaucoup plus flou et polysémique. Il y a domination quand le travailleur est un *individu particulier*, c'est-à-dire dont l'appartenance à une communauté quelconque présuppose l'effectuation de son activité, cela inclut généralement la disjonction (spatiale/temporelle) du temps de travail en temps de travail nécessaire et surtravail. La domination est également pour les mêmes raisons un processus idéologique. En effet si l'exploitation acquiert, dans cette situation, un caractère d'évidence, c'est au prix de l'idéologie qui recouvre l'appartenance à la communauté.

Cependant des rapports de domination peuvent se redévelopper sur la base de l'exploitation capitaliste. Cela de deux façons : premièrement à partir de et dans l'exploitation elle-même, précisément dans la manière dont s'articulent les trois moments de l'exploitation (face-à-face de la force de travail et du capital en tant que capital potentiel ; subsumption du travail sous le capital ; transformation de la plus-value en capital additionnel) ; deuxièmement à partir des disjonctions existantes, dans le mode de production capitaliste lui-même, entre procès de travail et croissance du surtravail – c'est-à-dire sur la base qui conceptuellement détermine la domination. Le caractère jamais acquis de la transformation de la plus-value en capital additionnel et les disjonctions entre procès de travail et croissance du surtravail font que, à l'intérieur du rapport d'exploitation, le capital réapparaît comme domination, contrainte extérieure sur l'*individu*.

D'une part, nous avons, dans l'exploitation, la possibilité générale de l'existence d'un rapport de domination, d'autre part, la façon dont nous avons défini l'insertion du travail domestique dans la relation entre travail nécessaire et surtravail fait qu'il ne peut accroître le surtravail sans être pris dans un rapport de domination. Le rapport domestique est inclus dans le salaire, qui est la reproduction de la force de travail et de la « race des travailleurs ». De par la disjonction entre le procès de travail dans lequel est consommée productivement la force de travail et cette modalité de croissance du surtravail que représente le travail domestique, son effet ne peut être accaparé par le capitaliste *sans un rapport de domination*. Le rapport entre hommes et femmes n'est pas réductible à la contradiction entre les classes, les hommes n'agissent pas en contremaîtres pour le compte du vrai patron, le capitaliste, ils agissent pour leur propre compte en tant qu'hommes. *La domination masculine ne médie pas l'exploitation capitaliste*. Si cette domination accroît le surtravail c'est que surtravail et domination masculine, appropriation des femmes et de leur activité, sont donnés simultanément, *appartiennent au même concept de surtravail*. Mais c'est là exactement que le mode de production capitaliste a un problème avec les femmes.

Le mode de production capitaliste a un problème avec les femmes

Le mode de production capitaliste est le premier mode de production qui a un problème avec le travail et l'augmentation de la population comme « principale force productive ».

« Comme nous l'avons vu la loi du capital c'est de créer du surtravail, du temps disponible. Il ne peut le faire qu'en mettant en mouvement du *travail nécessaire*, c'est-à-dire en procédant à l'échange avec l'ouvrier. Sa tendance est donc de créer le plus possible de travail, en même temps que de réduire le travail nécessaire à un minimum. Le capital s'efforce donc à la fois d'augmenter la population ouvrière et de rendre une partie de celle-ci surnuméraire et inutile jusqu'à ce que le capital puisse l'utiliser. (C'est ce qui confirme notre théorie de la surpopulation et du capital en surplus). [...] Le capital ne peut surmonter la limite *naturelle* constituée par la journée de travail vivant qu'en plaçant *simultanément* une journée de travail à côté de l'autre, bref en accroissant dans l'espace le nombre *des journées de travail simultanées*. [...] C'est pourquoi le capital sollicite l'augmentation de la population : le procès réel de diminution du travail nécessaire permet de mettre en mouvement du travail nécessaire nouveau (et donc du surtravail).

Au demeurant, l'accroissement de la population augmente la force productive du travail, ne serait-ce qu'en permettant une division et une coopération plus grande du travail. L'accroissement de la population est une *force naturelle* du travail : elle ne se paie pas. À ce niveau, nous appelons *force naturelle* la *force sociale*. Toutes les *forces naturelles du travail en société* sont des produits historiques. [...] Ainsi, le capital s'efforcera d'augmenter la *population ouvrière* en même temps qu'il diminue constamment la partie *nécessaire* du travail de celle-ci (et en met une partie en réserve). Au reste l'augmentation de la population est l'un des moyens principaux de diminuer la partie nécessaire. *Au fond, tout cela n'est qu'une application de son rapport avec la journée de travail* » (Marx, *Fondements...*, t.I, pp. 355-356-357)

En conséquence de la définition de la *population ouvrière* comme force productive, les catégories hommes et femmes sont simultanément toujours reproduites, *absolument pas contingentes* (ce ne sont pas des « choix comportementaux » – Butler), mais, avec le mode de production capitaliste, ces catégories ne vont plus de soi, car c'est la population comme principale force productive qui, avec le capital, ne va plus de soi.

« Tant que la contradiction n'est pas apparue, les conditions, dans lesquelles les individus entrent en relation entre eux sont des conditions inhérentes à leur individualité, elles ne sont nullement extérieures et seules, elle permettent à ces individus déterminés et existant dans des conditions déterminées de produire leur vie matérielle et tout ce qui en découle, *ce sont donc des conditions de leur manifestation active de soi et elles sont produites par cette manifestation de soi*. En conséquence, tant que la contradiction n'est pas encore intervenue, les

conditions déterminées, dans lesquelles les individus produisent *correspondent donc à leur limitation effective, à leur existence bornée*, dont le caractère limité ne se révèle qu'avec l'apparition de la contradiction et existe de ce fait pour la génération postérieure. Alors cette condition apparaît comme une entrave accidentelle, alors on attribue à l'époque antérieure la conscience qu'elle était une entrave » (Marx, *l'Idéologie allemande*, Éd. Sociales, p. 98).

Avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » (celle de la population comme principale force productive), mais il est impossible d'y échapper sans une abolition de ce mode de production. Ce mode de production prépare en son sein une lutte de classe qui, abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser, c'est-à-dire ici être un « homme » ou une « femme ». L'apparition comme contradiction de la reproduction genrée de l'humanité est identique au rapport contradictoire du capital et du travail à l'intérieur du MPC, c'est-à-dire identique au capital comme contradiction en procès (*Fondements...*, t.2, p. 222). C'est pour cela qu'il faudra chercher à montrer comment c'est dans le travail féminin actuel que toutes les contradictions se nouent (cf. infra).

L'ABOLITION DE LA DISTINCTION DE GENRES

Le programmatisme aime les femmes

L'exploitation spécifique des femmes en tant que telles dans le mode de production capitaliste ne peut pas être comparée à des modes d'exploitation racistes de la force de travail dans la mesure où celle des femmes touche à la nature même du MPC dans son rapport au travail, elle se relie à la définition même de la valeur de la force de travail – dans son concept –, à la définition du surtravail et au rapport contradictoire pour lui-même du rapport du capital au travail et à la population. Si le marxisme et l'anarchisme, le mouvement ouvrier en général, ont toujours eu un problème avec les femmes, c'est que sans un dépassement du programmatisme cette spécificité est tout simplement in formulable, invisible, hors du champ des possibles.

Seule une théorie non programmatique de la lutte des classes et une théorie de la révolution comme abolition de toutes les classes, comme abolition du prolétariat et du salariat, peut prendre en compte l'antagonisme *interne* inclus dans le salaire comme reproduction de la force de travail et même plus, considérer que cet antagonisme interne est et devra être un élément déterminant de l'abolition du salariat. Il faut une critique du MPC et une théorie de la révolution non programmatiques qui ne considèrent pas le travail et l'augmentation de la population comme un fait naturel de toute production humaine pour saisir que c'est une construction sociale qui fait une différence *ayant un sens* de la différenciation des fonctions biologiques de la reproduction. Le pro-

grammatisme fait de la question un élément préhistorique ou préthéorique (la division *naturelle* du travail) ; le féminisme radical (non essentialiste ou différentialiste) en fait un tabou théorique naturaliste.

Dans sa spécificité, la lutte féminine est la condition *sine qua non* du dépassement de la lutte de classe programmatique. La position commune des hommes vis-à-vis du travail féminin est, dans le MPC, définitoire de la position du travailleur salarié (surtravail, salaire comme valeur de la reproduction de la force de travail). Tant que le combat demeure celui du travailleur salarié ou même le combat pour la libération du travail il contient en lui-même, dans le travail salarié, l'appropriation des femmes. La lutte de classe n'ira « d'elle-même » à l'abolition du prolétariat dans l'abolition du capital que dans la confrontation révolutionnaire avec la lutte féminine dans sa spécificité. La nature de cette spécificité de la contradiction entre hommes et femmes c'est le dépassement du grammatisme. Si nous revenons sur des luttes ou grèves spécifiquement féminines et sur les caractéristiques propres de l'activité des femmes dans les luttes révolutionnaires depuis la Révolution française ou même la Révolution anglaise, nous serions surpris d'y découvrir, en actes, les contradictions et les impasses du grammatisme – jusqu'à et y compris l'apparition du féminisme moderne dans les années 60/70. Une étude méticuleuse des mouvements révolutionnaires révélerait certainement que l'activité des femmes dans ces mouvements participe de l'impossibilité du grammatisme dans ses propres termes, de ses contradictions et de son dépassement.

Quelques grèves et révolutions

Hormis une participation aux combats, plus rare qu'une certaine légende née du caractère précisément choquant de cette présence le laisse entendre, la Commune de 1871 cantonne les femmes dans leur rôle social traditionnel (cantinières, ambulancières, employées des fourneaux et des hôpitaux). Il serait intéressant de voir s'il est possible d'opposer cette situation à leur rôle durant les premiers jours de la Commune.

Au tournant du siècle, Émile Pataud et Émile Pouget, syndicalistes révolutionnaires, écrivent *Comment nous avons fait la Révolution* (publié par erreur sous le titre *Comment nous ferons la Révolution*, Éd. Tallandier, sans date) qui se présente comme une tentative de description du fonctionnement de la société communiste. En guise de conclusion, le dernier chapitre a pour titre « La libération de la femme ». La « libération de la femme » c'est l'industrialisation des tâches ménagères comme si celles-ci lui étaient dévolues par nature, quant au reste... Dans une société fondée sur l'émancipation du travail, sa répartition et son organisation rationnelle, « la femme » en est exclue : « Dans l'organisation nouvelle, il avait été jugé inutile de fixer pour la femme – comme on l'avait fait pour l'homme, – l'obligation morale de fixer un temps de travail déterminé. On avait considéré que sa haute fonction de maternité possible la libérait de tous les autres devoirs sociaux » (*op. cit.*, p. 292).

Du syndicaliste révolutionnaire Pouget à Lénine le bolchévique, la « libération de la femme » c'est la rationalisation du travail productif par la collectivisation féminine des tâches domestiques. À aucun moment, les hommes ne sont concernés ni impliqués dans une redistribution des rôles. La question de la distinction de genres n'est pas attaquée à la base et aucune révolution programmatique ne peut le faire.

C'est Engels qui a posé les bases théoriques de la façon dont la question de la distinction de genres est posée dans le cadre du programmatisme : désagrégation de la famille bourgeoise avec la disparition de sa base économique ; renouveau de la famille après la révolution. Un extrait de *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'État* résume la chose. Après avoir expliqué que dans la classe bourgeoise, le souci de l'héritage et de l'appariement des fortunes règle le mariage, Engels poursuit : « L'amour sexuel ne peut être et n'est règle véritable des relations avec la femme que dans les classes opprimées, c'est-à-dire, de nos jours, dans le prolétariat, que ces relations soient ou non officiellement sanctionnées. Mais c'est qu'ici tous les fondements de la monogamie classique sont sapés. Il ne s'y trouve aucune propriété, pour la conservation et la transmission de laquelle furent précisément instituées la monogamie et la suprématie de l'homme ; il y manque donc tout stimulant pour faire valoir la suprématie masculine. [...] Et par surcroît, depuis que la grande industrie, arrachant la femme à la maison, l'a envoyée sur le marché du travail et dans la fabrique, et qu'elle en fait assez souvent le soutien de la famille, toute base a été enlevée dans la maison du prolétaire à l'ultime vestige de la suprématie masculine – sauf, peut-être encore, un reste de la brutalité envers les femmes qui est entrée dans les mœurs avec l'introduction de la monogamie.

« C'est seulement la grande industrie de nos jours qui a rouvert – et seulement à la femme prolétaire – la voie de la production sociale ; mais dans des conditions telles que la femme si elle remplit *ses devoirs au service privé de la famille* (c'est nous qui soulignons), reste exclue de la production sociale et ne peut rien gagner ; et que, par ailleurs, si elle veut participer à l'industrie publique et gagner pour son propre compte, elle est hors d'état d'accomplir *ses devoirs familiaux* » (Engels, *op. cit.*, pp. 69 à 78).

La femme au privé, l'homme au social, le caractère naturellement féminin des tâches domestiques (« devoirs ») : tout est présupposé dans la problématique d'Engels. La révolution c'est les femmes au travail productif et la socialisation des tâches domestiques pour leur permettre cette entrée massive dans le travail productif. Ce qu'Engels avait pourtant sous les yeux n'influe en rien sur son analyse : les femmes prolétaires entraient à l'usine et devaient en outre « accomplir leurs devoirs familiaux » mais plus encore, il n'échappait pas à Marx ou à Engels, par ailleurs, que cette entrée dans le travail productif, non seulement soulevait souvent l'hostilité des hommes mais encore loin de réaliser une « égalité » était la production de différences nouvelles (emplois sous-qualifiés, différences de salaires, travaux les plus répétitifs...), si bien que

l'usine non seulement ne pallie pas la soumission domestique, mais encore usine et soumission domestique se reproduisent et se légitiment l'une l'autre. Engels peut écrire de belles et fortes phrases sur « l'esclavage domestique » et sur les femmes comme étant « la classe prolétaire », mais en ne reliant l'asservissement des femmes qu'à la monogamie et celle-ci à l'héritage, en conséquence les ménages prolétaires sont censés échapper à cette situation. Il est remarquable que même les faits qu'Engels ou Marx sont capables de décrire et d'analyser quand il s'agit d'économie ou de décrire une réalité sociale, sortent de leur champ théorique possible quand il s'agit spécifiquement de la question de la définition et de la relation entre les sexes. C'est la « révolution sociale » telle qu'elle est pour eux et leur époque qui produit cette cécité.

Toute l'évolution postérieure à la révolution n'est plus alors que affaire de mœurs et de mentalités, terrain sur lequel Engels refuse expressément de s'aventurer (p. 79). C'est là que, dans la révolution russe, Kollontaï perçoit que se situe un problème qu'elle n'aborde que sous cet angle des mœurs et des mentalités. Elle voit, *d'expérience*, que cette problématique d'Engels (reprise par Bebel), n'aboutit pas d'elle-même, dans la révolution sociale, à l'émancipation de la femme, mais c'est sur la base même de la limite de cette perspective qu'elle cherche à la dépasser. La base économique, vue comme la monogamie dans le cadre de la propriété privée, ayant été supprimée, la suite doit être affaire de mœurs et de mentalités, c'est la seule voie que la problématique même laissait ouverte pour comprendre sa propre insuffisance quand celle-ci apparaissait, à la suite de la révolution, tant pratiquement que théoriquement.

En Espagne, dans le processus même de la guerre civile et avec la constitution du groupe anarcho-syndicaliste *Mujeres libres*, les choses se compliquent. Le premier groupe de *Mujeres libres* est formé en 1934. Alors que les fondatrices pensent que le déclenchement de la guerre civile va mettre un terme à leurs activités, c'est à ce moment-là que le mouvement prend une réelle extension populaire et sort du groupe d'intellectuelles qui l'avait fondé : « La guerre a rompu les murs de l'antique foyer » reconnaissent-elles. Il y a ici un point fondamental : si la contradiction contenue dans le rapport entre hommes et femmes n'est pas soluble dans la lutte des classes, c'est cependant cette dernière qui peut massivement la mettre sur la table. Même si les contradictions ne se confondent pas, leur ordre et leur dépendance sont déterminés par les rapports au sein de la société capitaliste.

Tout au long de leur existence les groupes *Mujeres libres* sont en butte à la condescendance si ce n'est à l'hostilité des autres composantes du *Mouvement libertaire* (ML). Ce dernier, en octobre 1938, refuse l'adhésion du mouvement au ML au motif suivant : « Une organisation féminine serait pour le mouvement un élément de désunion et d'inégalité et cela aurait des conséquences négatives pour l'essor des intérêts de la classe ouvrière. » Cependant, si ce n'est par sa simple existence dans la sphère *publique* (là est la dynamique), *Mujeres libres* ne remet que très marginalement en cause les rôles sociaux

constituant la distinction de genres. Les déclarations contre l'asservissement du foyer sont très claires, mais c'est pour mettre l'effectuation des tâches attachées au foyer domestique « au service de la collectivité et non d'un seul individu ». Il s'agit de mettre en avant les « compétences maternantes » et les « valeurs féminines » : soins aux réfugiés, aux blessés, aux orphelins, création d'écoles, de dispensaires... « La femme en tant que compagne de l'homme, en tant que mère, mais aussi en développant sa propre personnalité doit influencer l'épanouissement de l'être humain » (*Mujeres libres*, décembre 1938). Quand l'anarchiste Emma Goldman envoie un message de soutien au mouvement, elle écrit : « Le sexe féminin est le plus important parce qu'il perpétue l'espèce. »

Il s'agit de créer, dans la lutte, les conditions sociales et culturelles du dépassement du « patriarcat », la lutte féminine est destinée à faire entrer dans la révolution la « solidarité », valeur féminine, comme « ciment social de la lutte ».

Nous pouvons critiquer toutes les limites de *Mujeres libres* et certaines critiques furent exposées sur le moment même, cependant cette revendication de la « solidarité », « valeur féminine », comme « ciment social de la lutte » s'inscrit, pour *Mujeres libres*, dans une critique de la « révolution linéaire ». C'est-à-dire d'un processus révolutionnaire séparant son but des modalités mêmes de sa recherche et de sa réalisation. En bref, de ses moyens. En cela, un mouvement comme *Mujeres libres* déstabilise de l'intérieur le programmatisme, il manifeste ses contradictions internes et son impossibilité dans ses propres termes. *Mujeres libres*, comme on l'a vu, ne remet pas radicalement en cause la distinction de genres et les rôles sexuels. Si la révolution c'est l'émancipation du travail, elle conserve la proclamation de la population comme principale force productive (cf. Goldman et Kollontaï). La production de cette force productive doit être elle-même émancipée, rationalisée, libérée, sans être, en tant que telle, remise en cause, ce qui ne peut pourtant être évité de par ce qui est contenu dans cette « émancipation », cette « rationalisation » : l'apparition *publique* des femmes.

C'est sur des questions de sexe, dans son acception la plus « immédiate », que se fait, dès le début de l'année 37, le renvoi des femmes du front et la remise en ordre de la distinction de genres, un instant bouleversée par sa simple apparition publique. La libération du travail signifie que la production de travailleurs devient l'acte fondateur consciemment reconnu de la société (cf. Emma Goldman). Cela signifie des hommes et des femmes qui, en tant que telles, existant comme femmes, sont à contrôler par les sentiments, l'amour, la conjugalité, elles sont à conserver, en tant que femmes, *au service du travail libéré*. Le refus de la libération des relations sexuelles dans la révolution n'est pas qu'une question de morale et de préjugés : le sexe produit des travailleurs (libres). C'est, dans son fondement, un problème de cul.

On peut poursuivre les aventures des femmes, des hommes et de la lutte de classe avec ce que montrent les grèves féminines.

Une grève d'ouvriers est une grève ; une grève d'ouvrières est une grève de femmes. Le caractère sexué de la grève est incontournable, tant par la façon dont les ouvrières elles-mêmes poursuivent et comprennent leur grève que par l'attitude de leurs adversaires : patrons, encadrement et parfois ouvriers et syndicats. Le plus souvent, dans leur cours, les grèves entérinent et reproduisent la condition féminine et la distinction de genres plus qu'elles n'amorcent une remise en cause de celles-ci. La condition d'épouse et de mère des ouvrières ne s'arrête pas à la porte de l'usine, même en grève, comme on a pu le voir très récemment lors de la grève des hypermarchés.

Xavier Vigna dans *L'Insubordination ouvrière dans les années 68, essai d'histoire politique des usines* (Presses universitaires de Rennes) consacre un important chapitre aux grèves féminines. « Si toute grève rompt avec l'ordre usinier et marque ainsi une transgression, les grèves féminines redoublent l'effraction. Elles s'affrontent en effet à l'ordre usinier et à la division sexuelle des rôles qui assignent aux femmes la soumission et le statut de dominées. Ces grèves mettent en œuvre une opposition multiple avec certains hommes. Tout d'abord, la direction d'une entreprise présente toujours des figures masculines qui cristallisent l'animosité des grévistes. [...] De plus, dans l'habillement et la confection en particulier, les ouvrières grévistes mènent l'action sans et bien souvent contre les ouvriers, coupeurs ou régleurs, qui bénéficient d'une considération et par là de salaires supérieurs. Dans la grève de PIL à Cerizay, à la CIP à Haisnes, et chez Scalpen à Quimper à l'été 1976, un homme seulement se joint aux ouvrières ; à Cerizay toujours, ce sont des hommes qui évacuent violemment des locaux de l'entreprise les grévistes venues négocier. Ainsi ces grèves féminines avivent une opposition féminin/masculin, qui recoupe souvent l'opposition OS/OP à l'intérieur du groupe ouvrier de l'entreprise considérée » (*op. cit.*, pp. 117-118).

Depuis le XIX^e siècle, les grèves féminines suscitent un discours qui met en cause la sexualité des grévistes et jette ainsi l'opprobre sur ces dernières. La transgression que la grève opère serait alors la preuve d'une moralité déplorable, d'une sexualité dissolue.

Contrairement à toute la vulgate sur l'universalité de la lutte de classe, les luttes des ouvrières ne font pas disparaître, loin de là, leur situation de femmes. On peut même penser que dans la condition ouvrière et par elle est renforcée la subordination de la condition féminine. C'est « en tant qu'ouvrières » que les femmes aboliront leur condition, mais seulement contre leur condition d'ouvrières.

Le travail féminin dans le capital restructuré

La montée inexorable du travail féminin suit, apparemment paradoxalement, la crise de la fin des années 60 et le cours de la restructuration qui s'ensuivit. Le développement du travail féminin suit la destruction de l'identité ouvrière, le développement de la précarité et de la flexibilité dont elles sont les premières victimes. Le travail à temps partiel c'est avant toute chose du travail féminin. On ne peut parler de la croissance du travail des femmes sans en considérer immédiatement le contenu qualitatif dans le mode de production restructuré à l'issue de la crise. En parler de façon simplement absolue, quantitative, c'est passer à côté de sa signification. Dans le mode de production capitaliste restructuré, la montée du travail féminin participe de l'instauration de la porosité entre chômage et emploi et de la démultiplication sur un plus grand nombre de têtes de la masse globale du travail nécessaire.

Les femmes existent. Elles existent au moment où la porosité entre emploi, précarité, chômage devient dominante et où l'action du prolétariat peut renverser l'ordre de la définition réciproque entre chômage et emploi avec toutes les conséquences que cela peut avoir pour le cours révolutionnaire de la lutte de classes. Jusqu'à la période actuelle, soit elles étaient exclues du cadre institutionnel de la définition de l'emploi salarié et du chômage de par les secteurs et les modes d'activité qui leur étaient dévolus dans la division sociale du travail, soit le mode de régulation traditionnel du chômage féminin était encore efficient, soit elles étaient subordonnées à l'emploi de l'époux et leur chômage disparaissait.

Avec la crise, l'emploi féminin n'a pas fonctionné comme « armée de réserve », bien au contraire celui-ci augmente au lieu de régresser. Le travail féminin confère même dans ses caractéristiques spécifiques la coloration générale des nouvelles modalités de l'emploi qui se mettent en place dans la crise et la restructuration. De toute façon, dans ces nouvelles modalités de l'exploitation du travail vivant par le capital, c'est *la notion même d'armée de réserve qui est devenue caduque*. « Ce que l'on observe de façon tout aussi prononcée, c'est la ténacité des mécanismes de discrimination, de division sexuelle du travail et c'est aussi l'apparition de nouvelles formes d'inégalités. Si la crise de l'emploi n'a pas, comme dans d'autres périodes, chassé les femmes de l'emploi, si elle ne les a pas renvoyées dans leur foyer, elle a accentué leur vulnérabilité aux intempéries du marché du travail. Si bien que l'on voit *se recréer, et pas seulement se perpétuer*, des différences entre hommes et femmes qui vont complètement à contre-courant de l'irrésistible montée de l'activité féminine. La féminisation du marché du travail ne s'est pas accompagnée d'une mixité du monde du travail. Les professions féminisées ont continué à se féminiser, les métiers masculins sont restés des "métiers d'hommes", des bastions imprenables. [...] La concentration des femmes dans un tout petit nombre de secteurs d'activité reste un des traits dominants de la structure de l'emploi » (Margaret Maruani, *Emploi des femmes : un tableau contrasté*, in AC : *Données et arguments*, t.2, p. 106, Éd. Syllepse)

Et si ces différences entre hommes et femmes, loin d'aller à contre-courant de « l'irrésistible montée de l'activité féminine », en étaient la principale raison ? Poser la question c'est y répondre. Le travail féminin est un condensé des nouvelles modalités de l'emploi dans la mesure même où ce sont ces nouvelles modalités qui font qu'elles restent sur le marché du travail et qu'elles y prennent une place de plus en plus grande. Le temps partiel est la grande spécificité du travail féminin dans la période actuelle. Le temps partiel est devenu la figure moderne de la division sexuelle du marché du travail. En France, les femmes représentent près de 85 % des personnes qui travaillent à temps partiel.

Il n'est donc pas étonnant que, bien que représentant 45 % de la population active, les femmes *semblent toujours invisibles*. Des grandes conférences sur l'emploi aux diverses négociations de conventions collectives interprofessionnelles, on cherche vainement la moindre mention particulière sur les femmes, si ce n'est, sans les nommer, les mesures incitatives au temps partiel. Cet « oubli », c'est finalement la reconnaissance de la généralité de leur position « particulière ». En 1998, par leur présence massive dans la lutte des chômeurs et précaires, c'est le renversement historique de la définition réciproque entre chômage et emploi salarié, comme enjeu de la lutte de classe, qui était affirmé.

Pour parodier Marx dans les *Manuscrits de 1844*, on pourrait dire : dans cette présence des femmes dans le prolétariat apparaît de façon sensible, réduite à un fait concret, la mesure dans laquelle sa lutte en tant que classe est devenue sa propre remise en cause, ou celle dans laquelle sa remise en cause est devenue son existence comme classe. Du caractère de cette présence résulte la mesure dans laquelle le prolétariat est devenu pour lui-même quelque chose de contingent, et se saisit comme tel ; *le rapport de la situation des femmes à l'exploitation comme définition du prolétariat est le rapport le plus « naturel » du prolétariat à sa négation*.

Nous avons dit qu'avec le mode de production capitaliste, la contradiction « *est apparue* » (celle de la population comme principale force productive). Ce mode de production prépare en son sein une lutte de classe qui, abolissant le capital, ne pourra échapper à la question, pour chacun, des « conditions inhérentes à son individualité », question déterminée par cette « contradiction apparue » et à dépasser. C'est peut-être dans la situation du travail féminin dans le capital restructuré que la contradiction apparaît. Le travail féminin exprime la situation générale en tant que travail féminin, c'est-à-dire toutes les contradictions de l'exploitation capitaliste dans son rapport au travail au travers de la domination spécifique sur les femmes résultant de ce rapport même du capital au travail (toujours nécessaire ; toujours de trop). C'est donc, à partir de la lutte de classe, au niveau de l'exploitation, que peut être dépassé le rapport hommes-femmes, parce que ce rapport le contient, et que dans la façon dont il le contient toutes les contradictions ont été réunies.

« L'humanité ne se pose que les questions qu'elle peut résoudre », mais poser une question ce n'est pas la résoudre

La situation et la lutte des femmes contre la domination masculine possède objectivement un contenu et une base spécifiques, elle est simultanément à l'intérieur et en relation (jamais confondue) avec la contradiction entre prolétariat et capital. Cette base est celle de la lutte contre leur appropriation par tous les hommes qui est constitutive de l'exploitation et sans laquelle la lutte contre l'exploitation ne peut dépasser l'affirmation et la libération du travail (principale force productive qui serait enfin reconnue comme telle). *Lutte non seulement spécifique mais déterminante dès que la perspective d'abolition du capital est celle de l'abolition de toutes les classes, et elle ne peut le devenir qu'avec cette lutte spécifique.* Dans la lutte spécifique contre la domination masculine c'est le dépassement du programmatisme qui existe ou au moins qui est en jeu. Ce n'est pas par hasard que le « second féminisme » apparaît à la fin des années 60 et se développe au début des années 70 sur les limites et l'échec des années 68.

Dire qu'il ne peut y avoir de révolution comme communisation sans abolition des hommes et des femmes, ne veut pas dire que puisque la révolution ne peut plus être que communisation la question sera donc résolue. Cela signifie que la révolution comme communisation peut aller à l'échec. La révolution comme communisation est le processus social permettant de parvenir à la situation où la distinction entre les sexes n'a plus de pertinence sociale, mais il ne faut pas confondre la *construction de la question* dans la révolution comme communisation et la *nécessité de sa résolution*.

C'est une vision totalement sclérosée de ce qu'est l'extension et l'approfondissement d'une lutte que de considérer que la constitution propre d'un groupe de femmes est forcément identitaire et une limite de cette lutte. Ce groupe n'invente pas le problème qui le constitue en tant que groupe particulier face au problème général de la lutte, il naît de la question que la différence des « sexes » a fait apparaître au cours de la lutte. Il est souvent bon que la contradiction apparaisse. Ceux qui accusent ce type d'action de battre en brèche l'universalisme du prolétariat oublient que si ce type d'action existe c'est justement pour combattre la vision « essentialisante » et/ou hostile qui peut se développer dans le cours même de la lutte (cf. le mouvement *piquetero* et la longue histoire du programmatisme). Seule une théorie pour laquelle la révolution est l'abolition de toutes les classes peut regarder en face ces problèmes et ne pas les traiter comme des entraves circonstancielles ou accidentelles, juste comme quelque chose à dépasser au plus vite.

On ne peut faire comme si les différences, les segmentations ne reposaient sur rien, n'étaient pas objectives vis-à-vis d'une entité supérieure : la situation commune d'exploités. L'unité ne se fera pour le prolétariat que dans son abolition, ce qui ne pourra aller sans conflits internes du fait de sa reproduction

toujours impliquée par celle du capital jusqu'à son abolition. Ce sera une question intriquant la révolution et la contre-révolution.

Il y a une domination des femmes non seulement dans la famille mais à l'échelle de toute la production et de la reproduction du capitalisme. Les hommes en retirent toutes sortes de bénéfices matériels (modes de vie, segmentation du marché du travail) qui sont internes, définitoires de leur existence de travailleur salarié. Tant que globalement la classe ouvrière (hommes et femmes) lutte pour la défense de sa condition ou même pour son émancipation (programmatisation), la question de la domination masculine n'est posée que marginalement, au mieux en termes de revendication féminine de l'égalité qui en tant que telle ne peut aller qu'à l'échec et ses actions participent de l'impossibilité dans ses propres termes de la révolution programmatique, de l'émancipation du travail (on pourrait considérer l'activité féminine dans les révolutions comme le marqueur de leur échec).

La révolution comme communisation met pratiquement le problème de la distinction de genres comme inhérente à l'exploitation sur la table. Cependant, même si domination masculine et exploitation capitaliste sont construites socialement de façon coextensive (nature du surtravail et rapport salarial), même si l'abolition de l'une ne peut aller sans l'abolition de l'autre, les contradictions qui portent leur dépassement ne sont pas identiques. *La lutte des femmes contre la domination masculine n'est pas soluble dans la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste.* Si on peut dire que la contradiction entre le prolétariat et le capital, dans son devenir révolutionnaire comme communisation, mettra la distinction des genres (forcément hiérarchique) sur la table, *elle ne porte pas en elle, en tant que telle, le dépassement de cette question, auquel sa réussite est pourtant suspendue.* La constitution du groupe femmes en humanité seconde, en « deuxième sexe » est irréductible *a priori* à la contradiction entre le prolétariat et le capital. Cette dernière porte en elle-même le dépassement de toutes les classes, l'abolition de la propriété, de la division du travail, de l'échange et de la valeur, du travail, de l'économie, la production de rapports entre individus les définissant dans leur singularité, mais elle n'a pas, *en elle-même*, les moyens de la réalisation de ce qu'elle porte.

L'appropriation des femmes, c'est-à-dire la contradiction qui construit et oppose les hommes et les femmes, est inscrite dans l'existence même du surtravail, mais *les groupes sociaux que cette appropriation construit contradictoirement ne sont pas identiques aux classes* (prolétaires et bourgeois) que la contradiction fondée sur le surtravail (exploitation) oppose. La question est unique, abolition du surtravail, mais les protagonistes de sa résolution sont reliés entre eux par des contradictions différentes. La distinction genrée de l'humanité est sous-entendue, incluse, dans la contradiction entre le prolétariat et le capital, mais celle-ci, strictement en tant que contradiction entre des classes, ne porte pas le dépassement de cette distinction. Cette distinction définit un « groupe » dominé, les femmes, dont la domination est essentielle à l'exploitation mais

qui lui-même *n'est pas une classe* et dont l'objet de lutte propre est la domination masculine et la partition sexuée de la société. Le fait que la constitution de ce groupe soit essentiellement liée à toutes les contradictions entre les classes fait que son entrée en scène est *toujours liée aux périodes révolutionnaires*, et que toutes les femmes simplement parce qu'elles sont femmes ne participent pas à la lutte de ce groupe. La « bourgeoise » peut participer en tant que femme à la lutte féministe tant que celle-ci demeure dans la problématique de l'égalité ou du différentialisme, mais dans la lutte féminine même un clivage doit apparaître s'il s'agit de l'abolition de la division genrée de l'humanité elle-même qui, elle, est intrinsèque au surtravail. La fin du surtravail c'est la fin de la division genrée de l'humanité et elle ne sera cette fin que comme fin de cette division.

L'augmentation de la population comme principale force productive, fondement de toutes les formes de surtravail, définit, dans une société de classes, une partition antagoniste de la société dont les éléments *ne sont pas immédiatement ceux qui s'opposent dans l'extraction de ce surtravail*. C'est en cela que la contradiction qu'est l'exploitation ne peut que mettre sur la table la question de la distinction de genres, mais ne porte pas immédiatement en elle-même les moyens et les forces sociales réalisant son abolition comme communisation. À tout point de vue, la communisation sera une révolution dans la révolution.



ANNEXES :

GENRE — CLASSE — DYNAMIQUE

Toutes les sociétés reposent au premier abord sur une double distinction : distinction de genres, distinction de classes.

Cette dualité de distinctions organisant toutes les sociétés n'est pas fortuite : le concept de surtravail unifie (articule) cette double distinction. Dans tous les modes de production jusqu'à aujourd'hui, le travail, c'est-à-dire l'augmentation de la population, est la principale force productive (et, tant que quelque chose sera force productive il le demeurera). Distinction de genres et distinction de classes sont données dans le concept de surtravail (tout cela est développé dans le premier chapitre du texte).

Le mode de production capitaliste est le premier mode de production qui a un problème avec le travail et l'augmentation de la population. D'autres modes de production ont eu des problèmes avec l'augmentation de la population, mais c'étaient des problèmes épisodiques de régulation et non une question même de dynamique. Aucun mode de production avant le capital n'avait pour dynamique de créer du travail nécessaire *pour* l'abolir. La distinction de genres dans ces modes de production peut être (très) insatisfaisante, mais elle

n'est pas une contradiction car elle définit pour chaque individu des *conditions inhérentes à son individualité*.

Pour que le surtravail soit le lieu d'une double contradiction, il faut bien sûr la distinction entre le travailleur et le non-travailleur comme contradiction (ce que l'on trouve dans tous les modes de production), mais il faut aussi la dynamique contradictoire entre surtravail et travail nécessaire, ce que seul le mode de production capitaliste inaugure. Cette dynamique contradictoire qui est celle du mode de production capitaliste fait passer la distinction de genres de condition inhérente à l'individualité à un statut contingent et problématique. La contradiction est apparue à l'intérieur même de cette distinction (sur « condition inhérente à l'individualité » et « contradiction apparue », cf. *Idéologie allemande*). Cette *contradiction apparue* contient simultanément, en elle-même, la condition et les modalités de son expression (de son discours, de sa pratique) : la contingence des définitions sociales pour chaque individu, son abstraction, son universalité/singularité. Contingence de la définition de classe, contingence de la définition de genre. Il n'y a plus d'individu objectif (cf. *Formen...*). Attention, la contingence elle-même n'est pas contingente, mais structurelle, définitoire de la définition des individus, elle est nécessaire. Elle ne renvoie pas à un individu, personne qui pourrait appartenir ou non à une classe ou à un genre. La contingence elle-même ne peut pas ne pas être.

Contingence de la définition de genre, contingence de la définition de classe ont une *raison d'être* identique (« raison d'être » n'est pas synonyme de « contenu » : la *raison d'être* désigne chez Hegel le *fondement* c'est-à-dire la réflexivité de l'essence d'un particulier dans son autre, cet autre est sa raison d'être dans la mesure où la différence est celle avec son autre qui le définit dans sa singularité parce que relation à cet autre : cet autre est alors sa raison d'être ou fondement). Cette raison d'être identique c'est la contradiction surtravail/travail nécessaire qui pose (les médie l'une dans l'autre) aussi bien la contingence de la définition de genre que de classe (travail comme principale force productive ; augmentation de la population). *À ce niveau on ne peut pas encore dire que la contingence du rapport de classes est la dynamique du rapport de genres*. En effet, à ce niveau, les deux sont si indissociables que se servir de l'un pour définir l'autre est impossible sous peine d'être purement tautologique. Il s'agit donc de les différencier.

Le surtravail est la substance et le concept des deux distinctions ; la contradiction entre surtravail et travail nécessaire est le concept de leur contingence. C'est la mise en mouvement de cette contradiction qui, dans le mode de production capitaliste, où seulement elle existe, dissocie la double distinction de classes et de genres. Cette contradiction (surtravail/travail nécessaire) est une contradiction en procès, c'est-à-dire qu'elle possède en elle-même, comme contradiction, la nécessité et la capacité de sa propre reproduction.

Le travail salarié est la médiation entre la pure subjectivité du travail (non-objectivité du travailleur dans le mode de production capitaliste ; situation de

sans-réserves) et les conditions et moyens de travail comme objectivité. Le travail salarié est l'abolition de la séparation à l'intérieur de la séparation, l'abolition de la contingence à l'intérieur de la contingence. Mais ce mouvement a une condition *sine qua non* : l'existence et la reproduction de la distinction de genres. Et cela doublement.

Premièrement, en ce que, par définition, le travail salarié inclut la création, la distinction et la hiérarchie des sphères publique et privée, production et reproduction. La reproduction de la force de travail est l'affaire privée du travailleur, étrangère à son activité productive, elle inclut la reproduction de la race des travailleurs, l'arrondissement des femmes et leur privatisation (propriété privée/renvoyées au privé). Le salariat suppose la reproduction comme affaire privée de la race des travailleurs et l'appropriation singulière des femmes (chacun la sienne). Cette appropriation les définit dans le privé. Par définition du genre dans le concept de surtravail et de la population comme principale force productive, le genre femme est défini du côté de la reproduction. De ce point de vue le salariat est masculin (il faudra revenir sur ce que signifie la salarisation des femmes dès les origines du mode de production capitaliste).

Deuxièmement, ce mouvement de la contradiction entre surtravail et travail nécessaire, comme contradiction en procès, suppose la suppression de la contingence de la distinction de genres. Dans la contradiction en mouvement, cette contingence existe pour ne pas exister : le travail comme matière exploitable qui crée la distinction de genres est la base constamment occultée de la contradiction entre surtravail et travail nécessaire. C'est la valeur relative du rapport entre surtravail et travail nécessaire qui est en jeu (un plus ou un moins) et non la valeur absolue (sans signe plus ou signe moins) de ce rapport : le travail comme force productive et matière exploitable. Ce mouvement suppose donc une naturalisation de la distinction de genres. De ce point de vue, la contradiction en procès a donc pour prérequis la distinction de genres.

Il s'ensuit de la mise en mouvement de la contradiction et de ces deux points que la distinction de classes et la lutte des classes ne font pas apparaître d'elles-mêmes la distinction de genres comme contingente (comme contradiction apparue, c'est-à-dire malheur de l'individualité ou individualité malheureuse). Non seulement ce mouvement a pour condition l'existence de la distinction de genres, mais encore sa naturalisation, la disparition de sa contingence (c'est à partir du XVI^e, qu'en Occident, on assiste à la naturalisation du rapport de genres comme essence des personnes et non comme somme de comportements, l'individu objectif n'a pas besoin d'être naturalisé, il est toujours déjà défini, ce qui le caractérise et le distingue ce n'est pas une essence mais des comportements, la naturalisation, quant à elle, est le complément de l'abstraction et de l'universalité).

Le rapport de genres est une contradiction entre les hommes et les femmes. En tant que telle, cette contradiction est *dans* la lutte des classes *contre* la lutte des classes. Dans une société de classes, la distinction de genres est sans cesse

occultée comme sociale, elle en est le présupposé que cette société naturalise. La contradiction entre hommes et femmes conquiert son existence dans la lutte des classes contre celle-ci, plus précisément contre leur reproduction conflictuelle. Le prolétaire (homme) qui lutte en tant que tel contre le capital reproduit dans sa lutte en tant que prolétaire la distinction de genres et la contradiction entre hommes et femmes. Si l'on peut dire que la dynamique de la distinction de genres c'est la contingence du rapport de classes, cela n'est que dans la mesure où elle est *directement* ce qu'elle est : une contradiction entre hommes et femmes seulement par où la contingence de l'appartenance de classe existe.

La distinction de genres hiérarchique et contradictoire est la contingence de l'appartenance de classe, celle-ci n'existe pas ailleurs (une égalité est toujours réversible, mais elle a toujours un sens d'énonciation où elle est plus expressive). La racine de la contingence de l'appartenance de classe qui existe dans la contradiction entre surtravail et travail nécessaire c'est le fait même que le travail soit la principale force productive. Dans la distinction de genres, c'est le travail comme force productive et matière exploitable qui est l'enjeu de la contradiction, c'est-à-dire crûment l'appropriation des femmes par tous les hommes (salariés et capitalistes). Cet enjeu, c'est la relation même qu'en tant que tel, travail, il inclut entre surtravail et travail nécessaire et non le mouvement de cette contradiction comme contradiction en procès. Ce n'est pas de la place du curseur dont il s'agit mais de l'objet sur lequel le curseur s'applique et qui fait que le curseur peut exister.

Dans le cours historique, la contradiction entre hommes et femmes reçoit de la lutte des classes son billet d'entrée : la Révolution anglaise, 1789, 1830, 1848, l'anarchisme au tournant du siècle, la période d'après 1968 (à suivre Joan Scott – *La Citoyenne paradoxale* –, l'histoire du féminisme semble une illusion). Il faut une certaine pression dans la lutte de classes (le terme de « pression » est vague, il est ici seulement à titre évocateur, il faudrait définir les critères) pour que la naturalisation de la distinction de genres qu'elle présuppose n'aille plus de soi (ce « ne plus aller de soi » est de toute façon un critère de cette pression). Mais alors, à ce moment là, c'est la dynamique propre de cette distinction de genres qui apparaît contre le cours, même « radical » et « violent », des classes luttant en tant que telles. L'affaire ne s'arrête pas là.

La lutte de classes est un jeu où ce serait toujours le même qui gagne si ce n'était que ce jeu produit l'abolition de sa règle (cf. *TC 20* et en résumé : « De la contradiction entre le prolétariat et le capital à la production du communisme ») : l'exploitation est une contradiction pour elle-même. « C'est l'objet comme totalité, le mode de production capitaliste, qui est en contradiction avec lui-même dans la contradiction de ses éléments, parce que cette contradiction à l'autre est pour chaque élément une contradiction à soi-même, dans la mesure où l'autre est *son* autre. »

Mais le contenu et la résolution de cette contradiction à soi-même en tant que contradiction même entre les classes, c'est l'irruption de la distinction de genres et de la contradiction entre hommes et femmes. Celle-ci est alors là, à l'intérieur même de la lutte des classes, massive et surtout spécifique.

Paola Tabet (*L'Arraînement des femmes*) montre que « la reproduction est le terrain de base des rapports sociaux de sexes ». C'est là le terrain, la substance et la dynamique de la contradiction entre hommes et femmes qui peut, avec le mode de production capitaliste, se développer en tant que telle, pour elle-même. Sa dynamique, sur le terrain de la reproduction, c'est le travail dans le mode de production capitaliste (toujours nécessaire, toujours de trop), la contradiction entre hommes et femmes ne se confond pas avec la lutte des classes, mais la conjonction des deux n'est pas fortuite ni théoriquement, ni événementiellement au cours de l'histoire.

Dans sa contradiction avec le capital, le prolétariat est en contradiction avec lui-même et cela peut même apparaître, dans les luttes, à l'intérieur de son action en tant que classe, c'est-à-dire comme un écart à l'intérieur de la limite (agir en tant que classe). Mais, dans le cours des luttes, c'est la contradiction entre hommes et femmes, parce que son terrain spécifique est la reproduction (avec tout ce que ce terrain comporte : essentiellement la séparation entre public et privé qui est alors nécessairement mise en jeu) qui permet de franchir le pas au-delà de la limite parce que ce n'est plus seulement de luttes entre classes dont il est question mais de leur existence même en ce qu'apparaît alors que c'est le travail lui-même comme force productive qui est la substance de la contingence de l'appartenance de classe. Les révolutions populaires (Révolution anglaise, Révolution française, révolutions à tendance double – Marx : *La Nouvelle Gazette rhénane* ; Trotsky : *La Révolution permanente* ; Guérin : *Les Luttes de classes sous la Première République* -) ou les révolutions ouvrières ont toujours signifié leur retournement sur leurs limites par le renvoi des femmes « à leur place ».

Cette conjonction n'est pas *fortuite* pour les raisons que nous avons vues, mais pour les mêmes raisons, elle n'est pas non plus *nécessaire*. Il faut que la contradiction entre hommes et femmes s'impose dans et surtout contre la lutte des classes (le jeu réflexif des classes en lutte), il faut que le prolétariat, contre le capital, en arrive, dans sa lutte en tant que classe (limite), à se remettre en cause, pour que cette contradiction puisse l'affecter. C'est-à-dire pour que la conjonction ait un sens pour l'une et l'autre contradiction. C'est le travail des luttes.

Déjà une lutte de femmes, même sur des revendications ordinaires qui en elles-mêmes n'ont rien de particulièrement « féminines » (salaires, conditions de travail, licenciements...) n'est jamais *seulement* une lutte ou une grève, mais toujours une lutte ou une grève *de femmes*. En effet, la contradiction entre hommes et femmes n'en est jamais absente : qu'elle soit pratiquée en tant que telle ou seulement présente dans ses thèmes. Tout mouvement de femmes met

en jeu (ou simplement fait apparaître) la question de la séparation des sphères publique et privée (mettre en jeu leur séparation, c'est mettre en jeu leur existence même qui n'est que séparée) constitutive du salariat ; la question de la subsistance, de la solidarité et du travail improductif-reproductif, c'est-à-dire de l'organisation de la vie malgré l'échange ; la question de la sexualité (une apparition publique ostensible est toujours attachée à une sexualité déviante) ; enfin le plaisir d'être ensemble non seulement en tant qu'ouvrières ou employées, mais en tant que femmes.

Même la participation des épouses, compagnes, mères, sœurs, etc. à des luttes d'ouvriers (mâles) modifie radicalement le contenu et les enjeux de ces luttes (on ne comprendrait pas la longue grève des mineurs anglais sans tenir compte de cela).

Que ce soit dans leurs luttes propres ou dans celles d'ouvriers mâles, quand les femmes interviennent, même sur le terrain direct de la revendication ordinaire, il y a toujours autre chose que le jeu réflexif entre les classes qui apparaît.



CAMARADES MAIS FEMMES

La question de la révolution comme abolition des classes et des genres pose un certain nombre de questions et de problèmes qui renvoient à l'articulation entre luttes de classes et luttes de femmes. Un des problèmes qui se pose à nous c'est que le point de départ de ce texte, qui se situe dans un travail encore en cours et qui depuis a connu des réaménagements et des avancées, est la nécessité de l'abolition des genres dans la révolution comme communisation. De là, on est amené à penser la question de l'articulation entre luttes de classes et luttes de femmes, entre l'exploitation capitaliste et la domination masculine, entre féminisme et programmatisme... Le point de départ de ce texte ne se situe donc pas dans les luttes actuelles et la structure du rapport telle qu'elle s'y manifeste.

Or, si l'on pose que l'abolition des genres sera une révolution dans la révolution, cela suppose une dynamique propre qui ne se résume pas à celle de la lutte de classes même lorsque celle-ci se retourne contre elle-même. D'autre part, si l'on parle de dynamique propre dans le cours de la révolution c'est que d'ores et déjà il y a au présent une dynamique propre du rapport de genres qui ne se résorbe pas dans le rapport entre les classes. Qui dit dynamique propre dit contradiction spécifique car un simple rapport d'antagonisme ne contient pas de dynamique. Il s'agit donc de pouvoir penser une révolution dans la révolution, une contradiction dans la contradiction, mais déjà ce rapport d'inclusion d'un des éléments dans l'autre pose problème. Les pièges et les difficultés ne manquent pas, ce qui est bien illustré dans l'histoire récente des rapports entre féminisme et programmatisme. En effet, dans l'ambiance programma-

tique, en gros deux possibilités s'offrent aux femmes qui se confrontent à cette question, en lutte comme en théorie :

- Soit les femmes posent leur exploitation en tant que telle dans une articulation à la lutte des classes et au final, ce qui passe à la trappe, en pratique comme en théorie, c'est le rapport de genres. C'est-à-dire que la détermination femme est absorbée et invisibilisée dans le rapport de classes. Ce qui présente l'intérêt de prétendre s'atteler ou « prendre en compte » la question pour mieux l'évacuer (c'est une des impasses du féminisme tendance « luttes de classes »).
- Soit les femmes qui posent cette question sont contraintes, pour éviter la première solution, de poser un mode d'exploitation spécifique indépendant du rapport d'exploitation capitaliste avec pour enjeu principal, et non des moindres, de permettre des avancées sur les déterminations spécifiques du rapport de genres. C'est tout l'apport des « Féministes révolutionnaires » qui construisent le concept de travail domestique et qui parlent d'abolition des hommes et des femmes, sur la base duquel nous avons pu entreprendre ce travail. Cependant, et malgré l'enjeu, on voit la difficulté et l'artificialité qu'il y a à maintenir une étanchéité entre les deux et à penser une détermination femme et une détermination prolétaire de façon indépendante, car dans la vraie vie on est évidemment tout ça à la fois.

Si la question de la dynamique se pose c'est aussi parce qu'on voit d'ores et déjà que dans certaines luttes actuelles où les femmes ont posé la question du rapport de genres, ce à quoi elles doivent s'affronter c'est à leurs compagnons de lutte hommes, comme par exemple dans le mouvement *piquetero* en Argentine. En août 2005 est créé le *Movimiento de mujeres desocupadas* (MMD) de Tartagal, ces femmes voulaient lutter « seules » car « si elles étaient majoritaires dans les organisations piqueteras elles ne l'étaient plus dans les organes dirigeants de celles-ci » (Bruno Astarian, « Le mouvement des piqueteros – Argentine 1994-2006 », brochure *Échanges*). Bruno Astarian ajoute : « Et elles étaient probablement lésées au moment de la répartition de ce que le mouvement avait remporté. » Cependant, il conclut : « Pour l'instant, c'est tout ce que l'on sait du MMD de Tartagal. Mais il n'est pas besoin d'en savoir plus pour comprendre que sa création marque un recul dans le mouvement d'ensemble. La séparation de la lutte des chômeuses de celle des chômeurs, comme toute séparation fondée sur la race, l'âge, la nationalité, etc., va à l'encontre de l'abolition des catégories de la société capitaliste, que l'on voit ébranlées dans les phases de lutte plus intense » (*ibid.*).

Nous ne savons pas le rôle, ni la place que peuvent prendre les groupes de femmes au cœur de ces luttes, mais la critique consistant à ne voir dans leur apparition qu'un simple signe de recul et de division du mouvement, au même titre que la « nationalité » ne fait que renvoyer à une conception grammaticale classique.

On en déduit donc qu'il y a dans le rapport de genres et dans la situation des femmes quelque chose qui fait objection à la lutte des classes et qui a pour effet très concret que lorsque les femmes luttent, que ce soit dans la sphère privée ou dans la sphère publique, attaquant par là l'existence même de ces sphères constituée par leur séparation, elles doivent s'affronter à leurs camarades hommes, en ce qu'ils sont des hommes *et* leurs camarades, et elles : camarades mais femmes.

En somme, une fois tout ça repéré, l'enjeu de préciser la dynamique propre du rapport de genres c'est aussi de pouvoir penser comment et pourquoi les futures ex-femmes – qui seules poseront en acte la nécessité de l'abolition des genres du fait de leur place dans le rapport contradictoire homme/femme – auront à s'affronter aux futurs ex-hommes dans le cours de la révolution pour pouvoir dépasser cette division.

FIN DE MEETING¹

LE REGROUPEMENT INFORMEL ET FLUCTUANT appelé Meeting a été pour nous un lieu de discussions important sur l'intervention, l'auto-organisation, l'alternative et l'activisme, les luttes comme celle dite anti-CPE, la « révolte des banlieues », les grèves SNCF de l'automne 2007 sur la fin du régime spécial des retraites, il a été également un site Internet très actif à ses débuts, il a été à l'origine d'une rencontre internationale durant l'été 2008, le lieu de production de quatre numéros de la revue *Meeting* entre septembre 2004 et juin 2008² et, en résumé, un instrument de diffusion du concept de communisation.

Dans Meeting, notre « implicite commun » était le concept et la critique du programmisme (que le concept soit utilisé ou non) inséparable d'un débat interne à la théorie de la communisation. Critique du programmisme et « affirmation » de la communisation, cet « implicite commun » était également la critique de l'autonomie de la classe comme marchepied de la révolution (qui n'ose plus dire son nom) et inversement de toutes les formes d'alternative. Donc aussi un démarcage par rapport à des courants qui nous sont aussi très proches. Cette base commune s'était cristallisée, à l'origine de Meeting, dans un moment historique particulier caractérisé par l'opposition théorique et pratique avec le démocratisme radical. Les gens de Meeting avaient un ennemi commun. Ce dernier n'est plus maintenant un ennemi hégémonique. Meeting, jusqu'à maintenant expression de cette dynamique de conflit avec le démocratisme radical, a perdu sa pertinence. Dans Meeting, la théorie de la communisation était inséparable de la critique du démocratisme radical, c'était la limite de notre constitution et rencontre sur la base de la communisa-

1. Ce texte de « bilan » ne reflète que l'opinion des personnes ayant participé simultanément à *Théorie communiste* et à *Meeting* et non celle de l'ensemble des personnes ayant pu collaborer à Meeting.

2. Des exemplaires de la revue sont toujours disponibles en s'adressant à : Cercle éditorial Senonevero, 8, rue Chateaudredon 13001 Marseille.

tion. Les deux processus étaient confondus : le démocratisme radical entérine les limites (existence de la classe, classe du MPC) ; la communisation remise en cause de la classe dans sa contradiction avec le capital. Meeting a fait son temps. Repérer, promouvoir les « activités d'écart » (cf. *TC* 20) est différent d'être sur « la ligne de front » face au démocratisme radical et est incompatible avec toute forme d'immédiatisme ou de critique de la société capitaliste qui la prend telle qu'elle se donne.

Dans Meeting, les confrontations entre textes, les discussions, pouvaient encore être intéressantes mais leur enjeu n'était plus une progression commune ou même de chacun séparément (même si elles pouvaient avoir cet *effet*), cet enjeu est devenu l'auto-affirmation des uns et des autres. Et si Meeting se maintenait cependant c'est que le consensus s'établissait sur autre chose implicite et quasiment inavouable. Ce « quelque chose » avait tout de même été plus ou moins nommé par B.L. dans son texte publié sur le site de Meeting « Désaccords et convergences » (répondant à « Accords et divergences » de D publié dans *Meeting* 4) avec les expressions de « bras armé » et d'« hinterland théorique ».

Autrement dit, cet « autre chose » c'est d'un côté le besoin d'une théorie à la fois comme fondement *et* fondement duquel on se démarque, de l'autre (TC), le besoin d'une activité ou d'un *discours de l'activité* qui « donne vie » à cette théorie à la fois par contagion et également par démarcage, contrepoint qui ferait tout de même partie de la musique de cette théorie.

Si les confrontations ont pu être parfois assez vives à l'intérieur de Meeting et apparaître ainsi dans la revue, il est exact que certains points étaient « volontairement » laissés de côté par nous. Par exemple, alors que les positions développées par Léon de Mattis dans son livre *Mort à la démocratie* (Éd. Altiplano) et sur son blog étaient importantes pour de nombreux participants à Meeting, de notre côté nous n'en avons pas mené une critique systématique malgré nos désaccords. Cette critique est maintenant nécessaire car elle marque la nécessité de « passer à autre chose ».

Le livre *Mort à la démocratie* appelle une critique de fond sur le texte mais engage aussi autre chose que cette critique. *Mort à la démocratie* et les petits textes du blog de Léon de Mattis fonctionnent sur un registre différent de Meeting. Par exemple, le petit texte sur la monnaie sur le blog aurait été impensable dans Meeting : on ne peut pas rejeter la valeur-travail et une stricte définition du travail productif et continuer à dire que seule la lutte des classes, définies dans le mode de production capitaliste, est productrice du communisme. Les textes sur la « mouvance anarcho-autonome » et « l'anti-terrorisme » restent dans un registre qui s'adresse à cette mouvance, ce qui diffère, par exemple, de la critique de l'*Appel* faite par ailleurs dans *Meeting*.

Mort à la démocratie n'est pas un pamphlet ne réclamant pas les prérequis théoriques d'un pur texte théorique, c'est un texte théorique : « Mais comme l'expérience, dit-on, n'éclaire que le chemin parcouru, il s'agit à présent de

fonder théoriquement ce qui s'est d'abord exposé en pratique dans le récit qui vient de s'achever » (p. 44). Dans ce livre, il n'y a pas de classes, pas de mode de production, juste des inégalités, des discriminations, une communauté, des individus, une domination. Dans la fin du programmatisme, la critique de la démocratie s'est substituée et a recouvert celle du capitalisme. Quand nous disons « pas de classes », nous voulons dire que la démocratie est jugée à son propre discours et jugée *en regard* de la société divisée en classes dont elle est vue comme mensonge et masque. Mais le point de vue absent c'est que cette division de la société en classes est précisément ce qui fait l'État et la démocratie et que les individus qui composent les classes votent précisément parce qu'ils sont prolétaires, bourgeois ou « petits-bourgeois ».

La démocratie ne masque rien, elle exprime adéquatement (c'est le régime politique capitaliste par excellence et le seul – les dictatures en sont une variante) le fait que la société est divisée en classes. Ce n'est pas l'individu du fétichisme de la marchandise qui est l'individu de la démocratie mais celui du fétichisme propre du capital, c'est-à-dire le fétichisme des éléments du procès de production dont la séparation, dans le mode de production capitaliste, est poussée jusqu'à l'autonomie. Toutes les critiques de la démocratie, de l'anarchosyndicalisme à la Gauche italienne, ont buté sur cette confusion. En fait, on en revient toujours à ce principe méthodologique fondamental : la question n'est pas de savoir comment l'économie, la politique, etc. regroupent des individus isolés, mais pourquoi ces individus se regroupent dans l'économie, la politique, etc. En définitive, le problème de la critique de la démocratie c'est son point de départ : l'individu (comment les individus font société ?). La critique de la démocratie offre alors une perspective tout aussi illusoire que la question qui lui paraît fonder ce qu'elle critique : comment les individus, contre la démocratie, défont la société.

La *théorie* d'un côté, avec ses critiques, ses contraintes et de façon inhérente ses freins à sa « popularisation », non en son langage ou en sa « difficulté », mais en ses problématiques propres. De l'autre « *l'intervention théorique* »³ qui pour être immédiatement et constamment audible, assimilable, doit seulement prendre en compte et retourner toutes les catégories qui construisent la surface de la société capitaliste, toutes les catégories au travers desquelles nous agissons et nous « mouvons à l'aise » *quotidiennement*. Cet entrelacs entre théorie et « intervention théorique », tout à fait explicable et immergé dans les limites et contradictions de la situation actuelle de la production théorique et aussi de la lutte de classe. Ces problèmes concernant l'ensemble du fonctionnement de Meeting.

Meeting est mort, l'étape suivante doit se constituer *pour nous* sur d'autres bases. Cet autre chose ce sont nos efforts pour cette revue internationale qui

3. « Intervention théorique » avec des guillemets car c'est l'appellation que nous donnons à la chose, qui elle-même ne se comprend pas ainsi.

verra ou non le jour et qui ne se substitue pas à TC comme elle ne se substitue à aucune des revues dont les membres, entre autres, participeront à cette publication internationale. Cette revue n'aura plus du tout la même problématique ni les mêmes présupposés que *Meeting*. Cette revue n'est qu'un aspect de cet « autre chose » que tentent de définir des textes comme « Revendiquer pour le salaire » (TC 22) ou « Le plancher de verre » (in *Les Émeutes en Grèce*, Éd. Senonevero). La question de la communisation est refondée au cœur même de l'exploitation et de la production de plus-value. Les couples exploitation/aliénation ; domination/implication réciproque ; individus/classes ; travail productif/« valorisation diffuse », sont appelés à redevenir des sujets de polémiques. Théorie et « intervention théorique » deviennent antinomiques. C'est la question qui a éclaté dans Meeting et qui avait été longtemps masquée sous les controverses au sujet de « l'intervention ».

On fait autre chose sur d'autres bases qui ne sont plus ce non-dit de « la théorie » et de « l'activité » qui posait comme objet essentiel de confrontation, à l'intérieur de Meeting, la question de l'intervention, parce que l'activité *elle est là* et presque « conforme » à la théorie. On n'est plus la critique de rien mais l'affirmation de quelque chose ou, peut-être mieux dit, la critique du capitalisme parce qu'affirmation de son dépassement « visible » ?

Ce n'est pas la « vulgarisation » (qui n'existe pas) mais bien le glissement entre deux problématiques (« théorie » et « intervention théorique ») qui, à court terme, ne pourra plus se comprendre et se légitimer parce qu'on ne pourra plus circuler sans contradiction entre les registres théoriques que l'une et l'autre mobilisent.

Les discours plus ou moins parallèles se référant à l'exploitation et à l'aliénation, à l'implication réciproque et à la domination, aux classes et au point de vue de l'individu isolé ne sont plus tenables. L'éclatement de la crise du rapport salarial (en attendant celle de la valeur) impose l'unification. Les questions relatives à la valorisation du capital, au travail productif et donc aux classes manifestent bien qu'il va falloir unifier la « théorie » et « l'intervention théorique » (la critique des choses telles qu'elles se donnent elles-mêmes, aussi bien la démocratie que le capital), mais la théorie générale que cela annonce ne pourra consister à tout unifier sous les auspices de ce qui fondait « l'intervention théorique » : l'aliénation, la domination, l'individu isolé. La coexistence dans Meeting de ces deux problématiques, qui avait un sens et était en quelque sorte justifiée par le démocratisme radical comme formalisation de la limite des luttes, perd ce sens et cette justification. C'est agir en tant que classe qui est la limite de l'action du prolétariat sans qu'aucune alternative ne se développe là-dessus. Nous pouvons considérer que la période d'affrontement avec le démocratisme radical est achevée, en cela l'implicite commun de Meeting est devenu obsolète en même temps que l'embarquement avec et contre le démocratisme radical que TC défendait depuis l'édito du numéro 13. Le démocratisme radical est mort, les émeutes en Grèce l'ont achevé, il n'y a plus

de démocratism radical, s'il n'y a plus de futur. Pas de démocratism radical sans promesses d'avenir.

La théorie disparaîtra, mais jusque-là elle est une activité spécifique et spécialisée, il est vain de la vouloir comme expression directe de la chair et du sang de l'expérience ouvrière. Depuis que la montée en puissance de la classe, que les luttes revendicatives, ne sont plus le marchepied de la révolution, ni ne peuvent transcroître en elle, la théorie, activité spécialisée, est le fait d'un « milieu », on peut critiquer cela, mais il ne faut pas se tromper de cible, c'est la théorie que l'on critique et là aussi il faut le faire dans les termes adéquats. C'est en tant que ce qu'elle est qu'il faut la critiquer, non en tant qu'étrangère à l'immédiateté de la lutte des classes mais en tant que son abstraction critique, c'est-à-dire en tant que ce qu'elle est et non pour ce qu'elle ne peut être.

On peut tenter de cerner théoriquement et politiquement les divergences développées dans *Meeting* sur un point unique et synthétique : la question de la « méditation temporelle » de la révolution (voir définition plus loin). Ce sont alors des points théoriques importants, qui apparaissent, comme celui de la « surface », c'est-à-dire de la relation entre essence et formes d'apparition, celui corrolaire du fétichisme et celui de la méthode théorique.

Il faut donc aborder trois questions : la question de la « surface » et la différence entre théorie et « intervention théorique » ; la question de la pratique ou de la « théorie comme arme » ; la « subjectivité prolétarienne ». Mais ces trois questions réclament au préalable une réflexion sur le positionnement théorique et politique dans la période qui s'ouvre.

« PASSER À AUTRE CHOSE »

Donnons immédiatement le sens général : pour être grandiloquent, les « milieux activistes tentés par l'alternative et posant les questions relatives au communisme » sont en tant que tels (ce qui ne présume en rien du devenir des personnes), « sortis de l'histoire ».

Premièrement : la fin des grandes manifs anti-sommets signifie leur déclin en même temps qu'est révélée par là-même leur connexion intime avec le démocratism radical.

Deuxièmement : le succès dans ces milieux des théories « *appellistes* » a confirmé leur basculement alternatif *définitif*.

Troisièmement : dans les émeutes en Grèce c'est leur limite intrinsèque qu'ils ont rencontrée précisément au moment où ils ne pouvaient plus être « alternatifs » et « activistes ».

Quatrièmement : la grève générale et les émeutes en Guadeloupe et Martinique, les luttes contre les licenciements et pour le salaire partout, signifient que la revendication pour le salaire, l'exploitation dans sa plus grande trivialité, est le terrain où se prépare la remise en cause par le prolétariat de

sa propre définition comme classe.

Cinquièmement : la violence, appelée à se renforcer, avec laquelle la crise a commencé à frapper les « 16–25 ans » va « désalternativer » le « milieu alternatif » pour qui la relation qui allait de « se poser les questions relatives au communisme » à la lutte contre le capitalisme sera inversée.

Une page est tournée. Ces milieux et leurs pratiques ont pu, à un moment, indiquer la dynamique de ce cycle de luttes et les caractéristiques de ce qu'est le communisme tel que ce cycle de luttes le produit (à la condition de tout un détour théorique). C'est terminé.

Après Gênes, début 2003, dans *TC 18*, nous écrivions : « Il faudra analyser, quand elle adviendra, la disparition du Mad (Mouvement d'action directe) et de la pratique BB (*Black-blocks*) soit comme une stabilisation momentanée de la reproduction du mode de production capitaliste avec la présence unilatérale du démocratisme radical comme contestation dont le capital est l'horizon, soit comme *le développement de luttes immédiates dans lesquelles l'appartenance de classe comme contrainte extérieure sera le fait même de ces luttes comme luttes du prolétariat dans son implication avec le capital et non plus comme autonomisation face à lui.* » Nous y voilà.

La lutte de classe et la révolution ne sont pas suspendues à la conversion des milieux tentés par l'alternative. La perspective communiste ne dépend pas de ceux qui s'imaginent la poser dans leur « tentation alternative ». Il faut se garder d'une vision étroite, limitée à un petit monde. Les milieux tentés par l'alternative n'ont plus rien à nous dire. Qu'ils gèrent des épiceries dans le Limousin en regardant passer les trains.

Le clivage entre ce que pouvait dire TC et ces milieux, clivage qui portait sur la *médiation temporelle* devient une ligne de démarcation, *une frontière*. Il n'y a plus de place pour l'entre-deux. Les activités de ces milieux peuvent être des sujets de discussion et des manifestations de la lutte des classes, mais plus dans les termes dans lesquels ils les comprennent et les interprètent eux-mêmes.

Dans *TC 18*, nous écrivions également :

« La *médiation temporelle* ce n'est pas fondamentalement une question de chronologie mais de déroulement réel et de compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital, nous en revenons toujours là. Soit on a l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe de ce mode de production et une classe révolutionnaire et on a alors une contradiction dont le déroulement de par cette identité est soumis à *sa propre histoire* comme cours du mode de production capitaliste. Soit ce que tu appelles "la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables" est une simple *opposition* parce que le prolétariat possède dans ce qu'il est, de façon interne, son "aptitude révolutionnaire". À ce moment-là il faut dire clairement que la révolution communiste est possible tout le temps et ne pas biaiser avec "l'immé-

diateté d'une potentialité" ou d'un "projet". Je veux bien admettre qu'aucun acteur du Mad (Mouvement d'action directe) ne considère que la révolution est derrière lui. Mais l'action du Mad en tant que production d'"autres rapports" face au capital, en tant que dépouillement préalable par l'individu de ses vieux habits de prolétaire se veut la potentialité toujours présente de celle-ci. En cela, si le Mad n'est pas alternativiste, l'alternative est son horizon et sa limite. Quant aux condition préalables, je me contente de dire que la lutte de classe est la production de ses propres conditions. Sont-elles alors "préalables"? Comment, de ton côté, peux-tu écrire "certes la révolution se présente d'abord comme une crise généralisée du rapport social [...]" et quelques lignes plus loin "c'est bien plutôt la possibilité du changement révolutionnaire sans conditions préalables qu'il fallait retenir". Tu peux le faire parce que tu en reviens toujours à la dualité de l'implication réciproque comme rencontre de deux processus, mais alors c'est la "nature révolutionnaire" rencontrant ses conditions qui revient par la bande et la possibilité théorique de l'alternative.

Cette possibilité du changement, tu en produis le sujet idéal avec cet extraordinaire sujet inconditionné, s'il est vrai qu'un sujet est par nature inconditionné et conditionnant, c'est peut-être là qu'il y a un problème du côté du sujet au sens strict où tu emploies le terme, problème qui renvoie à la dualité de dynamiques de ta conception de l'implication réciproque. Il n'y a pas de pôle communisateur au sein du Mad, il y a au sein du Mad un mouvement interne de refus de son horizon alternativiste qui tient au Mad lui-même, ce refus ne peut être un pôle communisateur qu'en menant une critique complète du Mad, c'est-à-dire en n'étant plus au sein du Mad qui ne peut actuellement qu'éclater sous l'effet de ses tensions internes : face à l'alternative dont il connaît parfaitement l'impasse, face à une pratique militante dont il pose simultanément la critique, face à sa limite inhérente qui n'est *pour lui* qu'une question d'extension alors que ce qui le définit c'est sa non-extension, face à son affirmation de l'immédiateté du communisme qui n'est que l'opposition de deux modes de vie. En définitive, et c'est la racine des tensions internes du Mad, la lutte du prolétariat n'est pas le fait de sa situation même de prolétariat en rapport avec le capital et tel que ce rapport le définit, mais dans ce que cette situation nie : la vie, le vécu, les relations libérées » (TC 18).

La question de la *médiation temporelle* et tout ce qu'elle implique dans la compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital et de son dépassement résume les divergences devenues improductives dans le cadre de *Meeting*. La crise et la phase de luttes qui s'ouvre ont résolu cette question et toutes les questions présentes et à venir relatives à la communisation ont pour préalable de considérer la question comme résolue ainsi que toutes les questions subsidiaires qui l'accompagnaient. L'étape suivante doit se constituer pour nous sur d'autres bases.

On fait autre chose sur d'autres bases qui ne sont plus ce non-dit de la cohabitation nécessaire et conflictuelle entre « la théorie » et « l'activité » dont découlait, comme objet essentiel de confrontation, à l'intérieur de *Meeting*, la question de l'intervention. L'activité est là, interpellant directement la théorie et donc appelée à la modifier, à la travailler, et cette activité ce n'est pas « la nôtre » au sens étroit des implications individuelles. On n'est plus la critique de rien mais l'affirmation de quelque chose ou peut-être mieux dit la critique du capitalisme parce qu'affirmation de son dépassement « visible ? » (guillemets, parce que vraie question sur notre compréhension de la situation actuelle et sur notre production théorique) .

LA SURFACE : THÉORIE/« INTERVENTION THÉORIQUE »⁴

La distinction entre théorie et « intervention théorique » ne doit pas être ramenée sur le terrain habituel du « rôle de la théorie », de son « rapport à la pratique », de la « théorie comme arme ». Il faut donc revenir sur cette fameuse « surface de la société capitaliste ».

« L'intervention théorique » se contente de fonctionner (même pour les critiquer au sens le plus immédiat de ce terme c'est-à-dire sans donner leur limite et leur condition d'existence) avec les catégories qui « construisent la surface de la société capitaliste ». On en reste alors au niveau de la dénonciation. Il est impossible d'assimiler immédiatement les catégories qui construisent la surface de la société capitaliste où nous nous mouvons quotidiennement avec les catégories qui construisent la société capitaliste tout court, en surface comme en profondeur (nous verrons plus loin que la distinction n'est pas sans importance quant à la conception de la théorie et de son « efficacité » et quant à la fameuse pratique ou intervention).

Assimiler les deux en revient à penser que le monde où nous vivons quotidiennement est un monde où le profit est immédiatement la plus-value ; où le salaire est la valeur de la force de travail et non le prix du travail. Un monde où le salaire n'est pas le revenu naturel du travail, la rente celui de la terre et l'intérêt celui du capital. Un monde où la cloche retentit pour indiquer dans les ateliers le passage du temps de travail nécessaire au temps de surtravail. Un monde où l'échange de marchandises se compte en heures de travail social moyen, un monde sans argent, un monde sans fétichisme, réification, ni spectacle. Un monde où les cartes d'électeur portent la mention « prolétaire », « bourgeois », « petit-bourgeois », etc. Un monde qui ne se présente pas comme le mouvement brownien d'individus isolés mais comme production et reproduction des antagonismes de classes. Un monde où chacun porte sur le front, au fer rouge, la marque « travailleur productif » ou « travailleur improductif », etc., etc.

4. Voir dans ce même numéro le texte : « Autoprésupposition du capital : essence/surface/fétichisme ».

Il s'agit d'un énorme problème théorique qui a des répercussions pratiques évidentes : « surface », « profondeur » ne sont pas tout un. Cependant, la réalité n'est pas une chose à deux niveaux : une surface (le phénomène, l'inessentiel, l'accidentel..., appelons cela comme on veut) et une profondeur (le vrai, l'essence, la substance...). Le problème c'est qu'il y a une surface mais qu'il n'y a pas de profondeur. Qu'on sépare ces niveaux ou qu'on les réunisse on ne sort pas du fondement de tout idéalisme pour qui l'essence existe comme noyau caché (ou révélé) du réel, c'est-à-dire où elle est elle-même élément du réel pourvu qu'on creuse un peu.

Les effets de la structure du tout ne peuvent être que l'existence même de la structure.

On ne peut séparer ce qui est inséparable : la réalité et ses leurres, mais si les apparences et l'essence ne coïncident pas, c'est qu'il est dans la nature même de la structure du tout d'être ses effets (les lois du capital d'être concurrence entre capitaux ; la valeur d'être prix ; la plus-value d'être profit, etc.). « La vérité scientifique est toujours paradoxale au jugement de l'expérience journalière qui ne saisit que l'apparence trompeuse des choses » (Marx, *Salaires, prix et plus-value*, Pléiade, t. I, p. 508). Marx parle ici de la réalisation d'un profit sur la base de l'échange de toutes les marchandises à leur valeur. « Cette loi (les masses de plus-value produites sont en raison directe de la grandeur des parties variables des capitaux employés, nda) est en contradiction évidente avec toute expérience fondée sur les apparences » (*Le Capital*, Éd. Soc., t.I, p. 300). Ce type d'affirmation est continué dans l'œuvre de Marx. La relation entre apparences et concept ne se limite pas à une différence entre diversités et généralité ou abstraction, mais entre mystification et compréhension. Le concept, dit Marx dans l'*Introduction de 1857*, est élaboré « à partir de la vue immédiate et de la représentation », mais « la totalité concrète en tant que totalité pensée, en tant que représentation mentale du concret, est en fait un produit de la pensée, de la conception » (*ibid.*). L'essence ne correspond pas immédiatement à son apparence qui ne manifeste que l'opposition désordonnée de termes dont les relations apparaissent contingentes. Pourtant, *l'essence n'est pas ailleurs que dans ce désordre*, car c'est réellement que ce désordre n'en est qu'une apparence comme lien désordonné. Apparence qui n'a rien de subjectif, mais est au contraire de part en part objective, une « illusion » purement objective.

Il y a une surface de la société capitaliste, mais une surface sans profondeur. L'essence n'est pas ailleurs que *sur* cette surface mais elle ne lui correspond pas parce que les effets de la structure du tout (le mode de production) ne peuvent être l'existence même de la structure qu'à la condition d'en être l'inversion au travers de ses effets.

L'essence n'est ni une chose réelle (réellement existante particularisée), ni un simple mot, c'est une relation constitutive. La plus-value n'est pas une idée, ou une abstraction, sous lesquelles peuvent être rangées les différences spécifiques et corollairement une réalité logée dans ces objets spécifiques (rente,

profit, intérêt). Elle n'est pas non plus un universel abstrait de la réalité première des formes spécifiques. L'essence n'est pas ce qui existe idéalement dans chaque forme spécifique ou ce qui servirait, de l'extérieur, à classer ces formes spécifiques. Ce qui est *essentiel*, ce sont les *relations* (incluant *l'illusion objective et efficace*). Relations actives que ces formes spécifiques établissent entre elles, ce sont ces relations qui définissent ce qu'elles ont en commun : l'essence. Ces relations naissent, non seulement l'essence est contradictoire mais encore elle est une génétique. C'est le seul contenu effectif (réel) de l'essence.

Ainsi, ce que ces formes spécifiques ont en commun devient pour chacune son fondement, sa raison d'être, et l'essence ne se limite pas à la production de cet « en-commun » sur le mode de la réduction analytique, mais se définit comme processus, elle est « génétique ». Elle ne se substitue pas aux êtres divers et finis en les résorbant dans une unité extérieure ou en les niant en ce qu'elle serait leur « vraie vérité intérieure ».

La distinction entre « théorie » et « intervention théorique » ne renvoie pas à une différences des objets traités (« dignes » d'être traités théoriquement) mais à une méthode (qui bien entendu introduit une différence dans la façon de constituer son objet). À la différence de la théorie, l'« intervention théorique » ne part pas, dans son exposition, de concepts mais d'éléments séparés pris comme ils se donnent. *Elle fait du procédé d'investigation son procédé d'exposition* mais alors son exposition est de bout en bout entachée de ce point de départ. Quand, à l'occasion, il lui faudra dire « attention il y a quelque chose d'autre derrière », ce ne sera toujours que quelque chose *derrière*. Elle ne peut échapper à la démystification ou à la dénonciation. Pour elle la « surface » n'est pas un problème et l'inversion non plus. Si *Le Capital* avait commencé par la description d'un atelier, l'autogestion aurait été sa conclusion. L'« intervention théorique » c'est la critique en rafales, elle découvre partout des contradictions. Elle consolide le fini en considérant chaque détermination pour elle-même, et considère tout ce qui existe comme subsistant par soi dans une infinité d'oppositions et de contradictions. La critique théorique ne se contente pas de révéler les contradictions existantes, elle les explique, elle en saisit la genèse, la nécessité. Elle les conçoit dans leur signification particulière *comme particulière*, c'est-à-dire qu'elle est partie de leur concept et non de leur apparition, l'objet particulier est saisi comme particulier, c'est-à-dire non seulement dans son champ spécifique mais le champ spécifique posé en tant que tel inclut toutes les procédures d'inversion du réel.

Comme « concret de pensée », le concept ne se tient pas au-dessus de la diversité empirique, simplement dans une autre sphère, celle de la pensée. L'essence de l'objet qu'il formalise a, comme on le disait précédemment, une existence, c'est la relation que tous ses éléments entretiennent entre eux. Il y a action réciproque entre tous les éléments. C'est le cas pour n'importe quelle *totalité organique*. Pris simplement dans leur diversité, ce sont ces éléments, dit Marx, qui sont abstraits : comme la population, les classes, la répartition de

la population entre ville et campagne, l'hydrographie, les différentes branches de production, les exportations, les importations, la production et la consommation. Toutes choses qui prises en elles-mêmes sont des abstractions, cela même si commencer par elles peut donner l'illusion de « commencer par la base solide qu'est le réel et le concret » (Marx, *Introduction de 1857*). La théorie ne parle pas toujours de tout ou du Tout, mais toujours de son point de vue.

À la diversité empirique, la théorie apparaît comme autoréférentielle parce que la matière n'y apparaît plus que comme éléments de l'exposition. « Le procédé d'exposition doit se distinguer formellement du procédé d'investigation. À l'investigation de faire la matière sienne dans tous ses détails, d'en analyser les diverses formes de développement, et de découvrir leur lien intime. Une fois cette tâche accomplie, mais seulement alors, le mouvement réel peut être exposé dans son ensemble. Si l'on y réussit, de sorte que la vie de la matière se réfléchisse dans sa reproduction idéale, ce mirage peut faire croire à une construction *a priori* » (Marx, « postface de la deuxième édition allemande du *Capital* »).

Le concept de « totalité se particularisant » ne parle pas « immédiatement », il n'est pas non plus « suffisant par lui-même ». Comme tout concept il doit être déroulé selon sa propre logique (ce n'est qu'à la fin du *Capital* que l'on devait savoir ce que sont la valeur et la marchandise, par quoi débute l'exposition). D'une certaine façon, même ce concept tient comme déjà acquise l'existence des classes, de leur implication réciproque. Il a fait sienne la matière dans tous ces détails et ses liens intimes. Ensuite, il est le point de départ de sa « reproduction idéale » et c'est là où il doit prouver sa pertinence.

Prenons une autre critique de la démocratie que celle de *Mort à la démocratie*, par exemple celle développée par Marx dans *La Question juive*. Quel est le point de départ ? Deux concepts connexes : l'Homme, la vie générique. La vie politique, les droits de l'homme, la démocratie sont des aliénations de l'homme et de sa vie générique. L'homme comme être générique est « déjà acquis » et Marx va prouver *a contrario*, par sa critique, la vérité de cet « acquis ».

Léon de Mattis considère que « la question politique se présente évidemment d'abord comme une question qui doit traiter de la totalité comme rencontre de particularités, il ne pourrait en être autrement ». Deux choses sont ici mélangées : la question *se présente* comme « rencontre », mais doit-elle être pour cela d'abord *traitée* ainsi, comme elle se présente ? Tout début d'exposition théorique est, quoiqu'on pense de son rapport à l'immédiateté, une construction théorique abstraite. Mais en procédant comme Léon de Mattis dans *Mort à la démocratie* il ne peut être déduit que ce que l'on a mis dans les prémisses : la totalité est la rencontre des particularités. C'est-à-dire ici : l'État, la démocratie font « tenir la société », *malgré* les classes, les inégalités, etc. qui ne vont être introduits que comme toile de fond, il faut quelque chose qui les réunisse *malgré* cela. Le « malgré » contient toute l'erreur devenue nécessaire à la suite du point de départ. Il est évident que Léon de Mattis ne pense pas que

citoyenneté et répression suffisent à assurer la cohésion sociale, mais rien ne permet d'en dire autre chose. Jusque dans la conclusion de ce livre, on ne voit nulle part écrit et *démontré dans l'économie générale du livre* que : la rupture avec la démocratie est une condition nécessaire mais certainement pas suffisante de la rupture avec le monde du capital. Tout simplement la chose n'est pas abordée, c'est le « point de vue absent ». Donner les armes de la critique pour les occasions où l'on se trouve confronté à l'affirmation démocratique, sans signaler que cette affirmation est aussi adéquate à la composition sociale des gens en lutte, à la nature de leur lutte, à leurs revendications, n'est-ce pas faire de la critique de la démocratie un axe de lutte par lui-même ? La démocratie est un frein dans les luttes, mais un frein dans un contexte et il ne faut pas se tromper de cible, ce que fait la critique qui en reste à dire « il y a d'autres façons d'agir », sans souligner que l'essentiel c'est qu'il y a « d'autres choses à faire ».

Dans le texte « Le plancher de verre » sur les émeutes en Grèce (publié dans *Les Émeutes en Grèce*, Éd. Senonevero), nous écrivons, commentant un texte des camarades grecs de *Blaumachen* : « Quand se constituent des procédures de délibération (une assemblée, une coordination ou un parlement), la principale question ce ne sont pas les procédures par lesquelles la volonté de tous les participants peut s'exprimer, mais le rapport entre le processus de débat et l'action, une question qui ne peut être dissociée de la nature de l'action elle-même. Nous n'avons que faire des procédures par lesquelles l'opinion de tout un chacun peut s'exprimer. Nous ne voulons pas débattre avec tout le monde » (*Blaumachen, op. cit.*). Malgré la remarque selon laquelle « cette question ne peut être dissociée de l'action », la question demeure toujours celle de la prise de décision, c'est-à-dire que le point de départ est toujours l'individu et le groupe qui va agir comme une somme d'individus ayant décidé d'agir ensemble. Quelle que soit la procédure mise en œuvre pour prendre la décision, la question est toujours celle de l'individu et de la décision. Dans le cours d'une lutte, la démocratie n'est pas une forme de la prise de décision et du rapport à l'action que l'on pourrait remplacer par une autre. La critique formelle de la démocratie ne dit pas pourquoi celle-ci existe, pourquoi elle s'impose en tant que contenu comme forme de cette lutte. Cette critique dit bien pourquoi cette forme est une entrave mais ne dit pas pourquoi l'entrave existe et est *choisie* par les acteurs de cette lutte. À ce moment-là, si la critique elle-même demeure démocratique c'est qu'elle propose un autre choix, une autre façon de faire. Mais, en réalité, dans toute lutte où apparaît une critique des procédures démocratiques, ce qui est en jeu c'est le passage à un autre contenu de la lutte, *ce n'est pas alors la procédure ancienne qui est l'objet de la critique mais l'ancien contenu de la lutte*. C'est ce passage que la critique des procédures démocratiques manque dans sa compréhension de la lutte en cours et dans la propre compréhension d'elle-même.

Avec *Mort à la démocratie*, on a là parfaitement ce qu'on peut appeler « l'intervention théorique ». La « rencontre » (pour en revenir à elle) n'est pas une fausse question mais elle doit intervenir comme moment dans le développement de la « particularisation de la totalité ». Si on arrive à bien situer et produire ce moment, il ne pourra s'agir de mystification mais des fameux *effets* dans lesquels (et même par lesquels) la structure existe et existe comme inversée par ses propres effets et n'a d'autre existence qu'inversée.

C'est bien la méthode (« l'intervention théorique ») et derrière elle l'importance donnée au milieu visé (les activistes) qui sont critiquées et non le sujet : la démocratie, la politique ou l'État. À aucun moment la critique de *Mort à la démocratie* (voir en annexe) ne laisse penser que la politique n'existe pas. L'individu du capital existe réellement, mais partir de lui est une proposition contradictoire dans les termes car s'il est « *du capital* » c'est ainsi qu'il faut l'avoir produit. En fait, on en revient toujours à ce principe méthodologique fondamental : la question n'est pas de savoir comment l'économie, la politique, etc. regroupent des individus isolés, mais pourquoi ces individus se regroupent dans l'économie, la politique, etc.

Ce n'est pas l'objet de la critique de la démocratie qui est en cause, mais la méthode et la façon dont elle construit son objet. On peut faire la même chose avec un *Mort au capital*. « La vente de la force de travail est toujours par définition le fait de l'individu isolé », dit Marx quelque part, il suffira de partir de cette évidence (ou du marché du travail, ou des cours de Bourse), puisqu'il faudrait partir d'évidences sensibles et l'on reproduira les mêmes erreurs que dans *Mort à la démocratie*. Encore que pour le capital on puisse, comme point de départ, le prendre au mot : tout s'échange à sa valeur, personne n'est volé (mais alors on réécrit *Le Capital*).

Léon de Mattis cherche dans son livre un équilibre entre « dénonciation » et « analyse théorique », ce qui impliquait de ne pas pousser trop loin la seconde. Ce qui justifie l'ordre d'exposition : la théorie naît dans la révolte et ne rejoint le point de vue le plus général (volontairement, je ne dis pas ici « abstrait ») que pour retourner ensuite à la révolte. Cet ordre d'exposition se justifie également par le rejet de la question de la « surface »⁵. En résumé, il faudrait partir des catégories phénoménales parce que c'est en elles et contre elles que l'on se révolte (cela étant finalement « la société tout court »). Mais comme le montre la critique du « point de vue absent » (les deux citations de Marx « n'expédient pas la question » mais la posent dans ses termes vrais et l'ordre juste d'exposition), celui de la « totalité se particularisant » (c'est-à-dire du mode de production), en partant de ces catégories phénoménales on ne parvient jamais au général parce que le général ne se cache pas dans l'empirique, dans ce qui est « donné en clair », de telle sorte que partant de lui on y arriverait naturellement par progression, mais le « général » est un produit de

5. Nous employons des guillemets depuis le début parce que toutes ces métaphores spatiales sont trompeuses, mais nous ne disposons pas de termes adéquats.

la pensée par lequel la pensée s'approprie la réalité et la reproduit. Cette « méthode » ne parvient jamais au général, *Mort à la démocratie* en est la preuve et les grands ouvrages théoriques, la preuve inverse.

On part de la révolte et l'on y retourne, mais cela ne justifie pas la méthode retenue de « l'intervention théorique ». Ce qui justifie cette « méthode » c'est tout à fait autre chose, c'est le choix de parler aux activistes tels qu'ils sont et surtout de ne pas les bousculer, leur fournir les outils de leur activisme. Mais alors *ce n'est pas la théorie qu'on étend aux activistes, c'est l'activisme qu'on étend à la théorie*. Et c'est la question de la « médiation temporelle » que l'on retrouve à l'intérieur même de la « méthodologie ».

Ce qui dans la critique de *Mort à la démocratie* est appelé « le point de vue absent » n'est pas un point de vue qui pourrait s'ajouter aux autres. En effet si surface et essence sont immédiatement confondues et si l'inversion de tout le fonctionnement du capitalisme n'est pas pris en compte, il suffit d'ajouter les points de vue les uns aux autres, tous étant égaux. Mais si ce n'est pas le cas, le « point de vue absent » (celui de la totalité se particularisant : le mode de production) ne peut être ajouté car c'est toute la problématique qui est différente. Immédiatisme pratique et théorique vont main dans la main.

« LA THÉORIE COMME ARME »

Les divergences manifestées dans *Meeting* à propos de la théorie renvoient à une divergence sur la compréhension de la contradiction entre le prolétariat et le capital. De notre point de vue : une sous-estimation pour ne pas dire une négligence de la subsumption du travail sous le capital dans le procès de l'exploitation, négligence justifiant l'immédiatisme théorique. *Maintenant*, cette divergence va de pair avec une divergence sur la suite des événements : le « passage à autre chose ». La période de l'activisme et des « milieux tentés par l'alternative qui posent les questions relatives au communisme » est révolue. Période historiquement révolue, ainsi que la confrontation avec ces « milieux » dans le cadre de l'élaboration du concept de communisation.

Dans *TC 18*, à l'orée d'un débat qui allait être positif dans *Meeting*, nous écrivions :

« Ainsi la détermination, nécessairement théorique, de l'existence et de la pratique du prolétariat, ne peut se confondre avec le simple mouvement de la contradiction-reproduction de la classe dans sa relation avec le capital. Par rapport à ce mouvement, elle s'abstrait en formalisation intellectuelle théorique qui entretient un rapport critique avec cette reproduction.[...] La détermination théorique de l'existence et de la pratique du prolétariat parce qu'elle est effective et se résout dans la reproduction du capital, se précipite (cristallise) en une abstraction critique par rapport à elle-même. *Abstraite* et *critique* par rapport à l'immédiateté des luttes, c'est là sa relative autonomie. Aucune théorie ne se contente de dire "voilà ce qui arrive", "ça parle".

Tu admets que la théorie est “une expression condensée de la conscience”, tu introduis donc de façon non maîtrisée une différence entre les deux : la “condensation”. Mais pour toi cette “condensation” n’est qu’une réduction homothétique, c’est l’illusion du pur résumé, elle ne transforme rien, elle ne retravaille pas ce qu’elle condense, elle n’a pas ses propres critères (l’abstraction et la critique). Pourtant la “condensation” est un changement d’état. La particularité de la “condensation” peut amener le “théoricien” à s’imaginer qu’il est “créateur”, et que sa production est seulement “influencée” par la lutte de classe de son époque alors qu’elle y est totalement immergée et que son autonomie critique en dépend totalement, *pourvu que cette production veuille bien voir son autonomie comme résultat de son immersion, sinon elle n’est pas immergée mais dépendante, bercée, c’est une conscience, c’est-à-dire une immédiateté* (souligné par nous maintenant). [...]

« Si tout était aussi simple que tu le supposes, avec une théorie qui ne peut en aucun cas “se trouver extérieure” et qui condense “l’expérience réelle des prolétaires réels” nous pourrions envisager demain de faire un quotidien et après-demain la révolution. [...]

Ce dont tu ne tiens jamais compte c’est que dans le mode de production capitaliste l’implication réciproque est subsomption (reproduction), par là ce que nous produisons comme théorie dans le sens formel que nous avons précisé plus haut est bien une formalisation de l’expérience actuelle des prolétaires, mais elle est loin d’être la conscience immédiate massive de cette expérience, elle est abstraction et critique de cette expérience » (*TC 18*).

Dans la période qui s’ouvre, repérer, promouvoir les activités d’écart, en être quand nous y sommes en tant qu’individus définis à un certain point de la société, rien de plus, et non en tant qu’individu universellement interpellés par l’injonction de « la Pratique » (cf. *TC 22*, Éditorial) est incompatible (et pas seulement en discussion) avec toute forme d’immédiatisme du communisme ou de critique de la société capitaliste qui la prend telle qu’elle se donne. Nous retrouvons la médiation temporelle liée à la subsomption et à l’abstraction critique qu’est la formalisation (condensation) théorique. *Mais c’est ce rapport critique qui change* actuellement, il n’est plus une extériorité, il est un moment des activités d’écart, il est investi en elles, c’est-à-dire qu’il est un rapport critique non *vis-à-vis* de la lutte des classes et de l’expérience immédiate, mais *dans* cette expérience immédiate.

Si agir en tant que classe est devenu la limite même de l’action de classe, le caractère théoricien des luttes est en train de devenir leur saisie autocritique d’elles-mêmes (ce par quoi, outre les points signalés au début de ce texte, l’activisme est « évacué de l’histoire »). Les luttes immédiates, pratiquement et dans leur propre discours, produisent sans cesse, à l’intérieur d’elles-mêmes, une distance interne. Cette distance, c’est la perspective communisatrice comme articulation théorique concrète, objective, du caractère théoricien des luttes

et de la théorie dans son sens restreint dont la diffusion devient une activité pratique primordiale.

C'est le devenir banal de cette théorie qui est déjà un élément réel des luttes, qui lui permettra d'être, de plus en plus, la théorie critique de luttes de plus en plus théoriciennes. *La diffusion du concept de communisation sera l'unification des deux formes de la théorie et leur permettra d'avoir une langue commune.* Cette diffusion permettra des polémiques et fera émerger, dans les luttes, une expression possible de la perspective de dépassement qui ne sera pas, comme c'est souvent le cas maintenant, un implicite à décrypter.

Il faut sortir cette question de la théorie et de la pratique de deux problématiques liées entre elles : la question de l'intervention qui se crée son corollaire « l'attentisme » ; la problématique du va-et-vient entre théorie et pratique, c'est-à-dire celle du « retour réflexif », de la « théorie comme arme » ou « instrument ».

Pour la première question, on peut renvoyer à deux textes antérieurs : l'éditorial de *TC* 22 et la généalogie historique de cette « question » exposée dans *Meeting* 4, « Que faisons-nous ? », pp. 63-64.

C'est le concept de théorie dans son sens large qui permet de sortir du va-et-vient réflexif sans fin entre « théorie » et « pratique » (la logique sans fin de l'idéologie des « leçons » des luttes, venant des luttes et y retournant) et par voie de conséquence de la « question de l'intervention »

Pour que la théorie « oriente » l'activité, soit « l'arme » dont il est parfois question, il faut ne plus la comprendre comme le pur et simple reflet de l'expérience ou seulement sa « généralisation ». Pour être ce « retour réflexif » il faut que la théorie n'ait pas saisi la « révolte » exactement dans les termes où elle se présente, sinon elle ne fera que lui renvoyer sa propre image (un jeu de miroir à l'infini). Dans cette perspective même, pour que les choses aient un sens, c'est-à-dire échappent à la répétition infinie du même, la méthode d'exposition de la théorie doit partir des abstractions qu'elle produit et qui sont les siennes.

Pour sortir de ce cercle vicieux, il faut sortir d'une dialectique de l'interaction : un coup la réalité influence la pensée, un coup la pensée influence la réalité. Tant qu'on n'a pas saisi la réalité comme « activité humaine concrète », c'est-à-dire inversement la conscience comme « être conscient », on s'enferme dans le débat de la conscience et de la réalité, on bataille pour donner une réponse non idéaliste à la question par excellence de l'idéalisme. On cherche donc un « rôle » à la théorie comme l'idéalisme ou le matérialisme du XVIII^e cherche un rôle à la conscience après l'avoir séparée du « réel ».

Si l'on dit que la théorie doit, après avoir produit des « généralités », retourner à la « révolte » (entendons « pratique »), on cherche à lier des éléments que l'on a pensés comme séparés dans cette « généalogie » : révolte – théorie – révolte. Bien sûr répondre par les thèses sur Feuerbach (le réel est « activités humaines conscientes », en conséquence la pensée « prouve sa vérité et sa

puissance dans la pratique ») peut paraître extrêmement abstrait et loin de ce qui nous préoccupe (nous allons y venir). Ce *retour* de la théorie (« finalité pratique ») à la révolte ferait de la pratique une sorte de garantie de l'efficacité de la théorie : « la théorie comme arme ». Dans cette perspective, s'il existe des concepts « fantaisistes », ils auraient comme « sanction » de demeurer ignorés et insignifiants. Nous revoilà donc avec la pratique, ou pire la large adoption, comme garantie du concept correct parce qu'efficace. On pourrait s'amuser à établir la longue liste des concepts fantaisistes largement partagés et efficaces : de la Sainte-Trinité à la réalisation du socialisme en URSS. Le seul contenu repérable de cette « sanction » de la pratique ce serait sa « réussite », mais alors la liste est longue de ce qui n'a pas réussi et est demeuré ultraconfidentiel sans être pour autant « fantaisiste ». En fait la « pratique » ou le « retour à la révolte » sont encore des recherches d'une garantie de l'accord entre la connaissance et son objet (sans parler du fait que la « pratique » ou « la révolte » peuvent être tout aussi « fantaisistes » que les théories qui y « font retour », les unes et les autres se « prouvant » alors réciproquement).

Il n'y a pas d'un côté la théorie, vision intellectuelle immatérielle et de l'autre une pratique toute matérielle et réaliste, cette séparation c'est le mythe de toutes les théories de la connaissance qui trouveront alors toutes les réponses possibles et imaginables pour *garantir* la théorie et les connaissances produites.

Le point de départ de la question de la garantie et du « retour » de la théorie sur la pratique (la « révolte »), c'est le point de vue du militant et de sa boîte à outils, celui de la séparation entre une activité et les conditions sur lesquelles elle s'applique. Mais il n'y a pas de situation ou de monde objectifs face à l'activité ou à la pensée si ce n'est dans la tête du militant. « L'erreur est non seulement dans la séparation des termes mais dans la conception du réel *dans ces termes*. Le militant qui considère toujours rétrospectivement son action actuelle a des principes à appliquer, une boîte à outils toute garnie, en revanche *l'acteur du moment* fait avec les possibilités (qui sont elles-mêmes des actions), les pensées produites, les initiatives du moment de l'action, parce qu'il est lui-même défini par elles sans, comme tout un chacun, s'y identifier. Le piège rétrospectif transforme un mouvement de luttes qui est une somme ou mieux une interaction constamment changeante d'actions et de décisions prises, en un lieu qui devient *l'objet* de l'action sur lequel elle s'applique. C'est alors une reconstruction militante du réel dans laquelle l'action est « pure action » et son sujet préexistant « pur sujet constituant la réalité ». L'une et l'autre, l'activité et son sujet, ne sont pas eux-mêmes produits, ils sont face au monde qui est « pur objet ». La relation au monde est alors celle de la réussite ou de l'échec » (« Que faisons-nous ? », *Meeting 4*)⁶.

6. « La question de l'intervention ou plus précisément de l'intervention elle-même comme question est un produit historique et idéologique. Jusque dans les années 1920, toutes sortes de réponses sont apportées à cette question (néo-babouvisme, marxisme, blanquisme, anarchisme,

Si nous sommes cet « acteur du moment », qui est n'importe qui et nous-mêmes, nous avons intérêt à ne rien oublier de ce que nous savons par ailleurs, mais « ce que nous savons par ailleurs » n'effectue pas dans ce cas un « retour vers la révolte », c'est quelque chose de vivant qui est pour nous-mêmes repris et travaillé par le nouveau (ressuscité même). Mais pour comprendre ainsi les choses, il faut deux conditions. Premièrement que la pratique à laquelle

bolchévisme, réformisme, etc.), mais la question elle-même ne se pose pas. Elle n'existe pas en tant que telle, elle n'a aucun sens et ce que nous considérons comme des réponses à cette question, en réalité n'en sont pas dans la mesure où la question elle-même n'existe pas, n'est pas posée.

La « pratique des révolutionnaires » se formalise en tant que telle et devient la question de l'intervention en même temps que l'intervention devient une question dans la mesure où la pratique devient « intervention » à partir du moment où il apparaît historiquement dans la vague révolutionnaire des années 1910-1920 que le prolétariat fait la révolution, porte le communisme, en étant en contradiction, en détruisant tout ce qui fait son existence immédiate dans cette société et tout ce qui l'exprime. On demeurerait cependant, pour toutes sortes de raisons (identité ouvrière confirmée dans la reproduction même du capital...) dans une perspective révolutionnaire d'affirmation de la classe. C'est dans la formalisation théorique de la période par la Gauche germano-hollandaise qu'est *produite* la question de l'intervention. La Gauche décale la question de *l'implication réciproque entre prolétariat et capital* en problème de *l'intégration* de la classe et plus pratiquement en problème d'*organisation*, de chefs, d'organisation-fin-en-soi, de bureaucratie, et finalement et globalement de critique de toute « intervention extérieure ». Sa réflexion sur « le vieux mouvement ouvrier », son analyse de la Révolution russe, et ses critiques de la politique ouvrière, amenèrent la Gauche germano-hollandaise à penser que le prolétariat faisait la révolution, portait le communisme, en étant en contradiction, en détruisant tout ce qui faisait son existence immédiate dans cette société et tout ce qui l'exprime. *On conservait la révolution comme affirmation de l'être de la classe en critiquant toutes les formes d'existence de cet être.*

La Gauche arrivait simultanément, d'une part à la critique de toute relation entre l'existence de la classe dans le mode de production capitaliste et le communisme, et d'autre part à l'affirmation de l'adéquation du communisme et de l'être de la classe, la contradiction était provisoirement dépassée par la compréhension/limitation de l'intégration comme relevant de toutes les médiations posées entre l'être de la classe et le communisme. Il fallait combattre et supprimer toutes ces médiations y compris et surtout l'intervention des « révolutionnaires ». Le prolétariat devait se nier comme classe du capital (acquérir son autonomie) pour réaliser ce qu'il était vraiment et qui dépassait le capital : classe du travail et de son organisation sociale, du développement des forces productives. L'organisation autonome de la classe qui se différencie de l'organisation dans le capitalisme part de « l'être le plus profond de la classe de façon naturelle ». Mais c'est bien toujours la classe telle qu'elle est dans le capitalisme dont l'être s'affirme comme communisme, mais rien ne doit perturber ce mouvement : aucune organisation permanente de révolutionnaires ne doit s'immiscer, aucun « programme » ne doit être fixé, « programme » ou organisation considérés à la fois comme nuisibles et sans effet. Position fondée sur l'affirmation d'une nature révolutionnaire transhistorique du prolétariat qui ne peut s'exprimer que de « façon naturelle », c'est-à-dire que rien ne doit perturber sous peine de contrarier son apparition. Le renversement (révolution) est « possible » parce que l'être pour le capital n'est qu'une aliénation : l'être devenu étranger à lui-même, cette extériorisation ce sont les médiations : non seulement les syndicats, la politique, la démocratie, mais aussi et fondamentalement toute activité dite alors « volontaire » et « extérieure » devenue « intervention » (*Meeting 4*, « Que faisons-nous »).

la théorie se réfère ne soit pas *ma* pratique, *ta* pratique, ou celle des copains. Deuxièmement que le sujet de cette pratique ne soit pas le militant multi-cartes, chômeur un jour, précaire le lendemain, sans-papiers à l'occasion, mal logé ou lascar des cités quand il le faut, étudiant parfois et difficilement cheminot ou ouvrier. Ce militant est celui pour qui la Pratique est une question et non pas *des pratiques* toujours déjà déterminées. Son point de vue de la pratique est son point de vue individuel et il veut la théorie comme une « arme » un « instrument » qu'on applique. Alors, la théorie retourne bien à la révolte parce que la conscience doit s'appliquer à un objet. Dans cette perspective on réussit ou on échoue dans la mesure où cela ne coûte rien d'essayer.

Dans l'éditorial de *TC* 22, nous disions que la question de l'intervention et du retour de la théorie à la révolte qui lui est intrinsèque ne se posent qu'à partir du moment où l'on a fait de la diversité des activités une abstraction : la pratique comme abstraction. La question de l'intervention transforme ce que l'on fait dans telle ou telle lutte (ou ce que l'on ne peut pas faire), c'est-à-dire des pratiques toujours particulières, en une *abstraction de la pratique* construisant le dilemme intervention/attentisme. Cette abstraction est quelque chose de bien tangible qui se construit par des activités et des attitudes empiriquement constatables : la « veille pratique » ; la capacité à « choisir » entre les luttes ; la « partie de la société au-dessus de la société » ; le « tout me concerne » ; l'évanouissement de la reproduction du capital dans la lutte des classes, reproduction conservée comme cadre *mais non comme définition des acteurs* ; la question de la stratégie et la révolution comme *but* à atteindre ; la *décision de l'individu* comme point de départ méthodologique et non l'existence d'un processus contradictoire ou d'un écart que des activités expriment ; le saut par-dessus la reproduction du capital au nom d'une situation jugée comme fondamentalement commune mais par-delà les diversités objectives (encore une fois nous retrouvons la *médiation temporelle*, c'est-à-dire le prolétariat comme classe du capital et sa contradiction avec le capital comme cours du mode de production capitaliste). L'essentiel de la critique de la question de l'intervention réside dans l'abstraction de la pratique et l'objectivation de la lutte des classes qui se répondent réciproquement (par là, son ennemi, « l'attentisme », n'est que le sien). La « Pratique » acquiert en tant que telle, en tant qu'entité, un sens face à son complément, tout aussi abstrait, la lutte de classe comme situation. Les pratiques particulières *en tant que telles* ne sont plus que des manifestations occasionnelles de la Pratique comme abstraction dans le dilemme entre Pratique et Attentisme. C'est là le fondement même de la question de l'intervention, c'est-à-dire de l'intervention comme question et de sa compréhension de la théorie comme « arme » qui fait retour à la révolte.

Il y a dans la conception de la théorie chez TC un aspect circulaire parce que la pratique dont nous parlons n'est pas la somme pour chacun de sa pratique et de celle des autres, n'est pas pour chacun la sienne propre comme point de départ, la sienne propre (ou un discours sur la pratique envisageable

et possible) et celle des copains ou du militant multicartes. C'est-à-dire la pratique comme effet d'une décision individuelle, d'une conscience sur un objet. Dans ce dispositif, la théorie a, en effet, à prouver son *utilité*. Pour TC, la théorie dans son sens restreint est incluse dans son sens général. Cette inclusion est problématique mais définitoire et on n'en sort pas. C'est-à-dire que la théorie restreinte appartient à une pratique qui n'est pas « la nôtre » et à une théorie (sens large) qui également n'est pas « la nôtre ».

Le sujet réel, la société, ne subsiste pas dans son indépendance face au concret de pensée car ce concret est devenu tout simplement un de *ses* moments (et non l'inverse ce qui est la méthode spéculative). C'est la « vérité », la « réalité », la « puissance » de la pensée telles que Marx les pose dans la deuxième thèse sur Feuerbach : « C'est dans la pratique que l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité effective et la puissance, le caractère terrestre de sa pensée. La dispute concernant la réalité ou la non-réalité effective de la pensée – qui est isolée de la pratique – est une question purement scolastique. » La première thèse venait d'affirmer que la réalité effective devait être saisie comme activité sensiblement humaine, comme pratique. Dans l'*Introduction de 1857*, Marx ne revient pas en-deçà des *Thèses sur Feuerbach* : le monde est ensemble de pratiques humaines et (c'est la thèse trois) il n'y a pas de début, de point zéro de la société comme « données premières » face à l'activité et à la conscience. La société est sujet parce qu'elle est toujours déjà activité. Que les apparences ne coïncident pas avec l'essence, c'est le procès réel du concret qui en est la production et la résolution.

Ce n'est pas, bien sûr, la pensée et les déterminations de la pensée qui constituent l'essence du sujet, mais l'essence de ce sujet, les relations d'un tout organique, et qui est tel en lui-même indépendamment de toute pensée, qui constitue le « concret pensé ». Celui-ci ne lui est pas extérieur parce qu'elle n'est qu'un moment de ce sujet qui est donné aussi bien en lui-même que dans son appréhension.

Le sujet, la société, est donné aussi bien dans la réalité que dans le cerveau, il est la médiation de sa propre représentation, la pensée n'est pas « reflet » parce que c'est le sujet qui est l'objet même de la pensée, qui *se pense*, la question du « reflet » et de la « théorie comme arme » dans son jeu infini avec la pratique rejoint celle de la preuve de la vérité de la pensée séparée de la pratique dans le répertoire de la scolastique.

Tout cela peut paraître bien « abstrait », mais cela signifie que la pratique dont parle TC est celle de tous ceux qui par leurs activités créent un écart à l'intérieur de l'action en tant que classe et la posent comme limite à dépasser. Elle est la théorie au sens large, c'est-à-dire pratique, réflexion sur elle-même de la lutte de classe. La théorie au sens restreint en est un condensé, c'est-à-dire une expression spécifique et non immédiate, travail d'élaboration avec ses lois propres, expression *pensée* de cette pratique. Pour elle, il s'agit avant tout

de faire exister *théoriquement* le dépassement communiste de la façon la plus claire possible. L'existence de cette expression pensée est inhérente et indispensable à l'existence même de la pratique et de la théorie au sens large. Elle existe et se produit de façon multiple, continue ou éphémère. Elle n'a pas de rôle dans la mesure où elle est définitoire de ce vis-à-vis de quoi on pourrait supposer qu'elle ait un rôle, elle est un moment pour reprendre les expressions de la philosophie. Sa « sanction » lui est interne et n'en est pas une, pas plus qu'elle ne la garantit, elle est constamment soumise et retravaillée par ce qui la constitue et dont elle fait partie comme moment : la théorie au sens large, la pratique. En ce sens elle est bien circulaire. Elle ne confère, *individuellement*, à ceux qui la pratiquent aucune attitude ou statut particulier parce que la pratique n'est pas *son objet* dans lequel elle aurait à se justifier ou à s'appliquer. L'application de la théorie existe quand on pense vis-à-vis d'une lutte que l'on pourrait en être comme ne pas en être. Alors, l'application c'est « comment en être ? ». À ce moment-là, on a sorti la théorie de son milieu, de son écosystème, il va falloir la réintroduire : c'est l'attitude militante qui crée la question de l'application de la théorie, de sa sanction, de son rôle. Ce n'est une question inhérente à la théorie que si l'on a séparé la décision de l'activité et les conditions de son application.

Il faudrait qu'à l'occasion cet activisme réfléchisse au fait que, bien que tout armé de théorie, il ne parvient pas à franchir les portes des lieux de travail. Les lieux où il s'exerce sont ceux-là mêmes où le mode de production capitaliste *apparaît* conformément à la façon dont l'activisme conçoit et construit sa pratique. Il s'agit des moments pris à part, posés comme séparés, des instances de la *reproduction* de l'autoprésupposition du capital. Tout, à ce niveau, apparaît à l'activisme comme conforme à son idéologie et à sa conception de la pratique. Le capital y apparaît comme simple domination imposant son ordre et sa reproduction à la société. Les cibles sont multiples et changeantes, la pratique n'est pas *nécessaire* mais décision et l'individu le sujet de cette décision (il faudrait distinguer l'activisme du militantisme gauchiste classique : quand l'activiste dit « il faut faire », il dit ce qu'il fait ou cherche à faire).

Cela ne signifie pas que l'on ne puisse agir que dans son milieu de vie ou de travail les plus immédiats (bien que cela soit très difficile et qu'il faille toutes sortes de conditions particulières pour en sortir), mais que cela soit dans celui-ci ou ailleurs, nous y sommes avec tout ce que nous portons avec nous et nous ne ferons que *réfléchir* les conditions et le cours de cette lutte où nous nous trouvons de même que la lumière ne se réfléchit ni avec le même angle ni avec la même couleur selon la matière qu'elle rencontre (il arrive même que la lumière rencontre des trous noirs). C'est l'éther dans lequel elle baigne qui constitue la théorie en armes (si l'on veut utiliser ce terme). Nous ne savons rien à l'avance de la façon dont va réagir (ou non) la théorie que nous portons, de la façon dont elle peut être ou non réactivée.

Les positions communistes peuvent infléchir le cours des luttes. Premièrement par la diffusion *théorique* de ces positions en tant que moment de la pratique ; deuxièmement par la réfraction individuelle de la lumière des luttes où individuellement nous sommes.

LE PROLÉTARIAT COMME SUJET

La « médiation temporelle » qui est la pierre de touche quant à la relation à l'activisme, quant à la compréhension de la pratique et de la méthodologie théorique, détermine également la compréhension du prolétariat comme sujet de la révolution.

L'essentiel de ma position sur la question est exprimée toujours dans les échanges publiés dans *TC 18*.

« Le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, c'est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle. L'exploitation ainsi définie (la définir autrement c'est ne voir que des intérêts opposés et ne pas arriver à comprendre pourquoi ces intérêts sont opposés), nous n'avons plus affaire au processus du "capital seulement", mais à la lutte des classes. Dans cette contradiction c'est son aspect non symétrique qui nous donne le dépassement. En effet, cette contradiction ne porte son dépassement que de par la place et l'activité spécifiques du prolétariat dans cette contradiction. *Quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité du prolétariat.* Définir ainsi la contradiction nous amène à ne pas laisser le cours historique de l'accumulation en dehors ou comme simple réalisation de la contradiction. C'est là que le cours de la contradiction, parce qu'elle ne relie pas symétriquement ses pôles, devient l'histoire *du mode de production capitaliste*, parce que le capital est le pôle qui subsume l'autre et reproduit en lui la totalité. Ce qui explique pourquoi dans ce drôle de jeu qu'est la lutte des classes ce soit toujours le même qui gagne à moins que le jeu n'amène à l'abolition de sa propre règle. L'illusion selon laquelle il existerait un double processus : processus du capital seulement et processus de l'activité prolétarienne selon des "bases de son autotransformation" existant en elle ("dans ce qu'est l'individu dans le capital") a pour conséquence paradoxale de ressusciter l'objectivisme. En s'imaginant donner un rôle de sujet actif au prolétariat on le pose en fait dans ou face à une situation objective, l'autre processus. À ce moment-là il doit avoir une stratégie et il doit en prendre conscience. La question n'est pas "qu'est-ce qu'on peut faire ?" mais "où en sommes nous dans nos luttes, dans la lutte des classes ?" » (*TC 18*).

En résumé : soit on considère que la contradiction entre le prolétariat et le capital porte son dépassement de par la situation et l'activité spécifiques du prolétariat (subjectivité si l'on veut) définies dans la contradiction, on ne fait pas l'impasse sur l'objectivité du cours du mode de production qui n'est

pas le « cadre » de l'action du prolétariat mais sa définition ; soit on part de cette « subjectivité » qui alors est seulement « déterminée » comme une révolte contre, mais alors on perd et l'objectivité de la classe qui est simplement renvoyée au rapport à un extérieur adverse, et la contradiction. Tout le problème réside dans ce qu'est « une action spécifique définie dans une contradiction ». On ne peut vouloir d'une part la révolution comme « autonégation du prolétariat » (beaucoup de guillemets) et, d'autre part, ne pas vouloir le prolétariat comme classe de ce mode de production et rien d'autre. Pas « d'autonégation » sans implication réciproque mais si on a l'implication réciproque on n'a plus « la Subjectivité », ni ce qui doit en être la conséquence logique : l'existence du prolétariat « seulement quand il lutte ».

Toute divergence sur ce point (comme sur les autres abordés dans ce texte) qui serait en deçà de la « médiation temporelle » (la contradiction entre le prolétariat et le capital ne porte son dépassement que de par la place et l'activité spécifique du prolétariat dans cette contradiction *qui est le cours du mode de production capitaliste*) ne relève plus d'un débat *interne* à un groupe ou une revue produisant le concept de communisation. La question de l'inéluctabilité ou non du communisme qui se greffe sur la précédente n'est qu'une question d'ordre existentiel pour les activistes qui y jouent leur légitimité et leur raison d'être. La question est fautive, mais pour la non-inéluctabilité qui comprend l'inéluctabilité comme la négation de toute pratique, l'action doit être première et quasiment indéterminée. La question n'est pas celle d'un aboutissement mais celle, présente, de ce qu'est la lutte des classes, qui est, parce que contradiction, le mouvement de son dépassement. Le dépassement n'est pas un ajout (la cerise sur le gâteau) à ce dont il est le dépassement, mais « le mouvement qui abolit les conditions existantes », dans les conditions existantes. Le procès du capital est le procès de son abolition : « Les conditions actuelles se manifestent dans le mouvement de leur abolition » (*Fondements...*, t.I, p. 425). Le mouvement *dialectique* (la « jonction avec soi-même dans son autre ») est exprimé de façon on ne peut plus concise et efficace dans la formule de *L'Idéologie allemande* : « Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel » (Éd. Soc., p. 64). Si l'on ne reconnaît pas le communisme comme un mouvement existant dans le capital, il ne peut même pas être une possibilité. Si le communisme n'est pas une nécessité, il ne peut même pas être une possibilité, la considération du communisme comme possibilité opposée à sa considération comme nécessité est absurde.

Le communisme n'est pas notre raison d'être, c'est la lutte de classe et seulement par là le communisme comme *dépassement produit*. Soit on considère que la production du communisme est seulement soumise à la « subjectivité prolétarienne » inconditionnée (si elle est conditionnée elle ne peut l'être que par le cours de l'exploitation) et cette production peut être entreprise, même

partiellement, n'importe quand et n'importe où ; soit on considère que la production du communisme est l'œuvre du prolétariat en tant que tel, c'est-à-dire comme classe de cette société, et alors *elle est soumise, ainsi que la « subjectivité prolétarienne », au développement des contradictions de classes de cette société, à leur histoire.*

ANNEXE

Sur *Mort à la démocratie* (Léon de Mattis, Éd. Altiplano)

La principale critique que l'on peut faire à ce livre c'est de ne pas savoir délimiter son champ entre dénonciation (le récit du début ; le chapitre sur le système électoral américain ; sur l'impossibilité de la représentation sincère) et analyse théorique (la seconde partie du livre). Mais les deux sont constamment imbriquées.

Ne pas « appeler à l'abstention » ne signifie pas que l'on n'est pas dans la problématique de l'antidémocratie. Ce qui définit l'antidémocratie et qui est par là-même l'expression de sa limite, c'est la critique de la démocratie comme fausse communauté comme réunissant les individus, les représentant, *malgré* leur appartenance de classe, *malgré* « les inégalités ». L'antidémocratie critique la démocratie et l'État comme faisant « tenir » la société : les individus (on peut même dire les classes) ont des intérêts opposés, il faut quelque chose qui les tienne ensemble, bien sûr au profit des « dominants », c'est la démocratie et plus profondément l'État. L'antidémocratie reconnaît bien l'existence d'individus ou de classes aux intérêts antagoniques, les uns dominants, les autres dominés, mais il lui faut expliquer comment ces individus font société. Ce sera pour certains l'idéologie et ses appareils, pour d'autres ou les mêmes, la démocratie et l'État. La conséquence « pratique » c'est de penser que l'on s'attaque à la société en s'attaquant à ce que l'on croit faire tenir ensemble les intérêts conflictuels, en s'attaquant à ce qui ne serait qu'un « cache-misère illusoire ». La démocratie doit être « considérée comme ce qui fige les choses en l'état » (p. 75), c'est cela l'anti-démocratie, il faut attaquer ce qui ferait que les choses (les individus, les classes, malgré leurs intérêts opposés et leurs conflits) resteraient ensemble. D'où la dernière phrase du livre : « Les expériences de discussions ou d'actions collectives antidémocratiques, antihérarchiques et antiautoritaires existent déjà, et leurs formes ne cessent d'évoluer au gré des événements et des choix collectifs » (p. 123). Si l'on admet que l'« idéologie de la République est le cache-misère illusoire de la réalité de l'exploitation de classe » (p. 119), ces expériences antidémocratiques, *parce qu'antidémocratiques*, sont anticapitalistes (comme on dit maintenant) parce qu'elles défont ce que la démocratie « mettrait en forme ». Des pratiques révolutionnaires sont nécessairement antidémocratiques mais elles ne le sont pas parce qu'elles sont antidémocratiques. Ce n'est pas la démocratie, ni même l'État qui met en forme les relations sociales et lie hiérarchiquement ce qui est contradictoire.

L'idéologie de l'antidémocratie critique la démocratie et l'État en les croyant sur paroles. Cette idéologie fonctionne dans le livre en trois temps : « la démocratie n'est que la forme de l'État » (p. 81) ; « l'État est une mise en forme de la domination [...] il est la sanction et la perpétuation d'un rapport de force [...] un rapport de force qui l'englobe et le détermine » (p. 99) ; en fin de compte il s'agit d'une « mise en forme de la domination capitaliste » (p. 99). Cela pourrait n'être qu'une « vulgarisation » simple mais correcte, si tout n'était pas à l'envers.

« L'État [...] est une réalité qui a entre ses mains les moyens de se perpétuer à tout prix » (p. 87). C'est faux.

« Mais la souveraineté, loin d'être idéelle, est quelque chose que l'État doit refonder quotidiennement. Jour après jour, l'école, l'armée, la police, la justice, les services spéciaux, etc., la réaffirment » (p. 89). C'est faux.

« ...Le droit est un instrument au service de l'État » (p. 92) ; « L'implication réciproque et exclusive qui existe entre l'État et le droit... » (p. 94). C'est faux.

« Une loi n'est donc jamais qu'une forme : la mise en forme du primat de la force dans les relations sociales. » C'est à mi-chemin du vrai.

Cela est faux parce qu'à l'envers :

« C'est donc la *nécessité naturelle*, ce sont les *propriétés essentielles de l'homme*, tout aliénées qu'elles semblent, c'est *l'intérêt* qui tient unis les membres de la société bourgeoise dont le lien *réel* est donc constitué par la vie *civile* et non par la vie *politique*. Ce qui assure la cohésion des *atomes* de la société bourgeoise, ce n'est donc pas l'*État*, c'est le fait que ces atomes ne sont des *atomes* que dans la *représentation*, dans le *ciel* de leur *imagination*, – et qu'en *réalité* ce sont des êtres prodigieusement différents des atomes : non pas des *égoïsmes divins*, mais des *hommes égoïstes*. *La superstition politique est seule à se figurer de nos jours que la cohésion de la vie civile est le fait de l'État, alors que, en réalité, c'est au contraire la cohésion de l'État qui est maintenue du fait de la société civile* (c'est nous qui soulignons la dernière phrase, sauf « superstition politique » souligné dans le texte) » (Marx, *La Sainte Famille*, Éd. Soc., p. 147). Ce renversement est la justification théorique de l'affrontement au capital comme domination, il ne fait de l'existence des classes qu'une détermination supplémentaire de l'individu, ce renversement construit la théorie de l'intervention et fonde la figure du militant protéiforme dans la mesure où toutes les oppositions sont ramenées à l'abstraction de l'individu face à une « cohésion sociale » étrangère. *Une théorie de la valeur et de la valorisation du capital comme processus diffus, étendu à l'ensemble de la reproduction sociale, couronne parfaitement l'édifice.*

En d'autres termes, il y a une chose qui demeure toujours étrangère à l'antidémocratie c'est le mode de production capitaliste comme totalité se particularisant et non la totalité comme rencontre des particularités, c'est également, autrement dit, l'implication réciproque entre le prolétariat et le capital.

On ne nie pas l'importance de la démocratie et de l'État, mais ils ne sont, ni l'un ni l'autre, ce qui fait que les individus sont ensemble, même conflictuellement, ce qui « fige les choses ». La théorie de la « mise en forme du rapport de force » reste à mi-chemin de l'analyse.

« Si on fait de la puissance, de la force, le fondement du droit, ainsi que Hobbes et d'autres, alors le droit, la loi, etc. ne sont que le symptôme, l'expression d'*autres* rapports sur lesquels repose la puissance de l'État. La vie matérielle des individus, qui ne dépend nullement de leur seule "volonté", leur mode de production et leurs formes d'échange, qui se conditionnent réciproquement, sont la base réelle de l'État et le restent à tous les stades où sont encore nécessaire la division du travail et la propriété privée, tout à fait indépendamment de la *volonté* des individus. Ces conditions réelles ne sont pas du tout créées par le pouvoir d'État, ce sont au contraire elles qui créent ce pouvoir. Les individus qui exercent le pouvoir dans ces conditions ne peuvent donc, abstraction faite de ce que leur pouvoir doit se constituer en État, que donner à leur volonté déterminée par ces conditions précises, l'expression générale d'une volonté d'État, d'une loi, – et le contenu de cette expression est toujours donné par les conditions de leur classe, comme il ressort très clairement de l'examen du droit privé et du droit pénal » (*L'Idéologie allemande*, Éd. Soc., p. 362).

Léon de Mattis semble dire quelque chose d'approchant dans le seul paragraphe de son livre (p. 99) où l'État, la loi, la démocratie sont expressément rapportés aux rapports de production capitalistes. Mais « le rapport social capitaliste » que Léon de Mattis appelle le plus souvent « domination capitaliste » est avant tout, si ce n'est exclusivement, défini comme un « rapport de force » (p. 99), en cela l'État est l'organe de la mise en forme et de la sanction de ce rapport de force, c'est lui qui en est le garant et non l'inverse (les rapports sociaux garants de l'État). L'État peut alors « refonder sa souveraineté », « se perpétuer lui-même », etc. Ce n'est pas le problème de la poule et de l'œuf : ce qui est en jeu c'est ce qui fait que la société capitaliste prend (comme le plâtre prend), c'est la question de la cohésion sociale. La loi comme force n'est que « l'expression d'autres rapports sur lesquels repose la puissance de l'État » et ces autres rapports ne sont pas qu'une « domination » ou un simple « rapport de force ». C'est en comprenant ainsi ces « autres rapports » que Léon de Mattis met les choses à l'envers et fait de la démocratie et de l'État plus généralement la « sanction du rapport de force », ce par quoi ce qui est conflictuel tient ensemble. Si l'exploitation n'est plus que domination et rapport de force il faut une force qui lie les éléments ensemble et qui les reproduise comme ensemble. On peut dire que l'État n'est qu'une « mise en forme de la domination capitaliste » mais on ne dit que cela : « de la *domination capitaliste* » (c'est nous qui soulignons). Ce qui relie les classes entre elles, si tant est qu'elles sont reliées, ce serait le rapport de force, et pratiquement ce qui le sanctionne : l'État, dont la « mise en forme démocratique » (que de « mises en forme » qui éludent les déterminations) est la plus adéquate. C'est cela l'antidémocratie

RÉPONSE À R.S.

Nous citons ici une lettre reçue au cours des échanges qui ont marqué la fin de *Meeting* et qui n'ont pas tous été reproduits ici. D'autre part, elle est signée de Denis, participant à *Meeting*, qui a écrit *Mort à la démocratie*.

R.S. a raison : ce qu'il appelle le « parallélisme », et que je pourrais désigner, pour ma part, dans un vocabulaire qui convient mieux à la manière dont j'envisage les choses, comme la nécessité d'être présent sur plusieurs fronts, ne se maintiendra peut-être pas sous cette forme. Mais si ce que R.S. nomme d'un côté « l'intervention théorique » et de l'autre « la théorie » devaient se rencontrer, ce serait évidemment à l'aune des nécessités de « l'intervention théorique ». Pourquoi ? Tout simplement parce que « l'intervention théorique » ne se différencie pas de « la théorie ».

Ou encore, ce qui revient au même, on peut dire que la théorie ne peut jamais être autre chose que de l'intervention théorique⁷. Certes, l'intervention théorique, ou plutôt donc la théorie, existe sous des formes diverses et plus ou moins adéquates à leur objet. Ce qui a été parallèle dans ma démarche, ce n'est pas l'intervention théorique d'un côté et la théorie de l'autre, ce sont deux types d'intervention théorique – de théorie – qui avaient chacune leur force et leur faiblesse.

Du côté de *Meeting*, l'intervention théorique avait pour objet l'élaboration en commun, au sein d'un milieu assez large, du concept de communisation. « Au sein » signifiait à la fois « avec » et « à destination de », et se traduisait pour moi par l'appel, que j'avais lancé dans « Trois thèses sur la communisation » (*Meeting* 1, p. 7 à 10), à la constitution d'un « mouvement communisateur ». Quant au « milieu », il comprenait ce que l'invite appelait le « courant communisateur » et que j'avais tenté maladroitement de requalifier en « aire qui pose la question de la communisation », en le distinguant du coup d'ailleurs du « courant communisateur » (précisions dans une note, *Meeting* 2 p. 33). C'est qu'il ne s'agissait pas pour moi de se limiter à un milieu « théoricien » au sens étroit du terme (au sens où R.S. l'entend quand il écrit « la théorie, activité spécialisée, est l'affaire d'un milieu ») mais bien de l'étendre à tous ceux qu'on pourrait appeler « les activistes » – sachant que les partisans du non-activisme (ou encore, ceux qui critiquent « l'intervention », pour reprendre leur vocabulaire) se définissent ainsi par rapport et en opposition à cette catégorie, et que par là même ils font bien partie du même

7. On ne pourra pas me reprocher, en tout cas, d'avoir caché ni mes conceptions sur la théorie, ni le fait que j'ai toujours considéré que c'était là mon point de désaccord le plus fondamental avec TC – celui dont procèdent tous les autres – et la base de cette « critique générale » de TC en vérité entamée depuis longtemps (avant même *Meeting*) et ne se contentant pas du tout de « points marginaux » (dans la mesure où la conception de ce qu'est la théorie ne saurait être, pour un groupe théorique, un point marginal). Cf. « Lettre de D. », TC N° 17, p. 132 à 137, ou encore, plus récent, « Accords et divergences », *Meeting* 4, p. 25 à 36.

« milieu ». Bien entendu, l'élaboration d'un tel concept n'est pas une fin en soi, mais ce qui doit servir de matrice à la saisie conceptuelle, au cœur de la lutte des classes, d'une certaine activité (qu'on peut appeler activité d'écart si on veut, cela ne me gêne pas), cette saisie étant à la fois produite par et productrice de l'activité en question. « Produite par », car sans elle il n'y aurait pas de concept adéquat à former (ça n'exclut pas qu'on puisse produire des concepts fantaisistes, la seule sanction c'est qu'ils demeurent ignorés et insignifiants), et « productrice de » car seule la saisie par elle-même, dans des termes adéquats, d'une activité donnée lui donne la puissance d'être véritablement tout ce qu'elle peut être – et une telle saisie n'est jamais jouée d'avance.

Le projet de *Meeting* n'a pas tenu ses promesses initiales, au sens où le concept de communisation ne s'y est pas éclairé, et que son élaboration n'a pas impliqué dans le débat dans, autour ou même contre *Meeting* les personnes à qui il était destiné. *Meeting* pour autant n'est pas un échec complet, car cette revue a produit un certain nombre de textes et d'analyses très intéressants – mais il s'agit d'une production *entre soi*, et à terme un tel enfermement conduit à une impasse. Je crois que cette impasse s'est en effet traduite depuis un an à ce qu'on se retrouve dans une situation de dialogue/confrontation entre TC et les autres participants, souvent particularisée en un dialogue/confrontation entre R.S. et moi, et que ceci s'est bien senti dans *Meeting 4* (je n'ignore pas les critiques qui ont été adressées à « Accords et divergences » sur ce point, et qui sont à mon avis fondées, mais produites par la situation générale de *Meeting*). *Meeting 3* avait évité le problème parce que sa rédaction suivait novembre 2005 et le mouvement anti-CPE mais au fond je pense que dès le début (vers le deuxième numéro) nous avons raté l'élargissement indispensable du projet. Le Summermeeting a aussi pâti de cette situation, dans une moindre mesure cependant car il brassait plus largement que le cercle habituel des participants à *Meeting*. Les saloperies de P. et C. sont un des derniers épiphénomènes produits par cette situation (ce qui ne les excuse en rien).

Une autre intervention théorique avait pour nom *Mort à la démocratie*. L'objectif en était beaucoup plus limité à l'origine. Il s'agissait tout d'abord d'écrire d'une manière plus accessible, c'est-à-dire pas seulement d'écrire plus simplement, mais d'écrire surtout d'une manière qui ne demande pas de pré-requis théoricien⁸. Un « prérequis théoricien » n'est pas qu'une question de connaissances et de familiarité avec certaines analyses théoriques. Ce dont il s'agit, plus fondamentalement, c'est écrire de manière à ce qu'il n'y ait pas besoin d'avoir admis la validité de concepts (ou au minimum leur pertinence) à l'avance pour pouvoir ne serait-ce que les comprendre. J'ai déjà adressé cette critique à R.S. dans un texte intitulé « Marseille en mars » (non publié mais

8. C'est l'idée première de ce livre, qui était destiné à être diffusé dans le circuit ordinaire des libraires. Les articles signés « Denis » dans *Meeting* n'ont pas la même exigence. Ils supposent acquis le sens et l'usage de nombre de concepts marxistes, et connus les débats antérieurs sur la communisation, etc.

disponible sur le site de *Meeting*) : « Beaucoup des raisonnements développés par Roland sont ce que j'appellerais "autoréférentiels" : c'est-à-dire qu'ils doivent avoir été admis d'avance pour pouvoir les suivre jusqu'à leurs conclusions. » La théorie telle qu'écrite par TC se présente comme un corpus de concepts dont au fond on ne peut évaluer la pertinence, les implications, et même simplement le sens qu'après les avoir faits siens. Certains de ces concepts sont des héritages des théoriciens précédents, à commencer par Marx et tous ceux qui l'ont suivi. Le temps s'est parfois chargé de leur faire prendre des significations et des inflexions si particulières qu'il arrive à certains d'entre eux de faire écran à leur sens réel au lieu d'en être l'expression adéquate. Il ne s'agit pas d'induire une rupture avec toute théorie sous cette forme, seulement d'en montrer certaines limites.

J'ai certes été un peu rapide en parlant, à propos de *Mort à la démocratie*, de « pamphlet » et non de théorie. Évidemment, *Mort à la démocratie* est un livre théorique, ne serait-ce déjà que parce qu'il correspond à une exigence elle-même posée par une certaine conception de la théorie. Ce que je voulais dire précisément, c'est que le raisonnement n'y est pas poussé à ses dernières extrémités. *Mort à la démocratie* est un livre au propos volontairement limité, ce qui fait qu'il y manque en effet beaucoup de choses – c'est ce qui fait le fond de la critique de R.S., qui porte sur « le point de vue absent » (la critique portant sur l'ordre de présentation est surabondante par rapport à celle de l'absence du point de vue : « l'inversion » de l'ordre n'est critiquée qu'en tant qu'elle révèle l'inexistence du point de vue absent).

Mais s'il y manque ce qu'il y manque, c'est suivant deux considérations. La première était que je ne voulais pas rompre l'équilibre entre « dénonciation » et « analyse théorique » en poussant trop loin la seconde (le fait que le champ entre les deux ne soit pas clairement délimité est pour R.S. la « principale critique » à adresser au livre, et pour moi son principal mérite). La seconde considération, la plus importante, est la suivante : l'objet premier du livre était immédiatement pratique. Il s'agissait de maintenir vivante une critique radicale de la démocratie et de ses formes, pour mieux faire face au démocratisme spontané qui naît systématiquement dans les luttes – et qui avait été fortement sensible au moment du mouvement anti-CPE. J'avais fait ce constat dans *Meeting 3* (p. 58-59) dans un paragraphe intitulé (déjà) « Mort à la démocratie ». La différence entre ma démarche dans *Meeting* et ma démarche dans *Mort à la démocratie* n'est pas pour autant que l'une aurait eu une visée pratique et pas l'autre : les deux l'ont, en vérité. Mais, dans *Mort à la démocratie*, la finalité pratique était à la fois plus immédiate et plus limitée. L'idée était de se donner les armes de la critique pour les moments de la lutte où on se retrouve, bien contre notre volonté, confrontés à l'affirmation démocratique – et donc certainement pas de faire de la critique de la démocratie un axe de lutte par lui-même. Ceci a été très clairement exprimé dans toutes les

présentations-débats- discussions du bouquin, y compris celle, à Avignon, à laquelle assistait R.S..

C'est pourquoi, dans *Mort à la démocratie*, la critique de la démocratie n'est pas une fin en soi. Jamais, contrairement à ce qu'affirme R.S., ce livre ne présente « les expériences antidémocratiques » comme anticapitalistes « parce qu'antidémocratiques ». Le paragraphe des pages 122 et 123 *dans sa totalité* est très clair : la rupture avec la démocratie est une condition nécessaire mais certainement pas suffisante de la rupture avec le monde du capital. C'est d'ailleurs aussi une condition nécessaire à la poursuite de la lutte tout court, dans bien des cas le démocratisme faisant partie, entre autres, des dispositifs d'étouffement de la contestation.

Je ne fais pas le fétichisme de ces dispositifs (ni, partant, de la lutte contre eux) mais contrairement à TC je ne les tiens pas pour rien sous prétexte que les déterminations du capital seraient tout. Je pense que l'attaque de ces dispositifs sous une forme « théorico-pamphlétaire » (si on veut l'appeler comme ça) fait partie de l'intervention théorique donc de la théorie. Soit dit en passant, à la limite entre intervention, théorie, pamphlet et texte pratique, il y a aussi le manuel que j'ai rédigé avec David (*Face à la police face à la justice*, texte disponible gratuitement sur www.guidejuridique.net) qui conjugue ces différents aspects dans des proportions qui me font d'ailleurs douter de sa nature exacte. Mais peu importe, car il me semble que ce n'est pas seulement entre « intervention théorique » et « théorie » qu'il y a identité, mais aussi entre « intervention théorique » et « intervention », et que donc « intervention », « théorie » et « intervention théorique » ne sont que trois aspects de la même chose en vérité⁹.

Pour en revenir à *Mort à la démocratie*, ce qui y manque n'est donc manquant que de manière conjoncturelle : et d'ailleurs, suite aux discussions à l'infokiosk d'Avignon ou de Saint-Jean-du-Gard, une suite à *Mort à la démocratie* a été envisagée. Car la critique de la « démocratie directe » ne peut se faire que sur le fond de la remise en cause de ce que la démocratie prend pour un donné indépassable alors qu'il doit s'analyser comme une production historique de la société du capital : l'individu (« la totalité se particularisant et non la totalité comme rencontre des particularités » dont parle le texte de R.S.). Les pages 74 et 75 de *Mort à la démocratie* en parlent certes, mais en filigrane¹⁰. Il reste que cela pourrait être dit clairement dans un texte spécifique, ce qui se fera peut-être.

9. Sachant que le mot « intervention » reste peu adéquat, à cause de la position d'extériorité qu'il présuppose.

10. Le dernier paragraphe de la page 74 suggère (mais ne fait que suggérer) à la fois l'idée que l'individu du capital n'est qu'un individu du capital, et non un individu « naturel », et la notion d'autotransformation des prolétaires dans la révolution

« Défendre la démocratie directe, l'opposer, comme "démocratie réelle", à la fausse démocratie politique qui régit l'État, c'est croire que notre nature véritable serait enfin révélée si d'aventure on se libérait des contraintes que le système fait peser sur nous : mais se libérer de ces contraintes

Je comprends bien cependant que, pour R.S., le « point de vue absent » ne peut pas être absent pour des raisons conjoncturelles comme celles que je viens d'exposer. Dans sa perspective, s'il est absent c'est qu'il ne peut pas être : le point de vue absent est exclusif de tous les autres. Le point de vue absent est le point de vue le plus abstrait. Il est celui qui voit le mode de production capitaliste comme « la totalité se particularisant » – et donc il est le point de vue qui doit tenir l'analyse des classes, de leur rapport (d'implication réciproque), de l'exploitation, etc. comme déjà acquis. Il est constant, pour R.S., suivant en cela une interprétation de l'*Introduction de 1857* contestable (parce que systématisée), de dire que le point de vue le plus abstrait est aussi le plus concret. Je ne sais pas si la vision de « la totalité qui se particularise » est la plus « concrète », en tout cas elle n'est ni immédiate, ni suffisante par elle-même.

La question politique se présente évidemment d'abord comme une question qui doit traiter de « la totalité comme rencontre des particularités » : et comment pourrait-il en être autrement ? S'il en est ainsi, ce n'est pas parce qu'on n'a pas lu assez de théorie, mais, plus fondamentalement, parce que la question de la « totalité qui rencontre les particularités » n'est pas qu'une fausse question que le point de vue « concret/abstrait » pourrait anéantir rien qu'en dévoilant la profonde illusion. Croire cela, ce serait avoir, par rapport à la politique, la même position que Jean-Pierre Voyer par rapport à l'économie, qui croit avoir détruit celle-ci en proclamant qu'elle n'existe pas. Mais, de même que la valeur est objective parce qu'elle est objectivée par le rapport social, de même l'individu du capital existe réellement parce qu'il est réellement produit dans la société du capital. Certes, tout comme la valeur d'ailleurs, il n'existe pas uniquement de la manière dont il se présente d'abord : mais la saisie de ce qu'il est au-delà de ce qu'il paraît seulement être n'est pas immédiate, et surtout elle n'efface pas le fait qu'il est *aussi* en partie ce qu'il paraît être. Il y a bien *réellement* besoin d'un État pour intégrer l'individu du capital comme citoyen et pour le réprimer comme rebelle... S'attarder sur le rôle de la répression et sur celui de l'égalité formelle du citoyen ne peut pas être considéré *en soi* comme une erreur théorique. Seule la conclusion, que *Mort à la démocratie* ne tire jamais, que citoyenneté et répression suffiraient par eux-mêmes à assurer la cohésion sociale pourrait s'attirer valablement la critique formulée par R.S.

Le point de départ le plus pertinent de l'analyse de l'État me semble être effectivement de commencer par le prendre au mot. C'est donc d'abord en opposant le discours de l'État sur lui-même (L'État au service de l'intérêt collectif) et sa réalité (un dispositif au service d'une classe dominante) que la critique prend corps. Cet être de l'État, d'ailleurs, précède, historiquement, l'apparition du mode de production capitaliste. Que le capitalisme ait modifié

suppose une telle transformation qu'à la fin du processus nous ne serions plus nous-mêmes, du moins nous ne pourrions plus être ce que nous sommes dans la civilisation du capital » (*Mort à la démocratie*, p. 74).

l'État, c'est une évidence : mais il n'a pas créé la réalité étatique, loin de là. Si, certes, l'État ne tient pas sa puissance de lui-même, s'il ne peut par lui-même assurer la cohésion de la société, etc. il n'en reste pas moins un élément déterminant du fonctionnement du capitalisme, un élément sans lequel la domination capitaliste¹¹ est tout simplement impensable. Que cette « mise en forme de la domination » se soit transmise ainsi au cours de l'histoire et de la succession des classes dominantes et des modes d'exploitation devrait faire réfléchir.

Le second temps de la critique se dévoile ensuite. La démocratie bourgeoise est-elle une fausse réponse à une vraie question ? La démocratie directe serait-elle la bonne réponse ? C'est là, et là seulement, que la question de la critique de l'individu en tant qu'individu du capital prend tout son sens. La question à laquelle la démocratie (directe ou indirecte) est la réponse est en effet, pour reprendre les termes de R.S. : comment la totalité peut-elle rencontrer les particularités ? Et c'est là, à ce stade, qu'il faut analyser la particularité (autrement dit, l'appartenance de classe) comme particularisation de la totalité, cela afin de comprendre que la démocratie est une réponse à une question que seule la société du capital peut poser – et que seul le communisme est anéantissement de la particularité au profit des singularités.

L'ordre d'exposition que je présente ici n'est pas dicté par un souci pédagogique, mais par la nécessité théorique. La théorie n'existe qu'à travers cette généalogie : elle naît dans la révolte et ne rejoint le point de vue le plus général (volontairement, je ne dis pas ici « abstrait ») que pour retourner ensuite à la révolte. Le point de vue le plus général est sans doute aussi celui qui permet la compréhension la plus vaste du monde qu'il est nécessaire de combattre. Mais il prend aussi le risque, tout à la joie de son exposition magistrale, d'oublier ce qui le fonde réellement.

Nous ne nous mouvons pas « quotidiennement » dans les « catégories qui construisent la surface de la société capitaliste » : nous nous mouvons quotidiennement dans les catégories qui construisent la société capitaliste tout court, en surface comme en profondeur. Il ne suffit pas de les analyser pour les historiciser (ce qui est autre chose que de les juger superficielles, soit dit en passant) : il faut aussi les mettre en cause pratiquement. L'analyse qui montre en quoi ces catégories ne sont pas « naturelles » mais tributaires du rapport social dominant n'est donc pas une fin en soi, une vérité à débusquer au nom de l'amour de la vérité, mais bien un moment d'une critique qui a nécessairement une finalité pratique (quand bien même cette finalité n'est pas immédiate¹²). Mettre en cause pratiquement la démocratie, ce n'est pas se contenter d'ex-

11. R.S. feint toujours de croire que l'on doit choisir, et parler soit de domination, soit d'exploitation capitaliste. Il n'y a pourtant pas de contradiction à utiliser l'un ou l'autre terme, suivant ce que l'on cherche à désigner exactement. Le capitalisme est bien dominant, en ce qu'il est maître de la société : et exploiteur, en ce qu'il ne saurait assurer cette domination sans l'exploitation.

12. Affirmer la finalité pratique de tout énoncé théorique ne signifie évidemment pas qu'il faille assigner un objectif précis à chacun d'entre eux. Il peut s'agir d'une finalité lointaine, un

pédier le problème avec deux citations de Marx. C'est surtout se confronter avec le démocratie de l'assemblée, et se demander quel outil on peut forger en attendant le moment où on s'y trouvera confronté de nouveau. Cet outil répond adéquatement à son projet, et pas à un autre. Tout énoncé théorique est une confrontation au monde qu'il s'agit *dans un même mouvement* de comprendre et de détruire, et c'est ce qu'il arrive facilement au point de vue concret/abstrait d'oublier...

La critique de « l'ordre inversé » procède de cet oubli. L'ordre d'exposition préconisé par R.S. satisfait peut-être bien aux exigences de la logique formelle, mais mal à celles de la théorie.

Au lieu d'avoir la révolte comme fondement et horizon, il a la généralité à la fois comme origine et comme visée finale. C'est pourquoi il n'arrive jamais ailleurs que là d'où il part, et c'est ce qui provoque cette constante impression de circularité lorsqu'on est confronté à l'argumentation développée par TC. C'est que procéder ainsi revient, au fond, à n'écrire qu'un seul texte, et à faire que tous les livres et tous les articles ne soient qu'une longue répétition, détaillée et développée à l'infini, d'un propos unique (avec des inflexions, certes). Or, aucune vérité théorique n'est jamais acquise. Elle ne peut exister et continuer à exister que parce que ce qui la sous-tend nécessairement parvient à la fonder de nouveau. Ce processus, ce parcours, dirais-je, la théorie doit l'emprunter régulièrement. Cela ne signifie pas que toute théorie doit tout le temps réexposer à l'infini la généalogie de ses concepts, certes, mais à l'inverse on ne peut admettre que tous les concepts sont considérés une fois pour toute comme acquis, et qu'il n'y ait jamais à revenir dessus.

Les deux interventions théoriques « parallèles » ne sont donc pas en train de devenir « antinomiques ». Elles ne l'ont jamais été, et ne le deviendront pas¹³. Elles doivent simplement être jugées, l'une comme l'autre, au regard de leurs ambitions initiales.

Pour *Meeting*, la question se pose à la lumière de cet échec relatif que j'évoquais au début de ce texte. Je ne crois pas du tout que la raison du blocage actuel de *Meeting* vienne de ce que l'époque ait changé, et que le démocratie radical soit définitivement mort en Grèce. Je pense plutôt que la raison tient à la difficulté réelle, pour TC, à se confronter à une conception de la théorie qui ne soit pas la sienne, malgré une évidente volonté d'ouverture et d'élaboration en commun. Le résultat, comme je le disais, est que faute d'une audience et d'un élargissement significatifs, des divergences *qui étaient connues dès le départ* et qui auraient facilement pu ne garder qu'un caractère secondaire ont fini par focaliser l'attention, et prendre une place qui entrave l'élaboration

horizon... On peut dire que la finalité pratique est l'horizon de tout énoncé théorique, et que perdre de vue cet horizon c'est oublier ce qui fait que la théorie est théorie.

13. Les nécessités de l'intervention théorique et les nécessités de la théorie sont les mêmes, puisqu'il s'agit d'une seule et même chose... le « frein » évoqué par R.S. n'est pas « inhérent » aux « problématiques de la théorie », seulement à la manière dont TC envisage la théorie.

collective. La confrontation avec R.S. et TC est quelque chose de tout à fait intéressant (l'oubli de sa généalogie ne rend pas un énoncé théorique caduc, il en marque seulement les limites, c'est pourquoi les écrits de R.S. et de TC gardent toute leur pertinence une fois qu'on en a compris la limite intrinsèque) mais une telle confrontation n'a nul besoin de *Meeting* ou d'une autre revue pour exister : une simple correspondance suffit. Si ces éléments finissent par être contre-productifs et par donner une impression désastreuse de bataille politique (et C. et P. ont chacun à leur manière cédé à une telle impression, en m'accusant de plus d'être à l'origine de cette dérive), il vaut mieux les mettre à part du travail commun qui s'élabore dans la revue. Ce texte de « réponse à R.S. » devra donc être considéré comme le dernier de la série à être publié sur la liste *Meeting*. Les prochains seront adressés directement à R.S. et à lui seul, quitte à ce qu'ils soient ensuite communiqués à ceux qui se déclareraient intéressés.

En ce qui concerne la signature « Léon de Mattis », je pense qu'elle peut encore servir pour publier le texte sur la démocratie directe que j'ai évoqué et celui sur la valeur (qui, soit dit en passant, n'aura nullement le caractère que B.L. et R.S. ont cru y voir, et n'annonce en rien une « unification » de mes positions sous « les auspices » de « l'aliénation, la domination, l'individu isolé »...). Il s'agit de faire revenir la question des classes et celle de la valeur dans le débat à une période où on peut penser que ces questions vont se poser largement. Là encore, comme pour *Mort à la démocratie*, l'ambition sera limitée. Il n'est pas question d'exposer tout ce qui peut se dire sur le sujet, loin de là, mais seulement ce qui peut aider à ce que ces questions ressurgissent comme des questions essentielles de l'époque.

Il reste que, en ce qui concerne la communisation, il serait (pour le moment en tout cas) totalement contre-productif de vouloir se contenter de diffuser des positions sur ce sujet sous une signature unique, que ce soit celle de R.S., de Léon de Mattis ou de n'importe qui d'autre. L'élaboration positive du concept de communisation doit nécessairement être collective car elle ne peut naître que de la confrontation avec un certain nombre de pratiques et de conceptions déjà présentes¹⁴. *Meeting* aurait pu être le vecteur d'une telle élaboration. On pourrait espérer que la nouvelle revue le soit, mais il est difficile de comprendre où R.S. veut en venir quand il écrit que l'étape suivante doit « se constituer *pour nous* (pour qui ? TC ?) sur d'autres bases ». Lesquelles ?

Denis

14. En particulier, la distinction entre communisation et alternative s'annonce cruciale pour l'avenir. Or, dans « État des lieux », R.S. tend à identifier à l'alternative à peu près toute pratique ou conception qui, sans être programmatique, pose le communisme comme perspective. Une telle manière de voir les choses ne peut que conduire à une impasse, car elle tend à rendre impossible l'émergence, dans les milieux tentés par l'alternative (et pas tentés pour rien, mais pour des raisons par ailleurs bien explicitées par TC), de tout débat sur la communisation.

AUTOPRÉSUPPOSITION DU CAPITAL : ESSENCE/SURFACE/FÉTICHISME¹

ON NE PEUT SÉPARER ce qui est inséparable, la réalité et ses leurre : le thème de la réalité et de l'efficacité économique des formes fétichisées du capital, comme réalisation inversée des lois générales du capital, revient sans arrêt dans *Le Capital*, les *Fondements...* et les *Théories sur la plus-value*. « Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple transposition de la force productive du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette transposition, et que le travail salarié implique le capital de sorte qu'il est, lui aussi, *transubstantiation*, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier » (Marx, *Fondements...*, t.1, p. 256). Ce renversement et cette inversion sont bien réels.

L'autoprésupposition du capital s'effectue dans cette illusion nécessaire et réelle. Par exemple, la relation du capital en général aux capitaux particuliers a pour contenu et efficacité cette illusion nécessaire sans laquelle il n'y aurait pas de reproduction du rapport capitaliste : « De ce fait, le capital individuel se trouve réellement placé dans les conditions du capital en général, *bien qu'en apparence, la loi primitive semble renversée*. [...] Toutes les déterminations apparaissent ici renversées par rapport à ce qu'elles sont dans le capital en général. Ici le prix y est déterminé par le travail ; là, le travail est déterminé par le prix, etc., etc. » (Marx, *Fondements...*, t.2, p. 169). Le capital en général ne traverse les capitaux particuliers qu'en présentant toutes ses déterminations comme renversées dans ces capitaux particuliers et n'apparaît lui-même comme la totalité en mouvement par elle-même que par ce renversement qui s'effectue dans les parties. L'essence n'est pas une vérité en profondeur, en dessous du leurre (que l'on peut appeler la surface). « Tous les éléments englobés

1. Tout texte de théorie fondamentale doit avoir des enjeux immédiats, en ce qui concerne celui-ci voir, dans ce numéro, le texte « Fin de Meeting ».

dans la notion générale du capital, acquièrent une existence *autonome* et se manifestent dans la multiplicité des capitaux réels. C'est alors seulement que se développe largement *la structure interne et vivante qui apparaît dans et par la concurrence* (souligné par nous) » (*ibid.*, p. 10).

Dans le rapport du profit et de sa péréquation, intimement lié à la concurrence, comme le note Marx dans le même passage, le capital en général acquiert une existence particulière à côté de la forme de l'individuel et du particulier, une forme dans laquelle chaque capital particulier, par son rapport aux autres capitaux particuliers qui présuppose déjà la totalité (les conditions de la production capitaliste et son autoprésupposition), s'autonomise par rapport à lui-même. Dans ce mouvement du profit, de la péréquation et de la concurrence, l'essence du capital n'est que les effets (inversés) de la structure du tout.

La plus-value est l'essence du profit, de l'intérêt et de la rente. Elle se manifeste dans leur valeur totale, leur valeur particulière, leur relation. Mais l'essence n'est ni une chose réelle (réellement existante particularisée), ni un simple mot ou une simple connaissance, c'est une *relation constitutive*. La plus-value n'est pas une idée, ou une abstraction, sous lesquelles peuvent être rangées les différences spécifiques et corollairement une réalité logée dans ces objets spécifiques. Elle n'est pas non plus un universel abstrait de la réalité première des formes spécifiques. L'essence n'est pas ce qui existe idéalement dans chaque forme spécifique ou ce qui servirait, de l'extérieur, à classer ces formes spécifiques. Ce qui est *essentiel*, ce sont les *relations* et les *illusion efficaces* par lesquelles ces relations existent comme relations entre éléments réellement particuliers. Relations actives que ces formes spécifiques établissent entre elles, ce sont ces relations qui définissent ce qu'elles ont en commun : l'essence. C'est le seul contenu effectif (réel) de l'essence.

Ainsi, ce que ces formes spécifiques ont en commun devient pour chacune son fondement, sa raison d'être, et l'essence ne se limite pas à la production de cet « en-commun » sur le mode de la réduction analytique, mais se définit comme processus, elle est « génétique ». Elle ne se substitue pas aux êtres divers et finis en les résorbant dans une unité extérieure ou en les niant en ce qu'elle serait leur « vraie vérité intérieure ». Ni elle ne procède d'eux, ni ce ne sont eux qui procèdent d'elle.

Le capital en général n'est pas immanent aux capitaux particuliers. Le mode de production est une structure mais pas une structure significative, il n'admet pas la causalité leibnizienne de la monade, ni l'immanence du Tout dans les parties qui ne sont que l'automouvement du Tout comme chez Hegel qui reprend la causalité de Leibniz contre la causalité transitive cartésienne. C'est la relation nécessaire des particularités entre elles qui se différencie de celles-ci et la différenciation de cette relation est un moment nécessaire de l'existence et de la reproduction (à leurs risques et périls) des particularités et individualités *en tant que capital*. Quand chaque capital particulier se rapporte

à lui-même dans le *profit*, ce rapport à lui-même inclut sa relation (qui est par là relation nécessaire et définitoire de lui-même dans sa particularité) à tous les autres capitaux : le profit est, pour chaque capital, par son rapport aux autres capitaux, sa propre autonomisation par rapport à sa particularité en tant que composition organique, procès de travail, production de plus-value. Le rapport à lui-même qui est le profit passe, pour chaque capital, par son rapport aux autres capitaux, c'est la concurrence et l'autoprésupposition du capital.

Ce n'est pas un détail sans importance que, dans le mode de production capitaliste, chaque capital particulier se voit imposer *de l'extérieur* les lois générales du capital. « La libre concurrence est le rapport du capital à lui-même, en tant que capital autre, c'est-à-dire qu'elle représente le comportement réel du capital. [...] Au travers d'elle, le capital individuel se voit imposer comme nécessité extérieure ce qui correspond à sa nature même et au mode de production qui repose sur lui. La contrainte que les capitaux exercent les uns sur les autres, sur le travail, etc. (la concurrence entre les ouvriers n'est qu'une forme de la concurrence entre les capitaux) exprime le développement libre, en même temps que réel, de la richesse capitaliste. [...] La nature du capital ne s'exprime dans la réalité que comme une nécessité extérieure, au travers de la concurrence. Celle-ci fait que les nombreux capitaux imposent à eux-mêmes et aux autres les lois immanentes du capital. [...] De ce fait, le capital individuel se trouve réellement placé dans les conditions du capital en général » (Marx, *Fondements...*, Éd. Anthropos, t.2, pp. 166-167-168-169). Les lois générales du capital en général ne se réalisent que dans leur *renversement*, toutes les déterminations du capital en général non seulement ne se réalisent que dans le choc des capitaux particuliers mais encore elles ne se réalisent par là-même qu'en apparaissant et en étant réellement renversées. La loi fondamentale selon laquelle la valeur d'une marchandise n'est pas déterminée par le travail qu'elle contient, ni par le temps de travail qu'il a fallu pour la produire, mais par le temps de travail pendant lequel on peut la produire ou par le temps de travail nécessaire à sa reproduction et finalement que le prix est déterminé par le travail, cette loi fondamentale apparaît sous la forme : le travail nécessaire est déterminé par le prix. Cela signifie que *dans les conditions de la production capitaliste* les formes élémentaires de cette production, les capitaux particuliers, agissent de telle sorte les uns sur les autres qu'elles reproduisent, au travers de toutes sortes de médiations, les conditions dans lesquelles cette interaction s'opère (c'est le miracle de la main invisible).

Cette interaction acquiert face à chacun d'eux et face à l'ensemble des capitaux particuliers une existence particulière et autonome dans l'autoprésupposition du capital. « Bien que l'argent se trouvant en la possession de l'acheteur de puissance de travail – ou s'il est exprimé en marchandises : les moyens de production et les moyens de subsistance pour le travailleur – ne deviennent du capital que par le procès – ne soient transformés en capital que dans le procès – et que, par conséquent, ces choses, avant d'entrer dans le procès, ne soient

pas du capital mais doivent seulement devenir du capital, elles sont pourtant, *en soi*, du capital. Elles le sont par la forme autonome dans laquelle, respectivement, elles et la puissance de travail se font face réciproquement : ce rapport conditionne et rend certain l'échange avec la puissance de travail et le procès de transformation effective du travail en capital qui s'ensuit. Elles ont d'emblée, face aux travailleurs, la *détermination sociale* qui les constitue en capital et leur donne pouvoir sur le travail. Elles sont donc, face au travail, *présupposées* capital » (Marx, *Théories sur la plus-value*, Éd. Sociales, t.1, p. 464). Chaque capital acquiert ses caractères généraux du fait même que la présupposition de la séparation du travail et de ses conditions est quelque chose que chaque capital trouve comme toujours déjà effectué et qui ne dépend pas de lui en tant que capital particulier. Le double moulinet de l'autoprésupposition du capital qui renvoie constamment le travail face à ses conditions fonde toutes sortes de médiations (le profit, l'État, l'autonomisation de fonctions du capital dans des capitaux particuliers – marchandise, argent...) qui font que le capital en général, dont cette séparation est la définition la plus fondamentale, prend, face à chaque capital, à leur somme et à leur interaction, une existence indépendante d'eux comme condition toujours déjà là.

Pour autant introduire un hiatus entre le capital en général et les capitaux particuliers c'est paradoxalement ne pas reconnaître le caractère efficace de cette existence indépendante du capital en général par laquelle chaque capital particulier possède les attributs du capital en général. Il s'agit de ne pas assimiler cette existence indépendante du capital en général aux fonctions « supérieures » que seraient le capital financier, les fonctions étatiques, la circulation, le profit et sa péréquation, par rapport à l'étage « inférieur » de la production, assimilé aux capitaux particuliers. Dans ce cas on en serait simplement revenu à assimiler capital en général et somme ou interaction des capitaux particuliers. Le résultat essentiel *du procès de production* est la reproduction et la production nouvelle du rapport entre le capital et le travail, entre le capitaliste et l'ouvrier : « Ce rapport social de production est un résultat plus important de ce procès que n'en sont les fruits matériels » (Marx, *Fondements...*, t.1, p. 422).

Le rapport du capital à soi-même en tant que capital autre est le passage du capital en général aux capitaux particuliers. « La troisième forme de l'argent est celle de la valeur autonome en opposition à la circulation. Le capital a cette forme non pas lorsqu'il est marchandise sortant du procès de production pour être échangée contre de l'argent, mais lorsqu'il est marchandise sous forme de valeur se rapportant à elle-même et qu'il pénètre dans la circulation (« Capital et intérêt »). Cette troisième forme implique l'existence du capital sous ses formes antérieures, elle constitue aussi le passage du capital aux capitaux particuliers, réels ; en effet, sous cette dernière forme, le capital se divise, de par sa nature même, en deux capitaux autonomes. Dans cette dualité réside aussi sa multiplicité. *Telle est la marche de son développement* » (*ibid.*, p. 412 – c'est le

paragraphe qui précède le fragment sur l'existence réelle du *capital en général*). L'existence particulière, réelle, du capital en général n'est rien d'autre que le rapport du capital à soi-même comme à un tiers, c'est-à-dire le dédoublement du capital en deux capitaux autonomes : capital et intérêt. De façon plus générale, plus fondamentale, c'est le rapport du capital additionnel au capital investi. C'est à partir de là qu'il peut revêtir la figure du capital bancaire. Voir cette figure comme l'existence particulière du capital en général n'est pas une erreur mais simplement un raccourci. Pour chaque capital particulier le fait qu'il est partie aliquote du capital total a bien une existence particulière en dehors de lui, mais qui n'est autre que le fait de se rapporter à lui-même comme à un tiers, de se dédoubler. Mais dans ce rapport il implique l'existence des autres capitaux comme totalité (péréquation) et la reproduction du rapport social de séparation.

Au travers du processus fondamental qu'est l'autoprésupposition du capital, qui s'enracine dans les deux moments de l'échange entre le travail et le capital, on s'aperçoit que si le capital en général possède une existence indépendante des capitaux particuliers, ces derniers ne possèdent pas les caractères du capital en général comme un don gracieux que celui-ci leur accorderait, mais que la propre possibilité d'existence du capital en général inclut ce retour aux capitaux particuliers.

C'est à l'intérieur de ce procès que l'on peut dire que chaque capital exploite toute la classe ouvrière (péréquation du profit), chaque capital particulier se définit alors comme nécessitant la totalité et existant par elle. Chaque capital n'est pas un simple fournisseur de plus-value qui attend d'une instance qui le dépasse (étrangère) de recevoir son label de socialité. On peut alors, avec raison, considérer le rapport de chaque prolétaire avec chaque capital particulier comme le rapport du prolétariat et du capital. Cela du fait même de l'indépendance du capital en général vis-à-vis des capitaux particuliers et du rapport entre les deux que cette indépendance implique.

Le capital individuel se trouve « réellement placé dans les conditions du capital en général » (*ibid.*, t.2, p. 169). *Il se trouve placé*, il a fallu un *détour*.

Ce détour dont nous avons évoqué quelques déterminations (profit et péréquation, fonctions de l'État, autonomisation des fonctions du capital en capitaux particuliers...), il faut maintenant le caractériser de façon synthétique afin de saisir par quel effet très étrange, dans lequel nous retrouverons Hegel, le capital en général *traverse* les capitaux particuliers. Nous savons que le *capital en général comme existence particulière* s'enracine dans la possibilité du capital de se rapporter à lui-même comme à un tiers, c'est le rapport du profit or, en se rapportant à lui-même comme à du profit, le capital se présente comme la source de la production de la valeur. Il se présente comme origine de sa propre extension.

Les illusions du capital sur ses rapports réels sont des illusions qui répètent la logique tautologique de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques*, mais cette

logique s'applique au capital, la critique de la logique hégélienne rejoint alors le rejet de cette illusion fondamentale de la reproduction du capital de se créer lui-même. Le fonctionnement du capital pour lui-même rejoint le cours spéculatif de la Raison hégélienne : le capital, par la médiation du profit, se définit comme la source absolue de lui-même, il fait disparaître la spécificité de son rapport à la force de travail et ignore la plus-value.

Le *détour* c'est l'illusion nécessaire et réelle dans laquelle s'effectue l'autoprésupposition du capital. La relation du capital en général aux capitaux particuliers a pour contenu et efficacité cette illusion nécessaire sans laquelle il n'y aurait pas de reproduction du rapport capitaliste : « De ce fait, le capital individuel se trouve réellement placé dans les conditions du capital en général, *bien qu'en apparence, la loi primitive semble renversée*. [...] Bref, toutes les déterminations apparaissent ici renversées par rapport à ce qu'elles sont dans le capital en général. Ici le prix y est déterminé par le travail ; là, le travail est déterminé par le prix, etc., etc. » (Marx, *Fondements...*, t.2, p. 169). Le capital en général ne traverse les capitaux particuliers qu'en présentant toutes ses déterminations comme renversées dans ces capitaux particuliers et n'apparaît lui-même comme la totalité en mouvement par elle-même et comme existence différenciée, que par ce renversement qui s'effectue dans les parties. Le fétichisme est dans l'essence, dans le lien. « Tous les éléments englobés dans la notion générale du capital, acquièrent une existence *autonome* (souligné par nous) et se manifestent dans la multiplicité des capitaux réels. C'est alors seulement que se développe largement la structure interne et vivante qui apparaît dans et par la concurrence » (*ibid.*, p. 10).

Mais, à la différence du procès hégélien, le capital en général, loin d'abolir la diversité (diversité des capitaux, diversité des éléments du procès de production poussés à l'autonomie et à la personnification) ou de simplement la récupérer en lui, est la confirmation de cette diversité qui est sa raison d'être affirmée par lui-même (il est la distinction poussée jusqu'à l'autonomie des éléments d'un procès de production qui en réalité forment un Tout). C'est parce que le Tout est, pour les parties, *leur relation* (l'essence n'est rien d'autre c'est pour cela qu'elle ne se situe pas ailleurs qu'à la surface) en ce qu'elle est nécessaire à leur particularité, qui existe pour elle-même différenciée d'elles, que ce Tout doit exister comme une forme particulière et qu'il n'est pas immanent aux parties.

Le mode de production comme Tout, qui n'est pas son « autodétermination » dans ses parties, nous donne un Tout qui peut être reconnu non comme immanent aux parties, mais comme *relation* nécessaire : non seulement l'essence n'est rien d'autre que cette relation, mais encore *elle est dans l'inversion même* (*les effets* qui sont son existence).

C'est ainsi que l'on saisit son propre mouvement et l'affrontement (la détermination réciproque) de ses termes comme êtres irréductibles, car inconciliables. Ou mieux, que cet affrontement est saisi comme automouvement de l'objet particulier considéré comme contradictoire essentiellement. La diver-

sité n'est pas abolie, elle est liée. La liaison ne fait pas disparaître la contradiction entre les éléments, les êtres finis existent pour eux-mêmes, puisque c'est l'essence elle-même que leur opposition et leur liaison contraignent de reconnaître comme contradictoire. La dialectique est toujours dans l'automouvement de l'objet particulier, dans la contradiction de ses diverses particularités. Mode de production capitaliste : prolétariat/capital ; capital : valorisation/dévalorisation ; taux de profit : plus-value/accroissement de la composition organique, etc.

La question de la relation entre essence et formes de manifestation nous amène à celle du fétichisme

Ce que nous avons dit sur cette relation nous conduit à ne pas rechercher un point de vue sur le fétichisme qui aurait le privilège ne pas en être victime et qui nous autoriserait à dire : il y a fétichisme. *C'est le fétichisme lui-même qui en tant que tel se donne pour ce qu'il est*, de façon interne, naïvement, parce qu'il n'est pas un voile sur la réalité, mais une pratique sociale définissant cette réalité. Concrètement, on serait tenté d'écrire empiriquement, les classes sociales et leur contradiction ne se construisent pas et n'apparaissent pas à elle-mêmes en dévoilant le fétichisme mais *grâce* à lui, dans son mouvement (encore une fois, soyons spinozien et ne cherchons pas l'être en dehors de ses attributs).

Il ne faut pas considérer la capacité théorique à dire « il y a fétichisme » dans une problématique illuministe de la conscience obscurcie par des représentations imaginaires. La difficulté dans l'analyse du fétichisme à se dégager d'une problématique illuministe et donc de la recherche du « *point de vue* » qui donnera l'*image du monde* exacte, réside dans le fait que l'on considère que la forme de la marchandise *restitue* aux hommes le caractère social de leur travail, mais que cette *restitution se manifeste comme si* ces caractères sociaux étaient des propriétés naturelles des choses et puis on ajoute : ceci n'existe que dans un certain type de société. Si « ceci » n'existe que dans un certain type de société, cet « homme » c'est le travailleur et plus précisément le travailleur salarié, et alors la marchandise ou le capital *ne restituent pas* aux « hommes » le caractère social de leur travail, marchandise et capital construisent réellement ce caractère et ce caractère n'existe qu'en eux (tel individu, telle communauté, les individus sont tout aussi limités que la communauté qu'ils forment et qui les affronte). Le fétichisme n'est pas un miroir déformant l'image de telle sorte que celui qui serait reproduit dans le miroir non seulement ne se reconnaîtrait pas mais en plus n'aurait même plus l'idée de s'y chercher. Le caractère social du travail n'existe pas une première fois dans le travailleur ou dans des rapports entre les travailleurs et une seconde fois comme reflet de la première dans la forme marchandise (de la même façon, les forces sociales du travail n'existent pas dans le travail en tant que tel, puis dans le capital, elles n'existent que comme capital). À considérer le fétichisme comme un miroir, on le ramène à « l'aliénation de soi » et en conséquence on postule quelque chose

de préexistant et qui s'aliène (le dédoublement d'un sujet et non deux pôles réellement existants d'une contradiction)

Les travaux privés ne se manifestent en réalité comme division du travail social que par les rapports que l'échange établit entre les produits du travail et, indirectement, entre les producteurs et n'acquièrent une existence sociale que par ces rapports. Il en résulte que, pour ces producteurs, « les rapports de leurs travaux privés *apparaissent ce qu'ils sont* (souligné par nous), c'est-à-dire non des rapports sociaux immédiats des personnes dans leurs travaux mêmes, mais bien plutôt des rapports sociaux entre les choses » (*Le Capital*, Éd. Soc., t.I, p. 86). C'est en apparaissant « ce qu'ils sont » qu'ils sont « fantastiques » ; le fétichisme est un révélateur.

Le fétichisme consiste dans le fait qu'il soit tout aussi naturel que les choses aient de la valeur, que les corps de la pesanteur. C'est donc, pour revenir à la définition classique, les rapports sociaux que les hommes définissent entre eux qui apparaissent comme rapports entre des choses. Mais *ces rapports sociaux n'existent en tant que tels qu'en apparaissant ainsi*, qu'à partir du moment où ils sont rapports entre des choses, ainsi ils apparaissent ce qu'ils sont : des non-rapports sociaux immédiats. Le fétichisme ne masque rien. Il n'est pas une transposition, ou plutôt c'est tout le rapport social qu'est la valeur qui est précisément cette transposition de l'activité immédiate des hommes en activité sociale comme rapport entre des choses. Lorsque l'on dit que l'activité révolutionnaire du prolétariat peut se résumer tout entière dans l'abolition de l'échange, de la marchandise, de la valeur, c'est toute activité et représentation de la société, existant en dehors des individus, qu'il s'agit d'abolir et il ne s'agit pas de libérer une activité sociale existante de la forme aliénée capitaliste, de la débarrasser du fétichisme.

Si l'on passe de la valeur au capital, c'est le même phénomène de *devenir social* (et non de masque de la socialité) de l'activité du travailleur que l'on observe. « La *conversion du travail* (activité vivante et efficiente) *en capital* résulte directement de l'échange entre le capital et le travail qui confère au capitaliste le droit de propriété sur le produit du travail (le commandement sur le travail). Mais cette conversion *se réalise seulement dans le procès de production*. Il est donc absurde de se demander si le capital est productif ou ne l'est pas. Le travail lui-même n'est productif que s'il est recueilli au sein du capital qui constitue la base de la production dont le capitaliste est le commandant. La productivité du travail devient force productive du capital, tout comme la valeur d'échange générale des marchandises se cristallise dans l'argent. Le travail *n'est pas productif* s'il existe pour le travailleur lui-même en opposition au capital, s'il a une *existence immédiate* extérieure au capital. Il n'est pas *productif* comme activité directe du travailleur parce qu'il n'aboutit alors qu'à la circulation simple où les transformations ont un caractère purement formel. Certains prétendent que la force productive attribuée au capital est une simple *transposition de la force productive* du travail ; mais ils oublient que le capital est précisément cette *transposition*, et que le travail salarié implique le capi-

tal de sorte qu'il est, lui aussi, *transubstantiation*, c'est-à-dire une activité qui semble étrangère à l'ouvrier » (Marx, *Fondements...*, t. 1, p. 256). Le procès que Marx analyse à propos du caractère productif du travail dans le cadre du rapport du capital est identique à celui de son caractère social dans le cadre de la loi de la valeur et de la forme marchandise, il ne s'agit pas d'une analogie dans la mesure où ce caractère productif est d'être productif de valeur et de plus-value. Le travail ne devient travail social que dans la forme marchandise et le fétichisme qui lui est inhérent, de la même façon qu'il ne devient travail productif qu'en étant incorporé dans le capital, mais, dans un cas comme dans l'autre, il est absurde de se demander si le travail est social en dehors du rapport fétichiste des marchandises entre elles, ou s'il est productif en dehors du capital, dans les deux cas, le rapport fétichiste ou le capital sont eux-mêmes cette transposition.

Il n'y a donc pas de « point de vue » qui permette de transpercer le voile du fétichisme dans la mesure où le fétichisme *est la réalité de cette société*. La connaissance du fétichisme (sans parler de son abolition) n'est pas la connaissance du « vrai monde » qu'il cache, parce qu'il n'y a pas de « vrai monde », mais seulement un « monde » comme activités humaines concrètes.

« La découverte scientifique faite plus tard que les produits du travail, en tant que valeurs, sont l'expression pure et simple du travail humain dépensé dans leur production, marque une époque dans l'histoire du développement de l'humanité, mais ne dissipe point la fantasmagorie qui fait apparaître le caractère social du travail comme un caractère des choses, des produits eux-mêmes. Ce qui n'est vrai que pour cette forme de production particulière, la production marchande, à savoir : que le caractère social des travaux les plus divers consiste dans leur égalité comme travail humain, et que ce caractère social spécifique revêt une forme objective, la forme valeur des produits du travail, ce fait, pour l'homme engrené dans les rouages et les rapports de la production des marchandises paraît, après comme avant la découverte de la nature de la valeur, tout aussi invariable et d'un ordre tout aussi naturel que la forme gazeuse de l'air qui est restée la même après comme avant la découverte de ses éléments chimiques. [...] La détermination de la quantité de valeur par la durée de travail est donc un secret caché sous le mouvement apparent des valeurs des marchandises ; mais sa solution, tout en montrant que la quantité de valeur ne se détermine pas au hasard, comme il semblerait, ne fait pas pour autant disparaître la forme qui représente cette quantité comme un rapport de grandeur entre les choses, entre les produits eux-mêmes du travail » (Marx, *Le Capital*, t.I, p. 86-87).

La « disparition » de cette forme, c'est la prise en compte de son *caractère historique*. Cette prise en compte historique, c'est, à l'intérieur de ce monde fétichisé, la contradiction que représente la lutte de classes entre le prolétariat et le capital. Elle en montre le caractère historique parce qu'elle oppose le prolétariat à sa propre existence sociale en dehors de lui comme capital et en ce que lui-même implique cette extériorisation dont le capital n'est pas seulement

le résultat mais le procès lui-même. Il faut que la séparation entre les travaux privés et leur caractère social se soit développée comme *contradiction* entre des classes pour qu'apparaisse ce caractère historique de la forme marchandise. Jusque-là on peut avoir percé le mystère de la loi de la valeur, avoir ramené la valeur à la mesure du temps de travail abstrait, il n'en reste pas moins que ce travail abstrait continue à apparaître comme une propriété naturelle des choses, parce qu'ainsi il satisfait à la pratique de tous les échangistes et qu'il est ainsi la construction de leur monde dans leurs activités concrètes. La forme marchandise en se développant comme capital ne se « dévoile » comme fétichisme que dans la mesure où elle apparaît comme historique dans la lutte du prolétariat en tant que classe, c'est-à-dire que dans la mesure où ne se « dévoile » pas la « vérité » d'un monde existant, mais la réalité possible d'un autre monde dans la destruction de la *réalité du fétichisme*. La démarche de Marx n'est pas « comparative », ou alors la comparaison n'est qu'une détermination d'une démarche expressément historique (ou « génétique » comme il qualifie lui-même sa méthode dans les *Théories sur la plus-value*, t.3, p. 589), parce que *l'histoire est là, dans le fétichisme, comme la contradiction entre le prolétariat et le capital, comme abolition de ce qui existe*. Seule cette contradiction peut poser le fétichisme pour lui-même à l'intérieur du fétichisme, c'est-à-dire au-delà de la simple compréhension du secret de la loi de la valeur.

La lutte de classe du prolétariat n'est pas révélation et déchirement du fétichisme découvrant le « vrai », mais, en tant que mouvement du communisme en ce qu'elle a pour contenu et but l'immédiateté sociale de l'individu, c'est-à-dire l'abolition de toute extériorité du caractère social de l'individu, elle est construction d'un « autre monde » en tant qu'activités humaines concrètes. Le prolétariat ne connaît pas le monde « vrai » sous le fétichisme, il connaît le monde comme praxis parce qu'il le construit ainsi en se comprenant lui-même comme appartenant au *monde du fétichisme devenu le monde d'une contradiction entre des classes*, et parce qu'il se comprend ainsi.

Dans un « texte de jeunesse », *Critique de la philosophie de l'État de Hegel*, Marx place, comme en incise, une remarque fulgurante sur l'idéologie et la réalité du fétichisme : « Tant que les ordres et le pouvoir souverain sont d'accord en fait et s'entendent, l'illusion de leur unité essentielle est *une illusion réelle, donc efficace* (c'est nous qui soulignons). Dans le cas contraire, quand elle devrait mettre sa vérité en pratique, elle devient une fausseté consciente, elle devient ridicule. » On ne s'étendra pas ici sur la chose, mais nous avons dans ce passage une détermination fondamentale non seulement de ce qu'est une révolution mais encore de la lutte des classes en général. *Elle est activité consciente parce qu'elle est l'objet en contradiction avec lui-même*, non que simplement se dévoilerait la réalité, ce qui supposerait de se poser le problème de l'application de cette conscience, mais parce que c'est la *réalité efficace* du fétichisme qui est mise en cause, réalité qui était les conditions de l'existence précédente, l'activité révolutionnaire comme conscience ne se différencie pas de l'être conscient.

LE CONCEPT DE CYCLE DE LUTTES

ON APPELLE CYCLE DE LUTTES l'ensemble des luttes, des organisations et des théories qui constituent une pratique du prolétariat historiquement définie dans l'implication réciproque entre les deux termes de l'exploitation qui est la contradiction dynamique du mode de production capitaliste. Ensemble de pratiques et de luttes par lesquelles cette contradiction, dans chaque phase spécifique de son développement historique, porte la révolution et le communisme comme son dépassement.

Dans un premier temps, même si les repères chronologiques peuvent être identiques, le concept de cycle de luttes ne se confond pas avec celui d'une période historique du mode de production capitaliste. Dans le concept de cycle de luttes, la pratique du prolétariat est définie en tant que terme spécifique de la relation constituant une période historique. Mais cette pratique est un pôle d'une totalité par lequel cette totalité produit son dépassement. En conséquence, un cycle de luttes c'est une période historique du mode de production capitaliste considérée en ce qu'elle produit son dépassement.

La définition du concept de cycle de luttes s'articule autour de trois grands principes :

L'exploitation comme contradiction entre le prolétariat et le capital se définit simultanément comme *implication réciproque* de ses termes et production de la *spécificité* de chacun d'eux quant à sa situation et à sa pratique. Ce n'est pas l'exploitation en soi, ou le développement du mode de production capitaliste qui portent leur dépassement, ils ne le portent que par la situation et l'activité spécifiques du prolétariat comme classe révolutionnaire en tant que classe du mode de production capitaliste.

La production historique de la révolution et du communisme : révolution et communisme sont le dépassement que chaque cycle de luttes produit spécifiquement.

La contradiction entre le prolétariat et le capital est simultanément la dynamique du développement du mode de production capitaliste et de son dépassement, il en résulte qu'un cycle de luttes se définit en totalité comme rapport entre, d'une part *le cours quotidien* de la lutte de classe et, d'autre part, *la révolution* et le communisme dans leur contenu historique.

LE CONCEPT DE CYCLE DE LUTTES FAIT PARTIE DE LA DÉFINITION DE L'EXPLOITATION

Pratique spécifique et implication réciproque

L'exploitation est le premier grand principe définissant ce qu'est un cycle de luttes. La définition d'un cycle de luttes découle d'une compréhension de l'exploitation dans laquelle sont posées simultanément *l'implication réciproque* entre les termes de la contradiction, prolétariat et capital, et leur spécification, leur autonomie. Sans cela pas de cycle de luttes, c'est-à-dire de *pratiques spécifiques du prolétariat* contre le capital, comme particularisation d'une totalité dont le capital est précisément l'autre terme nécessaire. Un cycle de luttes c'est une phase du capital en tant que produisant son dépassement de par l'activité spécifique du prolétariat comme pôle de la contradiction qui, en ce qu'elle est implication réciproque, se particularise. Dans ce rapport contradictoire, prolétariat et capital ont chacun une position et une activité spécifiques. C'est ce processus de particularisation de ses termes, inhérent à la contradiction, qu'il s'agit de définir, tout en les concevant précisément comme terme d'une contradiction, c'est-à-dire comme s'impliquant mutuellement. L'exploitation n'est pas le contenu d'un rapport contradictoire entre deux termes symétriques, elle est une différence de relation à la totalité qui, vu son contenu, détermine un terme à remettre en cause et dépasser cette totalité. Le mode de production capitaliste et l'exploitation ne portent leur dépassement que par la situation et l'activité spécifique du prolétariat comme pôle (particularisation) de la totalité du mode de production capitaliste.

L'exploitation comme rapport entre le prolétariat et le capital est une contradiction en ce qu'elle est un procès en contradiction avec sa propre reproduction (baisse du taux de profit), totalité dont chaque élément n'existe que dans sa relation à l'autre et se définissant dans cette relation comme *contradiction à l'autre et par là à soi-même*, tel que le rapport le définit (travail productif et accumulation du capital ; surtravail et travail nécessaire ; valorisation et travail immédiat). Le capital est une contradiction en procès, ce qui signifie que le mouvement qu'est l'exploitation est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le contenu et le mouvement. En ce sens, c'est un jeu qui peut amener à l'abolition de sa règle. Le capital comme contradiction en procès c'est la lutte de classe, *quand nous disons que l'exploitation est une contradiction pour elle-même nous définissons la situation et l'activité révolutionnaire du prolétariat*.

L'exploitation c'est la valorisation du capital, elle possède trois moments constitutifs :

- le face-à-face de la force de travail et du capital comme capital potentiel. Ce face-à-face n'a de sens que dans sa résolution, l'achat-vente de la force de travail.

- la subsomption du travail sous le capital (production de plus-value)
- la transformation de la plus-value en capital additionnel : la reproduction du face-à-face, la séparation, sont le point de départ et le principal résultat du procès de production

C'est justement cette transformation de la plus-value en capital additionnel qui n'est jamais acquise, de par la concurrence bien sûr, au niveau le plus superficiel, mais surtout de par le fait que cette transformation implique d'une part la rencontre du capital marchandise et de l'argent comme capital ou moyen de circulation (c'est la possibilité générale des crises), mais surtout parce qu'elle implique la transformation sous-jacente de la plus-value en profit, donc le rapport de la plus-value au capital total engagé. La baisse du taux de profit est constamment l'angoisse au cœur de l'autoprésupposition ou, sans littérature, le caractère jamais acquis de cette transformation en capital additionnel et donc du renouvellement du procès dont les termes sont produits comme sujets. Cette production de sujets à l'intérieur de l'implication réciproque n'intervient pas à la fin de chaque cycle, elle est permanente au cours du procès de valorisation et fonde l'autonomie et la pratique du prolétariat et du capital tout au long du procès. Le caractère problématique de la transformation de la plus-value en capital additionnel c'est tout autant les transformations du capital, les faillites, les licenciements, que l'augmentation des cadences, la transformation du procès de travail. La transformation de la plus-value en capital additionnel c'est aussi et tout d'abord l'extraction d'une plus-value suffisante pour permettre cette transformation. Le rapport d'exploitation est d'une part le contenu de l'implication réciproque du prolétariat et du capital, le fait qu'ils sont les termes d'une même totalité, et d'autre part, leur production comme sujets réellement actifs de cette totalité qui n'a d'autre mouvement que celui résultant de l'action de ses sujets. C'est, dans ce rapport, au niveau général de l'analyse, dans *l'unité de ses moments*, qu'existe constamment le caractère non acquis de sa reproduction.

Le caractère « jamais acquis » du renouvellement des trois moments constitutifs de l'exploitation se confond avec le mouvement de particularisation des termes contradictoires de la totalité. C'est là que réside la possibilité générale de la crise de l'exploitation comme pratiques contradictoires entre des classes, c'est là que réside le processus de particularisation des termes de la contradiction dans leur activité de sujets, c'est là que réside leur action propre et leur implication réciproque.

Cependant, la position du capital par rapport à la totalité est différente de celle du prolétariat, cette différence résulte du contenu même de l'exploitation. Le capital est l'agent de la reproduction générale. Un cycle de luttes n'est pas un ensemble de luttes déterminées causalement par un certain niveau de développement du capital. Ce qui apparaît comme un rapport de causalité allant de l'état du capital aux luttes du prolétariat, expliquant leur contenu et leur évolution historique, n'est qu'un effet de la subsomption du travail sous

le capital. Il est exact que la définition d'un cycle de luttes prend toujours comme point de départ le procès de valorisation dans son contenu et aspect historiques. Mais on ne peut en déduire un rapport de causalité, ce serait ne pas comprendre ce qu'est une totalité et sa particularisation nécessaire dans une position *non symétrique* de ses termes par rapport au renouvellement du rapport d'ensemble. Un rapport de causalité fait de la situation spécifique du prolétariat dans le rapport d'ensemble quelque chose de changeant et influençable et par là, malgré les apparences, ne la conçoit pas comme essentiellement historique, c'est-à-dire essentiellement comme l'autre terme d'un rapport, mais comme une nature révolutionnaire déterminée historiquement.

Concevoir essentiellement la situation et la pratique du prolétariat comme l'autre terme d'un rapport, d'un rapport contradictoire constituant une totalité particularisée, c'est les concevoir dans un processus dynamique et historique, car c'est concevoir simultanément les deux termes contradictoires et donc un processus. Etablir un rapport de causalité entre le capital (ramené alors à des conditions objectives) et la pratique du prolétariat ne peut que produire un objet sur lequel cette causalité va s'exercer, c'est-à-dire une nature révolutionnaire que cette causalité va moduler. À ce niveau, la production théorique du concept de cycle de luttes intervient comme un élément du dépassement du programmisme en ce qu'elle est la critique d'un simple rapport de causalité entre pratique du prolétariat et conditions objectives et corollairement d'une séparation des termes laissant la possibilité d'une victoire du prolétariat qui serait sa libération, son affirmation.

Les premiers éléments de définition qui se dégagent donc de ce premier point font apparaître qu'un cycle de luttes est la pratique spécifique du prolétariat dans un rapport d'implication réciproque avec le capital comme particularisation d'une même totalité, pratique spécifique qu'une telle production définit immédiatement et essentiellement comme historique et non « déterminée historiquement ». Le dépassement du mode de production capitaliste n'est pas le résultat du procès de la contradiction en tant qu'unité indifférenciée, mais de l'activité d'un de ses termes, le prolétariat. Ce terme n'est à même de produire ce dépassement que parce qu'il est particularisation de la totalité et non parce qu'il serait porteur en lui-même d'une essence révolutionnaire.

Le concept de cycle de luttes repose sur l'identité entre ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire et une classe du mode de production capitaliste.

À partir toujours du premier grand principe définitoire d'un cycle de luttes, l'exploitation, découle comme détermination de celui-ci la non-séparation de ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire et de sa définition comme classe du mode de production capitaliste.

En tant que particularisation de la totalité, les deux termes de la contradiction n'entretiennent pas la même relation avec cette totalité. La contradiction constitutive de cette totalité, l'exploitation, se définit comme subsumption du travail sous le capital. Face au travail salarié, le capital subsume le travail vivant, par là il est l'agent de la reproduction réciproque des deux pôles, en conséquence il n'y a pas égalité, simple complémentarité entre les termes, mais contradiction.

La subsumption du travail sous le capital implique que toutes les conditions du renouvellement du rapport se trouvent, à la fin de chaque cycle, réunies comme capital face au travail (c'est l'économie). Si le travail implique le capital, c'est qu'il est sans cesse mis par celui-ci en situation de l'impliquer. On ne peut donc se contenter de dire que le prolétariat implique le capital et inversement le capital implique le prolétariat ; à cause du contenu même de cette implication, l'exploitation, elle n'a pas dans les deux sens la même « forme ». Le prolétariat implique le capital parce qu'il n'existe que sans cesse mis par le capital en situation de devant l'impliquer, c'est le capital l'agent de la reproduction générale, les deux termes ne sont pas à égalité, il y a exploitation, subsumption, et cela fait que l'implication réciproque n'est pas un rapport symétrique.

Avec cette inégalité des termes de la contradiction par rapport à la totalité c'est comme forme le contenu même de la contradiction que l'on retrouve. Le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail, comme capital, valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant : la baisse du taux de profit est une contradiction entre les classes. Le mouvement même de l'accumulation rapporte constamment la plus-value à toute la valeur produite et transmise. Dans la baisse du taux de profit, l'exploitation du prolétariat, la production de plus-value rencontrent comme leur propre limite l'existence sociale même du travail comme producteur de valeur et l'accumulation de cette valeur. La spécification des termes de la contradiction et la forme même de cette contradiction, avec l'inégalité de ses termes, définissent une classe qui est constamment contradictoire au développement et à la reproduction de la totalité qui la définit et l'implique. Nous avons ici tout autant la lutte quotidienne que, dans la règle du jeu, la possibilité de son abolition. Dans la baisse du taux de profit, le prolétariat est constamment en contradiction avec la totalité des conditions accumulées face à lui comme valeur, cette contradiction existe comme forme même de la contradiction, on peut alors définir ce qu'est le prolétariat, comme situation dans un rapport, et non plus comme nature. Le concept de cycle de luttes est en lui-même une critique du programmatisme, il dépasse l'opposition rigide entre ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire et ce qui le définit comme classe du mode de production capitaliste.

Le prolétariat produit le communisme contre le capital cela signifie qu'il est le sujet de ce dépassement non comme exécuteur, accoucheur, mais comme

pôle de la contradiction elle-même. Si, à partir de l'exploitation, on ancre ce qui fait du prolétariat une classe révolutionnaire dans ce qui le définit comme classe du mode de production capitaliste, c'est-à-dire dans son implication avec le capital, on produit alors une liaison nécessaire entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution, *cette liaison comme phase historique c'est un cycle de luttes*. Dans le concept de cycle de luttes est dépassée l'ambivalence entre un prolétariat qui serait une « force révolutionnaire qui va » et un prolétariat qui devrait dépasser ce qu'il est dans le mode de production capitaliste pour être révolutionnaire. Cependant, pour donner correctement la nature de cette liaison et de ce processus, il faut passer par le deuxième grand principe autour duquel s'articule le concept de cycle de luttes : révolution et communisme sont des productions historiques quant à leur contenu. Ce qui signifie que définir le concept de cycle de luttes c'est définir une succession de cycles de luttes. Ce deuxième grand principe définitoire n'est en définitive qu'une extension du premier : si l'exploitation est la contradiction entre le prolétariat et le capital, cette contradiction est donc simultanément la dynamique du mode de production capitaliste, elle est une histoire.

RÉVOLUTION ET COMMUNISME SONT DES PRODUCTIONS HISTORIQUES À TRAVERS LES CYCLES DE LUTTES

Il faut simultanément historiciser, spécifier chaque cycle de luttes et comprendre leur enchaînement, comprendre, par exemple, la spécificité du cycle de luttes actuel et se référer, même si c'est de façon nécessairement critique, à toute l'histoire du prolétariat et de la production du communisme. C'est, chaque fois, dans chaque cycle de luttes, tout le cours du mode de production capitaliste qui a le communisme comme résolution. La révolution et le communisme tels que nous les définissons actuellement (communisation et immédiateté sociale de l'individu) ne sont pas un invariant, une norme parcourant l'histoire du mode de production capitaliste sous de multiples avatars. Le cycle de luttes actuel, avec la définition et la production du communisme qu'il contient, est en lui-même le dépassement nécessaire produit par les cycles antérieurs. On ne réécrit pas l'histoire à rebours. Dans le cycle de luttes actuel, la production du communisme devient un axe historique parcourant tout le mode de production capitaliste, cette production est succession, totalisation de cycles de luttes.

L'analyse en termes de cycles de luttes sert à comprendre comment le prolétariat produit le communisme contre le capital, cette production ce sont, par exemple les diverses époques du programme (1790–1848 ; 1848–1871 ; 1871–1914), ce sont les contradictions internes de ces époques, c'est l'affirmation de la classe portant toujours son impossibilité dans ses propres termes au travers de ce qu'est historiquement le programmisme (son éclatement nécessaire en tendances, son rapport à la contre-révolution, etc.), c'est enfin le

fait que jamais l'affirmation de la classe n'est posée comme une fin en soi, et cela apparaît contre elle.

L'impossibilité de la révolution programmatique réside dans sa nécessité d'être simultanément montée en puissance de la classe dans le capital et affirmation autonome du prolétariat. Les deux termes se contredisent mais peuvent restés liés jusque dans les années 1870-1880. Mais dès que s'entame nettement le processus de passage à la subsumption réelle, leur coexistence devient impossible, on ne peut continuer à promouvoir la révolution qu'en abstrayant le renforcement de la classe du mouvement du capital ; et en face on ne pourra continuer à promouvoir le développement de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste qu'en transformant le socialisme en un capitalisme organisé. On pourrait développer le même raisonnement à propos de l'ancien cycle de luttes qui s'achève au milieu des années 1970 en comprenant son impossibilité au travers de l'implication théorique et pratique entre auto-organisation et autonomation, autonomie et refus du travail.

Il ne s'agit ni de transformer chaque dernier cycle de luttes en norme des cycles antérieurs, ni de considérer le cycle dans lequel on se trouve comme ayant *de façon isolée* le communisme comme résolution.

Chaque cycle de luttes constitue bien une totalité spécifique à partir de ses déterminations et de la façon dont révolution et communisme sont définis à partir du stade historique de la contradiction entre prolétariat et capital qu'il exprime. Cependant la succession des cycles de luttes ne se présente pas comme une juxtaposition de totalités exclusives : il existe une progression, un dépassement des limites d'un cycle antérieur dans la spécificité d'un nouveau cycle. En même temps qu'un nouveau cycle est le dépassement d'un cycle antérieur, il constitue les caractéristiques, l'allure, les déterminations de celui-ci en limites, en contradictions, et par là manifeste qu'en lui-même cet ancien cycle peut être analysé comme produisant, portant, appelant son dépassement dans une relation nécessaire mais médiée par le cycle postérieur avec le communisme *tel que ce dernier cycle le définit*. Les caractéristiques des cycles antérieurs portent alors, dans la compréhension (devenue objective et non un point de vue) que fournit le cycle suivant, le communisme tel que celui-ci le définit. L'erreur consisterait à oublier le point de départ de l'analyse, à oublier la réalité du cycle actuel et à considérer que le cycle précédent porte le communisme en dehors de l'existence du cycle actuel. La simple existence présente de ce nouveau cycle fait de ce « point de départ » non un point de vue subjectif mais une *relation objective*.

De cycle en cycle, le prolétariat n'accumule pas des expériences dont il tirerait profit pour dépasser les limites d'un cycle antérieur ; si un nouveau cycle dépasse les limites d'un cycle antérieur, c'est parce que la *contre-révolution*, la restructuration du capital, a constitué en limites les caractéristiques de cet ancien cycle. Le fait que tous les cycles antérieurs portent le communisme au travers de ce qui fonde leur propre impossibilité, au travers de leurs contradic-

tions internes, ce fait-là se résout dans la contre-révolution, la restructuration du capital, son développement. Le capital n'est pas un pur obstacle. Il est à même, au travers de son propre développement, parce qu'il est une contradiction en procès, de résoudre une contradiction portant le communisme comme son dépassement. Ainsi *la signification historique du capital* relie en un seul arc historique les divers cycles de luttes spécifiques et fait de chaque stade de la contradiction entre prolétariat et capital le dépassement des limites du cycle antérieur. L'impossibilité dans ses propres termes de chaque cycle de luttes jusqu'à maintenant, est le corollaire de la capacité pour le capital de résoudre dans son développement une contradiction portant le communisme. Si la contre-révolution est une réponse pertinente à la révolution c'est que le développement du capital est la caducité de la valeur en acte. Pour le cycle suivant cette restructuration devient une médiation nécessaire pour la révolution et le communisme.

Les prolétaires russes de 1917, allemands de 1919, espagnols de 1936, français ou italiens de 1968, ont agi en tant que tels, ils ont mené les mouvements révolutionnaires ou les révoltes qui étaient les leurs en toute conscience et dans toutes leurs contradictions. Aucune de leurs actions n'était pour eux contingente, la limite de leur mouvement leur a été imposé par la contre-révolution qu'ils avaient à combattre, elle n'était pas pour eux une limite externe indépassable, mais la nature même de leur combat. Ce que nous pouvons dire maintenant de ces mouvements, nous le disons *maintenant*, et si nous disons pourquoi ces mouvements ont été battus nous le devons aux combats tels qu'ils ont été menés et à la contre-révolution qui les a écrasés (les contre-révolutions sont aussi et surtout notre rapport aux révolutions passées). *Notre analyse est un résultat, le résultat ne préexistait pas dans la chose*. Pour nous, maintenant, toute l'importance de ces révolutions réside dans ce qui nous apparaît comme leurs contradictions internes, dans leur impossibilité telle qu'elle se produisit dans les termes mêmes où ces luttes existaient et étaient vécues. C'est par tout ce qui pratiquement et théoriquement est pour nous maintenant l'impossibilité de la révolution programmatique que nous nous relierons à l'histoire des luttes passées et à la continuité de la production théorique. C'est pour cela que nous sommes amenés à privilégier ce qui fut souvent des courants marginaux ou des opinions « hérétiques », car en eux c'était la critique *sur ses propres bases*, incluse en elle, de la révolution comme affirmation du prolétariat et libération du travail qui existait et non l'existence potentielle ou embryonnaire de la révolution telle que maintenant elle se présente. C'est ce qui nous relie à ces mouvement, ce qui en fait notre héritage vivant. Toute l'histoire passée du mode de production capitaliste n'a pas eu pour but de produire la situation actuelle, mais la situation actuelle permet de considérer comme sa propre condition d'existence toute l'histoire passée, de comprendre le cycle de luttes actuel comme dépassement et résolution des cycles antérieurs. Nous ne cherchons ni des leçons, ni des ancêtres.

Le problème du rôle et de l'activité du capital par rapport au communisme comme dépassement de sa contradiction avec le prolétariat est important parce qu'il est celui du rapport entre révolution et contre-révolution et pose cette relation dans le développement du capital comme procès historique, cycles de luttes. Si le capital est une contradiction en procès comme le développe Marx dans les *Fondements...*, et si son développement est la production des conditions matérielles capables de faire éclater cette base étreinte qu'est la valeur travail, ce n'est pas que sa nécrologie qui est alors décrite, c'est simultanément sa force et sa signification historique. C'est parce qu'il est ce procès contradictoire qui le mine que le capital a une signification historique, mais alors avoir une signification historique c'est dans le contenu même de son développement (« le vol du travail d'autrui sur lequel repose la richesse actuelle apparaît comme une base misérable par rapport à la base nouvelle, créée et développée par la grande industrie elle-même », *Fondements...*, t.2, p. 222), pouvoir imposer face à la classe révolutionnaire sa propre reproduction et accumulation comme réponse ayant un sens historique face à la révolution, et s'effectuant sur les limites de celle-ci. La caducité de la valeur est la dynamique même du mode de production capitaliste.

Le principe de toute restructuration consiste pour le capital à pouvoir poser sa contradiction avec le prolétariat comme contradiction avec son développement antérieur comme limité, c'est un mouvement de transformation de la contradiction entre prolétariat et capital en multiples contradictions internes du pôle capital du rapport.

Le communisme n'est pas le produit historique de chaque cycle de luttes, mais de leur succession (le concept de cycle de luttes est nécessairement succession de cycles de luttes), succession qui est au travers des contre-révolutions, des restructurations et de la signification historique du capital, dépassement et « totalisation » (conservation – dépassement).

Chaque nouveau cycle ne s' imagine pas que les cycles précédents conféraient à la révolution et au communisme le même contenu que lui sous des formes différentes, il ne fait que se comprendre lui-même comme le résultat d'une histoire nécessaire par rapport au communisme. Etant lui-même la preuve de la signification historique du capital, chaque cycle nouveau comprend la défaite du cycle antérieur comme nécessaire et par là comprend à partir de lui-même que ces cycles antérieurs possédaient leur impossibilité dans leurs propres termes, et est l'existence objective de ce qu'il définit lui-même comme révolution et communisme comme étant l'aboutissement des cycles antérieurs.

Les cycles antérieurs ne définissaient pas le communisme comme immédiateté sociale de l'individu. Il ne s'agit pas de refaire l'histoire à l'envers. Cependant le cycle de luttes actuel est un résultat historique. La révolution comme communisation (mesures communistes) et le communisme comme immédiateté sociale de l'individu sont le résultat du dépassement des cycles de

luttres antérieurs et permet de comprendre leurs limites et leurs contradictions dans les termes mêmes de ces cycles antérieurs. La succession des cycles de luttres n'est pas une juxtaposition mais un dépassement totalisateur.

À partir du cycle de luttres actuel, on comprend la production du communisme comme un arc historique parcourant l'ensemble de l'histoire du mode de production capitaliste. On ne confère pas aux époques antérieures des buts et des contenus qu'elles n'ont jamais eus, mais le contenu de ce cycle est le résultat historique et la véritable compréhension et appropriation des cycles antérieurs, leur résurrection révolutionnaire, leur dépassement-intégration.

UN CYCLE DE LUTTES EST LA LIAISON ENTRE COURS QUOTIDIEN DE LA LUTTE DE CLASSE ET RÉVOLUTION

Le cours quotidien de la lutte de classe n'est pas un inachèvement ou une attente et l'accumulation du capital un obstacle. La relation du cours quotidien à la révolution est celle d'une production. Séparer les deux entraîne que l'on traite tout le cours antérieur à la révolution comme accumulation de conditions nécessaires, mystifications, erreurs, insuffisance, intégration pure et simple du prolétariat ou alors comme assauts malheureux d'un prolétariat constamment révolutionnaire et tout aussi constamment battu. Entre le cours antérieur de la lutte de classe et la révolution, il n'y eut jamais une relation de transcendance, principalement avec la subsumption réelle du travail sous le capital où la reproduction et la défense de la condition prolétarienne, quoique contradictoires et antagoniques, sont intégrées à l'intérieur du cycle propre du capital.

On ne situe correctement le rapport entre le cours quotidien de la lutte de classe et la révolution, qu'en définissant le prolétariat comme identiquement classe du mode de production capitaliste et classe révolutionnaire, ainsi que la révolution et le communisme comme production historique. Définir le cours de la lutte de classe comme cycles de luttres, c'est comprendre ce rapport car ce dernier est historique et non normatif. Chaque cycle de luttres est le procès dynamique de ce rapport.

Relier le cours antérieur de la lutte de classe et la révolution c'est comprendre la révolution comme rupture, dépassement d'une situation antérieure, mais *rupture produite* et nécessitée par cette situation antérieure au travers d'un développement historique spécifique dans lequel chaque terme a son activité, sa situation et sa responsabilité propre quant à ce dépassement. Il s'agit, dans chaque cycle de luttres, de montrer comment la lutte de classe butte sur ses propres limites et confère à la révolution un contenu déterminé historiquement.

Le lien théorique entre le cours quotidien de la lutte de classes et la révolution se situe dans la situation constamment contradictoire du prolétariat vis-à-vis de la forme sociale nécessaire de son travail comme valeur accumu-

lée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant, comme capital. Cette contradiction est pour le capital sa propre dynamique. Subsumant le travail au travers de cette contradiction, l'exploitation, il est constamment l'agent de la reproduction générale du rapport et toutes les conditions de la reproduction se retrouvent ainsi constamment comme capital face au travail, par là le cours quotidien de la lutte de classes est limité essentiellement et non extérieurement par une résistance du capital. Ce cours quotidien butte sur ses propres limites dans sa contradiction avec le capital, mais par là également il les produit en tant que telles et appelle leur dépassement et le sien propre. Le cours quotidien de la lutte de classe est un mouvement qui contre le capital appelle son dépassement car s'il butte sur ses propres limites c'est que le capital subsume dans son propre cycle la contradiction, qu'elle est sa propre dynamique. Ce processus devient alors celui des contradictions internes du procès de l'accumulation capitaliste. C'est pour cela que nous devons passer par *l'économie*, car le cours quotidien de la lutte de classe n'appelle pas son dépassement de par un processus interne mais bien au travers de la crise du capital. Le développement du capital résultant de chacun de ces cycles replace face à l'accumulation de toutes les conditions de la reproduction le prolétariat dans sa situation spécifique, c'est cela qui relie le cours quotidien de la lutte de classe au dépassement du mode de production capitaliste. On a une classe qui est constamment et dans sa définition même *contradictoire* à ce développement qui l'inclut, développement qui trouve dans cette contradiction même sa dynamique (tout le problème est là).

Le concept de cycle de luttes synthétise le cours quotidien de la lutte de classe, la contradiction prolétariat-capital comme dynamique du mode de production capitaliste et la production historique de la révolution.

Quand Marx parle du prolétariat comme accoucheur de la nouvelle société, on est encore dans la problématique où le prolétariat vient révéler quelque chose qui est produit comme cours objectif. C'est tout le développement vers le communisme qu'il faut comprendre comme provenant de la position spécifique du prolétariat dans la contradiction, et non cette position spécifique, comme exécuteur ou accoucheur c'est-à-dire comme résultat du processus. Les contradictions de ce processus se limiteraient alors à celles de l'accumulation capitaliste comprise de façon objective, une accumulation des conditions comme un purgatoire à traverser.

Si la crise du rapport social d'exploitation qui en tant que telle est crise *économique* est le seul rapport social dans lequel peut se produire, pour chaque cycle, son dépassement, il y a là, dans le cycle actuel, par rapport aux cycles antérieurs, une relation nouvelle entre les luttes et leurs limites. Ces dernières ne se situent plus au niveau du retournement contre-révolutionnaire de la dynamique du nouveau cycle de luttes dans la restructuration du capital, mais elles deviennent intrinsèques à tout le cours du cycle, constamment présentes en tant que telles. La reproduction du capital est devenue la limite spécifique

de ce cycle par rapport à ses caractéristiques immédiates et non en elle-même par le seul rapport tautologique selon lequel il n'y a pas de révolution si le capital se reproduit. Bien sûr, les limites des cycles antérieurs n'allaient qu'avec la reproduction du capital, mais cette dernière n'était pas en elle-même la limite historiquement spécifique du cycle de luttes, ce qui est dorénavant le cas. Agir en tant que classe, c'est actuellement d'une part, n'avoir pour horizon que le capital et les catégories de sa reproduction, d'autre part, c'est pour la même raison être en contradiction avec sa propre reproduction de classe.

Le concept de cycle de luttes contient la relation entre luttes immédiates et révolution à l'intérieur de chaque cycle de luttes, il constitue en sujet chaque terme de la contradiction en leur conférant leur autonomie à l'intérieur de leur implication réciproque (et par elle). Dans ce cours quotidien, il importe de définir ce qui en fait un processus dynamique appelant son dépassement, de dégager dans les luttes quotidiennes pourquoi elles butent sur leur propre contenu constitué alors en limites dans l'opposition au capital. Conférer activité, vitalité, autonomie à chaque terme de la contradiction, établir une liaison entre luttes quotidiennes et révolution, définir la production de la révolution et du communisme comme historique, imposent de comprendre le mouvement comme succession de cycles de luttes et de distinguer dans ceux-ci, même si tous les éléments forment une totalité, ce qui appelle le dépassement de ce qui est retournement dans le capital, de ce qui établit le contenu de ces luttes quotidiennes en limites en le stabilisant.

TROIS LUTTES ACTUELLES

GRÈCE ET GUADELOUPE

Les émeutes en Grèce et la grève générale en Guadeloupe sont les événements les plus récents qui caractérisent ce cycle de luttes.

Dans les émeutes en Grèce, le prolétariat ne revendique rien et ne se considère contre le capital comme le fondement d'aucune alternative, simplement, au travers d'émeutes produisant l'appartenance de classe comme contrainte extérieure et le rapport d'exploitation comme pure et simple coercition, il ne veut plus être ce qu'il est.

Ces émeutes ont été un mouvement de classe et non une simple agitation d'activistes (ce qui serait également un mouvement de classe) mais il n'a pas été une lutte dans ce qui est la matrice même des classes : *la production*. C'est par là que ces émeutes ont pu accomplir cette chose capitale de produire et de viser l'appartenance de classe comme contrainte, mais elles n'ont pu le faire et atteindre ce point qu'en se heurtant comme à leur limite à ce *plancher de verre* de la production. Et la façon (objectifs, déroulement des émeutes, composition des émeutiers...) dont ce mouvement a produit cette contrainte extérieure a été intrinsèquement définie par cette limite. Ce fut l'ambivalence de ce mouvement.

Etudiants sans avenir, jeunes immigrés, travailleurs précaires, ils sont des prolétaires vivant au quotidien la reproduction des rapports sociaux capitalistes comme coercition, coercition *incluse* dans cette reproduction parce qu'ils sont prolétaires, mais la vivant quotidiennement comme *séparée* et aléatoire (accidentelle et non nécessaire) par rapport à la production même. Ils luttent à la fois dans ce moment de la coercition comme séparé et ne conçoivent et ne vivent cette séparation que comme un manque de leur propre lutte contre ce mode de production.

C'est par là que ce mouvement a produit l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure, mais ce ne fut qu'ainsi. C'est par là qu'il se situe au

niveau de ce cycle de luttes et en constitue un moment historique déterminant. C'est l'attaque des institutions et des formes de la reproduction sociale prises pour elles-mêmes qui d'un côté l'a constitué et a fait sa force, qui a simultanément exprimé ses limites.

En Grèce, c'est dans cette configuration et dans l'ambiguïté qu'elle contenait que pour les prolétaires en lutte leur appartenance de classe, leur propre définition comme classe dans leur rapport au capital, a été produite et est apparue comme une contrainte extérieure. Ils se sont, par leur propre pratique, remis en cause comme prolétaires dans leur lutte, mais ils ne l'ont fait qu'en séparant, dans leurs attaques et leurs objectifs, les moments et les instances de la reproduction sociale. Reproduction et production du capital sont demeurées étrangères l'une à l'autre. Le résultat de ce balancement ce fut le caractère minoritaire du mouvement.

Actuellement, la révolution est suspendue au dépassement d'une contradiction constitutive de la lutte de classe : être une classe est pour le prolétariat l'obstacle que sa lutte en tant que classe doit franchir/abolir. Les émeutes en Grèce ont posé cet obstacle, formalisé la contradiction *et elles en sont restées là*. Ce fut là leur limite, mais la contradiction est maintenant posée pratiquement pour ce cycle de luttes dans le capitalisme restructuré *et sa crise*.

En Guadeloupe, l'importance du chômage, de la part de la population vivant de « revenus d'assistance » et d'une économie souterraine, fait que revendiquer pour le salaire est une contradiction dans les termes. Cette contradiction a structuré le cours des événements entre un LKP centré sur les travailleurs stables (essentiellement la fonction publique) mais cherchant par la multiplication et l'infinie diversité des revendications à faire tenir ensemble les termes de cette contradiction et l'absurdité, pour la majorité des personnes engagées sur les barrages, dans les pillages et les attaques de bâtiments publics, de la revendication salariale centrale. La revendication a été déstabilisée dans le cours même de la lutte, elle fut contestée ainsi que sa forme d'organisation, mais les formes spécifiques de l'exploitation de l'ensemble de la population héritées d'une histoire coloniale ont pu empêcher que cette contradiction n'éclate plus violemment à l'intérieur même du mouvement (à noter cependant que le seul mort fut un syndicaliste tué sur un barrage). De ce point de vue la production de l'appartenance de classe comme une contrainte extérieure fut plus une sorte de schizophrénie qu'une véritable production au cours de la lutte, plus un état sociologique qu'un enjeu de la lutte. Il n'y a pas eu de recomposition conflictuelle de la classe autour des chômeurs et précaires, mais plutôt une existence parallèle entre salariés et chômeurs, le tout coiffé tant bien que mal par le LKP. Cela n'a pas empêché la revendication sur le salaire de se heurter globalement à cette composition des manifestants et d'y rencontrer sa limite.

La revendication pour le salaire portée par la fraction plus ou moins stable des salariés trouvait sa limite dans la masse même des chômeurs et « assistés »

entraînés dans le mouvement, mais ce n'était pas simplement une limite externe : les uns et les autres n'étaient pas des étrangers se trouvant « côte à côte » par hasard. C'est l'achat global de la force de travail, dans lequel c'est une force de travail globale qui est toujours déjà achetée quelle que soit sa consommation individuelle (ou par fractions) par le capital en général pour un revenu dans lequel salaires d'activités et autres formes de revenus sont lissés, qui les réunissait. La revendication sur le salaire est totalement modifiée quand on n'en est plus « propriétaire ». Le travailleur ne peut plus briser, dans une libération du travail, la chaîne qui relie entre eux les termes de l'implication réciproque contradictoire entre surtravail et travail nécessaire.

Dans ce « côte à côte », c'est également l'illégitimité de la revendication salariale qui est présente : sa double déconnexion. Déconnexion vis-à-vis de la valorisation et de l'accumulation du capital pour lesquelles la revendication salariale a perdu toute signification interne et dynamique ; déconnexion entre salaire d'une part et revenu et consommation de l'autre au travers du crédit et de tous les revenus différés ou d'assistance. La composition même des manifestants et émeutiers exprime de façon vivante et active cette double déconnexion. Quelles revendications salariales peuvent avoir des chômeurs structurels massifs ? Il serait faux d'analyser la rage comme désespoir. Le chômage dans le cours de la revendication salariale, c'est la contradiction surtravail/travail nécessaire, c'est le capital comme contradiction en procès. C'est alors l'ensemble du rapport salarial qui est modulé selon le chômage et les formes d'emplois « atypiques » et cela jusque dans la revendication salariale elle-même, son cours, ses participants et ses activités.

DE LA POLITIQUE EN IRAN

« Alors s'ouvre une époque de révolution sociale. Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, *les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout* »
(Marx, Préface de 1859).

Toute crise se déroule dans les rapports de production, c'est-à-dire dans les modalités de l'exploitation, mais les conditions économiques peuvent dé-

signer comme tenant le rôle principal dans la crise un lieu autre en tant que détermination dominante où se coagulent les contradictions sociales.

En Iran, cette *détermination dominante désignée*, c'est l'État et la politique. La question sociale qu'enferme (non comme un noyau caché – la pépite – mais comme transsubstantiation) l'alternative politique entre République islamique et démocratie laïque, c'est la *libre concurrence* mondiale dans l'exploitation du prolétariat iranien (y compris les femmes) *urbi et orbi* (les « chiites » du Golfe).

L'enjeu dans lequel se coagule la crise actuelle est une reconfiguration de l'État : crise du populisme qui se *défait* ; recomposition de la classe capitaliste (Pasdarans, institutions religieuses, bazar, capitalistes privés, multinationales présentes en Iran, sous-traitants). La crise éclate à la suite d'élections et à propos d'élections, elle est rythmée, pour l'instant, par des événements et des commémorations politiques. Bouleversement d'un édifice politique instable – constitué d'alliances internes à la classe capitaliste – qui ralliait à lui une partie du prolétariat par la « redistribution » de la rente pétrolière. Si la République islamique a pu se présenter comme le gouvernement *pour* les pauvres et les déshérités (*mostazafin*), c'est que la religion est la forme idéologique dans laquelle peut se constituer la figure du pauvre, pour qui l'aliénation n'est pas une activité, mais un état, une « essence de l'homme ». Cela est d'autant plus efficace que Dieu a sur terre un prophète bien concret en la personne de l'État brandissant non pas le Coran dans le désert mais les cours du *brent* à Rotterdam.

Le populisme se définit essentiellement comme la volonté d'abolition, *dans la politique*, de la distinction entre les mouvements sociaux et l'action politique, volonté d'abolition de la séparation entre l'État et la société, l'État et la lutte des classes. C'est l'*État non séparé*. Non séparé de la société et de la lutte des classes. État non séparé, ce qui signifie également : *classe capitaliste non libre*. Le *velayat-e-faquihi* concentre cette contradiction de l'État avec lui-même qualifiée de *populisme*.

Embarqué dans cette galère, parce que c'est la sienne, le prolétariat iranien, déjà un pied dehors, répond : « *I'm not here*, parce que je suis là où l'on me paye et vous ne me payez pas, vous me signifiez que je ne suis pas la classe que je pensais être. » Le prolétariat est monté dans cette galère, il ne s'agit ni de le regretter, ni de s'en féliciter, sauf à considérer que le prolétariat n'est pas une classe de cette société. Il y est monté parce que la politique ne renvoie aucunement à l'extériorité d'une reproduction coupée de sa base génératrice, mais bien à une fonctionnalité propre du niveau politique par rapport à l'ensemble de la réalité historique et sociale d'un *moment*. Sphère de la représentation, la politique et l'État sont une partie de la totalité sociale, mais *aussi* cette totalité même, en tant que la figurant dans son *unité*. La forme politique est un aspect du processus essentiel de la lutte des classes, non sa figuration abstraite.

Le prolétariat est monté dans cette galère sur ses deux pieds : un pied sur la galère du renversement politique de la République islamique ; un pied traînant dans l'eau qui supporte cette galère. Cette eau ce sont ses luttes immédiates, économiques, revendicatives sur le salaire. La question n'est pas : en être ou ne pas en être. Comme si la lutte politique n'était qu'un écran de fumée derrière lequel se cacherait « le vrai ».

Actuellement, en Iran, le contrôle quasi absolu de la vie économique par l'État au travers de la rente pétrolière, des entreprises publiques, des fondations (*bonyand*) et du corps des *Pasdarans* en a fait non seulement l'institution séparée qu'il est par définition, mais simultanément *une force de production totale*, mais, par là, immergée dans la vie économique et l'organisant de part en part. Tous les États du monde ont cette puissance de force productive, mais pas en tant que *quanta* de capitaux particuliers, quand cela arrive ce n'est pas définitoire, mais accessoire et contingent, en outre les États rentiers n'impulsent pas l'activité économique mais l'intoxiquent en économie de rente et de monopoles.

Dans la dynamique actuelle, la lutte économique du prolétariat pourrait être encore une lutte politique, non seulement parce qu'en définitive la lutte contre le capital mène toujours à affronter l'État-gourdin, mais parce qu'elle pourrait encore se comprendre elle-même et se mener, dans la conscience qu'elle aurait d'elle-même, tout à fait pratique et efficace, comme lutte contre *une certaine forme d'État*. Elle serait alors encore une lutte trouvant sa limite dans les formes de représentation auxquelles la classe capitaliste donnerait un sens en se les appropriant comme réforme de l'État, comme réaffirmation de l'hétéronomie de l'économie et de la politique pour refonder l'État comme librement capitaliste. Car pour la classe capitaliste iranienne en recomposition, le contenu de cette recomposition, son sens, c'est l'élaboration, l'édification, d'un État spécifiquement capitaliste, c'est-à-dire libre, c'est-à-dire *séparé de la société*.

Le renversement de la République islamique est devenu un faisceau de revendications hétérogènes. Pour le prolétariat, le renversement de la République islamique c'est la destitution de l'empire économico-politique des *Pasdarans*, le renversement des fondations religieuses, l'annulation de la victoire des mollahs contre les comités ouvriers lors de la révolution de 1979. Pour les classes moyennes, c'est la suprématie du mérite et du travail sur la plèbe vivant de la « dilapidation de la manne pétrolière ». Pour la majorité de la grande bourgeoisie, c'est la rupture ouverte avec cette bureaucratie religieuse secrétant le populisme dont il avait fallu se servir pour renverser le chah et conjurer la révolution, fraction qui lui est devenue insupportable dès que sous ce populisme, sous cette forme politique, s'est développée une société dont la République islamique fut simultanément la condition et la forme dans la mesure même où ce développement la rendait inadéquate. Le renversement de la République islamique, c'est pour cette bourgeoisie, Bakhtiar ou Bazar-

gan à la place de Khomeiny, la fin de ce qui lui apparaît, *une fois le procès accompli*, comme une longue parenthèse, mais qui n'en était pas une avant cet accomplissement. Mais l'accomplissement, et c'est là toute la complexité de la conjoncture est simultanément la crise de ce qui fut accompli, car cet accomplissement advient trop tard pour prendre place dans un capitalisme mondial en crise

La question est de refonder l'État, le séparer de la société pour être l'État d'une société éclatée dont l'unité des éléments, leur articulation n'existe plus à l'échelle nationale mais mondiale. Le problème c'est que l'Iran se met en conformité avec la mondialisation du mode de production capitaliste au moment où ce capitalisme mondialisé entre en crise : l'ancien doit disparaître, mais, pour l'Iran, le nouveau arrive mort-né.

La production de la situation actuelle dans laquelle, pour le moment, la question centrale de la lutte des classes en Iran devient une question politique a son origine dans le rendez-vous manqué que furent les transformations capitalistes de la société iranienne dans les années 1960 et 1970.

Depuis le début des années 1960 avec la « Révolution blanche » dont l'aspect essentiel fut la réforme agraire, l'Iran travaille à son insertion, son intégration dans l'économie mondiale. Quand, *boostées* par le choc pétrolier de 1973, toutes les conditions semblent réunies pour réaliser l'arrimage, *patatras*, l'économie mondiale en pleine récession et même en crise n'admet plus ce type d'arrimage relevant d'une internationalisation du capital, alors que le modèle de la mondialisation financière est tout juste en gestation. De plus, anticipons, si *maintenant* la question politique aboutit à une reconfiguration de l'État, un État *séparé* et une classe capitaliste libre, la complexité et l'ouverture des possibles de la *conjoncture* actuelle tiennent au fait que l'Iran arrivera à nouveau trop tard dans un monde à nouveau trop vieux.

Ayant manqué son rendez-vous avec la *multi-nationalisation*, l'Iran, à la condition du bouleversement politique qui est l'enjeu de la crise actuelle ne pourrait prétendre à la mondialisation globale *qu'au moment où celle-ci entre en crise* et dont la crise même fut le détonateur de la situation actuelle.

La singularité iranienne est dans ce qui fut le résultat du rendez-vous manqué des années 1970, c'est-à-dire la République islamique : *une forme politique devenue rapport de production*. En Iran, la République islamique n'est pas la représentation politique (l'expression) du rapport de production capitaliste, elle est le rapport de production capitaliste, elle n'est pas en tant qu'État « au-dessus des classes », mais le lieu politique du rapport entre les classes, *traversé* par la lutte des classes et par la lutte de toutes les fractions de la bourgeoisie, il ne se construit pas au-dessus d'elles. Cela tient bien sûr au contrôle quasi total de l'économie, mais pas seulement. Le contrôle total de l'économie par l'État, en U.R.S.S par exemple, n'impliquait pas qu'il fût lui-même le rapport de production capitaliste et qu'il fût traversé par la lutte des classes. L'État soviétique était l'État de la classe capitaliste *au-dessus des classes et de cette classe capitaliste*

même (les purges en témoignent ; il y a des élections et pas de purges – jusqu'à aujourd'hui – en Iran), et il menait de façon aussi cohérente que possible la politique de cette classe. En Iran, parce que l'État est une forme politique devenue rapport de production, l'incohérence est structurelle, définitoire de la chose, ce n'est plus alors une incohérence mais une structure incohérente qui se définit et se reproduit par elle, qui fait de cette incohérence sa raison d'être.

La survie de la République islamique est suspendue à son immersion dans la société, au fait d'être un État non séparé, un État traversé par la lutte des classes et des fractions de la classe capitaliste. Il faut que la société et l'économie le dominant, mais ce faisant ce sont l'une et l'autre qui reconnaissent que l'État est le lieu même des conflits et le confirment comme la relation conflictuelle entre les classes dans les termes politiques qui sont les siens. La République islamique en demeurant ce qu'elle est, c'est-à-dire une forme politique devenue rapport de production, produit paradoxalement un développement capitaliste de l'économie et des rapports sociaux qui ne peuvent plus s'accommoder de ce rapport de production politique, un développement pour lequel l'État doit être au-dessus des classes. Un développement pour lequel l'intégration dans la mondialisation du capital devient une nécessité (au moment où celle-ci entre en crise...). En 2009, malgré toutes les « réformes », 85 % des infrastructures productives sont d'une façon ou d'une autre contrôlées par l'État (entreprises publiques, coopératives créées conformément aux « principes islamiques », Pasdarans) qui est un distributeur de rentes de situation.

L'octroi de subventions, la pléthore d'entreprises publiques et de services administratifs étatiques, le placement de l'argent provenant de la vente des biens expropriés après la révolution de 1979 dans de puissantes fondations à but social ont mis en place une économie de rentes de situation. Les fondations religieuses ou *bonyad*, outre la conservation de leur rôle de quadrillage social clientéliste par l'assistance aux pauvres, sont devenues des consortiums de compagnies *exemptées de taxes* et qui rendent compte directement au « guide suprême ». La corruption et la recherche de rentes sont fonctionnelles et intrinsèques à un tel type de capitalisme *dans l'État*.

À cours des années 2000, l'Iran n'est ni un capitalisme d'État, ni un capitalisme libéral de marché. Tous les groupes constitués à la suite de ces « privatisations » contournent les contraintes fiscales, commerciales ou financières. C'est un capitalisme de rentes et de monopoles.

La République islamique est devenue une immense accumulation de paradoxes, *un rapport de production caduc, dont aucune classe sociale, aucune fraction de classe, aucune alliance de classes n'est actuellement capable de prononcer la caducité*. Face à la pusillanimité de la bourgeoisie iranienne à la remorque de l'État, divisée en fractions aux intérêts divergents, à la recherche de rentes de situation, vivant sous la perfusion de la rente pétrolière et comme le bazar réalisant d'autant plus de profits que le pays ne s'industrialise pas, le prolétariat ne va pas mieux.

Le prolétariat, quant à lui, tragiquement divisé entre des fractions engagées dans des industries articulées au processus mondial du capital ; une foule d'individus survivant dans l'économie informelle et sensibles à la fibre populaire du chiisme ; des jeunes sans emploi pour lesquels l'action des *bassidji* est une révolte contre l'affairisme et la morgue des beaux quartiers ; les petits employés de l'État prêts à supporter la dégradation de leur salaire pourvu que la pléthore administrative continue à être la garantie de leur emploi ; une masse de chômeurs structurels prête au pillage et à l'émeute mais aussi à ne voir de solution que dans leur allégeance aux fondations religieuses ; les employés des services (40 % de la population active) eux-mêmes divisés entre leur dépendance envers le bazar et la vision de leur avenir dans l'ouverture et la libéralisation de tous les échanges ; des entreprises qui ne doivent leur survie qu'à la perpétuation d'une économie vivant de subventions versées discrétionnairement et donc intrinsèquement attachées au nationalisme économique.

Aujourd'hui, la presque totalité des luttes porte sur les arriérés de salaires, les patrons iraniens ont pris l'habitude de payer des salaires de misère avec plus de six mois de retard et au lance-pierres, beaucoup d'ouvriers qui ont un statut précaire n'osent pas faire grève car ils se retrouvent licenciés sur le champ.

Mais, même les luttes sur le salaire se retrouvent renvoyées à une reproduction de la force de travail désarticulée entre le salaire, une couverture sociale nationale, une assistance des fondations, la solidarité familiale, la liaison perdurant avec la campagne, les activités du secteur informel, le cumul d'emplois.

Dans une économie alimentée par la rente pétrolière c'est la fonction économique du salaire qui est profondément pervertie. Les entreprises hors hydrocarbures fonctionnent pour le marché intérieur (tapis, pistaches et safran viennent compléter les exportations iraniennes). La solvabilité de ce marché intérieur est assurée par la distribution d'une importante partie de la rente sous forme de subventions, si bien que la fonction des salaires dans l'équilibre général entre les sections de la production est en partie niée. Il en résulte que le partage de la journée de travail entre travail nécessaire et surtravail n'obéit plus à aucune loi : ni celle de l'équilibre entre les sections de la production, ni même celle de la reproduction de la force de travail. Cette dernière peut être renvoyée, sans risques majeurs immédiats, aux subventions, à l'assistance, aux solidarités traditionnelles, qui subsistent bien que ravagées par les rapports capitalistes. Non seulement chaque capitaliste individuel, mais l'ensemble de la classe capitaliste agissant dans ce secteur peut tenir le salaire comme une simple variable d'ajustement de ses comptes. Tendanciellement le taux de plus-value n'a pas de limite. Mais si la concurrence ne joue (quand elle joue) que sur l'écrasement des salaires (jusqu'à leur suppression), cela signifie que la croissance de la productivité et la compétitivité de ces entreprises sont quant à elles tendanciellement nulles. Les conséquences sur les luttes ouvrières sont à la fois dévastatrices et explosives. Dévastatrices quant au pouvoir de négocier

ciation, aux rapports de forces ; explosives quant à la négation de sa propre définition comme classe que le prolétariat trouve dans son rapport au capital.

Cependant, ce même écrasement des salaires, cette même productivité tendancielle nulle, les difficultés spécifiques à l'Iran en matière d'approvisionnement en pièces de rechange pour l'industrie et en biens d'équipement font du travail l'élément essentiel du procès immédiat de production. En tant que procès de valorisation le procès de production immédiat est la négation du travail, en tant que procès de travail, tout repose sur lui.

La cause immédiate la plus fréquente des luttes (les retards de salaires) fait que si l'on peut parler, en Iran comme ailleurs, d'illégitimité de la revendication salariale, c'est cependant dans des termes bien particuliers.

En Iran, la réduction du salaire au-dessous de sa valeur est devenue la forme générale, fondamentale, de la valorisation du capital. Bien que Marx considère qu'il ne s'agit que d'un « fait empirique » qui n'a « rien à voir avec l'analyse générale du capital », il n'en dit pas moins que « c'est une des causes les plus importantes qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit » (*Le Capital*, Éd. Sociales, t.6, p. 248). La réduction du salaire au-dessous de sa valeur équivaut à une augmentation de la plus-value sous son mode relatif, en effet, contrairement à un allongement de la journée de travail ou à son intensification, la division de la journée de travail est modifiée mais pas la masse totale de la valeur produite. Si cette réduction est devenue le mode fondamental de croissance de la plus-value (valorisation du capital) en Iran, cela tient à la relation que les capitaux particuliers (publics ou privés) entretiennent avec l'État distributeur de rentes et aux modalités d'assistance aux « déshérités ». Dans une situation où la distribution par l'État de monopoles ou de rentes de situation supplée aux augmentations de productivité, la réduction du salaire (jusqu'à son non-paiement) est la méthode « naturelle » de croissance de la plus-value.

En Iran, la surpopulation relative n'est pas le résultat de la croissance de la productivité et d'un « mode de production capitaliste développé », mais de l'exode rural et de la faiblesse de la vitesse d'accumulation du capital. La surpopulation relative est seulement, elle-même, la condition de la plus-value relative, mais sous un mode on ne peut plus spécial bien que général : la réduction du salaire au-dessous de sa valeur. Il en résulte en ce qui concerne la confrontation entre le capital et le travail, entre la classe capitaliste et le prolétariat, une configuration « monstrueuse », ou du moins hybride.

Il s'agit bien d'extraction de plus-value sous son mode relatif, le travail est entièrement spécifié comme travail salarié et non consubstantiellement comme productif de valeur¹. Cependant, premièrement la domination du capital se résout en une contrainte au surtravail et cette contrainte, contrairement à

1. Dans le procès de production, l'extraction de plus-value sous un mode absolu implique que produire plus de plus-value c'est forcément produire plus de valeur, ce qui n'est plus le cas avec l'extraction de plus-value sous son mode relatif.

ce qu'il advient dans un procès de production spécifiquement capitaliste, a son fondement dans le premier moment de l'échange entre capital et travail : l'achat-vente de la force de travail. Deuxièmement, le procès de travail n'est qu'imparfaitement un procès de travail adéquat au capital, c'est-à-dire dans lequel l'absorption du travail vivant par le travail mort est le fait du procès de travail lui-même – développement de la machinerie. Mais c'est de plus-value relative dont il s'agit et bien que le travail puisse constituer l'élément prédominant du procès de production immédiat, la lutte de classe ne peut avoir pour contenu l'affirmation du prolétariat, son érection en classe dominante, la production d'une période de transition, la formation d'une communauté fondée sur le travail créateur de valeur. Cependant, cette détermination fondamentale, de par la façon même dont elle s'impose en Iran, est immédiatement affectée de sa contre-tendance sous la forme de velléités autogestionnaires et « conseillistes » battues et sans avenir.

En Iran, l'illégitimité de la revendication salariale est patente, le fait d'agir en tant que classe est devenu la limite de l'action en tant que classe. Cependant, pour les raisons que nous avons dites et qui se résument dans le caractère hybride (un monstre) de la lutte de classe en Iran, s'il peut y avoir des transformations de cette limite en construction dans les luttes de l'appartenance de classe comme contrainte extérieure, c'est-à-dire des activités d'écart, contrairement à ce qui peut advenir en Algérie où en Égypte, la négation de sa propre définition comme classe que le prolétariat trouve dans son rapport au capital le renvoie à une pure situation de pauvre qui sous le vocable de « déshérités » (quelle que soit l'idéologie qu'un tel terme contient) est encore une identité cristallisée et reconnue dans la reproduction capitaliste iranienne.

En outre, la simple pression de la masse paysanne, en dehors même de son activité directe dans la lutte des classes, joue sur la contradiction entre le prolétariat et le capital d'un double point de vue : exode rural et surpopulation ; solidarités et constitution d'une identité de pauvre non purement capitaliste. Toute perspective de lutte en Iran, même strictement urbaine et ouvrière est tributaire du poids de cet environnement. L'inachèvement de la réforme agraire devient une question qui se règle dans les luttes urbaines et ouvrières non comme intervention étrangère de ces dernières « sur les campagnes », mais parce que ces luttes sont, de l'intérieur, structurées en grande partie par cette question, qui n'est plus alors une question autonome mais une question posée dans les termes mêmes de la lutte ouvrière. Les transformations capitalistes dans les campagnes, la dépendance de cette agriculture vis-à-vis du marché et la profonde liaison ville – campagne créée par l'exode rural n'ont pas supprimé le rôle des paysans dans la lutte des classes mais en ont fait une dérivée (plus ou moins aléatoire) des luttes de classes urbaines en même temps que la situation des campagnes informe *intérieurement* la lutte de classe urbaine.

La question actuelle en Iran, que cela plaise ou non, est d'abord une question politique. À la résolution de cette question politique est suspendue l'entrée de l'Iran non pas dans le capitalisme mondial restructuré mais de plain-pied dans sa crise. Parce que la question est d'abord politique, ce sont les classes moyennes qui sont propulsées comme acteur central de la résolution de cette question. Si l'acteur central est la classe moyenne, c'est qu'elle seule peut constituer un *parti idéologique*² par lequel « le combat sera mené jusqu'au bout ». Parti dont le programme sous les mots de liberté, de démocratie, de féminisme, etc., sera l'intégration mondiale du pays, un État libre et une classe capitaliste libre. Cela implique une recomposition de la bourgeoisie qui n'hésitera pas à sacrifier certains de ses membres, mais cela signifie aussi licenciements en masse et fin de la politique redistributive, cela signifie aussi que les classes moyennes seront, en fin de jeu, les dindons de la farce. Le prolétariat, quant à lui, est d'ores et déjà divisé quant à sa participation à ce « parti ».

Le parti idéologique de la liberté qu'il serait insuffisant de ramener aux intérêts immédiats des classes moyennes a des bases solides dans les transformations survenues dans la société iranienne. Cela signifie que momentanément il peut se présenter comme l'expression générale des intérêts de la société renvoyant tous les autres intérêts de classe à un statut d'intérêt strictement particulier sans autre perspective que cette particularité.

Le combat pour la liberté ou la transparence de la vie politique (des privatisations sans favoritisme) n'est pas le masque de triviales revendications économiques, il en est la condition et même le contenu dans la mesure où le combat se déroule dans la politique, terrain imposé par le système même auquel elles s'opposent : la République islamique est la confusion des niveaux économique, politique et idéologique.

L'affirmation de ces classes moyennes ne peut pas aller sans un mouvement plus ample que de « simples » réformes politiques ou économiques, ou plutôt, ces réformes ne peuvent être atteintes que sous la forme d'un bouleversement *culturel* par lequel ces classes seraient réintégrées et légitimées, par là les mouvements de femmes sont appelés à jouer un rôle fondamental dans ces mutations culturelles. Les questions de mœurs et de morale sexuelle sont toujours le résumé de tous les changements de légitimité culturelle.

La condition du succès de ce parti idéologique réside, aux deux extrêmes, d'une part, dans sa capacité à représenter une alternative crédible pour une partie de la bourgeoisie, ce qui est fort possible tant les divisions de la classe bourgeoise sont fortes, la possibilité même d'entraîner une partie de la bourgeoisie qui tient sa fonction bourgeoise non individuellement mais de son appartenance à une bureaucratie d'État ou semi-étatique et dont les éléments se rêvent en « vrais bourgeois » est également un processus envisageable ; d'autre part, dans sa capacité à mobiliser la classe ouvrière en la coupant des « déshérités » et de tous ceux qui survivent à la marge. Il est très probable que dans

2. « Parti » est employé ici dans la même acception que dans l'expression « parti historique ».

une période où les grèves ouvrières se multiplient contre des patrons (privés ou non) qui ne remplissent plus leur fonction, une « économie ouverte », « libérée des favoritismes » et qui ne « dilapident pas l'argent de la rente pétrolière » puisse exprimer avec succès les limites de ces luttes ouvrières sur le salaire et l'emploi.

Le fondement de la crise politique du régime est d'avoir impulsé un développement capitaliste du pays sans alliance sociopolitique avec les milieux industriels et la classe ouvrière. L'impasse du populisme, tant dans sa forme la plus visible des politiques « populaires » de redistribution et de subventions que de façon plus générale sous la forme de l'immersion de l'État dans la société, est la forme spécifique de cette crise. Cette dernière, précipitée par la crise internationale, amène à la formation de camps qui ne sont pas purement et simplement des classes et à un affrontement qui est loin d'être un pur affrontement de classes pures. En se constituant en tant que crise politique, la lutte des classes en Iran se polarise en regroupements idéologiques : ouverture démocratique, libertés individuelles et de comportement, séparation du politique et du religieux *versus* justice sociale par l'islam, authenticité populaire des valeurs religieuses, omniprésence non pas de l'État mais du pouvoir protecteur.

Pour le régime politique actuel, engagé dans la transformation des structures agraires et des modes de production, son alliance avec la petite paysannerie est chancelante, mais, menacé, le régime pourra tenter d'avoir recours à cette masse des petits paysans pour qui, en revanche, la fin de la République islamique est de façon certaine son arrêt de mort. Pour les paysans, comme pour de nombreux « déshérités » urbains, modernisation et démocratie riment avec disparités grandissantes entre les classes, avec la fin de tout ce que pouvait représenter de protection la préservation, même largement artificielle, des valeurs traditionnelles. Là s'enracine un rejet culturel du réformisme « hypocrite » et « occidentalisé ». La dynamique démocratique, dans des catégories sociales encore fortement imprégnées d'holisme rural, est une insupportable dépossession sociale et culturelle.

Le prolétariat est au cœur de l'incohérence comme État de cette structure qu'est la République islamique. Il s'agit de son existence et de sa reproduction dans cette structure : l'emploi, le salaire, les subventions, le logement. Son existence, les modalités de son exploitation et de sa reproduction, minent cette structure politique qui se veut rapport de production, cette désagrégation apparaît au niveau de la structure politique comme l'insoutenabilité des subventions et de la reproduction des entreprises nationales. Le populisme ce n'est pas les subventions, c'est l'ensemble de l'immersion de l'État dans la société qui le traverse, mais l'absorption-représentation du prolétariat est le problème et au niveau même de l'État, de la structure, de l'État comme rapport de production, ce problème ce sont les subventions. À partir de 2008, la crise économique mondiale est venue tout précipiter pour produire la conjoncture

actuelle de crise économique et sociale *dans la politique*. Si l'enjeu c'est l'État séparé, l'État « au-dessus des classes », cette séparation est le contraire exact d'une « neutralité », l'État est bien séparé mais pour être un État, c'est-à-dire *un État de classe qui serve au mieux, dans cette séparation et par elle, les intérêts de la classe dominante*.

La politique économique et la gestion des rapports sociaux auxquels correspond la République islamique n'est plus tenable, mais si ses adversaires du parti de la liberté, de la démocratie, de la transparence, de l'ouverture au monde, si le *parti de la révolution culturelle* l'emporte, la cure d'austérité et de misère que va endurer la population iranienne, en dehors des catégories sociales qui s'inséreront dans l'économie mondiale, est encore difficilement imaginable malgré la relance de l'économie informelle qui accompagnerait une telle insertion. Dans une situation où les inégalités en matière de distribution n'ont fait que croître, principalement dans les zones urbaines, les ouvriers dont le pouvoir d'achat a été réduit sont cependant amenés à entrer en masse dans ce mouvement, dont le succès dépend en définitive d'eux (essentiellement le blocage du secteur des hydrocarbures), mais ils y entrent avec toutes les préventions qu'ils portent à l'encontre des « réformateurs » qu'ils ont vus à l'œuvre (même si maintenant le choix n'est plus entre deux tendances de la République islamique). Ils y entrent avec leurs revendications matérielles propres, mais il y a fort à craindre que celles-ci soient englobées, retravaillées, traduites dans les termes de l'enjeu politique dans lequel les contradictions sociales se sont construites. En effet, la lutte du prolétariat et même la révolution ne sont pas l'irruption d'une subjectivité (plus ou moins libre, plus ou moins déterminée) mais un moment du rapport du mode de production capitaliste à lui-même à l'intérieur de lui-même, ceux qui verront là de l'objectivisme oublient seulement que le prolétariat est une classe du mode de production capitaliste et que celui-ci est lutte des classes. La question du rapport entre la situation objective et la subjectivité – qui est isolée de l'autocontradiction du mode de production capitaliste – est une question purement scolastique.

L'enfermement de la revendication salariale dans la contradiction entre surtravail et travail nécessaire c'est la composition même de la classe ouvrière en Guadeloupe et dans les autres départements d'outre-mer. Là, cette contradiction structurelle est la composition même de la classe. À partir du salaire, du rapport le plus intime du prolétariat au capital, en Guadeloupe, à l'intérieur même de la revendication salariale, s'est jouée une pièce plus importante, celle de la production de l'appartenance de classe comme limite et extériorité à l'intérieur même de la lutte en tant que classe.

LECTURES DE LA CRISE

Dans TC 22, « Too much monkey business », texte à propos de la crise, nous avons proposé une unification de la théorie des crises entre théorie de la surproduction et théorie de la suraccumulation. Ici, dans le texte suivant nous revenons sur cette question au travers de la critique de diverses compréhensions de la crise dues à des auteurs comme Bihr, Roth, Wallerstein, Gorz, Jappe, Chesnais et Ticktin. Dans un texte à venir nous compléterons cette approche critique avec Johsua et Paul Mattick Jr. Ces critiques s'articulent autour des questions d'excès/pénurie de plus-value mais aussi autour la nature du cycle 1970-2008 qui, le plus souvent, est gommé en tant que restructuration du rapport d'exploitation. Un tel renouveau du questionnement sur les crises était inévitable dans la situation économique actuelle.

ALAIN BIHR

Après avoir énoncé quelques définitions de base de l'analyse économique marxienne ($V = C + v + Pl$ et taux de plus-value = Pl/v)¹, Bihr passe au rappel de la définition de la composition organique et à sa nécessaire croissance (l'accumulation est intensive en capital car elle vise à augmenter la productivité du travail afin d'accroître le taux de pl) entraînant une baisse du taux de profit. Jusque-là rien à dire, nous sommes, comme le dit Bihr lui-même, dans le rappel des canons de l'orthodoxie. Excepté lorsque Bihr introduit dans les contre-tendances à la loi la lutte ouvrière qui, ayant pour effet d'accroître v diminuerait la composition organique : on passe simplement à côté du fait que soit la lutte ouvrière agit de telle sorte que v tourne autour de sa valeur,

1. V = la valeur produite ; v = le capital variable

ce que défend Marx dans *Salaire prix et profit*, soit, si réellement elle accroît v alors c'est Pl qui diminue et le taux de profit baisse par accroissement du dénominateur *et* par diminution du numérateur, de toute façon un accroissement de v par augmentation des salaires ne peut en aucune façon, au niveau formel où nous nous situons, accroître ni le taux ni la masse de la pl (si ce n'est qu'un accroissement de la productivité du travail peut être le résultat d'une force de travail en meilleure condition morale et physique) .

Ensuite, les choses deviennent moins nettes. Après avoir rappelé que toute décision d'investir dépend du taux de profit et que donc sa diminution « conduit à un ralentissement et finalement un blocage de l'accumulation du capital », Bihr poursuit au paragraphe suivant : « Mais *l'autre incidence* (souligné par nous) de l'accroissement de la productivité du travail ne produit pas moins, d'autre part, le même résultat, *par d'autres biais* (idem). En effet, lorsque la part des salaires dans la valeur ajoutée diminue, c'est une des sources essentielles de la demande finale qui petit à petit se tarit : c'est une part toujours moins grande de la valeur V du produit social [...] dont la réalisation peut s'obtenir par l'échange contre les salaires v tandis qu'une part toujours plus grande doit s'échanger contre du capital constant c ou de la plus-value pl [...]. Dans ces conditions, il est inévitable que les équilibres entre les deux sections productives [...] ne finissent par se trouver perturbés, [...] l'accumulation dans la section II (productrice des moyens de consommation) ne parvient pas à suivre le rythme imposé par celle dans la section I (productrice des moyens de production) : l'accumulation dans la section II se trouve freinée par l'insuffisance (relative) des débouchés et ce ralentissement ne peut que rejaillir, plus ou moins rapidement et brutalement, sur la section I. La poursuite de l'accumulation du capital butte cette fois-ci non plus sur l'insuffisance de la plus-value relativement à la masse du capital à valoriser mais sur l'insuffisance de la demande finale relativement à la masse du capital-marchandise à réaliser du fait de la diminution des salaires dans la valeur ajoutée. »

Ici, l'argumentation de Bihr est critiquable de deux points de vue : du point de vue strict de la théorie des crises comme déséquilibre entre les sections de la production capitaliste ; du point de vue de l'objectif même de Bihr, montrer l'identité de l'excès et du manque de plus-value.

La théorie des crises comme déséquilibre entre les sections ne tient pas la route. Je ne m'étendrai pas sur les schémas de reproduction du capital exposés au début du Livre II du *Capital* dans lesquels Marx montre la possibilité d'une reproduction élargie du capital (on peut discuter du statut théorique de ces schémas : expression d'une réalité existante ou abstraction conceptuelle rendant compte non pas du fonctionnement empirique du capital mais de ses crises). Marx, de toute façon, montre qu'en conservant des proportions d'échange déterminées entre les sphères de la production où se fabriquent les biens de production et celles où se fabriquent les biens de consommation, on peut non seulement en renouveler le capital constant et le capital variable,

mais encore agrandir et l'un et l'autre en capitalisant la plus-value. Pour autant que ces proportions se rapportent uniquement aux disproportionalités inhérentes au système, elles ne font qu'exprimer l'anarchie de la production capitaliste et non les rapports de production comme rapports d'exploitation. Ces « crises », considérées en tant que telles, se résolvent par une redistribution de la plus-value, non par une production de plus-value additionnelle, par un accroissement de l'exploitation (bien au contraire). En revanche, les crises se résolvent par un ajustement de la production de plus-value à la structure changée du capital, il faut donc une aggravation de l'exploitation. La critique de la théorie de la disproportionalité, menée par Grossman contre Bauer, Tougan-Baranovsky et Hilferding, montre que même s'il est possible à un capitalisme « pur » d'accumuler et de résoudre ses disproportionalités, la question même des disproportionalités renvoie en fait au niveau de l'accumulation et se résout en un problème de valorisation (Bihr est à un cheveu de produire cette identité et *il ne le fait pas*). En fait, la théorie de la disproportionalité suppose que chaque crise est résorbable grâce à un rétablissement de proportionnalité et pourquoi pas caresse l'idée de les éliminer grâce à une meilleure organisation du système (*cf.* le programme de revendications qui conclut la deuxième partie du texte de Bihr sur la crise publié dans *À contre-courant*).

La disproportion entre les sections renvoie directement (elle est absolument identique) à la pénurie de plus-value. Elle n'explique pas le « blocage de l'accumulation », dans son discours même elle nie qu'il puisse y avoir surproduction générale, mais disproportion entre les différentes branches de la production, si l'une est bloquée (a trop produit) ce serait parce que l'autre n'a pas assez produit. En fait on ne fait que dire que dans le mode de production capitaliste, la proportionnalité des secteurs de production particuliers apparaît comme naissant de leur disproportionalité par un procès constant (Marx, *Le Capital*, t.6, p. 269). Si l'on en reste à la théorie de la disproportionalité, la surproduction n'est toujours que *relative*. En fait, la baisse du taux de profit est la raison ultime de la disproportionalité et fait de celle-ci une crise de surproduction *générale*.

Du point de vue de l'objectif même de Bihr, son exposé de la théorie de la disproportionalité manque (volontairement ?) cet objectif. Bihr veut montrer qu'il n'y a « nulle contradiction à parler de l'existence simultanée d'un défaut et d'un excès de plus-value », or c'est bien l'existence *simultanée* qu'il ne montre jamais. Revenons au début du paragraphe sur la disproportionalité : « Mais l'*autre* incidence de la productivité du travail ne produit pas moins d'*autre part*, le même résultat, par d'*autres biais* (c'est nous qui soulignons). » Bihr nous expose d'abord « le biais de la baisse du taux de profit » conduisant au « blocage de l'accumulation » *et ensuite*, « le biais de la baisse des salaires » conduisant à la « disproportion » et au « blocage ».

L'absence de contradiction entre « défaut et « excès » proviendrait du fait que l'un et l'autre ne sont que des « phénomènes relatifs ». « Tout dépend du terme auquel la plus-value est rapportée et relativement auquel le défaut ou l'excès de plus-value se définit et se mesure. Dans un cas, la pl est rapportée à l'ensemble du capital sous forme du taux de profit ; et elle se trouve alors en défaut. Dans l'autre cas, elle est rapportée au seul capital variable (le salaire) sous forme du taux de pl ; ou encore elle est rapportée à l'ensemble de la valeur ajoutée (capital variable + pl) ; et elle est alors en excès. » Bihr en reste au niveau d'une dualité de phénomènes en miroir l'un par rapport à l'autre (ce qui le contraint par la suite à ne pas pouvoir appliquer aux crises réelles la « simultanéité » qu'il cherche à définir théoriquement). Ce qui fait cette simultanéité que Bihr ne parvient pas à mettre en évidence, c'est que le défaut de plus-value (taux de profit) se rapporte à son excès (taux de plus-value) par la transformation de cette plus-value en capital constant dans le procès de l'accumulation et que l'excès de plus-value se rapporte à son défaut par cette même transformation. Bihr en reste au point où la plus-value s'oppose au salaire dans un simple rapport à l'intérieur de la valeur ajoutée comme si le curseur pouvait être déplacé à l'intérieur de ce rapport de façon quasiment autonome. En fait, le « partage » est toujours déjà prédéterminé dans un processus d'accumulation. L'« excès » et le « défaut » ne dépendent pas du terme auquel la plus-value est rapportée (l'un étant l'image inversée de l'autre), ils sont réellement identiques dans la mesure où ils se rapportent l'un et l'autre à la contradiction centrale de l'accumulation qu'est la baisse tendancielle du taux de profit. L'excès de plus-value ne se rapporte pas à v (salaires) mais au mouvement de c/v (composition organique), tout comme le défaut de plus-value.

Il ne s'agit pas de dire que l'on a d'un côté « excès de pl », c'est-à-dire sous-consommation ouvrière si l'on ne *justifie* pas celle-ci par la tendance à l'accumulation où la même plus-value apparaîtra en défaut, c'est-à-dire si l'on conserve les termes de la contradiction dans un rapport d'étrangeté l'un vis-à-vis de l'autre en construisant « excès » et « défaut » dans des rapports *différents* qui ne font que se refléter. La production se heurte aux limites étroites des rapports de consommation qui sont eux-mêmes limités par la tendance à l'accumulation. Seule la théorie de la suraccumulation permet le passage à une théorie unique à condition de la développer en dehors de sa dichotomie avec une théorie sous-consommationniste. La *même loi* qui est l'augmentation de la composition organique du capital est d'un côté la baisse du taux de profit et de l'autre la réduction structurelle nécessaire de la consommation ouvrière. Cette dernière, c'est-à-dire les rapports de distribution capitaliste, la loi du salaire, est définitoire de la loi de l'augmentation de la composition organique. Sous-consommation ouvrière cela signifie nécessité d'accroître la part de la production nécessaire à l'accumulation sous la forme de capital constant et réduction du capital variable, c'est-à-dire que le mécanisme même de l'accumulation capitaliste est par définition distorsion entre la capacité de consom-

mation de la société et croissance de la production. La suraccumulation de capital, c'est-à-dire la pénurie de plus-value, dans le mécanisme même qui y mène est toujours non seulement identique mais ayant sa raison d'être dans la nécessité de la sous-consommation ouvrière relativement à la masse accrue de la production. Pénurie de plus-value d'un côté ne signifie jamais rien d'autre que pléthore de l'autre. La pénurie de plus-value par rapport à l'accumulation est sa pléthore par rapport à sa réalisation, il n'y a pas entre les deux de primauté, de relation de causalité : la baisse du taux de profit c'est la réduction du travail nécessaire par rapport à la masse de capital en augmentation nécessaire pour contrecarrer la baisse du taux par la masse.

Bihr produit une unité entre « excès » et « défaut » de plus-value, mais cette unité ne se trouve pas dans les termes eux-mêmes, dans leur relation, elle se trouve, chez Bihr, en deçà d'eux-mêmes. Ils sont l'un et l'autre issus d'une même base, deux aspects, deux conséquences d'une même cause, deux « incidences » produisant le même résultat (« blocage de la production ») par des « biais différents ». Après avoir renvoyé « excès » et « défaut » à deux rapports différents se reflétant seulement en miroir, Bihr les rattache à une même cause : « Ces deux rapports *procèdent* (c'est nous qui soulignons) de la même cause fondamentale [...] ne sont que deux manières propres au mode de production capitaliste (aux rapports capitalistes de production) d'exprimer et de mesurer les progrès de la productivité du travail social et, plus largement, le développement des forces productives. » Ces progrès, poursuit Bihr, « conduisent nécessairement et périodiquement à une disproportion entre travail mort et travail vivant de même qu'à une disproportion entre travail nécessaire et surtravail ».

Si l'on considère le cours du développement de la productivité sociale du travail on s'aperçoit que la baisse tendancielle du taux de profit inhérente à ce développement est identique à la baisse relative de la part déboursée en salaire alors que la masse de la production et de la plus-value qu'elle contient s'accroît en proportion du développement de cette force productive sociale. Par là, la baisse tendancielle du taux de profit est égale à un problème de réalisation. « On produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent *dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste* (souligné par nous), c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosions se répétant sans cesse » (*Le Capital*, t.6, p. 270). Nous n'avons pas « deux rapports procédant d'une même base », mais un seul cours contradictoire de l'accumulation capitaliste. Bihr ne relie jamais *par eux-mêmes* les éléments qu'il voudrait identiques, mais toujours à l'aide d'un moyen terme. Bihr ne produit pas une identité mais le fait que l'on peut arriver au même

résultat par deux voies différentes. Il produit *deux séries causales* à partir de la même racine (l'augmentation de la force productive) mais ne les identifie pas.

L'accumulation vise un accroissement de la productivité, or pour qu'une nouvelle méthode de production accroisse la productivité il faut qu'elle transfère à la marchandise prise à part une portion supplémentaire de valeur pour usure de capital fixe moindre que la part de valeur qu'on économise en raison de la diminution de travail vivant. Ainsi, l'accumulation qu'autorise la croissance de la masse du profit malgré la baisse de son taux, si elle multiplie les journées de travail simultanées, contrairement à l'apparence, n'accroît pas la consommation ouvrière *relativement à la production totale* et ce en même temps que le taux de profit continue de baisser. Dans le processus de l'accumulation, la baisse du taux de profit est toujours *identique* à la limitation de la consommation ouvrière.

Il n'y a jamais, en soi, d'excès de la plus-value par rapport au salaire ou à la valeur ajoutée. L'excès, en tant que tel, a sa raison d'être dans ce que Bihr appellerait « l'autre face » : le « défaut » de plus-value. La nature même de « l'excès » c'est la baisse du taux de profit, il n'est « excès » que par cette baisse, tout comme le « défaut » n'est tel que par cet « excès ». C'est-à-dire qu'aucune des « faces » n'est un rapport différent de l'autre, « l'excès » n'est tel que par le « défaut » et le « défaut » par « l'excès ». L'excès de pl n'est pas dans le rapport pl/v , il est excès parce que défaut dans $pl/c + v$; le défaut de pl n'est pas dans le rapport $pl/c + v$, il est défaut parce qu'excès dans le rapport pl/v . Chacun, (excès et défaut) produit l'autre comme sa définition. Si l'on veut exprimer cela en termes hégéliens, chacun ne *paraît* que dans l'autre, alors que Bihr les conçoit comme un *passage* dans l'autre.

Bihr nous dit que « excès » et « défaut » conduisent à la même conséquence : « la crise de la production capitaliste ». Cette crise « est toujours crise de surproduction dont les deux phénomènes en question ne font que représenter les deux faces différentes ». D'une part la suraccumulation, d'autre part la surproduction. Cette dernière survient « par défaut de débouchés du fait en définitive de l'insuffisance de la demande finale issue du salaire, conséquence de l'excès de la part de plus-value dans la valeur ajoutée ». Si nous avons seulement deux faces différentes du même phénomène appelé « crise », comment celle-ci se résorbe-t-elle pour satisfaire simultanément à ses deux faces ? Si le taux d'exploitation diminue, la seconde face sera satisfaite mais la première sera renforcée ; si le taux d'exploitation augmente, la première sera satisfaite mais la seconde sera accentuée. L'absence de connexion interne des éléments, de paraître dans l'autre (ils ne sont que le reflet l'un de l'autre, une relation purement réflexive : le « mauvais infini » aurait dit Hegel) tels que Bihr les pose éclate en une contradiction insoluble dans la question de la « sortie de crise ».

Si nous en revenons au fait que c'est l'évolution de C (augmentation de la composition organique) qui identifie la baisse tendancielle du taux de profit à la sous-consommation ouvrière (et vice versa). La sortie de crise s'effectue

par un accroissement du taux d'exploitation et non par la distribution d'argent aux ouvriers, mais la composition organique du capital a été modifiée en faveur de V de par le différentiel de dévalorisation de V et de C dans le cours de la crise. Il y a reprise de l'accumulation mais la part du revenu que la société transforme en capital constant a baissé relativement. Ainsi la sortie de crise ne passe pas, comme le voudraient les sous-consommationnistes par une augmentation du pouvoir d'achat ouvrier (ce qui supposerait la situation aberrante dans laquelle les ouvriers seraient à même de racheter une partie de la plus-value qui leur a été extorquée), mais le taux de profit a été rétabli par une augmentation de la plus-value *et* par une modification de la composition organique du capital qui diminue la part du revenu transformée en capital constant. Ainsi la disproportionnalité entre la consommation et la production n'est pas abolie, mais le rétablissement du taux de profit est identique à la croissance, relativement à la production totale, de la part de revenu destinée à la consommation.

Bihr qui n'a pas produit de connexion interne entre suraccumulation et sous-consommation mais seulement deux faces coexistantes dans un même phénomène (un même milieu) dont la simultanité n'est en fait que le passage de l'une dans l'autre, se trouve dans la situation paradoxale de ne pouvoir utiliser sa théorie de la simultanité quand il faudrait s'en servir : la « sortie de crise » (je laisse de côté dans cette expression la révolution communiste) et chaque crise particulière. Pour Bihr, la crise des années 1970 est crise de suraccumulation (c'est tout) et sa sortie accroissement du taux d'exploitation ; la crise actuelle est surproduction (c'est tout) et la sortie envisagée possible par Bihr ne pourrait être (si tous les obstacles sont franchis) que diminution du taux d'exploitation (la « sortie révolutionnaire » elle-même s'articule avec la perspective néo-keynésienne – cf. le texte sur la crise dans *À contre-courant*). C'est-à-dire que tout ce qu'abstraitement Bihr avait cherché à montrer s'effondre dès qu'il passe aux crises réelles. Des deux faces, dans chaque cas particulier, il n'en reste plus qu'une, cela est finalement possible parce que pour Bihr les deux faces n'étaient que « deux rapports », « deux biais » différents. Bien que passage l'un de l'autre et parce que seulement passage, rien fondamentalement ne les empêche de mener chacune leur vie.

« Non seulement, le néolibéralisme n'a pas su résoudre les contradictions internes de la reproduction du capital dans les formes prises par elles dans les années 1970, tout au plus en aura-t-il modifié l'apparence et la composante principale : la crise de surproduction qui se manifestait par une baisse continue du taux de profit au milieu des années 1970 se manifeste désormais sous la forme de l'insuffisance croissante des débouchés du fait de la baisse continue du pouvoir d'achat du monde salarial, au moins en termes relatifs et sans doute même en termes absolus pour une partie de ce dernier (la phrase est bancale, mais c'est ainsi dans le texte, nda). Autrement dit, pour parler le langage des économistes, à la crise de valorisation du capital, le néolibéralisme

n'aura su que substituer une crise chronique de réalisation, qui vient brutalement de s'aggraver à la hauteur des délirantes anticipations financières de poursuite de l'accumulation qui se sont trouvées radicalement invalidées. »

Après avoir dans sa réponse à Chesnais mobilisé tout l'arsenal de la théorie dure et multiplié les références marxiennes pour chercher à prouver que « excès » et « défaut » de plus-value ne sont que l'envers l'un de l'autre et sont « simultanés ». L'analyse concrète et historique des crises abandonne ce point de vue théorique pour nous exposer une succession de crises soit de réalisation soit de valorisation. Si cela manifeste une inconséquence théorique, cela manifeste également que la « simultanéité » produite n'en était pas une. Quand Bihr passe à l'analyse historique particulière, il se contredit mais la possibilité de se contredire était déjà dans son énoncé de la « simultanéité ».

Sans vouloir à toute force lier cette inconséquence à la critique qui suit, on doit également remarquer que Bihr souligne l'originalité de la crise actuelle au moment où il la fait disparaître en la présentant comme simple phase finale de la crise amorcée dans les années 1970. Il n'y a pas eu de *restructuration* du rapport entre le prolétariat et le capital en même temps que l'on nous dit que le « néolibéralisme » a modifié l'apparence et la composante principale des contradictions internes de la reproduction du capital. Bagatelles pour une restructuration qui fut un massacre de l'identité ouvrière...

Cette volonté de gommer la restructuration et la crise actuelle comme début de la crise de cette phase du rapport d'exploitation se retrouve, explicitement et identiquement formulée, chez d'autres auteurs comme Karl Heinz Roth (qui allègrement nous bâtit une phase Kondratieff, pas un cycle – on ne sait pas très bien si c'est une phase A ou B – de quarante ans) et Paul Mattick Jr ou implicitement comme dans la collection d'*Échanges* qui depuis plus de trente ans répète que le capital est en crise (« crise effective », « crise potentielle ») tout en multipliant les exemples de restructurations (toujours au pluriel) pour négliger la restructuration (au singulier) qui se synthétise dans le rapport d'exploitation entre le prolétariat et le capital. Cet effacement de la restructuration et de la crise actuelle comme *sa* crise répond à une nécessité « politique ». La restructuration a anihilé l'auto-organisation et l'autonomie comme perspective révolutionnaire. Pour la conserver, comme c'est le cas chez ces auteurs il faut que depuis 1970 il n'y ait eu que vagues et obscures répétitions divagantes de l'histoire. Au mieux, il s'agit de conserver l'auto-organisation et l'autonomie comme perspective révolutionnaire, car dans le cas de Bihr et de Roth il ne reste plus qu'un programme revendicatif vaguement keynésiano-autogestionnaire.

ROTH

Le texte de Roth (« Global Crisis – Global Proletarianisation – Counter Perspectives », en anglais, l'original est en allemand, publié sur le site Radical

perspectives on crisis) présente beaucoup moins d'intérêt que celui de Bihr sur la question fondamentale de l'identité de la suraccumulation et de la sous-consommation, comme on va le voir son intérêt est ailleurs.

Durant toute la première partie de son texte (15 pages), Roth se contente de nous raconter les faits, pensant que succession chronologique vaut explication analytique, laquelle se limite à nous dire que les coûts induits par la finance avaient dramatiquement entraîné la chute du taux de profit. Venons en au sujet (réalisation et/ou suraccumulation) : « **First, it is a crisis of a worldwide over-accumulation of capital in all its appearances and metamorphoses : productive industries are over-accumulated by an average of 25 % (much more in the car industries), the global transport chains by 30-35 %, and the banking and financial sector by at least 50 %. Secondly, this over-accumulation goes hand in hand with a massive global under-consumption, due to capital's huge reduction of mass incomes in the centers in the course of the last cycle...** ». Ici, contrairement au texte de Bihr, « suraccumulation ne renvoie pas à la baisse du taux de profit, à une crise de valorisation qu'il s'agirait de construire simultanément comme crise de réalisation, « suraccumulation » signifie tout simplement que l'on a trop investi et trop produit par rapport aux capacités du marché. La suraccumulation de Roth n'est pas relative au profit mais à la consommation. Malgré les mots employés, Roth développe une classique théorie sous-consommationniste, mais il n'est pas anodin que les termes soient là, car ils pourront servir, dans une sorte de bricolage, à parler simultanément mais sans construction théorique de sous-consommation et de baisse du taux de profit. Tout cela donne un parfum marxiste au texte de Roth qui parle du grand développement de la force productive du travail social et du développement des forces productives, tout en les opposant à la baisse des salaires que le crédit vient momentanément suppléer : « **...the mechanism enforced the already existing structural distortions and over-capacity in the key economic sectors. [...] A worldwide investment strike by assets owners was the conséquence, wich by now has affected all the main capital spheres because their interest and profit rates have dropped one after the other in the course of only few months** ».

Au-delà de ces bricolages, un des intérêts du texte de Roth réside dans son approche de la période 1973-2006 qu'il qualifie lui-même de « Kondratieff wave ». Dans un premier temps, Roth ne semble pas sombrer dans la vision d'une crise perpétuelle et répétitive.

« **For a clearer idea of the inner dynamics, development perspectives and likely consequences of the current world economic crisis we need to look back at the main characteristics of the previous global cycle spanning the years of 1973-2006. [...]. The cycle started in 1973 with the world economic crisis, which led to a depression that lasted several years. [...] Over the next 35 years, several five year-long boom folowed one after another, interrupted by partial crises of wich some were serious [...]**

There was a decisive break between 1989 and 1991 with the implosion of the Soviet empire and the start of the rise of China. Without the sudden and powerful expansionary push resulting from these events, the last long wave would have ended much earlier. Additionally, the credit expansion concentrated mostly in the last boom period of 2001-2006 was superimposed on the interplay of over-accumulation and shrunken mass income, delaying the onset of the crisis by several years. »

« The Kondratieff wave of the 1973-2006 cycle helped capital increase its rate of profit through massive technical innovations by lowering the organic composition of capital in strategic areas (with a continuous drop in relative pay rates) : transformation and standardisation of the transport chain by means of container, change of communication structures by means of computer science and information technology, micro-miniaturisation and robotisation of production facilities, and conversion of machinery into assemblages of individually enumerated and monitored components. There are no reliable data yet about the rise in the rate of exploitation achieved during the previous cycle by means of the further compression of labour process, the introduction of new technological instruments of real subsumption, the commissioning and utilising of the subjective creativity of the exploited, or totalisation of managerial command through the organisation of work (“total productive management”, etc.). But we can be certain that the total productivity of the social worker has at least doubled over the previous cycle with annual growth rates of between 2,5 and 3 per cent, with no corresponding gain for the workers concerned. »

« The decisive factor was the conjunction between this geographical process of expansion with new forms of an international division of labour : new forms made possible by a miniaturisation of fixed capital, by the new information technology and by massive lowering of transport costs. » Et Roth termine son exposé des principales caractéristiques économiques du cycle 1973-2006 par l'importance de la financiarisation de l'économie sans laquelle ces transformations auraient été impossibles. Mais, chaque fois qu'il est question d'elle, la finance, chez Roth, demeure un moyen : « **The restructuring and internationalization of the chains of exploitation and value creation would not have been possible without the international expansion of the financial system. [...] Starting from these, new money and credit instruments were developed to hedge against risks associated with foreign exchange rates, constantly fluctuating commodity prices and stock market volatility.** »

Ce qu'il y a d'intéressant chez Roth c'est la volonté de considérer la période 1973-2006 (pour lui la crise a déjà « surpassé celle de 1973 et produira un nouveau cycle d'exploitation et une nouvelle époque du système capitaliste mondial » à moins que nous soyons « **able to force a way out of the crisis** »

vers « **a socialist transformation** ») comme nouvelle. La limite de Roth c'est son incapacité à définir le nouveau *dans sa véritable nature conceptuelle*.

Pour Roth, les luttes du prolétariat ont mis le capitalisme en crise en 1973 et la classe capitaliste a mené une contre-attaque victorieuse contre le prolétariat, contre-attaque à laquelle elle a donné la « forme de la crise ». Si Roth ne définit pas la restructuration dans sa véritable nature conceptuelle, c'est que, chez lui, le cours de l'exploitation définit ses termes comme des pôles ayant une nature déterminée se modifiant dans l'histoire, agissant par rapport à un mouvement extérieur de l'accumulation posée comme conditions de leur action. Il ne considère pas que le cours de l'exploitation fait du rapport entre les termes et de son mouvement « l'essence » de ses termes, qui alors disparaît. L'activité du prolétariat ne se définit pas par rapport à l'accumulation qui serait une condition, simplement parce qu'on ne peut définir le prolétariat sans intégrer l'accumulation dans cette définition. Le prolétariat se définit dans la totalité des moments de l'exploitation donc en tant qu'elle implique son renouvellement et en produit les conditions. L'accumulation n'est pas une condition externe des victoires ou des défaites. Définir le prolétariat dans le rapport d'exploitation, c'est comprendre que le développement du capital n'est pas la réalisation ou la condition de la contradiction de classes qui oppose le prolétariat à la classe capitaliste, c'est son histoire réelle. Cette contradiction ne revêt pas des formes différentes parce qu'elle n'est rien d'autre que ces formes qui sont la dynamique de leur propre transformation.

C'est parce que Roth ne définit pas la restructuration au niveau théorique qui doit être le sien, c'est-à-dire comme un rapport étant lui-même le contenu de ses termes, c'est-à-dire comme production d'un nouveau cycle de luttes, qu'elle reste, chez lui, une liste de transformations économiques et technologiques sans même que soient précisées leurs incidences sur la lutte des classes, si ce n'est comme victoire ou comme défaite de l'un ou l'autre camp. C'est pour cela également que « le cycle 1973-2006 » ne possède chez lui aucune dynamique, il a été prolongé plus ou moins artificiellement par l'extension du crédit, il aurait dû se terminer plus tôt si l'empire soviétique ne s'était pas effondré, si la Chine ne s'était pas éveillée... En fait ce cycle n'aurait pas dû exister, il était le fruit de la défaite ouvrière de la fin des années 1970 (c'est un point important de la présentation de Roth), *sans que cette défaite soit précisée quant à son contenu historique* (parce qu'il n'y a jamais de synthèse en termes de cycle de luttes, ce qui signifie que la restructuration n'est pas considérée à son exact niveau conceptuel), il était le fruit de l'écrasement des salaires qui logiquement aurait dû provoquer, presque immédiatement, la nouvelle crise. En fait, « le cycle 1973-2006 » n'est qu'une parenthèse, nous ramenant à la situation de la fin des années 1970, à la crise qui aurait dû se poursuivre dans la foulée de celle de 1973.

Tout cela confère une allure extrêmement floue au « cycle de Roth », il n'est qu'une succession de hauts et de bas, sans tenir compte du fait que les évo-

lutions des salaires, du taux de profit, de la productivité, du fonctionnement du capital comme capitalisme financier, des prix, de la mondialisation, de la gestion de la force de travail, ne suivent pas une trajectoire uniforme juste affectée de soubresauts. Il y a une phase de mise en place des caractéristiques de la restructuration sans que cela réponde à un quelconque plan concerté (il faut se garder des illusions rétrospectives) et une phase où ses éléments disjoints se mettent à faire système et à fonctionner sur leurs propres bases. On peut situer le tournant dans la première moitié des années 1990.

Tout cela aboutit aux lamentables conclusions politiques de la fin du texte dont il suffit de donner le titre du chapitre : « **Imposition and sharpening of reformist programmes to overcome the crisis** ». On peut ajouter quelques sous-titres : « **Owners of capital must pay for the crisis** » ; « **A new global currency and reintroduction of fixed exchange rates** » ; « **Locally and regionally : social reappropriation on a democratic foundation** » ; « **Foundation of international workers' federation** » ; « **World federation of Autonomy** », etc.

Pour aboutir à ce sinistre programme Roth passe par la définition du sujet susceptible de le porter, et là les choses sont plus intéressantes. En effet, l'histoire qui a été refoulée revient de façon perverse.

Roth pose une question fondamentale : « **Who could be able to force a way out of the crisis?** » Sa réponse doit être longuement citée car si, immédiatement, elle fonde de façon parfaite son programme keynésiano-auto-gestionnaire, elle renvoie, dans son contenu même, à la véritable question à laquelle il doit répondre, à tout le processus et aux contradictions internes de la révolution comme communisation. Roth cherche la réponse à une question qu'il n'a pas posée dans ses termes adéquats. Sous le titre « **The multiverse of the global working class** », il définit ainsi ce sujet.

« **The global working class is not dominated by "doubly free" wage labour ; rather, since the second half of the 18th century it has comprised a many-layered multiverse. Within this multiverse, wage labour in large-scale industry played an important and temporarily a politically dominant role, but there has never been a prospect that it would absorb the remaining segments of the proletariat and/or to turn them into a pure industrial reserve army. The global class of workers up to date constitutes itself in a pentagon of mass poverty and mass unemployment, subsistence farming among the small peasantry, self-employed labour (small peasants, artisans, small traders, formally self-employed science knowledge workers) industrial labour and un-free labour relations of all kinds (slavery, debt bondage, coolie or contract work, militarised or imprisoned forced labour, ranging up to the working poor in the metropolis who are deprived of their freedom of mobility, e.g. the Hartz 4 claimants in Germany). In the various global regions these segments stand in very different quantitative relations to each other. Between these segments of**

the global working class there are fluid transitions and network whose threads converge primarily in mass migration between proletarian/small peasant family units on one hand and transcontinental subcultures on the other. Referring to the young Marx, we assume that the propertyless class is the most agent in bringing about social, economical, sexual and ethnic equality. This is because only this class is able, by the general abolition of property, to overcome the double alienation of humankind from the practical processes of life and from objectified labour, wich confronts it as an alien power : as capital. This is why the processes of homogenization and convergence within the proletarian multiverse are our main point of reference. Thus it is a matter not only of the abolition of wage labour, but also of all kinds of exploitation and oppression wich result from the fact that most people have to divest their labour power in order to survive. »

Roth construit comme un « sujet » déjà existant (« the global working class »), ce qui est une construction, une production dans le cours de la révolution comme communisation.

Une lutte révolutionnaire part des conflits d'intérêts immédiats entre prolétaires et capitalistes et du caractère inconciliable de ces intérêts, elle est, si l'on veut, ancrée dans ces conflits, mais si à un moment de la lutte revendicative, les prolétaires, contraints et forcés par leur conflit avec la classe capitaliste ne lèvent pas l'ancre, leur lutte demeurera une lutte revendicative et ira, *en tant que telle*, à la victoire ou malheureusement le plus souvent à la défaite. En revanche, s'ils s'attaquent aux rapports marchands, s'emparent des biens comme valeurs d'usage et des moyens de production en intégrant à la production communautaire ceux que le salariat ne peut absorber, développent la gratuité, brisent le cadre de l'usine, dépassent la division du travail, abolissent toute sphère autonome, en premier lieu l'économie, dissolvent leur autonomie pour intégrer dans les rapports non marchands qui se mettent en place tous les sans-réserves et même une grande partie des classes moyennes que leur mouvement réduit à la misère, dans ce cas c'est leurs propres anciennes existence et association comme classe qu'ils dépassent et, c'est alors un détail, leurs revendications économiques. On ne lutte contre l'échange et la « dictature de la valeur » que si l'on entreprend la communisation (*cf. TC 20*).

La révolution est précisément le moment où l'on sort des catégories du mode de production capitaliste. La révolution communiste c'est l'abolition du prolétariat non en vertu d'une simple équivalence logique (l'abolition des rapports capitalistes est par définition celle du prolétariat), mais en vertu de pratiques révolutionnaires précises de la classe qui abolissant la valeur, l'échange et tous les rapports marchands dans la guerre qui l'oppose au capital, c'est là son arme déterminante, intègre par des mesures de communisation la plus grande partie des sans-réserves, des exclus, des classes moyennes et des masses paysannes du tiers-monde. Il s'abolit parce que son action *propre* est sa dissolution pratique. L'exemple des luttes en Argentine en 2000-2001 serait à

méditer, non pour défendre l'interclassisme mais au contraire l'abolition des classes, de même il faut réfléchir comme Roth nous y entraîne à la liaison entre cette masse mondiale de paysans misérables et le prolétariat, au travers des immenses mouvements de migrations qui se tissent dans la mondialisation capitaliste. La tragique réponse de Gorter, « le prolétariat est seul », passe tout autant à côté du contenu essentiel de la révolution, l'abolition des classes dans la communisation des rapports, que, à l'époque, le frontisme de Lénine, ou maintenant la « **global working class** » de Roth.

Le capital, c'est la valeur en procès, c'est-à-dire la valeur qui non seulement ne se perd dans aucune de ses métamorphoses, mais encore s'accroît, en cela le capital ce n'est pas seulement le procès de production immédiat, le strict moment de la production de plus-value ; la transformation de la valeur produite, le procès de circulation, toutes ses formes autonomes comme capital commercial ou bancaire, ne lui sont pas seulement nécessaires mais *définitoires*. La stricte définition du capital comme valeur en procès ne s'achève que dans la *société capitaliste*, dans la mesure même où la valeur en procès c'est la valeur qui s'accroît.

Roth nivelle toutes les formes d'exploitation comme absence de propriété et dépossession du produit de son travail. Mais il existe une différence irréductible entre cette dépossession en ce qu'elle procède de la vente de la force de travail et cette dépossession en ce qu'elle procède de l'appropriation du produit par un tiers. Le petit artisan et le paysan pauvre ont des revendications (la libre propriété de leur moyen de production et de leur produit) qui peuvent être considérées comme pouvant se clore, elles sont irréalistes mais ne sont pas, en elles-mêmes, contradictoires au système dans lequel elles existent. La revendication du prolétaire sur le salaire peut-être satisfaite au coup par coup, mais elle est infinie jusqu'à l'abolition du mode de production capitaliste et renvoie à la nature contradictoire même du mode de production. La perspective qui ressort de la problématique de Roth est d'imposer une « **egalitarian society** » qui se décline dans le programme dont nous avons donné les titres de chapitre, mais le problème du mode de production capitaliste n'est pas l'inégalité mais l'exploitation. L'inégalité, la misère, la dépossession du *produit* de son travail peuvent déclencher d'immenses révoltes, mais pas de révolution. En effet, elles ne sont pas une contradiction pour le mode de production capitaliste lui-même.

Seule *l'exploitation*, dans son sens le plus strict, est une contradiction pour les rapports sociaux de production dont elle est le mouvement. Défini comme classe par l'exploitation, le prolétariat est en contradiction avec l'existence sociale nécessaire de son travail comme valeur autonomisée face à lui et ne le demeurant qu'en se valorisant (ce n'est jamais le cas d'aucun artisan ni d'aucun paysan pauvre, quelle que soit sa misère). Cela dans la mesure où, comme capital, cette valeur autonomisée pose toujours le prolétariat comme de trop (augmentation de la composition organique) en tant que travail nécessaire,

dans le même moment où elle l'implique en tant que travail vivant pour se conserver et s'accroître (surtravail). Cette détermination c'est la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qui n'est rien d'autre qu'une contradiction de classes entre le prolétariat et la classe capitaliste qui comporte l'originalité suivante : le prolétariat est constamment en contradiction avec sa propre définition comme classe.

Chez Roth, nous pouvons dire que chez lui l'abolition des classes n'est pas un processus révolutionnaire mais déjà présente dans un sujet déjà existant, même si la diversité de ses composantes le rend problématique. Pour pouvoir dès à présent repérer ce sujet, Roth nivelle toutes les contradictions en les réduisant à une sorte de plus petit commun dénominateur où elles disparaissent, il ne reste plus que l'inégalité sociale, la pauvreté, l'accaparement de la richesse (comme produits) par une classe dominante aussi multiforme que la masse qu'elle « exploite » (Roth ne peut plus alors avoir pour perspective que l'égalité dans le partage de la richesse, c'est-à-dire le partage de la propriété et si l'on aime, comme Roth, les références au « jeune Marx » : le « communisme grossier »). Roth dépasse les thèses « radicales » sur le « prolétariat seul » et les thèses frontistes en montrant que la *circulation du prolétariat* les rend obsolètes, mais il le fait de façon statique en pensant un nouveau sujet déjà constitué. Toutes les connexions existent entre les composantes du « pentagone de Roth », mais elles ne définissent pas une « global working class », si ces connexions sont à prendre fondamentalement en compte, c'est que par elles on peut comprendre comment la contradiction spécifique qu'est l'exploitation peut engendrer un processus de communisation.

WALLERSTEIN

On peut relever des ambiguïtés et un certain laisser-aller dans la manipulation des « Kondratieff » par Roth, mais cela n'a rien à voir avec la désinvolte fantaisie d'Immanuel Wallerstein. Il y a des textes dont le retentissement ne tient qu'à leur titre et à leur signature. Je veux parler ici de la longue interview d'Immanuel Wallerstein publiée dans *Le Monde* du 12-13 octobre 2008 sous le titre « Le capitalisme touche à sa fin ».

« Nous sommes aujourd'hui clairement dans une phase B d'un cycle de Kondratieff qui a commencé il y a trente à trente-cinq ans, après une phase A qui a été la plus longue (de 1945 à 1975) des cinq cents ans d'histoire du système capitaliste. » Kondratieff lui-même se garde bien de faire remonter son analyse cyclique du capitalisme en deçà de la fin des années 1780, qui marque le début de la phase A du premier cycle qu'il expose (Nicolai D. Kondratieff *Les grands cycles de la conjoncture* – exposé fait le 6 février 1926 – in Kondratieff, *Les Grands Cycles de la conjoncture*, Éd. Economica, p. 137). En outre Wallerstein ne semble pas perturbé par l'extraordinaire longueur de la phase B qu'il présente : 30 ou 35 ans, et encore en partant de 1975, c'est-à-dire

de la date la plus tardive possible pour faire débiter cette phase B. Comme nous le disions à propos des thèses de Roth, les séries économétriques dont nous disposons sur les prix, les salaires, les profits, les taux d'intérêt, la productivité, etc. ne permettent absolument pas de construire comme une *unité continue* et pertinente la période 1970-2008 (sans parler, comme Roth, lui, le reconnaissait, de la coupure que représentent l'effondrement de « l'empire soviétique » et le décollage de la Chine). Autre fait remarquable, les modalités d'exploitation et l'exploitation en général sont totalement absentes des critères et des déterminations retenus par Wallerstein. Enfin, pour lui, la domination du capital financier (qu'il vaudrait mieux appeler la financiarisation du capitalisme), semble être déjà, telle qu'en elle-même, dès le début de la période. La phase B du Kondratieff précédent est confondue (amalgamée) à la phase A du suivant, au terme de laquelle nous nous trouvons.

Si nous étions au terme d'une phase B, ce ne serait pas la crise qui devrait advenir mais bel et bien une reprise. Il faut également remarquer que dans cette chronologie, la crise de la fin des années 1960-début des années 1970 a disparu, sans cette disparition il nous faudrait expliquer la succession de deux crises structurelles, une à la fin d'une phase A et l'autre à la fin de la phase B *du même cycle*. À moins que nous retrouvions une thèse déjà rencontrée : c'est la même crise qui se poursuit.

Kondratieff, quant à lui, écrivait : « La première loi empirique est la suivante : avant le début de la vague ascendante de chaque grand cycle, et parfois à son tout début, on observe des transformations importantes dans les conditions fondamentales de la vie économique de la société. Ces transformations se traduisent en général, selon des combinaisons variables, par de profonds changements dans les techniques de production et d'échange (eux-mêmes précédés par des découvertes techniques importantes), par un changement des conditions de la circulation monétaire, par un rôle croissant de pays nouveaux dans la vie économique mondiale, etc. » (*ibid.*, p. 138). Toute cette germination et maturation des conditions nouvelles dans la période qui va de la fin des années 1960-début des années 1970 jusqu'au début des années 1990 disparaît dans la perspective de Wallerstein.

Pour Wallerstein, la justification d'une si longue phase B réside dans le fait qu'elle coïnciderait avec une « période de transition entre deux systèmes », ainsi elle se différencierait de la « succession ininterrompue des cycles conjoncturels antérieurs », d'où le titre : « Le capitalisme touche à sa fin ». Mais qu'est-ce que le capitalisme pour Wallerstein ?

Ce n'est pas un rapport de production, c'est un pouvoir. « Le capitalisme est omnivore, il capte le profit là où il est le plus important à un moment donné ; il ne se contente pas de petits profits marginaux ; au contraire, il les maximise en constituant des monopoles [...] Le capitalisme, depuis sa naissance dans la seconde moitié du XVI^e siècle, se nourrit du différentiel de richesse entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries (pas forcément

géographiques) de plus en plus appauvries. » Wallerstein entre de façon particulière dans la catégorie des négateurs de la restructuration. Sa conception du capital qui le ramène à une hégémonie sur l'économie matérielle (on retrouve la même anhistoricité du capital chez Braudel) ne peut lui faire entrevoir comme « suite de l'histoire » que la révolution de la fin des années 1960 telle qu'elle s'est maintenue et a survécu sous la forme du démocratisme radical : « un modèle plus égalitaire et redistributif » dit-il. Pour cela il faut que le capitalisme soit une domination sur l'économie matérielle et qu'il n'y ait pas eu de restructuration. Si le communisme est le mouvement réel d'abolition des conditions existantes, il ne se développe pas dans les entrailles du monde capitaliste comme le capitalisme avait pu se développer dans le monde féodal, positivement il n'est rien. Nous allons voir avec André Gorz une autre théorie de la sortie du capitalisme *déjà entamée*.

GORZ

Nous commentons ici le texte d'André Gorz intitulé « La sortie du capitalisme a déjà commencé, écodictature ou humanisation ? », daté du 26 septembre 2007 (on le trouve en ligne).

Gorz explique que le capitalisme a atteint ses limites internes et ses limites externes. En ce qui concerne les limites internes, Gorz suppose qu'il y aurait une limite infranchissable à l'accumulation, une sorte de frontière au-delà de laquelle le capitalisme ne peut aller.

Gorz ne donne pas à la crise actuelle un contenu différent des crises précédentes, mais, arbitrairement, il absolutise pour la crise actuelle ce qui est une caractéristique de toute crise : « L'accumulation productive de capital productif ne cesse de régresser. » C'est la caractéristique essentielle et quasiment la définition de toute crise du mode de production capitaliste. Mais l'analyse de Gorz nous intéresse quand il définit cette « limite qui ne peut être indéfiniment reculée » dans l'identité entre crise de valorisation et crise de réalisation.

« Cette crise de système tient au fait que la masse des capitaux accumulés n'est plus capable de se valoriser par l'accroissement de la production et l'extension des marchés. La production n'est plus assez rentable pour pouvoir valoriser des investissements productifs additionnels. Les investissements de productivité par lesquels chaque entreprise tente de restaurer son niveau de profit ont pour effet de déclencher des formes de concurrence meurtrières qui se traduisent, entre autres, par des réductions compétitives des effectifs employés, des externalisations et délocalisations, la précarisation des emplois, la baisse des rémunérations, donc, à l'échelle macro-économique, la baisse du volume de travail productif de plus-value et la baisse du pouvoir d'achat. Or moins les entreprises emploient de travail et plus l'emploi de capital fixe (c'est "constant" qu'il aurait fallu écrire ici, nda) par travailleur est important, plus le taux d'exploitation c'est-à-dire le surtravail et la survaleur produits par chaque

travailleur doivent être élevés. Il y a à cette élévation une limite qui ne peut être indéfiniment reculée, même si les entreprises se délocalisent en Chine, aux Philippines ou au Soudan. »

L'explication commence par une classique exposition de la théorie de la crise comme suraccumulation, ensuite elle glisse vers une identité entre suraccumulation et sous-consommation qui est une pure et simple confusion des deux. De la crise comme suraccumulation, c'est-à-dire pénurie de plus-value relativement à la masse de capital à valoriser, Gorz passe sans aucune médiation à la crise comme sous-consommation. Lisons attentivement : « La concurrence meurtrière » a pour effet une augmentation du taux d'exploitation (précarisation, baisse des rémunérations...) et, c'est exact, « la baisse du volume de travail productif » *relativement* au capital constant, ce que ne précise pas Gorz. Finalement « la baisse du volume du travail productif » devient « baisse du pouvoir d'achat », ainsi la crise de suraccumulation s'est métamorphosée en crise de sous-consommation. La baisse du pouvoir d'achat n'est pas en soi un problème pour le mode de production capitaliste, elle l'est parce qu'elle est simultanément une augmentation de la composition organique et par là une baisse du taux de profit. C'est ainsi que la suraccumulation devient sous-consommation. Le taux d'exploitation, en lui-même, n'a pas de limite. Toute augmentation de la productivité accroît la plus-value sous sa forme relative, mais plus la part de la journée de travail constituée de surtravail est déjà élevée moins la croissance de la productivité aura d'effet sur un accroissement de cette partie de la journée constituée de surtravail. Si le travail nécessaire ne représente que 1/8 de la journée de travail, un doublement de la productivité dans le secteur des biens constituant l'équivalent de ce travail nécessaire qui le réduirait de moitié n'accroîtrait la partie constituée de surtravail que de 1/16, un nouveau doublement de 1/32, quel que soit l'investissement nécessaire à ce doublement de la productivité. Sachant que la croissance de la force productive du travail, dans le mode de production capitaliste, doit répondre à la contrainte suivante : la part dans la valeur de la marchandise économisée sur le travail vivant doit être supérieure à la part accrue de capital constant transmise à la marchandise du fait de cet accroissement de la productivité.

Il est exact que « moins les entreprises emploient (*relativement*, nda) de travail et plus le capital fixe par travailleur est important, plus le taux d'exploitation c'est-à-dire le surtravail et la survaleur produits par chaque travailleur doivent être élevés. Il y a à cette élévation une limite qui ne peut être indéfiniment reculée, même si les entreprises se délocalisent en Chine, etc. ». Cependant, Gorz raisonne ici comme si le mode de production capitaliste était en train d'épuiser une « ressource naturelle ». Si la limite ne peut être indéfiniment reculée, ce n'est pas parce qu'on ne trouve plus de travailleurs « encore meilleur marché », mais parce que ce meilleur marché ne compense plus la baisse relative du nombre d'ouvriers par l'augmentation du taux d'exploitation (la masse de la plus-value est déterminée par son taux et le nombre d'ouvriers employés

à ce taux : il ne faut donc pas envisager seulement la croissance du taux mais aussi le nombre d'ouvriers employés, qui baisse *relativement* à la croissance du capital constant, mais exceptionnellement en valeur *absolue*). Ce n'est pas une ressource naturelle qui s'épuise, c'est un rapport économique, le rapport d'exploitation, qui tend vers sa limite, mais il ne fait que tendre (cette tension le définit), il n'y a pas de limite objective à l'accumulation du capital. Les contre-tendances à la baisse du taux de profit ne sont pas épuisables comme est épuisable une mine de charbon.

En résumé, la version de la théorie de la suraccumulation que présente Gorz « explique » la crise en ce qu'elle amène doublement le mode de production capitaliste dans le mur *objectif* du « pouvoir d'achat » : primo, comme un manque ; secundo comme une limite en deçà de laquelle on ne peut tomber (le « Soudanais »... de la terre). Gorz par la suraccumulation parvient à la sous-consommation, mais il perd en route la suraccumulation pour aboutir à une limite objective absolue de l'accumulation constituée par la sous-consommation simultanément comme manque de consommation (bien sûr) mais aussi comme nécessité pour la valorisation du capital se heurtant à un épuisement de sa source, une limite objective infranchissable. La limite à la croissance de la masse de la plus-value est exclusivement rapportée à son taux (la diminution du capital variable par rapport au capital constant est présupposée et affirmée dès le premier paragraphe comme absolue et non comme relative) de telle sorte que la sous-consommation n'est plus une limite construite à l'intérieur même de la suraccumulation (en tant que processus de l'accumulation capitaliste), mais la suraccumulation n'existe comme telle que parce que l'accumulation se trouve confrontée à une limite qu'elle ne construit pas à l'intérieur d'elle-même (elle serait alors réellement suraccumulation) mais qu'elle *rencontre*. En fait, c'est la limite dans laquelle est enserrée la croissance de la productivité qui est négligée par Gorz.

Gorz énonce tous les symptômes de la crise et même plus profondément des contradictions de la lutte de classe actuelle mais il ne les comprend pas. « L'espoir mis, il y a quarante ans, dans des "réformes révolutionnaires" qui, engagées de l'intérieur du système sous la pression des luttes syndicales, finissent par transférer à la classe ouvrière les pouvoirs arrachés au capital, cet espoir n'existe plus. » De cette intuition de la fin du programmatisme, via les *Adieux au prolétariat*, Gorz passe d'une compréhension de la crise et de la fin du capitalisme à partir de ses contradictions internes à un exposé de l'épuisement du capitalisme. À ce moment-là son dépassement peut être une alternative se développant parallèlement ou de façon sous-jacente à cet épuisement. Il y a, bien évidemment, une connexion étroite entre la perspective politique et l'analyse de la crise. Je ne m'étendrai pas sur les « logiciels libres », la description de l'alternative sous-jacente (autoproduction *dans les favelas brésiliennes*, etc.) ou la nécessité de sortir de « l'imaginaire salarial et marchand » ou sur la « décroissance », sauf pour dire sur ce dernier point qu'après avoir posé en

postulat fondateur l'épuisement de l'accumulation capitaliste, il écrit : « Si on prolonge la tendance actuelle, le PIB mondial sera multiplié par un facteur 3 ou 4 d'ici à l'an 2050 »...

Comme chez Wallerstein et son « capitalisme omnivore », l'abandon d'une compréhension des crises comme contradiction interne du mode de production capitaliste et par là du communisme comme dépassement produit dans cette contradiction (c'est son objectivité) amène au chevauchement alternatif de deux mondes.

Ce qui peut faire d'une crise une limite infranchissable pour le capitalisme c'est le contenu et la structure du rapport contradictoire entre le prolétariat et le capital dont elle est la forme, ce n'est qu'ainsi que l'on peut comprendre la limite du capital comme un rapport à lui-même. Ce n'est pas l'irreproductibilité de la contradiction entre les classes qui produit la communisation. *C'est la communisation qui rend la contradiction entre le prolétariat et le capital irréproductible*. Le moment de la communisation ne tient pas à une irréproductibilité produite comme une impasse qui, en tant que telle, ne pourrait être que niée, et donc obligerait à faire autre chose (pour survivre ?), mais à l'action révolutionnaire qui définit cette crise. *La révolution n'est pas une activité par défaut*.

Chaque analyse de la crise est en elle-même l'exposition d'une perspective de dépassement du capitalisme. La nôtre a le contenu suivant : « D'abord, le prolétariat ne se distingue pas, formellement, des autres classes révolutionnaires de l'histoire, il n'est amené à agir pour la destruction du système dominant que parce que la défense de ses intérêts immédiats l'y contraint objectivement. Mais il s'en distingue substantiellement en ce qu'il ne peut plus faire de cette abolition une conquête progressive, une montée en puissance à l'intérieur de l'ancien système, en ce qu'il ne peut abolir la domination de la classe dominante sans s'abolir lui-même comme classe et toute société de classes » (TC 20).

Il n'y a pas d'identification possible du prolétariat à la bourgeoisie du point de vue de la révolution (pas de montée en puissance de la classe à l'intérieur de l'ancien système). Une telle chose est explicitement exposée par Debord dans *La Société du spectacle*.

« Toute l'insuffisance théorique dans la défense *scientifique* de la révolution prolétarienne peut être ramenée, pour le contenu aussi bien que pour la forme de l'exposé, à une identification du prolétariat à la bourgeoisie *du point de vue de la saisie révolutionnaire du pouvoir* » Thèse 86.

« La bourgeoisie a développé sa puissance économique autonome dans la période médiévale d'affaiblissement de l'État, dans le moment de fragmentation féodale de pouvoirs équilibrés » Thèse 87.

« Le prolétariat ne peut être lui-même le pouvoir qu'en devenant *la classe de la conscience*. Le mûrissement des forces productives ne peut garantir un tel pouvoir, même par le détour de la dépossession accrue qu'il entraîne. La saisie jacobine de l'État ne peut être son instrument. Aucune *idéologie* ne peut lui

servir à déguiser des buts partiels en buts généraux, car il ne peut conserver aucune réalité partielle qui soit effectivement à lui » Thèse 88.

Et Marx :

« Chez les prolétaires, au contraire (des serfs, nda), leurs conditions de vie propres, le travail et, de ce fait, toutes les conditions d'existence de la société actuelle, sont devenus pour eux quelque chose de contingent, sur quoi les prolétaires isolés ne possèdent aucun contrôle et sur quoi aucune organisation *social*e ne peut leur en donner » (Marx, *Idéologie allemande*, Éd. sociales, p. 95).

Si le prolétariat ne peut faire de la maîtrise de ses conditions d'existence ni le contenu du communisme, ni même celui de la révolution, cela tient de façon intrinsèque à la nature même de sa contradiction avec le capital : l'exploitation. Et de sa crise.

JAPPE

Considérons maintenant le texte d'Anselm Jappe intitulé : « C'est la faute à qui ? » (publié sur le site du groupe Krisis).

On peut comprendre le titre comme la simple critique de la crise vue comme le fait de quelques escrocs de la Finance. Ce titre, en fait, renvoie à plus. Il renvoie à la théorie de la valeur développée dans Krisis en liaison avec, en Allemagne, le mouvement dit de la « Critique de la valeur » et le mouvement « Anti-Deutsch ».

Pour le mouvement Anti-Deutsch, l'extermination des juifs durant la Seconde Guerre mondiale s'inscrit dans le développement du capitalisme, celui-ci étant le mouvement de la valeur développée. La force de travail étant incluse comme simple détermination du concept de valeur développée, il en résulte que l'on ne peut dédouaner la classe ouvrière allemande de la politique menée par la classe capitaliste allemande. Il en résulte également que toute théorie qui vise dans le capitalisme la simple lutte contre la classe capitaliste, qui se veut lutte de classes, en arrive toujours à la dénonciation du « juif » (ou équivalent). D'où, dans le texte de Jappe : « Ce serait la pire des issues possibles de désigner une nouvelle fois des boucs émissaires, la "haute finance juive" ou autre, à la vindicte du "peuple honnête" des travailleurs et des épargnants. »

S'il est exact que le capital est la valeur totalement développée, il existe un risque d'occultation de l'exploitation et des classes si on n'ajoute pas à cette proposition, la suivante : la valeur totalement développée *c'est le capital* (sans la réciproque la première proposition est fausse). Avec la « Critique de la valeur », la théorie de l'implication réciproque devient folle.

Cette « folie » se retrouve dans la suite du texte : « Actuellement, il est à la mode de citer à nouveau Karl Marx. Mais le philosophe allemand n'a pas seulement parlé de luttes des classes (je serai tenté de dire qu'il n'a pas seulement parlé de cela dans la mesure où il n'a parlé que de ça, nda). Il a également prévu la possibilité qu'un jour la machine capitaliste s'arrête toute seule, que sa

dynamique s'essoufflera. » Entre « l'arrêt tout seul » et « l'essoufflement » il y a tout de même une grande différence (cela n'empêche que le problème fondamental demeure de ne pas comprendre les contradictions économiques – essentiellement la baisse tendancielle du taux de profit comme lutte des classes). Quelques développements et quelques références auraient été les bienvenues.

Ce texte se range dans la catégorie (j'aime bien mettre des étiquettes) : la crise actuelle est la poursuite de la crise du début des années 1970, entre les deux il n'y eut qu'acharnement thérapeutique. Pour voir comment la chose est « prouvée », il faut suivre la démonstration de Jappe.

a) « La production capitaliste de marchandises contient, dès le début, une contradiction interne, une véritable bombe [...] On ne peut faire fructifier le capital, et donc l'accumuler, qu'en exploitant la force de travail. » OK (à remarquer cependant cette « production capitaliste de *marchandises* » qui va permettre ensuite de centrer la question non sur la valorisation – production de plus-value – mais sur la nature de la marchandise). Suit un bref exposé de la baisse tendancielle du taux de profit. OK.

b) « La valeur de chaque marchandise singulière contient donc des parts toujours plus minces de travail humain – qui est cependant la seule source de la plus-value, et donc du profit. » Non. Tous les mots sont là et avec une lecture rapide on n'y voit que du feu. La valeur de chaque marchandise ne continue à contenir *que du travail humain* (quelle qu'en soit la quantité). La valeur de la marchandise comme produit du capital contient le temps de travail nécessaire, le temps de surtravail et ce cadeau que le travail vivant fait au capital de transmettre à la marchandise nouvelle la valeur des moyens de production utilisés, cette valeur étant elle-même du travail humain. Ainsi, consciemment ou non, Jappe effectue un petit tour de passe-passe théorique assez grossier : l'augmentation de la composition organique et la baisse tendancielle du taux de profit deviennent une décroissance du travail humain dans la valeur des marchandises, donc une valeur qui n'en est plus une. En outre, rappelons que la diminution de la valeur de chaque marchandise n'est pas du tout un problème pour le mode de production capitaliste (c'est l'artillerie qui lui permet de renverser toutes les murailles de Chine – la preuve les Chinois eux-mêmes – et cela s'appelle l'augmentation de la plus-value sous son mode relatif). Ce qui est un problème pour lui, ce sont les propres limites qu'elle impose à la croissance de la productivité (cette croissance est ensérée dans les contraintes du taux de profit, rappelons qu'il ne s'agit pas de libérer les forces productives dans la mesure où c'est cette contrainte qui les définit : elles sont le travail social *objectivé* face au travail *actuel*). À se « centrer » sur la valeur et la marchandise, on « oublie » que *la valeur c'est le capital* (dès TC 2, nous avons mené cette critique du centrage de la critique du capital sur la valeur, centrage très en vogue dans les milieux théoriques critiques du programmatisme au début des années 1970, dans la mesure où elle permettait de lier indisso-

ciablement capital et classe ouvrière et de mener une critique du travail).

c) Résultat du tour de passe-passe : « Le développement de la technologie diminue les profits dans leur totalité. Cependant, pendant un siècle et demi, l'élargissement de la production de marchandises à l'échelle globale a pu compenser cette tendance à la diminution de la valeur de chaque marchandise ». Et voilà confondus « diminution des profits » et « diminution de la valeur de chaque marchandise » alors que la valeur d'une marchandise particulière peut très bien diminuer et la part de plus-value (temps de travail extra qu'elle contient) croître. Au travers de ces « approximations » le véritable but de l'opération est de faire passer la diminution de la valeur de chaque marchandise comme une diminution du travail humain comme source (définition) de la valeur.

d) « Depuis les années soixante-dix du siècle dernier, ce mécanisme – qui n'était déjà pas autre chose qu'une fuite en avant – s'est enrayé. [...] C'est à ce moment là que le « capital fictif », comme l'appelle Marx, prend son envol. » En effet : «...lorsque la production de valeur, et donc de survaleur, dans l'économie réelle stagne [...] il n'y a que la finance qui permette aux propriétaires de capital de faire les profits désormais impossibles à obtenir dans l'économie réelle. » Que depuis trente-cinq ans la production de valeur dans « l'économie réelle » stagne, cela resterait à prouver, mais c'est la relation causale entre valeur et survaleur qui est ici intéressante. La production de valeur stagne *donc* celle de survaleur. Pas du tout : la production de survaleur stagne *donc* celle de valeur (où l'on retrouve l'importance de comprendre que la valeur développée ce n'est *que* le capital en tant qu'il est un mode de production spécifique). Le but de la production capitaliste ce n'est pas la valeur mais la plus-value qui est contenue en elle, on peut ajouter, à la suite du « philosophe allemand » que ce n'est même pas la survaleur le but spécifique du capital mais la reproduction des classes dans leur rapport (*Le Capital*, t.3, pp. 19-20)

Finalement, de la finance pis-aller on n'est pas loin de la finance *parasite* (à la différence, dans la problématique de Jappe, qu'il n'y aurait plus rien à parasiter) mais surtout la restructuration a disparu. Comme le dit le texte, le capitalisme s'est prolongé depuis le début des années 1970 sur des « béquilles », parce que « personne ne voulait le détruire ». personne ne voulait le détruire, car personne ne voulait sortir de l'engrenage infernal, le « cycle incessant » dit Jappe « du travail qui valorise le capital et du capital qui emploie le travail ». Même si, à suivre le texte, c'était « pour du semblant ». Faire disparaître la restructuration et le nouveau cycle de luttes est une condition *sine qua non* de la persistance d'une perspective révolutionnaire comme critique du travail et de la valeur qui n'était que la phase finale de la crise du programmatisme au début des années 1970 (ce qui peut nous donner, dans un autre registre, cet étrange mariage dans les récentes publications d'*Échanges* entre une vision

conseilliste qui n'ose plus s'affirmer en tant que telle comme révolution et définition du communisme, réduite qu'elle est à un syndicalisme autonome radical, et la problématique de la critique du travail).

Le texte de Jappe conjugue deux tendances, d'une part celle de « l'épuisement » du capitalisme, d'autre part, celle du gommage de la restructuration et d'un nouveau cycle de luttes. Bien sûr les deux ne sont pas sans liaison. Cette vision d'une fin objective du capitalisme ne le comprend pas, dans son objectivité même, c'est-à-dire comme économie, en tant que lutte des classes. Sur ce point, la seule perspective que nous pouvons avoir est la caractérisation de la crise en termes de cycle de luttes, de contradiction entre le prolétariat et le capital dans son contenu et sa structure. Il s'agit d'une crise où s'affirme l'identité de la suraccumulation et de la sous-consommation, crise du rapport salarial et de l'implication réciproque entre le travail et le capital, crise dans laquelle le prolétariat se trouve confronté contre et dans le mode de production capitaliste à sa propre existence et action comme classe comme limite à dépasser. Il n'y a pas d'autre « épuisement » du mode de production capitaliste.

CHESNAIS

Nous parlerons du texte de François Chesnais intitulé « La récession mondiale : moment, interprétations et enjeux de la crise ». C'est à ce texte, publié par *Carré rouge* et que l'on trouve sur leur site, que répond Alain Bihr lorsqu'il entreprend de démontrer « l'identité » entre « excès » et « défaut » de plus-value.

Ce texte ne présenterait pas un grand intérêt, si ce n'est de montrer la confusion théorique que provoque le déclenchement et le cours de la crise actuelle, s'il n'était pas nécessaire d'en parler pour mieux situer la réponse autrement plus intéressante de Bihr.

Chesnais commence par rappeler les fondamentaux : « L'irrationalité profonde du système devient manifeste. Celle qui est contenue dans la production pour la production, c'est-à-dire aux seules fins de valorisation du capital. »

Mais dès qu'il va falloir commencer à raconter la crise actuelle, Chesnais nous raconte une bête crise de « surproduction ». Attention, non pas surproduction par rapport aux capacités de valorisation, mais surproduction par rapport aux capacités du marché tout simplement. Nous savons que les deux sont identiques mais Chesnais lui ne le sait pas. Ce qu'il appelle « surproduction » est tout simplement la sous-consommation ouvrière. Quand il doit prendre un exemple de la propagation domestique (à l'intérieur d'un pays) de la crise, cet exemple sera « par exemple de la consommation vers la production ». Il ne s'agit pas de dire que *cette* propagation n'existe pas, mais si, face à Bihr, on veut réaffirmer « l'orthodoxie » de la suraccumulation, on ne peut se contenter de raconter la crise comme une crise de surproduction par rapport au marché, comme si de rien était. Soit il faut dire sans arrêt, comme Mattick, qu'il ne

s'agit que d'une apparence, soit il faut produire une théorie unifiée des deux théories majeures des crises (surproduction vs suraccumulation). Chesnais ne fait ni l'un ni l'autre.

Quand il en arrive au déclenchement de la crise, Chesnais explique que l'extension du crédit « a donc masqué l'existence de surcapacités de production industrielle très importantes ». Ces « surcapacités » ne sont pas rapporter aux capacités de valorisation c'est-à-dire au taux de profit, mais aux capacités d'absorption du marché (artificiellement gonflées par le crédit).

« Dans un pays (les États-Unis) où dominent les systèmes de retraite de marché financier, les effets économiques et les conséquences sociales en sont très importantes (de la chute de ces marchés). Les secondes ne se feront ressentir que dans quelques mois, mais les premiers se font sentir tout de suite par une baisse de la consommation qui a répercuté à son tour sur la production, notamment dans l'automobile. [...] révélant l'ampleur de la surproduction dans l'industrie automobile et en précipitant la crise. [...] la crise de surproduction a commencé. »

Jamais Chesnais ne précise clairement à quoi se rapporte la « surproduction » dont il parle, mais chaque fois qu'il en décrit le fonctionnement et les effets c'est du rapport au marché et à la consommation dont il s'agit : L'expression « crise systémique » est souvent utilisée. Elle est très vague et exige d'être précisée. Ici elle désigne deux processus. Le premier est la surproduction, conséquence de la suraccumulation de capital au sens de moyens de production. Le second est le début de la destruction de capital fictif à une échelle importante. Ici, Chesnais relie explicitement surproduction et suraccumulation de capital, mais cela signifie que l'on produit trop par rapport à la consommation.

Chesnais parvient à maintenir un semblant de cohérence dans son discours en critiquant la thèse centrale d'Husson sur le différentiel entre l'évolution du taux de profit et du taux d'accumulation. Il la critique par les deux bouts. D'une part, Chesnais insiste sur le fait que la masse de capital qui alimente les marchés financiers ne provient pas seulement de profits non réinvestis, mais de multiples autres canaux : flux d'intérêts provenant de la dette du tiers-monde ; sommes résultant de placements précédents réussis ; sommes centralisées au sein du système financier dans les fonds de pensions et les fonds de placements financiers. D'autre part, Chesnais insiste sur le fait que l'accumulation ne fut pas si atone que cela : « Après une phase transitoire (à la suite de la crise de 1974), l'accumulation a progressivement repris dans les pays capitalistes centraux » ; par la suite, après chaque phase de crise, les gouvernements ont réussi à faire repartir la croissance. Husson ne dit pas vraiment le contraire, il insiste nettement plus sur le différentiel. Si la masse des capitaux s'investissant sur les marchés financiers ne provient qu'en partie des profits non réinvestis et si la croissance n'a pas été si atone que cela, la thèse centrale d'Husson se trouve non pas absolument contredite mais seulement relativisée.

L'argument suivant de Chesnais contre Husson paraît plus fort, mais il est à double tranchant. « Peu de gens chez les anticapitalistes (c'est bizarre cet « anticapitaliste » qui est en train de remplacer communiste, nda) ont pris garde au fait qu'elle (« l'évidence » de la faible accumulation chez Husson) porte uniquement sur les États-Unis, le Japon et l'Europe. Or dans le cas des deux premiers très tôt et de certains groupes industriels européens ensuite, la soif de plus-value a servi d'aiguillon aux investissements directs massifs faits en Chine et au Brésil (l'Inde restant difficile d'accès). Les profits ont été réinvestis. Pas dans les pays d'origine, mais ailleurs dans le champ du capitalisme mondialisé. ». Il est exact que les graphiques de Husson ne tiennent pas compte de l'accumulation en Chine, au Brésil, en Asie du Sud-Est. Cependant il ne faut pas confondre l'accumulation totale de capital en Chine avec l'accumulation due aux capitaux exportés par des entreprises occidentales ou japonaises ne les réinvestissant pas chez elles (il ne s'agit que d'une part minoritaire de l'accumulation de capital en Chine). En outre, l'argument de Chesnais est à double tranchant dans la mesure où les profits de ces capitaux ne sont que très faiblement réinvestis en Chine, de même que les profits des capitaux chinois eux-mêmes qui s'en vont alimenter la dette américaine.

L'intérêt de la critique de Chesnais est de fournir des pistes de recherche de matériel empirique confortant l'unité de la crise comme suraccumulation de capital par rapport aux capacités de valorisation et comme surproduction vis-à-vis du marché. Mais, c'est précisément ce que ne fait pas Chesnais qui *dogmatiquement* affirme, contre Bihr (qui, en réalité, tente une unification de « l'excès » et de la « pénurie », ce dont Chesnais fait mine de ne pas s'apercevoir), à la fin de son texte, la théorie de la pénurie de plus-value donc de la suraccumulation vis-à-vis de la valorisation et *empiriquement* le contraire en nous expliquant la crise par la suraccumulation vis-à-vis des capacités du marché.

Il va même plus loin. Après avoir asséné que « le capital engagé dans un mouvement de valorisation sans fin, se heurte à une insuffisance chronique de plus-value », plus bas dans la même page, il récuse les thèses de Husson et de Bihr, ici réunis, en disant : « Un système dans lequel le taux d'accumulation stagne ou recule est un système qui va être confronté très vite (en fait il l'est en permanence), à une pénurie de plus-value. » Quant il s'agit de critiquer Bihr, pour Chesnais, comme pour Mattick, la pénurie de plus-value *se manifeste comme* étroitesse du marché, mais la comparaison s'arrête là. En effet, chez Chesnais, la chaîne causale est très confuse. La pénurie de plus-value résulte d'une stagnation de l'accumulation (et non de la suraccumulation), *à ce moment-là*, les difficultés de réalisation proviennent de cette stagnation qui apparaît comme étroitesse du marché. Mais on en arrive là par la suraccumulation par rapport au marché qui devient pénurie de plus-value. En fait en ne liant pas suraccumulation et pénurie de plus-value, mais stagnation et pénu-

rie, Chesnais peut faire « l'orthodoxe » dans la théorie tout en appréhendant le cours de la crise selon un schéma simplement sous-consommationniste.

En toute logique de baisse du taux de profit, c'est un système où le taux d'accumulation croît rapidement qui se trouve confronté à une pénurie de plus-value, car celle-ci se rapporte au capital accumulé à valoriser. Un système dans lequel « le taux d'accumulation stagne », s'il maintient un taux de plus-value en hausse ou même égal ne connaîtra pas de pénurie de plus-value, c'était même là la régulation du capitalisme financiarisé (mais le taux d'accumulation ne stagnait pas et c'est là l'intérêt empirique des remarques de Chesnais contre Husson dans une théorie de l'identité).

On ne peut soupçonner Chesnais de simplement nous faire grâce de la démonstration de l'identité, dans la mesure où après nous avoir raconté et expliqué la crise comme sous-consommation, il affirme qu'il n'y a *pas d'autre théorie* que celle de l'insuffisance chronique de plus-value. Alors que simplement, par le biais de la transformation dans le cours de l'accumulation d'une part croissante de la plus-value en capital constant, c'est-à-dire la chose bien connue de l'augmentation de la composition organique, nous avons simultanément la suraccumulation par rapport aux capacités de valorisation et la surproduction par rapport au marché. Pour Chesnais, tout à la formation des nouveaux cadres du Nouveau Parti anticapitaliste, comme pour beaucoup d'autres, la limite se trouve dans toutes les implications théoriques et « politiques » d'une telle identité de la suraccumulation et de la sous-consommation (cf. *TC* 22 : « Revendiquer pour le salaire »).

TICKTIN

Le texte d'Hillel Ticktin, « The Implosion of Finance Capital –Depression and Deflation », publié sur le site Radical Perspectives on the Crisis est une remarquable analyse programmatique de la crise actuelle. Remarquable, car le programmatisme ne s'y trouve pas seulement comme point de vue ou comme conclusion politique organisant l'analyse économique qui demeurerait, quant à elle, dans des termes proprement économiques. Chez Ticktin, le programmatisme est le contenu même de l'analyse « économique ». De ce point de vue on pourrait considérer que *formellement*, en ce que l'analyse en termes de lutte des classes et de projets portés par les classes en lutte est le contenu même de l'analyse de la crise, ce texte est une leçon d'expression théorique. Rappelons, pour la compréhension du texte de Ticktin, que par programmatisme nous entendons cette période de l'histoire du mode de production capitaliste durant laquelle la lutte de classe et la révolution ont pour contenu et s'organisent autour de la montée en puissance du prolétariat à l'intérieur de ce mode de production, montée en puissance préparant son affirmation en tant que classe dominante libérant et généralisant ce qui définissait son existence dans le capital : le travail productif, la valeur, le travail socialisé, le développement

des forces productives. Ce contenu de la lutte de classe, de la révolution et du communisme est entré en crise avec le passage du mode de production capitaliste en subsumption réelle et est devenu totalement obsolète avec la restructuration qui a succédé à la crise de la fin des années 1960- début des années 1970.

Le texte de Ticktin n'est pleinement compréhensible que replacé dans un résumé des positions générales de cet auteur. Nous empruntons ce résumé au n° 4 (été 1995) de la revue anglaise *Aufheben* (texte traduit en français dans le n° 15 de la revue française *Théorie communiste*, février 1999)

« Hillel Ticktin est l'éditeur et le principal théoricien du journal trotskiste dissident, *Critique*. [...].

Avec Ticktin, la notion centrale de la Seconde Internationale, qui oppose le socialisme comme planification consciente de la société à l'anarchie du marché dans le capitalisme, reçoit une formulation "scientifique" dans les termes de l'opposition entre la "loi de planification" et la "loi de la valeur". Ticktin cherche ensuite à expliquer "scientifiquement" les lois de transformation de l'habituelle époque de transition du déclin du capitalisme et de la montée commençante de la "loi de planification", qu'il voit comme annonçant la nécessaire émergence du socialisme, dans les termes du principe régulateur définitoire du capitalisme, la loi de la valeur.

Comme les théoriciens principaux du marxisme classique, Ticktin voit le déclin du capital dans le développement des monopoles, dans l'intervention accrue de l'État dans l'économie et dans le déclin conséquent du capitalisme de libre concurrence et de laisser-faire. Comme la production est socialisée de façon croissante, la répartition du travail social ne peut plus se faire simplement à travers les forces aveugles du marché. De plus en plus, le capital et l'État doivent planifier et réguler consciemment la production. Cependant le développement complet de la planification consciente contredit l'appropriation privée inhérente aux rapports sociaux capitalistes. La planification est limitée à chaque État et aux capitaux particuliers et sert donc à intensifier la concurrence entre ces capitaux et ces États, par là les avancées de la planification rationnelle aboutissent à l'irrationalité sociale des guerres et des conflits. Ce sera seulement avec le triomphe du communisme à l'échelle mondiale, quand la production et la répartition du travail seront consciemment planifiées dans l'intérêt de la société dans son ensemble, que la contradiction entre les forces matérielles de la production et les rapports sociaux de production sera résolue dans leur réconciliation, et la "loi de planification" émergera comme la forme principale de la régulation sociale.

Toutefois, contrairement aux principaux théoriciens du marxisme classique, Ticktin met un accent particulier sur l'autonomie croissante du capital financier en tant que symptôme du déclin du capitalisme. Le marxisme classique, à la suite du travail fondateur d'Hilferding *Le Capital financier*, a vu l'in-

tégration du capital bancaire et du capital industriel monopoliste comme la marque du stade final du capitalisme qu'annonçait la montée en puissance de la planification rationnelle et le déclin de l'anarchie du marché. Au contraire, pour Ticktin, le capitalisme tardif est spécifié par l'autonomie croissante du capital financier. Ticktin voit le capitalisme du ^{xx}^e siècle comme la contradiction entre les formes de socialisation qui ne peuvent être contenues et la forme décadente parasitaire du capital financier. Le capital financier est vu comme ayant une relation parasitaire avec les forces productives socialisées. Il cherche à organiser l'arrêt de la socialisation qui lui échappe et donc impose les contraintes du travail abstrait. Cependant, le capital financier est dépendant de son hôte, la production, qui connaît un mouvement inévitable vers la socialisation.

En définissant l'autonomie croissante du capital financier comme un symptôme de la décadence capitaliste, Ticktin est capable d'intégrer la montée du capital financier des 25 dernières années à la théorie marxiste classique du déclin.

Mais on pourrait répondre que l'autonomie croissante du capital financier est simplement le moyen par lequel le capital est en train de se restructurer. Dans cette perspective, la croissance et la globalisation du capital financier dans les 25 dernières années ont été les principaux moyens par lesquels le capital a cherché à déborder la classe ouvrière, retranchée dans les vieilles économies industrialisées, en délocalisant la production dans de nouvelles aires géographiques et en développant de nouvelles branches. Ainsi, tandis qu'il est bien sûr possible que l'autonomie croissante du capital financier annonce le déclin de l'accumulation dans quelques aires, elle n'agit ainsi que dans la mesure où elle annonce l'accélération de l'accumulation du capital dans d'autres. Dans cette perspective, l'idée selon laquelle l'autonomie du capital financier est un symptôme du déclin du capital apparaît comme particulièrement anglocentrique. Bien sûr, à cette lumière, l'idée de Ticktin du caractère parasitaire et décadent du capital financier apparaît remarquablement semblable aux perspectives de ces avocats de l'industrie britannique qui se sont longuement lamentés sur les vues à court terme de la City comme étant la cause du relatif déclin industriel de la Grande-Bretagne. L'idée, qui trouve son origine chez Hilferding, que l'époque du déclin capitaliste est caractérisée par la fusion du capital bancaire et du capital industriel peut également être accusée de germanocentrisme, puisqu'Hilferding fondait de telles conclusions sur le haut degré d'intégration du capital bancaire et des grands cartels qui caractérisait l'économie allemande au tournant du siècle. Même si de tels arguments peuvent être vrais, en les adoptant on pourrait accuser Ticktin de projeter les causes spécifiques du relatif déclin britannique au capitalisme dans sa totalité. Même si ce capital financier baladeur est peut-être la cause du déclin des vieilles économies industrialisées, il peut dans un seul et même mouvement être le

moyen à travers lequel de nouvelles aires d'accumulation du capital surgissent » (*Aufheben*, traduction *Théorie communiste*).

Ticktin s'interroge sur la « résurrection de Marx » auquel on assiste y compris dans des milieux qui jusqu'à maintenant ne le considéraient pas comme un auteur de référence. Ticktin explique ce « retour » par la pertinence des analyses marxistes mais aussi par la fin de la guerre froide et l'absence de tout mouvement de la classe ouvrière pour le socialisme. Pour lui nous ne vivons pas la fin du capitalisme, non seulement du fait de cette absence, mais surtout parce que l'instabilité dans laquelle nous vivons est celle du système lui-même et aucun « remplaçant » ne se présente.

« **The contradictions of capitalism are showing themselves but the system will continue as long as there is no political movement to replace it** » ; « [...] **there is no organised left of any importance in the USA or Europe...** »

Ainsi, du fait de cette absence, la contradiction fondamentale du capitalisme pour Ticktin entre d'une part la socialisation des forces productives et la planification (qui marque sa « décadence ») et, d'autre part, la loi de la valeur dont l'imposition est le fait du capital financier « **predatory and parasitic** », se trouve réduite à une simple « instabilité interne ». L'acteur portant un terme de la contradiction, le prolétariat, fait défaut, en tant que porteur de ce terme. Malgré cette absence qu'il reconnaît et qui devrait lui signifier la caducité de sa vision programmatique de la lutte de classe, Ticktin continue à lire la crise dans les termes de sa vision programmatique.

La contradiction, telle qu'il la conçoit, continue à animer le mode de production capitaliste, mais pour Ticktin, elle a (momentanément ?) perdu son contenu révolutionnaire. Dans son texte, il affirme bien que nous nous trouvons à un « **turning point in history** ». Ce « **turning point** », c'est le déclin de la domination américaine *sans successeur*. Ce qui est en déclin c'est le modèle anglo-saxon de « capitalisme sans entraves », mais nous retrouvons la contradiction chère à Ticktin dans ce qui pourrait le remplacer, bien que cela ne soit pas encore clair. Ce quelque chose c'est « **something much closer to Chinese capitalism** ».

Le programmatisme conséquent de la méthode même de Ticktin l'amène à des développements intéressants bien qu'intrinsèquement limités par ce même programmatisme. Pour Ticktin, le retour à la domination du capital financier à la suite de la crise du début des années 1970 « **was a deliberate shift in order to contain the workingclass, who were demanding more control over production, higher wages and better conditions** ».

S'il voit bien la restructuration comme contre-révolution et précisément en tant que destruction de l'identité ouvrière et du programmatisme, pour lui cette destruction n'est qu'un ensevelissement momentané qui ne change pas les termes. Les classes sont ici définitivement données dans leur définition,

leur relation réciproque et dans la perspective que leur lutte produit. La restructuration n'est pas la transformation d'un rapport d'exploitation qui est la définition même des termes qui sont en rapport mais la victoire d'un terme sur l'autre, sans que cette « victoire » en tant que redéfinition historique de la relation soit la modification de leur relation contradictoire, de sa dynamique et de son dépassement. La révolution programmatique, affirmation du prolétariat, libération du travail, socialisation des forces productives, désigne une époque définitivement révolue.

La défaillance du prolétariat comme terme de la contradiction « économique » du capitalisme ferait de cette contradiction précisément une contradiction économique qui n'est plus alors qu'une « instabilité à l'intérieur du système ». Cette « instabilité » instaurée par le capital financier se ramène alors à des analyses que nous avons déjà rencontrées, par exemple, chez Husson : **« On the one hand, there were large sums of money to invest but on the other hand, there were limited investment opportunities. »** Dans cette problématique qui, rappelons-le, ne tient pas compte du fait que le capital financier est lui-même la cause de cette reprise du taux de profit (que Ticktin signale par ailleurs dans son texte), Ticktin s'inscrit dans une perspective nettement sous-consommationniste : **« Given the static nature of real incomes, demand for goods and services, and Chinese industrial goods in particular, could only reach a ceiling and go down. »**

La jonction de cette problématique sous-consommationniste et du fond programmatique de toute l'analyse se trouve dans la façon d'aborder les dépenses militaires comme mode de fonctionnement du capitalisme et comme « sortie de crise ». En effet, pour Ticktin, les dépenses militaires répondent simultanément dans la logique de l'accumulation capitaliste *d'une part* à la nécessité d'accroître les sphères d'investissement :

« Official military expenditure in the US budget as a percentage of GDP (PIB) fell to well under half of what it had been in 1986 by 1997. The Irak and Afghan wars have doubled the figure of military expenditure but the budgeted military expenditure as a percentage of GDP is still not much more than half of what it had been in 1986 » (cette citation vient immédiatement après celle sur le surplus de monnaie face aux opportunités d'investissements) ;

d'autre part de suppléer à la faiblesse de la demande en provenance des salaires :

« Without an extended war, the system had to crack » (cette citation vient immédiatement après celle sur la stagnation des salaires).

Mais une telle « solution » est impossible actuellement pour Ticktin car la « solution militaire », au-delà de l'absence d'ennemi sérieux (la Russie n'en est plus un et les guerres d'Irak ou d'Afghanistan sont des échecs) recréerait l'impossible keynésianisme, antichambre de la révolution (voir plus loin). À aucun moment, Ticktin ne s'interroge sur le caractère improductif des dépenses d'ar-

mement car ce n'est pas son sujet. La contradiction que représente le travail productif dans le mode de production capitaliste ne peut pas être abordée par Ticktin sans remettre en cause tous ses présupposés programmatiques sur les contradictions de ce mode de production et surtout sur la capacité pour le prolétariat à en porter le dépassement par l'affirmation de ce qu'il est déjà. Parler de la contradiction du travail productif, c'est dire qu'il n'y a pas et qu'il ne peut y avoir de montée en puissance du prolétariat à l'intérieur du mode de production capitaliste.

La contradiction centrale du capitalisme pour Ticktin fait retour dans les stratégies de « sortie de crise ». Après avoir souligné l'importance de l'idéologie libérale dans le refus de sauver Lehman Brothers, Ticktin signale le premier refus du Congrès de voter le TARP (Troubled Assets Relief Program) au motif que c'était du *socialisme*. Pourtant, l'intervention de l'État est manifeste et bien réelle. Ticktin souligne que les nationalisations des deux compagnies de crédits hypothécaires (Freddie Mac et Fannie Mae) et celle de AIG ont évité pour l'instant un effondrement systémique. « **The nationalisations combined with the proposed government purchase of shares in troubled banks have steadied the world monetary and credit system for the time being.** »

Cependant, pour Ticktin, le retour au keynésianisme et à une politique social-démocrate telle qu'après guerre est impossible, en tant que politique volontairement choisie par la classe capitaliste. Ce retour est impossible parce qu'il serait « trop dangereux pour le système » : « **Full employment, a high rate of growth, a rising standart of living, free health and education and affordable housing provide a springboard for the working class to demand greater control over its own life, better working conditions and higher wages. In Marxist terms, the abolition of the reserve army of labour and the removal of the fetichism of commodity (ici la socialisation de la reproduction de la force de travail est comprise comme une entrave et une remise en cause du fétichisme de la valeur en ce qu'il n'y aurait pas échange, nda) leaves the system without control over labour.** »

Pourtant, d'après Ticktin lui-même, cette époque a existé (l'après Seconde Guerre mondiale) *et ce ne fut pas la révolution*. Ticktin a une réponse à cette objection : « **It only worked in that period because the workink class had come through a much worse period of fascism, depression and war and was still contained within a cold war.** » L'explication est un peu courte. Il échappe totalement à Ticktin que son schéma révolutionnaire est entré avec le « régime fordiste d'accumulation » dans une contradiction insurmontable (dont la guerre froide, entre autres, fait partie) : on ne peut plus avoir simultanément la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste et son affirmation autonome, quand cette montée en puissance est totalement intégrée au cycle propre du capital, quand l'antagonisme sur

le salaire, la reproduction socialisée de la force de travail font partie, au plus intime d'elle-même, de la reproduction propre du capital.

D'une certaine façon, Ticktin a raison, durant toute cette période, en Italie, en France ou ailleurs, la lutte de classe se fonde sur l'identité ouvrière, l'autonomie, l'auto-organisation, c'est-à-dire l'affirmation du prolétariat comme résultat de sa montée en puissance, mais ce faisant, elle exprime, sans les dépasser, les limites et les impasses de cet ancien cycle de luttes.

Dans cet ancien cycle achevé au début des années 1970, la remise en cause de l'affirmation du prolétariat et de la révolution comme émancipation du travail, n'était qu'une détermination interne de cette affirmation et de cette émancipation, c'est-à-dire que le mouvement demeurerait programmatique y compris dans la remise en cause de celui-ci. *L'affirmation de la classe et l'émancipation du travail étaient le contenu de ces mouvements, ce n'est que dans ce contenu et à partir de lui que l'on peut comprendre sa crise et sa remise en cause.* L'affirmation de la classe et l'émancipation du travail sont toujours demeurées velléitaires et surtout n'ont pas tranché durablement avec l'activité syndicale. En cela, elles différaient fondamentalement des actions menées durant la période des années 1920. La période de la fin des années 60 et du début des années 70 fut la période de la première crise et du premier mouvement révolutionnaire en subsomption réelle. Il échappe à Ticktin que ce fut la liquidation de toutes les anciennes formes du mouvement ouvrier et de tout ce qui pouvait se fonder sur une identité ouvrière ouvrant la voie à l'affirmation du prolétariat comme classe dominante.

Ce qui fut entrevu, c'est que le communisme n'est pas un mode de production et que *l'abolition du capital ne pouvait être que la négation des classes et du prolétariat lui-même.* Le contenu critique essentiel de Mai 68 et de toute cette période fut de se heurter pratiquement au fait que la révolution n'est pas une question de gestion, d'érection du prolétariat en classe dominante qui généralise sa situation, universalise le travail comme rapport social et l'économie comme objectivité de la société en tant que rapport entre les choses. Les ouvriers ont fui les usines occupées par les syndicats, les plus jeunes et d'autres ont rejoint la contestation étudiante, Mai 68 était la critique en actes et souvent « avec les pieds » de la révolution comme montée en puissance et affirmation de la classe. Les ouvriers n'ont réinvesti les usines qu'au moment de la reprise, souvent pour s'y opposer violemment. Ce n'est qu'ainsi que devenait évident que la révolution n'était plus l'aboutissement de la montée en puissance de la classe à l'intérieur du mode de production capitaliste, montée en puissance s'achevant dans son affirmation en classe dominante, en pouvoir des Conseils ouvriers ou en État socialiste.

Au début des années 1970, tout le schéma d'analyse politique et économique de Ticktin est mort, le pire ou le meilleur est que Ticktin le dit... presque.

CONCLUSION GÉNÉRALE

La théorie de la restructuration est un enjeu majeur de la compréhension des luttes de classe actuelles, en effet, dans le capital restructuré, agir en tant que classe devient une limite de l'action en tant que classe. L'analyse de la crise de ce rapport capitaliste restructuré en est un autre, tout aussi essentiel. Dans la production théorique de l'identité de la crise comme crise de suraccumulation et de réalisation ce qui est en jeu c'est la compréhension des luttes revendicatives actuelles et principalement des luttes salariales. Quand la question de la réalisation ne se distingue pas de celle de la suraccumulation, revendiquer pour le salaire ne sort pas de la contradiction entre les classes qu'est la baisse du taux de profit, le prolétariat demeure enfermé dans cette contradiction avec le capital, pour lequel il est toujours nécessaire et toujours de trop. Les luttes sur le salaire contiennent cet écart à l'intérieur de la lutte en tant que classe entre agir en tant que classe et se remettre en cause comme telle dans sa lutte contre le capital.

De ce point de vue, il faut noter que contrairement au scénario classique des crises, celle-ci ne fut pas précédée, tout comme la précédente aux États-Unis, d'une phase de hausse des salaires. Dans la succession classique des séquences d'un cycle économique, la crise est précédée d'une phase dite « d'euphorie des affaires », une période de surchauffe (exacerbation de la compensation de la baisse du taux de profit par la masse, exacerbation de la concurrence) durant laquelle le marché du travail se tend de façon favorable aux salariés. Pourtant, même dans les pays « émergents », sur l'ensemble de la période, le partage de la valeur ajoutée évolue au détriment des salaires, on peut relever cependant une tendance à l'augmentation des salaires (avec d'énormes différences qui rendent les moyennes suspectes) en fin de période dans le cas de la Chine. On pourrait également considérer le grand essor du crédit à la consommation comme un substitut de l'augmentation des salaires mais ce n'est qu'un « substitut » et l'éclatement de la crise n'a laissé aucun doute sur la réalité du partage de la valeur ajoutée.

La seule façon de considérer correctement les choses c'est de partir du marché du travail. Il n'y a aucune nécessité dans les rapports quantitatifs de valeur à ce que les salaires augmentent avant la crise, la cause s'en trouve simplement dans les tensions du marché du travail. C'est donc les modifications de ce dernier qui ont fait qu'il n'a plus porté ces tensions. Déjà on avait pu observer, principalement aux États-Unis, que les phases de tension sur le marché du travail n'avaient donné lieu à aucune augmentation salariale. Les modifications structurelles (précarisation, flexibilité, achat global de la force de travail, marché du travail international...) qui ont eu lieu sur le marché du travail ont supprimé les effets sur les salaires des « phases d'euphorie ». Principalement, jusqu'à la fin des Trente Glorieuses, les marchés du travail demeurent des marchés nationaux, la concurrence n'est donc pas totale et les tensions peuvent

se régler dans un cadre inflationniste. Il y avait bien l'immigration de travail, mais celle-ci avait un effet double. Elle maintenait une pression générale sur les salaires, mais elle introduisait parallèlement une segmentation de la force de travail qui créait un effet de cliquet en faveur de la main-d'œuvre nationale dans la division du travail.

On peut aller plus loin et voir dans cette absence une des déterminations qui signe la crise comme crise du rapport salarial. Le programmatisme est bien mort dans l'impossibilité du réformisme salarial légitime dans la reproduction même du capital, et dans la mort de la perspective de la généralisation de la condition salariale. Cette crise du rapport salarial est, en acte, la fin du programmatisme.

SENONEVERO



LIGNE ÉDITORIALE

Les éditions Senonevero s'attachent à la publication d'une théorie critique du capitalisme, c'est-à-dire une théorie de son abolition. Une époque est maintenant révolue, celle de la libération du travail, celle du prolétariat s'affirmant comme le pôle absolu de la société.

La révolution sera l'abolition du mode de production capitaliste et de ses classes – le prolétariat comme la bourgeoisie – et la communisation des rapports sociaux. En deçà, il n'y a aujourd'hui que la promotion de la démocratie, l'apologie de l'alternative. Ces pratiques et ces théories n'ont d'autre horizon que le capitalisme.

De la période actuelle à la révolution, nul ne connaît le chemin à parcourir : il est à faire, donc à comprendre, par des analyses et des critiques diversifiées. Nous en appelons l'élaboration. Lutte contre le capital, lutte à l'intérieur de la classe elle-même, la lutte de classe du prolétariat n'est pas le fait de muets et de décérébrés : elle est théoricienne – ni par automatisme, ni par choix. Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité.

Association pour la recherche en histoire sociale

8, rue Chateaufort

13001, Marseille

France

<http://www.senonevero.net>

senonevero@communisation.net

Diffuseur

COURT-CIRCUIT

5, rue Saint-Sébastien 75011 Paris

Tél. 01 43 55 69 59

Fax. 01 43 55 69 85

contact@courtccircuit-diffusion.com

OUVRAGES PARUS

Le Démocratisme radical

Roland SIMON

Le Travail et son Dépassement

Bruno ASTARIAN

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME I

Fondements critiques d'une théorie de la révolution

Au-delà de l'affirmation du prolétariat

Roland SIMON

Moyen-Orient 1945-2002 :

histoire d'une lutte de classes

Théo COSME

Rupture dans la théorie de la révolution

Textes 1965-1975 présentés par François Danel

Collectif

À l'assaut du ciel

*Composition de classe et lutte de classe
dans le marxisme autonome italien*

Steve WRIGHT

Les Émeutes en Grèce

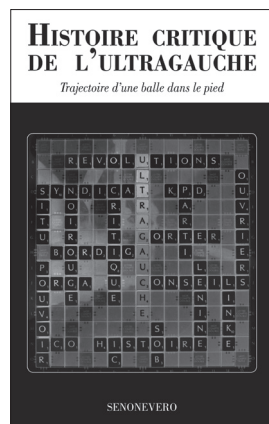
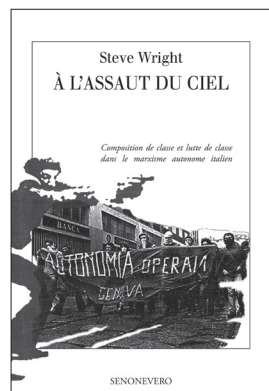
Théo COSME

Histoire critique de l'ultragauche

Trajectoire d'une balle dans le pied

Collectif – édition préparée par les Chemins

Non Tracés



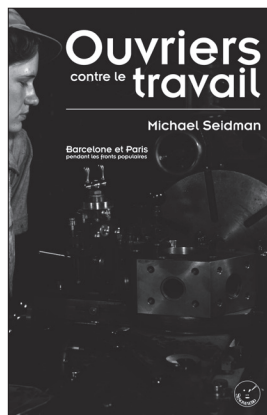
À PARAÎTRE

Ouvriers contre le travail

Barcelone et Paris pendant les fronts populaires

Michael Seidman (traduit de l'anglais)

ISBN 978-2-9516460-7-0 – Mai 2010



Michael Seidman montre la continuité de la résistance au travail, en grande partie ignorée ou sous-estimée par les théoriciens et historiens du ^{xx}e siècle. Au moment des Fronts populaires, les ouvriers ont persévéré dans leurs pratiques antérieures qui donnaient déjà le caractère extérieur, utilitaire du sens de leur travail : des refus directs et indirects, par l'absentéisme, le coulage de cadence, le vol, la grève, etc.

Au moment où s'est posée la question du contrôle ouvrier – révolutionnaire ou réformiste – du procès de production, les luttes quotidiennes sur le lieu de travail, à Paris et Barcelone, étaient des faits de résistance : « La résistance était aussi un phénomène conjoncturel et cyclique, mais les refus sont restés une part intrinsèque de la culture ouvrière et sont apparus à différentes périodes avec diverses divisions du travail. Pendant les Fronts populaires, les ouvriers se révoltaient contre un ensemble de disciplines, y compris celles imposées par les organisations ouvrières. Les salariés souhaitaient certainement contrôler leurs lieux de travail, mais généralement afin d'y travailler moins. On peut supposer que la façon d'éliminer la résistance n'est pas le contrôle ouvrier sur les moyens de production mais plutôt l'abolition du travail salarié lui-même. »

Il nous est alors possible de voir, dans ces affrontements entre ouvriers et organisations ouvrières, des collectivités barcelonaises aux usines aéronautiques parisiennes, la contradiction interne des mouvements de Front populaire, qu'ils aient été révolutionnaires ou réformistes. L'impossibilité d'un triomphe de la classe du travail, en tant que telle, se manifeste sous sa forme la plus empirique. C'est la faillite d'un programme ouvrier dans ses propres termes, alors sommé de se réaliser dans un moment critique.

De la Politique en Iran

Théo COSME – septembre 2010

THÉORIE DU COMMUNISME VOLUME II

Tout ce qui existe mérite de périr

Roland SIMON – automne 2010

DÉJÀ PARUS

Théorie Communiste 1	(avril 1977)	Le prolétariat.
Théorie Communiste 2	(janvier 1979)	La production du communisme.
Théorie Communiste 3	(mars 1980)	Notes sur la restructuration du rapport entre le prolétariat et le capital dans la crise actuelle. Les luttes de classes de 1967 à 1975. Le développement économique de la crise (1967-1975).
Théorie Communiste 4	(décembre 1981)	Des luttes actuelles à la révolution. Notes sur la restructuration et le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste 5	(mai 1983)	La production de la théorie communiste.
Théorie Communiste 6	(mai 1985)	Théorie Communiste : synthèse.
Théorie Communiste 7	(juillet 1986)	Le nouveau cycle de luttes.
Théorie Communiste 8	(novembre 1987)	La notion de cycle de luttes.
Théorie Communiste 9	(mai 1989)	Le prolétariat et le contenu du communisme.
Théorie Communiste 10	(décembre 1990)	La grève des cheminots de l'hiver 1986-1987.
Théorie Communiste 11	(juin 1993)	Moyen-Orient : Crises, guerres, luttes de classes : de la fondation d'Israël à la guerre du Golfe.
Théorie Communiste 12	(février 1995)	La révolution prolétarienne 1848-1914. Sur la restructuration
Le journal d'un gréviste	(avril 1996)	Sur la grève de novembre-décembre 95
Théorie Communiste 13	(février 1997)	Des luttes actuelles à la révolution. Décembre 95. La recomposition de la gauche. État, démocratie, fascisme. Le démocratisme radical.
Théorie Communiste 14	(décembre 1997)	L'Ultra-gauche. « Théorie communiste »
Théorie Communiste 15	(février 1999)	L'objectivisme/La lutte des chômeurs et précaires. « L'alternative ».
Théorie Communiste 16	(mai 2000)	La communisation.
Théorie Communiste 17	(septembre 2001)	Le démocratisme radical et ses critiques.
Théorie Communiste 18	(février 2003)	Après Gênes. La seconde Intifada
A fair amount of killing		Tract (en collaboration avec Alcuni fautori della comunizzazione).
Théorie Communiste 19	(juin 2004)	Sur la restructuration.
Théorie Communiste 20	(novembre 2005)	Théorie de l'écart.
L'auto-organisation est le premier acte...		Brochure bilingue anglais/français.
Théorie Communiste 21	(février 2007)	La lutte anti-CPE. TC brûle-t-il ? Karl Marx et la fin de la philosophie classique allemande
Théorie Communiste 22	(février 2009)	Du capital restructuré à sa crise. La perspective communiste. Revendiquer pour le salaire.

